

Le retour du terrorisme

DES centaines de morts en Inde, des dizaines en Algérie, d'autres encore en Égypte et jusqu'à New-York. Jamais, depuis les grandes vagues d'attentats d'origine palestinienne dans les années 70, le terrorisme ne s'était aussi bien porté que ces dernières semaines. Comme si les poseurs de bombes voulaient confirmer par leur signature le « nouveau désordre international » qu'a amené la fin du communisme et de la guerre froide.

De fait, rien n'a changé dans les données du problème. L'ex-KGB soviétique avait noué des liens bien réels avec divers groupements terroristes, mais la disparition de ce « parrain » a d'autant moins mis fin au phénomène que d'autres idéologies, appuyées par d'autres États, ont pris le relais. Bien au-delà des États policiers qui régissent à coups de mitraillette le compte de leurs opposants émigrés (comme le montre l'assassinat, mardi à Rome, d'un nouvel opposant iranien), le fanatisme ne connaît plus de frontières : c'est même dans l'exportation de la violence que ses inspirateurs voient le premier signe de vitalité de leur « cause ».

SANS entrer dans les détails des diverses enquêtes en cours, on notera seulement que le fanatisme religieux est de loin le premier pourvoyeur de terroristes : c'est à lui qu'il faut attribuer les attentats d'Algérie, d'Égypte et d'Inde. Ce fanatisme est aussi le plus adroitement destructeur, si l'on ose dire, puisqu'il vise les rares symboles ou sources de prospérité dans ces pays pauvres : à Bombay le complexe bancaire, au Caire le tourisme, une industrie qui fait vivre des millions d'Égyptiens et rapporte 40 % des devises étrangères du pays... Le terrorisme ne se borne pas à imposer son « idéologie » aux autres, il cherche à entraîner des nations entières dans une sorte de suicide collectif.

Mais ce sont précisément ces extrémistes qui font sa faiblesse. On ne saurait exclure, certes, que le fondamentalisme islamique finisse par venir à bout des régimes algérien et égyptien. Mais un tel résultat, s'il se produit, proviendra beaucoup plus d'une adhésion plus ou moins spontanée des populations et des craintes des régimes actuels que des entreprises baptisées improprement de « déstabilisation » par les stratèges du terrorisme. Même transformé en guérilla, ce dernier n'a conduit à aucun résultat probant au Nicaragua ou au Pérou : il a eu contraire consolidé le pouvoir en place dans ce dernier pays.

Le bilan est encore plus inquiétant dans les démocraties industrielles : non seulement le terrorisme des années 70 a échoué à changer quoi que ce soit en Allemagne, en Italie ou en France, mais pratiquement tous ses meneurs sont actuellement sous les verrous. Pour peu que la nécessaire coopération internationale continue de se développer dans ce domaine (et les États inspirateurs du terrorisme, malgré les prudentes diplomatiques, commencent à en ressentir les effets), il y a tout lieu de penser qu'il en ira de même des auteurs des attentats de New-York et d'ailleurs.

Lire nos informations pages 3 et 6

M0147 - 0318 0 - 7.00 F



Retour anticipé de M. Rabin des États-Unis

Les violences ne cessent de s'aggraver dans les territoires occupés par Israël

Dix Palestiniens ont été blessés, mercredi 17 mars, par les tirs de soldats israéliens qui tentaient de disperser une manifestation dans le territoire de Gaza. Ces incidents ont éclaté au lendemain de heurts qui ont causé la mort de deux Palestiniens, tandis que soixante-dix autres étaient blessés. En raison de la détérioration de la situation dans les territoires occupés, marquée aussi ces jours derniers par l'assassinat de plusieurs colons, M. Itzhak Rabin, le premier ministre israélien, a ébréché de quelques jours son voyage aux États-Unis, avec l'intention de prendre de nouvelles décisions pour tenter d'endiguer la vague de violences.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Alarmé par la détérioration de la situation en Israël et dans les territoires occupés, M. Itzhak Rabin a décidé d'écourter sa visite officielle aux États-Unis. Le premier ministre sera de retour, vendredi, à Jérusalem, après moins d'une semaine d'absence. Selon l'un de ses proches, il étudiera notamment des mesures « plus radicales » que celles prises jusqu'ici pour enrayer l'escalade de la violence tous azimuts.

« La peur », a dit M. Rabin, encourage le terrorisme. Il convient donc, selon lui, de « rester en alerte », tout en sachant que « tant qu'il n'y aura pas de solution politique » et tant que les Israéliens continueront d'employer, en Israël même, « plus de cent mille Palestiniens, il sera impossible d'éviter les attentats ». Dans un premier temps, conseille-t-il, les employeurs devraient remplacer les travailleurs palestiniens par des citoyens israéliens. « Juifs ou Arabes, peu importe, cela réduirait le danger, au moins sur le territoire nation-

nal. » La vague de violence a commencé à rouler, mardi, dès l'aube, à Khan-Younes, dans le sud de la bande de Gaza. A peine levé le couvre-feu, les gamins ont commencé à lancer des pierres aux soldats qui ont riposté au fusil : un adolescent - Sald El Salameh, seize ans - touché en pleine poitrine, est mort sur la table d'opération. Furieux après ce nouveau décès - le cinquante-septième depuis l'expulsion par Israël, le 17 décembre dernier, de plus de quatre cents Palestiniens vers le sud du Liban - plusieurs centaines de jeunes du camp de réfugiés de Khan-Younes s'en sont pris à l'armée.

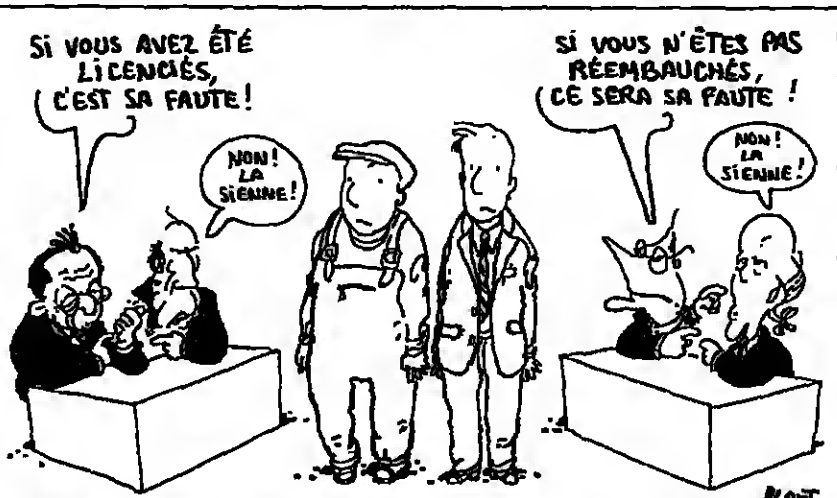
Les troupes de Gaza, qui ne comptent bientôt plus de réservistes - le gouvernement ayant jugé que leur séjour dans « la poudrière », était mauvais pour le moral de la nation - ont été un deuxième adolescent - Fayez El Sayouk, dix-huit ans - et blessé une soixantaine de personnes. Quatre d'entre elles étaient, mercredi, dans un état critique.

PATRICE CLAUDE
Lire la suite page 6

Après ses propos sur le président de la République

Plusieurs dirigeants socialistes critiquent sévèrement M. Rocard

Les propos de M. Rocard estimant que les élections législatives sont marquées par « un règlement de comptes personnel » entre beaucoup de Français et M. Mitterrand (« le Monde » du 17 mars) ont été commentés sévèrement, après M. Fabius, par M. Aubry, par M. Emmanuelli, et même par M. Sapin, ministre de l'économie et des finances, pourtant rocardien. M. Bérégovoy a rappelé que M. Rocard avait été, pendant trois ans, le premier ministre de M. Mitterrand et que la majorité des Français souhaitait que ce dernier aille au terme de son mandat. A droite, M. Pasqua a estimé que M. Rocard a été « le premier à se jeter par-dessus bord avec son canot de survie ».



« Les comptes de Michel Rocard, par PATRICK JARREAU » Un entretien avec M. Charles Pasqua « Ille-de-France (III) : la droite sans partage à Paris, par OLIVIER BIFFAUD » La course de René Monory, par GILLES PARIS » Gironde : l'angoisse de l'« après-Chaban », par PIERRE CHERRIAU
pages 7 à 9

M. Mitterrand et l'aide à la Russie

Le chef de l'Etat français propose un sommet spécial du G7
Lire page 4 l'article de JAN KRAUZE

La coopération européenne à l'épreuve

Sur fond de récession et de montée du chômage
Lire page 5 l'article de PHILIPPE LEMAITRE

M. Kouchner n'enseignera pas à Cochin

Coupant court à une polémique naissante, le ministre de la santé a renoncé à briquer le poste de professeur associé en médecine humanitaire à la faculté de médecine de Cochin
Lire page 10 l'article de FRANCK NOUCHI

Interminable chômage

VI. - Le tonneau des Dardes Page 18

ÉDUCATION • CAMPUS

1981-1993 : l'érosion des ambitions • Un entretien avec M. Joseph • La révolution tranquille de la décentralisation • Les riches heures de la Rue de Grenelle Pages 13 à 15

Boulogne à l'heure du « poisson des autres »

Colin d'Alaska, crevettes sénégalaises, le premier port de pêche français s'est reconverti. Les artisans traditionnels ne contiennent plus leur colère.

BOULOGNE-SUR-MER

de notre envoyé spécial

Boulogne-sur-Mer : un port de pêche ou une plate-forme de négoce ? Des chalutiers vaillants, bien que rongés par les paquets de mer, ou des camions frigorifiques impeccables ? Des matelots brûlés ou des ouvrières d'usine en blouse, bottes et bonnet blancs ? Des poissons minutieusement alignés en caisses ou des barquettes prêtes pour le four à micro-ondes ? Boulogne-sur-Mer, c'est tout cela à la fois. Mais chaque année qui passe voit le commerce et la transforma-

tion prendre l'ascendant sur l'ancêtre métier le plus en amont, celui qui a forgé longtemps les lettres de noblesse du port, c'est-à-dire la capture du poisson proprement dite. L'an dernier, 280 000 tonnes de produits de la mer sont passées par les magasins de marée et les grandes maisons de conserve, filage, salage, fumage et préparation, mais sur ce total la production de pêche locale négociée à la criée « Jean Del-pierre » ne compte que pour 60 313 tonnes (1). Tout le reste vient d'importations d'Islande, de Norvège, du Danemark ou du

continent nord-américain qui ont déferlé sans retenue. Par amicale décision, les illustres liges d'armateurs de la place, qui n'exploitent plus qu'une quinzaine de grands chalutiers de 55 mètres (au lieu de trente-quatre il y a dix ans), parlent, en désignant la noria de semi-remorques bourrées de plaques de colin d'Alaska surgelées ou de cabillaud des îles Féroé, « du poisson à roulettes... ».

FRANÇOIS GROSCHICARD

Lire la suite page 17

(1) 95 000 tonnes en 1984, 122 000 en 1976.

JEAN RASPAIL

« Le cérémonial est superbe. Les Sept cavaliers entraînent le lecteur loin, très loin de notre monde des « affaires », de nos horizons courts, de nos ciels bas. »

François Nourissier,
Le Figaro Magazine

JEAN RASPAIL

Sept cavaliers

quitteront la ville au crépuscule par la porte de l'Ouest qui n'était plus gardée.



Salon du livre : pour comprendre l'histoire

« La déesse mémoire, par Jean-Pierre Rioux » La fin des « quinze glorieuses », par Pierre Lepape » Retour à l'entique, par Pierre Chuvin » La religion consacrée, par Michel Sot » Le temps des doutes, par Roger Chartier » Les grands communistes, par Florence Noiville et Marion Van Renterghem » Les amateurs de Nîmes, par Raphaëlle Bérillon. A l'étranger : Allemagne, par Hinnerk Bruhns, États-Unis, par Eric Fassin, Israël, par Nicolas Weill, Italie, par Philippe Boutry. Pages 1 à XIV

ARTS • SPECTACLES

« La reprise de « Wozzeck », d'Alban Berg, mis en scène par Patrice Chéreau au Châtelet » « Light Sleepers », un film de Paul Schrader. Pages 27 à 34

Demain dans « le Monde »

1988-1993 : regards sur une législature

Le Monde publie demain (nos éditions datées 19 mars), à la veille d'une nouvelle assemblée, un panorama de la première législature du second septennat de M. Mitterrand, dans lequel sont abordés les bilans des personnalités qui ont incarné cette période, les réussites aussi bien que les échecs, ou les essais non transformés de ceux qui ont gouverné le pays pendant cinq ans.

DÉBATS

Ex-Yougoslavie

L'inavouable frontière

par Alain Finkielkraut

Si Séville ou Venise étaient bombardées et non Sibérie ou Zadar, si Vienne ou Bruxelles connaissaient le sort abominable de Sarajevo, si l'on « nettoyait » aujourd'hui des villages français, allemands, hollandais et non la bourgade de Czerske, les Européens passeraient sans hésiter à l'action militaire « pour la sauvegarde des valeurs communes, des intérêts fondamentaux et de l'indépendance de l'union » et les Américains ne se contenteraient pas de larguer sur les zones sinistrées des médicaments et des vivres.

Le malheur de la Croatie et de la Bosnie, c'est d'être situées de l'autre côté d'une ligne dont, il y a un peu plus de trois ans, tous les habitants du Vieux Monde célébraient avec ferveur la disparition. L'Europe de l'Ouest, en effet, se réjouit que l'Europe ne soit plus partagée, mais elle décline les responsabilités qu'implique cette nouvelle donne. Le soviétisme est tombé, l'Yalta demeure.

Les « munichois » avaient l'excuse de la peur

Pour dénoncer l'immobilisme ou l'embaras des Douze, on a évoqué Munich. Cette comparaison est encore trop floue. Les « munichois », au moins, avaient l'excuse de la peur. Or Slobodan Milosevic ne menace aucun des pays de la Communauté. Son projet expansionniste conduit la Serbie jusqu'à l'Adriatique, mais pas au-delà. Ce n'est donc pas la peur qui anime nos dirigeants, c'est tout simplement l'égoïsme.

Seulement voilà : le temps n'est plus au *sacro egoïsme*. Cette attitude bafoue les principes humanistes et universalistes dont l'Europe se réclame à longueur de discours.

Que faire pour sortir de la contradiction ? Comment justifier une application aussi cruelle de la préférence nationale ? La France, qui n'a pas de pétrole mais qui a des idées, a résolu le problème.

Camoufler la démission politique

Après avoir inventé le droit d'ingérence humanitaire pour camoufler la démission politique devant l'invasion d'Etats reconnus et l'élimination de peuples indésirables, elle a fait voter par l'Assemblée générale des Nations unies la création d'un tribunal international qui réunira le double prodige de ne juger personne puisqu'il se refuse les moyens d'arrêter les coupables, et de juger tout le monde – victimes aussi bien qu'agresseurs – puisque, à la différence du tribunal de Nuremberg, il n'aura pas à se prononcer sur les agissements d'un Etat criminel mais beaucoup plus vaguement, et à seule fin de donner à l'amalgame la caution du droit, sur les violations des droits de l'homme pendant la guerre dans l'ancienne Yougoslavie.

C'est ainsi que l'Europe des Douze peut maintenir et consolider son inavouable frontière tout en se flattant de faire catécher le monde dans l'ère du sans-frontiérisme, de la justice planétaire et de la solidarité.

REVUES

Le capitalisme non plus, ça ne marche pas...

FRÉDÉRIC GAUSSEN

La défaite annoncée de la gauche aux élections et l'arrivée de la droite au pouvoir semblent prouver que pour la France « le socialisme ne marche pas ». Hélas, la crise mondiale – et la prudence même de l'opposition – montrent que le capitalisme aussi est en difficulté...

Le communisme ayant été vaincu par KO, la preuve semblait définitivement administrée que le capitalisme était la seule forme possible d'organisation des sociétés. Après un siècle d'errements idéologiques, le monde retrouvait l'harmonie naturelle du marché. Il suffisait, pour s'en convaincre, de voir avec quel appétit les pays d'Europe de l'Est s'ouvraient à la libre entreprise au Parlement, des associations aux collectivités territoriales et en donnant à tous les acteurs sociaux « des moyens et des espaces pour agir » que le monde développé pourra affronter la révolution de l'automatisation.

Mais voilà que la crise actuelle, à la fois économique, morale et politique, et la multiplication des guerres, tendent à modérer cet enthousiasme. Comme si après la joie de la libération, la désillusion des Européens de l'Est gagnait tous les esprits. Ce système, libéral, mais ses dévotions réalistes, matérielles, est-il menacé de l'intérieur ? C'est la question que se pose, de façon opportune, la revue *Panoramas* dans un dossier intitulé : « Chômage, pauvreté, exclusion : et si le capitalisme venait à implorer ? »

Le tableau est en effet aussi évocateur qu'inquiétant. Une masse croissante de pauvres et de chômeurs, des sociétés disloquées, la violence qui s'installe au cœur des cités les plus riches. Et

tandis qu'une partie de la planète – l'Afrique notamment – s'enfoncé dans une misère dramatique, les piliers du développement – les Etats-Unis et l'Allemagne – sont gravement déstabilisés. Ainsi les témoins du libéralisme eux-mêmes sont mis en échec sur leur propre terrain : l'efficacité économique et la justice sociale.

Rafaeling toulouise de s'abandonner à une excessive moralité, Paul Noiret, l'organisateur de ce dossier, estime que le système peut éviter la fêlité s'il accepte de s'adapter, c'est-à-dire de se démocratiser davantage. Il appelle de ses vœux un « social-capitalisme », où la participation et la négociation permettraient à la fois d'améliorer la productivité en mobilisant toutes les intelligences et de lutter contre l'exclusion, en rétablissant les solidarités fondamentales. C'est en « recadrant du social » à tous les niveaux (de l'entreprise au Parlement, des associations aux collectivités territoriales) et en donnant à tous les acteurs sociaux « des moyens et des espaces pour agir » que le monde développé pourra affronter la révolution de l'automatisation.

Le prix à payer

Ce thème est développé tout au long du numéro dans les domaines de l'emploi (Philippe Zaffran), de la formation (Jean-Louis Kirsch), de l'entreprise (Jean-Baptiste de Foucauld), du syndicalisme (Pierre Hériter et Jean-Christophe Le Dugou), ou de la vie associative (Denise Ferrand-Bachmann).

Mais peut-on émaner, ou humer, le capitalisme ? Ce projet paraît sans doute bien utopique aux responsables de la revue *Lignes*, qui, analysant les « Logiques du capitalisme », voient dans la crise actuelle non pas une dérive mais une nécessité. Pour

Michel Surya, le système ne peut survivre que grâce aux inégalités et aux injustices qu'il engendre. Les seuls naissances s'en écourent. Les trois millions de chômeurs sont le prix à payer par la France à la modernisation de son économie, et donc à son enrichissement. Et la misère de l'Afrique, de l'Amérique du Sud ou des pays de l'Est sont la condition du développement de l'Occident. Loin d'être un élément de pacification et de progrès pour tous, le capitalisme se nourrit des conflits qu'il engendre.

« Au lieu, écrit Michel Surya, que le capitalisme étienne et plus encore supprime les tensions (sociales, raciales, etc.) il les accentue. » Et les bonnes paroles que les responsables politiques adressent régulièrement aux démunis du tiers-monde ou des anciens pays communistes ne sont que des leurre (malheureusement hypocritement présentés comme humanitaires), puisque l'intérêt des entrepreneurs n'est nullement d'investir dans des pays ruinés socialement et politiquement. « Ce que ces pays (ceux de l'Est) sont en train d'apprendre à leurs dépens, c'est que le capitalisme n'est pas une tricherie moindre que celle que le communisme a fait pour eux, tout au plus est-elle une tricherie plus insidieuse. »

Mais ce qui fait surtout rage la revue *Lignes* est de constater que cette logique du capitalisme a entièrement contaminé la gauche, qui aurait dû la combattre et qui va être chassée du pouvoir par la droite, à cause de sa conversion à l'argent, au goût de l'argent, à l'amour de l'argent.

Si la gauche s'est désqualifiée pour avoir mal utilisé le pouvoir, il n'est pas sûr pour autant que le libéralisme, incarné par la droite, soit mieux armé pour affronter les temps nouveaux. C'est la question que se pose Emmanuel Wajsbort, dans un article récent de la revue *Génèses*, où il étudie

l'évolution, depuis la Révolution française, des trois idéologies : le conservatisme, le libéralisme et le socialisme. Sa conclusion est que les frontières entre les trois sont de plus en plus floues et qu'aucune n'est adaptée au monde moderne.

Les limites du libéralisme

« La nouveauté, écrit-il, ce n'est pas la confusion qui règne aux alentours d'une grande idéologie libérale hégémonique, comme elle l'a toujours été dans l'économie-monde capitaliste des dix-neuvième et vingtième siècles. La nouveauté c'est que pour la première fois de son histoire, cette idéologie dominante, le libéralisme, qui est au fond la même chose que la modernité, se trouve sérieusement remise en question. » Et il en conclut que « l'idéologie du libéralisme, comme projet politique efficace, a aujourd'hui atteint ses limites et est en train de s'effondrer sous l'effet de la crise structurelle de l'économie-monde capitaliste ».

Si le communisme est mort, le socialisme déconsidéré, le libéralisme dépassé et le capitalisme menacé d'implosion, il ne reste plus, comme le fait Jean Baudrillard interviewé dans *Lignes*, qu'à interpréter l'activité des hommes comme une simple « obsession collective d'aller plus loin dans le travail de deuil de l'histoire, d'effacer ce faux vide, ce non-lieu, d'effacer cette scène qui n'en est plus une... » Triste perspective...

► *Panoramas*, 2^e trimestre 1993, N° 9, 76 F. Diffusion Le Seuil.

► *Lignes*, Janvier 1993, N° 18, 95 F. Ed. Hazan.

► *Génèses*, Octobre 1992, N° 9, 90 F. Ed. Belin.

Elections

Parlez-nous d'amour

par Marek Halter

« **L**es jours de l'homme sont plus rapides que la navette du *USSR* », dit Job. Nous voilà de nouveau à la veille d'élections. Ce devoir républicain nous semble parfois inutile, parfois inquiétant, souvent les deux à la fois. Et pourtant, nous le savons, il n'est pas de démocratie sans consultation populaire, même si toute consultation populaire ne conduit pas forcément à la démocratie. Surtout en période de crise. Aussi, les prochaines législatives ne paraissent-elles particulièrement importantes.

Pourquoi, dès lors, ne pas m'engager, comme certains me pressent de le faire, à gauche comme à droite ? C'est que, comme les gens de la Bible, j'ai toujours pensé que la place d'un écrivain, d'un créateur, n'était pas aux côtés ou derrière un homme politique, mais face à lui. Pour l'interroger et se déterminer en fonction de ses réponses. Et je m'étonne que personne à ce jour – y compris moi-même – n'ait précisé les questions. Serait-ce qu'il n'y ait plus de réponses ou que l'on mette en doute les réponses qu'on nous donne ?

Jc sais que des propositions électorales, plus ou moins élaborées, ne manquent pas, tant sur les plans économique, social que culturel et bien évidemment de l'environnement.

En temps normal cela aurait peut-être suffi à nourrir les débats. Mais nous ne sommes pas en temps normal, me semble-t-il, et les hommes politiques ainsi que les électeurs s'en rendent compte.

Ne pas voir l'ampleur de la crise

Pour ne pas affoler, pour ne pas s'affaler, les uns et les autres préfèrent ne pas voir l'ampleur de la crise. Crise peut-être plus grave encore que celle qui a secoué le monde en 1929-1930. Parce qu'elle intervient en pleine défaite des valeurs laïques et religieuses, et en pleine décomposition ethnique et géographique. Dans un monde sans repères, sans espoir et sans projet crédible de secours.

Aussi, n'est-ce pas tant en fon-

tion des propositions que l'on nous présente, d'ailleurs peu élogieuses les unes des autres, que nous aurons à nous déterminer. Ce n'est pas davantage par rapport à leurs auteurs puisque la France a la chance de posséder des hommes politiques qui, à l'exception de quelques extrémistes, sont de vrais démocrates. Non, c'est sur la capacité de ces hommes d'insuffler un peu d'espoir au pays, sur leur détermination à défendre, au-delà des vraies urgences, les valeurs et les règles qui préservent l'humanité.

« Je ne trouve pas trace de cet espoir »

André Gide disait que l'on ne fait pas de bonne littérature avec de bons sentiments. Puis il s'est corrigé, ajoutant que les bons sentiments n'empêchent pas la bonne littérature. De même, les bons sentiments ne remplacent évidemment pas un projet politique, mais un projet politique sans bons sentiments, sans appel à la générosité, à la solidarité et à la justice ne peut se terminer que par une catastrophe.

Or, comme d'habitude, on croit soulager l'angoisse des électeurs en promettant de réduire le chômage, les impôts, tout en assurant la sécurité, la santé et l'éducation... Tout homme politique qui fait aujourd'hui ce genre de promesses sans qu'il en coûte rien à personne se retrouve demain dans la peau d'un Bill Clinton expliquant à la nation que cela est impossible. Et si la volte-face du président américain a tout de même reçu un accueil favorable, c'est qu'il a su transmettre au pays un message d'enthousiasme, d'espoir et de justice.

Qui, le poète a raison de dire : « C'est l'espoir qui empêche l'homme de se perdre. » C'est aussi l'espoir qui empêche la décomposition du tissu social. Or, je ne trouve nulle trace de cet espoir. Dans aucun discours politique, dans aucun programme.

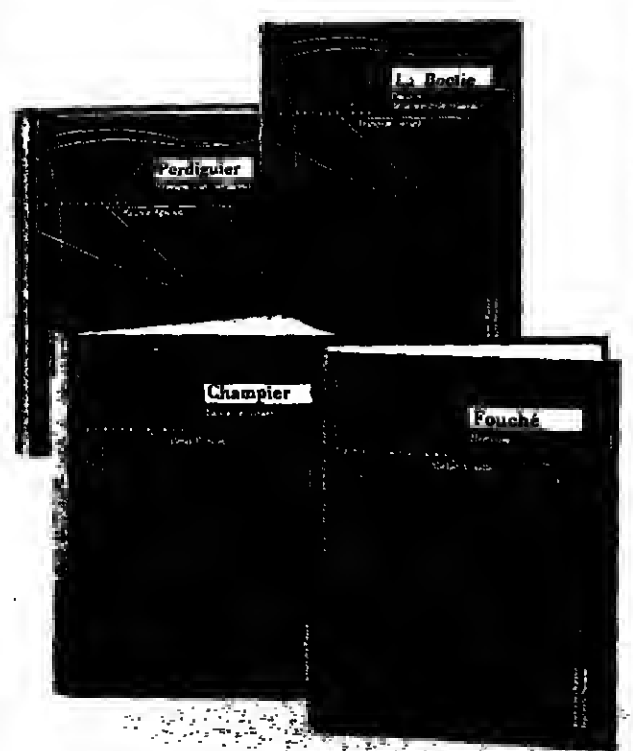
Au fond, si dans notre débat électoral il ne manquait qu'un peu d'amour ?

JAURÈS & JEAN-NOËL JEANNENEY,
PERDIGUIER & MAURICE AGULHON,
CONSTANT & RENÉ-JEAN DUPUY,
VAUBAN & EMMANUEL LE ROY LADURIE,
LOUIS XIV & PIERRE GOUBERT,
ZOLA & JEAN-DENIS BREDIN,
FOUCHÉ & MICHEL VOVELLE...

Acteurs de l'Histoire

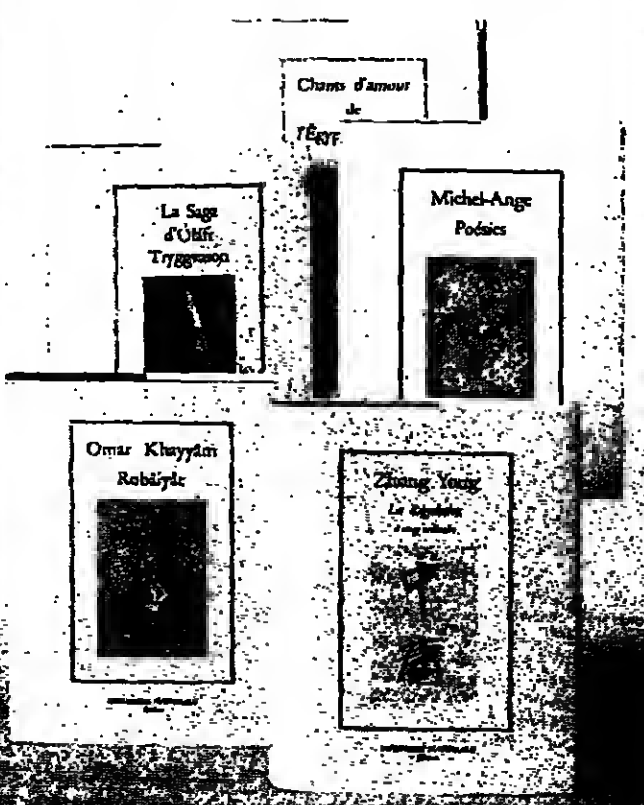
le sens
et
la beauté

LES ACTEURS
DE L'HISTOIRE, RÉUNIS
DANS UNE COLLECTION
D'UN CARACTÈRE UNIQUE.



IMPRIMERIE NATIONALE
Éditions

LA BHAGAVAD GITA,
CHANTS D'AMOUR DE L'ÉGYPTE,
ÉRASME, CAVAFY,
MICHEL-ANGE, OMAR KHAYYAM,
FICHTE, ZHONG YONG...
LA SALAMANDRE
FAIT REVIVRE LEURS TEXTES
PAR LA BEAUTÉ DE LA LETTRE,
LE RELIÉ DE LA TYPOGRAPHIE,
LA SIMPLE VERTU D'UN STYLE.
POUR UN PLAISIR
D'UN CARACTÈRE UNIQUE.



IMPRIMERIE NATIONALE
Éditions

هناك النحل

ÉTRANGER

INDE : quatre jours après les attentats de Bombay

L'explosion d'une bombe a fait plus de cinquante morts à Calcutta

Après la capitale économique de l'Inde, c'est son ancienne capitale coloniale et sa métropole intellectuelle qui est victime de la vague d'attentats qui atteint le pays. L'explosion d'une bombe, aux environs de minuit, mercredi 17 mars, a fait au moins une cinquantaine de morts et plus de cent blessés à Calcutta. De nombreuses personnes seraient encore ensevelies sous les débris. L'attentat a détruit trois immeubles proches du centre, dans le quartier

commercial musulman de Bow Bazar. Les victimes seraient pour la plupart des marchands de tapis musulmans qui vivaient dans leur échoppe au bas de ces immeubles. L'attentat n'avait toujours pas été revendiqué mercredi matin. Ce nouveau massacre intervient quatre jours après les attentats qui ont fait, vendredi dernier, 300 morts et un millier de blessés à Bombay. La police de Bombay n'a pas écarté l'hypothèse

d'un lien entre les explosions dans les deux villes. Le ministre de l'Intérieur, M. S. B. Chavan, a déclaré que si « les services spéciaux pakistanais sont responsables de nombreux problèmes dans notre pays, il est trop tôt pour les rendre responsables des explosions ». Pourtant, une partie de la presse et de la classe politique pointe le doigt vers le pays voisin. Ainsi, le porte-parole du parti gouvernemental du Congrès, M. V. N. Gadgil, a demandé au premier

ministre de prendre la tête d'une campagne internationale visant à faire déclarer le Pakistan « État terroriste ». Par ailleurs, alors qu'une équipe d'experts en explosifs d'Interpol est arrivée à Bombay, le gouvernement américain a mis en garde l'Inde contre la risque d'attaques terroristes à New-Delhi même. Mardi également, Washington a recommandé à ses ressortissants d'éviter de se rendre pour le moment en Inde. — (AFP, UPI, Reuter, AP)

Une citadelle marxiste depuis 1977

CALCUTTA

de notre envoyé spécial

« On ne peut pas ignorer le phénomène religieux, lance M. Bhattacharya, ministre de l'Information du gouvernement marxiste du Bengale occidental. Nous sommes 192 000 membres du parti, et la majorité des 68 millions d'habitants de l'État vont au temple, à la mosquée, à l'église. Alors... » Alors le gouvernement du CPI (M) pour marxiste, au pouvoir depuis 1977 et jamais à court d'inventions pour s'y maintenir, a entrepris de lutter contre la religion par la religion, à l'heure où une poussée de ferveur religieuse sans précédent depuis l'indépendance secoue l'Inde, où le Parti du peuple (RIP, hindouiste) monte en puissance, et où la vague d'attentats, après avoir dévasté Bombay, s'en prend maintenant à Calcutta.

Si étonnant que cela paraisse, la propagande du CPI (M) se réfère désormais aux commentaires de philosophes bengalis « réformateurs » — Vivekananda, Ramakrishna, Ram Mohan Roy — qui s'étaient efforcés, au dix-neuvième siècle, de concilier les valeurs de la spiritualité hindoue avec les changements de la société indienne inspirés du modèle occidental (1). Même la Bhagavad Gita (2) est remise à l'honneur afin d'exalter les vertus de tolérance prônées par Krishna.

« En face des dévotions sur l'opulence du peuple », ironisent des intellectuels marxistes en rupture de ban avec un PC devenu, selon eux, trop « réaliste » : « Quand on utilise la religion, même pour la présenter sous son jour réformiste, on joue du déni », regrette, pipe en main sous le portrait de Ho Chi Minh punaisé sur le mur de son salon, le célèbre cinéaste Mrinal Sen. Il avoue ne plus savoir s'il est « encore marxiste », mais il assure rester « résolument athée ».

« Athée, je le suis et le resterais », répond confusément M. Bhattacharya, hâtant le pas pour qu'il ne soit pas accusé de « caste n'est que mauvaises manières ». Et le ministre de l'Information d'expliquer : « Un jour, j'ai lu Sarre et je suis devenu communiste », ce qui lui fournit une transition pour demander si la réfection de La Coupole, à Montparnasse, n'a pas ruiné l'ambiance du quartier...

Les marxistes sont, en Inde comme ailleurs, une espèce en voie de disparition. Mais ils restent bien implantés au Bengale où ils se sont fait réélire à trois reprises ces sept ans. Ils ont même réussi à doubler le nombre de leurs adhérents. On les dit en pleine crise idéologique ;

on les accuse de n'être que des cyniques, trop avides de pouvoir pour se soucier encore de l'avènement de la société sans classes. Dans les soirées bourgeoises de Calcutta, on se raconte les dernières histoires sur la corruption du parti, comme pour bien s'assurer qu'après tout un communiste indien reste d'abord un politicien, donc corrompible.

Une ombre sur la démocratisation

Tres ébranlés par la disparition de l'URSS, les marxistes bengalis ont pourtant résisté à l'effondrement. « Nous devons trouver notre propre modèle », déclare M. Jyoti Basu, premier ministre du Bengale (3). Patriarche de soixante-dix ans, en grande forme physique et intellectuelle, M. Basu est la figure emblématique du communisme bengali. Il nous reçoit au Writers Building, qui fut le bâtiment des comptables de la Compagnie des Indes orientales avant de devenir siège du gouvernement du Bengale. Dans une ambiance de courtoisie et sous la caresse des ventilateurs, une armée de fonctionnaires s'affaire avec nonchalance, du secrétaire assis derrière un bureau coquet de dossiers aux gratte-papier aux tâches incertaines en passant par les porteurs de thé.

« L'URSS a disparu, les pays de l'Est ne sont plus des démocraties populaires, mais nous avons conclu que ce n'est pas la faute du marxisme, résume M. Basu. Les marxistes doivent comprendre leur nouvelle situation, faire preuve de pragmatisme. L'expérience que nous tentons ici est positive : en moins de seize ans, nous avons appliqué les réformes agraires dans les campagnes. Aujourd'hui, de 60 à 80 % des terres cultivables appartiennent à la moyenne et petite paysannerie. Selon le CPI (M), « près d'un million d'acres (400 000 hectares) ont été distribués à deux millions de personnes, la moitié d'entre elles indigènes et aborigènes ».

Même les adversaires du parti ne nient pas en bloc ses succès : « Nous, les bourgeois, ne pouvons plus voir en peinture ces communistes qui ont laissé Calcutta dans un délabrement incroyable, remarque Tarun Ganguly, journaliste au Telegraph, le grand journal anglophone de la ville. Mais force est de reconnaître que les paysans, soit la majorité des électeurs, ont plutôt à se féliciter du règne du CPI (M). » Les critiques affirment cependant que la réforme agraire est gelée depuis dix ans. Ils ajoutent que la « nouvelle classe » de paysans exploités les plus pauvres, jetant ainsi une ombre sur la « démocratisation ».

Le président de la branche bengalie du Congrès, M. Somen Mitra,

ajoute : « Ils se maintiennent par la force et l'intimidation lors des élections. Le CPI (M) contrôle d'une main de fer les assemblées locales des campagnes, les Panchayat, et privilège ses partisans. »

L'ancienne capitale de l'Empire des Indes — métropole de 12 millions d'habitants — a perdu en grandeur ce qu'elle a gagné en nostalgie (4) : bâtisses victorienne aux murs délavés par la mousson ; rues aux pavés défoncés où s'échinent, dans une circulation démente, des pousse-pousse aux pieds nus. Chaque année s'entassent ici 50 000 personnes de plus, venues des États ruraux voisins. Mendiant et sans-abri ont fait leur domaine de la rue, des parcs, des ponts. Les mœurs lofts ont aussi leurs problèmes, moins cruciaux, certes, que ceux des bidonvilles de la « Cité de la joie » : panes d'électricité, pannes d'eau et coupures de téléphone rythment le quotidien.

Ne pas se couper du monde

« Nos succès sont plus visibles en milieu rural qu'en ville », admet M. Basu, qui manie avec autant d'assurance la langue de Shakespeare que la lyrique. Les méchantes langues diront que les marxistes bengalis n'ont pas de raison de privilégier la « ville de la déesse Kali », dont les voix vont davantage au

Congrès qu'au CPI (M). L'un des succès du parti, aujourd'hui remis en cause, a été d'avoir maintenu l'« harmonie communautaire » lors des émeutes de décembre et janvier, qui ont fait près de 2 000 morts en Inde après la destruction de la mosquée d'Ayodhya par des fanatiques hindous. M. Basu avait été l'un des rares parmi ses pairs à prendre les mesures qui s'imposaient en ces temps de folie — et ce dans une ville qui compte une forte minorité de musulmans. Comment ? « J'ai réuni les chefs de la police et je leur ai dit : vous avez l'ordre de tirer sur les émeutiers ! » Peine perdue.

Le bilan économique de seize ans de pouvoir marxiste est, en revanche, loin d'être brillant. M. Basu se plaint d'être « brimé » par New-Delhi parce qu'il est communiste. Il reste que de très nombreuses entreprises ont quitté Calcutta ; et les nouveaux projets d'investissement tardent à se concrétiser dans cette ville qui est la tête noire des hommes d'affaires. L'État compterait près de cinq millions de chômeurs. « Pas question de laisser le champ libre aux multinationales, dunt la concurrence sera toujours déloyale pour l'Inde, tranche pourtant M. Basu. Mais les étrangers sont les bienvenus pour investir. Je ne suis pas hostile à la libéralisation économique voulue par New Delhi. Il n'est pas question de nous couper

du monde. » Jadis, l'élite de Calcutta était forcément à gauche. Les temps ont changé. Mais pas l'esprit de ces Bengalis cultivés, qui ont tendance à regarder de haut les autres Indiens. Alors, ils se gaussent volontiers, à présent, du CPI (M) avec lequel ils continuent d'entretenir, malgré tout, un complexe d'amour-haine.

Les ex-marxistes de Calcutta sont ainsi à l'image de cette ville d'intellectuels, de poètes et de bourgeois, visiblement fiers d'être Bengalis d'abord, Indiens ensuite, et communistes parfois...

BRUNO PHILIP

(1) Vivekananda, (1862-1902), disciple de Ramakrishna, incarne une approche de l'hindouisme adaptée aux contraintes de la société moderne. Ram Mohan Roy créa en 1828 le Brajmo Samaj, courant réformiste de l'hindouisme hostile aux castes.

(2) La Bhagavad Gita est incluse dans l'épopée du Ramayana.

(3) En 1964, le Communist Party of India (CPI) s'est scindé pour donner naissance au CPI (M), originellement d'obédience pro-chinoise. (Voir les Communistes Indiens, de Violette Graft, FNSP-Armad Cochin).

(4) Calcutta fut capitale des Indes britanniques de 1757 à 1912 avant d'être remplacée par Delhi.

► Le Monde des débats publiera, dans son numéro de mars, un dossier de trois pages sur les conflits religieux en Inde.

JAPON

La Cour suprême juge légale la censure des livres scolaires

TOKYO

de notre correspondant

Une tenace bataille en faveur de la liberté d'expression a été perdue, mardi 16 mars, devant la Cour suprême japonaise. Celle-ci a jugé que la censure du contenu des manuels scolaires par le ministère de l'Éducation nationale n'était pas inconstitutionnelle. Le professeur Saburo Ienaga avait intenté ce procès il y a vingt-huit ans à la suite des modifications introduites dans les ouvrages qu'il avait écrits en 1962 et 1963.

Son nom est indissolublement lié à la lutte pour la paix menée par le syndicat des enseignants contre la réécriture des livres scolaires par l'administration, qui tend à présenter de manière édulcorée certains événements historiques. Ainsi, l'invasion japonaise de la Chine était-elle présentée comme « l'avance en Chine », ou le sac de Nankin (qui fit 100 000 morts, selon les Chinois) comme l'« incident de Nankin ».

Toutes les références aux expériences biologiques sur des êtres humains menées par une unité spéciale de l'armée impériale sont bannies.

La Cour n'a pas jugé sur le fond, mais a réaffirmé, comme en 1971, le principe du contrôle des manuels. Le quotidien Asahi a estimé que ce jugement n'était « guère convaincant » et renforçait l'« arbitraire » du ministère de

l'éducation nationale. M. Ienaga a intenté trois procès à l'État ; le dernier, entamé en 1984, est en cours. En première instance, le tribunal lui avait donné raison.

Bien qu'assoupli depuis 1989, ce contrôle de l'administration demeure un problème fondamental en matière de liberté d'expression au Japon.

Alors que la question des « femmes de réconfort », contraintes de se prostituer par l'armée impériale, réveille les mémoires, ce jugement ne peut qu'inciter à s'interroger sur la volonté de Tokyo de regarder le passé en face.

PHILIPPE PONS

HONGKONG

Pékin ne veut pas danser le tango avec M. Patten

Poursuivant sa campagne de dénonciation du programme de réformes démocratiques du gouverneur de Hongkong, l'éditorial international du Quotidien du peuple a traité, mardi 16 mars, M. Chris Patten de « danseur de tango ».

Dans un commentaire virulent intitulé « Patten dans le tango », l'organe du PC chinois l'a accusé de « dire n'importe quoi ». « Nous conseillons à ce politicien sans pectoral d'arrêter ses pitreries démonstratives », ajoutant : « Pour danser le tango, il faut être deux. »

Une des filles de M. Deng Xiaoping a affirmé dans le même journal que son père approuvait totalement les attaques du premier ministre, M. Li Peng, contre la politique britannique à Hongkong. Quant au secrétaire général du

PCC, M. Jiang Zemin, il a affirmé que le statut « colonial » de Hongkong « est la norme nationale de la Chine ».

M. Patten a répliqué mardi que le débat sur l'avenir de Hongkong se poursuivrait malgré tout. « Je n'entends pas parler comme le font d'autres sur Hongkong, a-t-il dit. (...) Nous continuerons à discuter de manière positive et constructive de l'avenir de Hongkong, quels que soient les mots visant Hongkong et son gouverneur. » « La Chine sera souveraine après 1997. Nous le sommes jusqu'à. Je veux assurer une transition aussi souple que possible. Mais je ne veux pas le faire dans la déshonneur, aux dépens (...) de la population de Hongkong. » — (AFP, Reuter)

■ CAMBODGE : L'ONU a les preuves que trente-trois Vietnamiens ont été massacrés par les Khmers rouges. — Le porte-parole de l'Autorité provisoire des Nations unies pour le Cambodge (APRONUC) a affirmé, mardi 16 mars, que les Khmers rouges étaient bien les responsables du massacre de trente-trois Vietnamiens, la semaine dernière. « Deux des morts faisaient partie des assaillants, a-t-il indiqué. Toutes les indications montrent que les cinquante armées étaient des éléments khmers rouges. (...) Terroriser et tuer semble avoir été le seul motif de l'attaque. (...) Maintenant, il s'agit d'identifier les coupables. » — (UPI, AFP)

■ INDONÉSIE : un caricaturiste licencié pour offense à l'islam. — Un caricaturiste du quotidien gouvernemental indonésien Suara Karya a été révoqué pour un dessin ironisant sur le ramadan, a annoncé, mardi 16 mars, le journal. Celui-ci, sans donner le nom du caricaturiste révoqué, a présenté ses excuses à ses lecteurs. C'est la troisième fois en un an et demi qu'une publication indonésienne est victime des pressions des groupes islamistes. Par ailleurs, le procès d'un prêtre pentecôtiste, accusé d'avoir incité à la haine religieuse en publiant des articles jugés insultants pour l'islam, s'est ouvert lundi à Surabaya. — (AFP)

PIERRE BOURDIEU



« e) : « La misère du monde »
france parle.

A travers une cinquantaine de témoignages bouleversants, Pierre Bourdieu et son équipe lancent un défi aux hommes politiques pour qu'ils cherchent, d'urgence, à agir contre les souffrances les plus cruelles vécues par les démunis — jeunes en échec, enseignants ou éducateurs de banlieue, paysans... Catherine Bédarida / Le Monde de l'éducation

Ces histoires aident à comprendre pourquoi les gens sont ce qu'ils sont, et font ce qu'ils font. Chacune d'entre elles peut se lire comme une petite nouvelle. Georges Balandier / Le Monde

Dans ce livre, le plus bouleversant qui ait été donné à lire depuis longtemps, la France qui souffre parle. Enfin. Thierry Baudouin / Le Nouvel Observateur

Ce livre est surtout un acte politique : celui de constituer un savoir « réflexif » qui permette à la société d'intervenir sur elle-même. R. Maggiori et J.-B. Marongiu / Libération

Un énorme « J'accuse ». Michel Grondet / Le Soir

Collection Libre examen

Editions du Seuil

EUROPE

RUSSIE : alors que M. Eltsine plaide l'urgence

M. Mitterrand propose la réunion d'un sommet spécial du G7 sur l'aide à Moscou

Apportant son soutien au président russe Boris Eltsine au cours d'une rapide visite à Moscou, mardi 16 mars, M. François Mitterrand a proposé aux sept pays les plus riches du monde de se réunir d'urgence pour aider la Russie, avant le sommet de juillet à Tokyo.

MOSCOU

de notre correspondant

Faute de mieux, M. Boris Eltsine est décidé à tirer argument de son échec devant le Congrès des députés pour convaincre les Occidentaux d'accroître au plus vite leur aide économique à la Russie et leur soutien politique à sa propre personne. Il pourra compter pour cela sur la pleine coopération de

M. Eltsine en tout cas a hautement apprécié le coup de pouce qu'est venu lui donner le président français, allant même jusqu'à affirmer que le seul fait pour M. Mitterrand de venir à Moscou au lendemain du Congrès était « un signal de soutien aux réformes et à la démocratie ». Mais le président russe ne s'en tient pas là. Il est convaincu que le Congrès aura « un impact » sur les Occidentaux : « le danger de restaurarisme » (du communisme) qui s'y est manifesté devrait « accélérer les décisions de nos partenaires ». Prié d'expliquer ce qu'il souhaite exactement, M. Eltsine a mentionné tout à tour la destruction des armes nucléaires et chimiques, des crédits d'investissement, une assistance en matière de santé publique, et, bien entendu, un nouveau réajustement de la dette. Ce dernier

M. Mitterrand a estimé que « le président Eltsine disposait d'une marge pour faire des propositions au peuple russe », que « cette marge pourrait être utilisée de manière démocratique », et que c'était là une affaire « de semaines ou de mois ». Propos certes prudents, mais qui semblent, eux aussi, l'admettre, si du moins M. Eltsine a bien révisé au président français le fond de sa pensée, qu'il n'a pas l'intention, ou le moyen, de porter un grand coup à son opposition.

Les deux présidents ont d'autre part évoqué la situation en Yougoslavie, même si, selon un responsable de l'Elysée, ils y ont consacré assez peu de temps. Au cours de la conférence de presse, M. Mitterrand s'est avant tout attaché à justifier la venue de M. Milosevic à Paris, soulignant que cette invitation avait été faite à la demande des négociateurs Cyrus Vance et David Owen, qu'elle avait permis, selon ces derniers, « un progrès », mais qu'en tout état de cause « la responsabilité de cette initiative est la leur ». Pour le reste, M. Mitterrand a une fois de plus expliqué que la seule issue possible était

l'adoption du plan Vance-Owen, et qu'à cet égard tout le monde, y compris les Etats-Unis et la Russie, « pousse dans le même sens ».

Dans ces quelques heures passées à Moscou, M. Mitterrand a tout de même trouvé le temps d'un assez long entretien avec Mikhaïl Gorbatchev : après tout, son dernier séjour à Moscou, en mai 1991, avait été tout entier consacré à l'expression de son soutien à un président soviétique déjà assez mal en point. Comme on demandait à l'ancien secrétaire général, à la sortie d'une entrevue dont il s'est déclaré ravi, si la situation de M. Eltsine aujourd'hui ne lui rappelait pas la sienne, M. Gorbatchev a répondu qu'il y avait bien là une « similitude ». Mais « superficielle », car « la Russie n'est pas l'URSS ». Signe des temps, les caméras étaient parties depuis longtemps quand M. Gorbatchev a quitté l'ambassade de France.

JAN KRAUZE

QUE FERIEZ-VOUS FACE À UN PARLEMENT TRÈS HOSTILE ?



M. François Mitterrand, résolu à jouer les premiers rôles dans cette entreprise.

A l'issue de leur bref entretien à Moscou, mardi 16 mars, les présidents français et russe ont dû en l'autre, plaidé « l'urgence » : « en juin ou en juillet ce pourrait être trop tard », a même affirmé M. Eltsine, qui a brandi aussi haut que possible l'épouvantail des « rétrogrades ». Et M. Mitterrand a abondé dans son sens en demandant la réunion d'un sommet spécial consacré à l'aide à la Russie, et qui devrait, selon lui, se tenir « juste après » la rencontre de M. Eltsine et du président Bill Clinton, le 4 avril, à Vancouver, « dans cette ville où dans une autre ». L'important, pour M. Mitterrand, comme pour le président russe, est qu'il s'agisse d'une rencontre de chefs d'Etat, et non de simples « ministres techniques ». Il n'est pas difficile de décoder là une certaine convergence d'intérêts. M. Eltsine a besoin d'un décor prestigieux, d'un aréopage de grands de ce monde qui lui témoignent ostensiblement leur soutien. Et M. Mitterrand ne serait sans doute pas fâché, au lendemain même des élections en France, de montrer à l'opinion et à la probable nouvelle majorité que c'est toujours lui qui tient la baguette.

Cela dit, le président français n'ignore pas que cette idée de sommet ad hoc, précédant de trois mois le sommet officiel du G7, suscite des réticences. M. Mitterrand tourne la difficulté en suggérant que viennent seulement « ceux qui le souhaitent ». Façon de mettre au défi ceux qui hésiteraient à suivre la France dans son désir de « contribuer au redressement russe et à la poursuite des réformes ». Dans l'entourage du président français, on affecte d'ailleurs de croire que seul le Japon reste opposé à la tenue d'un sommet, même si plusieurs autres pays, y compris les Etats-Unis, n'appréhendent pas beaucoup de se voir ainsi forcer la main.

dossier, qui est du ressort du Club de Paris, est d'ailleurs bien avancé, à en croire le ministre des finances, Michel Sapin, qui accompagnait le président français à Moscou, et selon lequel un tel réajustement permettrait à la Russie d'économiser 14 milliards de dollars, et accèderait à un crédit fort cher à l'Etat français, garant des crédits privés.

Le conflit yougoslave

Si M. Eltsine a beaucoup insisté sur le danger d'un retour « au pouvoir des Soviétiques », (le Soviet suprême est l'appellation officielle du Parlement en Russie), il n'a eu de revanche rien de la réponse que lui-même comptait apporter aux députés. « J'étudie l'étendue des dégâts causés par le Congrès », a-t-il seulement déclaré. La grande intervention télévisée par laquelle M. Eltsine est censé reprendre l'initiative se fait donc toujours attendre. M. Sergueï Filatov, le « chef de l'administration présidentielle », a laissé entendre mardi que M. Eltsine avait en tête une double tactique. D'abord, contester la légalité des décisions du Congrès (ce qui pourrait permettre de les ignorer, et de perpétuer par là une situation qui dure en fait depuis des mois). Parallèlement, tenir une « consultation populaire », qui, par parenthèse, coûterait infiniment moins cher qu'un référendum en Bosnie et due fameuse, explique M. Filatov, « 90 % des dépenses, qui représentent les salaires des représentants électoraux, seraient économisées ». Une remarque qui laisse songeur quant au sérieux de ladite consultation et à la rigueur de ses résultats.

Aucune allusion, en revanche, à une quelconque action de force. Quand la question a été posée lors de la conférence de presse, M. Eltsine a même eu un sourire joyeux, contrastant avec le reste de ses propos, volontairement alarmants. Interrogé sur le même sujet,

BOSNIE : bien que le commandement serbe ait donné son accord

Aucun convoi humanitaire n'a pu atteindre l'enclave musulmane de Srebrenica

Malgré l'accord donné par le commandement des forces serbes bosniaques au général Philippe Morillon, responsable des « casques bleus » en Bosnie-Herzégovine, aucun convoi humanitaire n'a pu atteindre l'enclave musulmane de Srebrenica, en Bosnie orientale, mardi 16 mars.

L'accord de principe obtenu la veille « n'a pas été respecté », ce serbe-le-fu n'a pas été étudié, le convoi pour Srebrenica n'est pas passé, le pont aérien n'est pas ouvert, a déclaré le général Morillon, se disant toutefois « déterminé plus que jamais » à mener sa mission à son terme. « Il n'y a pas de progrès pour le moment », a encore dit l'officier

français à l'issue de sa seconde rencontre avec l'un des chefs militaires serbes de Bosnie, le général Manojlo Milovanovic.

Le général Morillon, qui s'exprimait depuis Srebrenica par l'intermédiaire des radio-amateurs de la zone, a également fait état de nouvelles pertes causées mardi par des bombardements à 2 km de la ville. Évoquant la situation à Srebrenica, le général Morillon a dit : « C'était l'enfer quand je suis arrivé, après l'été 1992, hier soir et cet après-midi, sont tombés les feux et il y avait des rires d'enfants. Je suis sûr qu'avec l'aide du monde entier, qui est derrière nous, les enfants de la population ne seront pas déçus ».

Les vivres parachutés par les avions américains ne suffisent pas à nourrir la population, selon le général, qui a d'autre part révélé la pré-

GÉORGIE : intensification des combats en Abkhazie

M. Chevardnadze accuse ouvertement la Russie

MOSCOU

de notre envoyé spécial

« Il s'agit d'un conflit armé entre la Géorgie et la Russie », haussant encore le ton à l'égard de Moscou, M. Edouard Chevardnadze a ainsi commenté, mardi 16 mars, l'intensification des combats en Abkhazie, région de l'ouest de la Géorgie qui réclame son indépendance. Le président géorgien accuse en effet les troupes russes stationnées dans la zone d'avoir soutenu l'offensive menée par les forces abkhazes contre Soukhoumi, la capitale de l'Abkhazie. Pour M. Chevardnadze, qui s'est rendu sur place, des Sukhoï de l'aviation russe auraient aidé les unités abkhazes à s'emparer de positions stratégiques sur la rivière Gumista et à se rapprocher encore de la ville.

De sources militaires géorgiennes, on estime que trente chars russes, une vingtaine de véhicules blindés et douze petites unités d'artillerie ont participé aux combats, qui auraient fait vingt morts du côté géorgien et cinquante du côté abkhaze : des parachutistes russes auraient tenté, sans succès, de débarquer non loin de l'aéroport de Soukhoumi, et un sous-marin, non identifié, qui avait fait surface mardi dans la baie de Sou-

khoumi, aurait été contraint de replonger sous les tirs des garde-côtes géorgiens.

Si les Abkhazes affirment avoir fait prisonniers plus de soixante-dix soldats et officiers géorgiens, les services de renseignement géorgiens prétendent avoir capturé des officiers russes ; ces derniers auraient reconnu que plusieurs unités militaires russes avaient participé à la dernière offensive. « Si on ne parvient pas à défendre Soukhoumi avec les moyens qui se trouvent sur place, nous abandonnerons la mobilisation générale », a affirmé le chef de l'Etat géorgien, qui a ajouté : « J'espère que Boris Eltsine n'est pas au courant ».

Le ministre russe de la défense a, de son côté, démenti toute implication de l'armée russe dans l'offensive des forces abkhazes. Vingt mille soldats russes sont actuellement stationnés en Géorgie, et la Russie ne semble pas avoir l'intention de les retirer. « Nous devons tout faire pour assurer le maintien de nos soldats, sinon nous perdrons la mer Noire », a ainsi déclaré récemment le ministre russe de la défense, le général Pavel Gratchev.

J.-A. F.

A Sarajevo

Un Serbe accusé de crimes de guerre affirme avoir avoué sous la contrainte

L'un des deux Serbes jugés pour crimes de guerre à Sarajevo a affirmé, mardi 16 mars, qu'il avait été battu durant sa détention et forcé à avouer des crimes qu'il n'avait pas commis. Serko Damjanovic, trente et un ans, qui avait reconnu sept meurtres et deux viols durant l'enquête, a déclaré n'avoir rien fait de tout cela. « Ils me battaient, alors je l'ai dit », a-t-il ajouté. Il a affirmé avoir été en prison du côté serbe,

avec son camarade Borislav Herak, qui a, lui, avoué trente-cinq meurtres et seize viols, pour avoir refusé d'aller au front, autrement dit de participer à la « purification ethnique » dont il est accusé. Lorsque le juge a demandé à Damjanovic pourquoi il avait coopéré ses aveux au cours de l'enquête alors qu'il se trouvait en présence de son avocat, l'accusé a dit qu'il n'en savait pas que c'était son défenseur. — (AFP)

sence à Srebrenica de deux militaires américains — un officier supérieur et un sous-officier — spécialistes en transmissions dont la mission est de guider les parachutes d'aide humanitaire. Selon l'armée américaine, en revanche, ces deux militaires ne seraient là que pour une « mission d'assistance ».

« Retenu en otage »

Le général Morillon a, en outre, indiqué que l'enclave musulmane de Konjevic-Polje, voisine de celle de Srebrenica, avait été prise par les forces serbes. « Les unités serbes sont à Konjevic-Polje. La population a été évacuée sur Srebrenica, où il y a à présent au moins 30 000 personnes ou bien des 9 000 habitants qu'il y avait avant », a-t-il affirmé. « De nombreuses personnes vivent dans les rues. Leur concentration est telle que, si un seul obus tombait, il pourrait tuer cent personnes sur le coup », a encore déclaré le général, ajoutant qu'il insistait sur la venue de convois « chargés de vivres, de médicaments et de matériaux de construction, dont des bâches en plastique, pour réparer les maisons ou fabriquer du moins des abris de fortune ».

De son côté, le représentant du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), M. Larry Hollingworth, a déclaré que beaucoup de réfugiés, qui n'ont pas eu d'enclaves, n'avaient plus de vêtements pour se protéger du froid. Le thermomètre est descendu à -15° C mardi matin dans cette petite ville de montagne, selon M. Hollingworth. Ce dernier a indiqué que les réfugiés, chaque jour plus nombreux, avaient fui à la hâte dans

des conditions qu'il a qualifiées d'« épouvantables » à travers des montagnes enneigées, rapporte notre correspondant à Genève Isabelle Vickman. Environ 900 enfants démunis de tout except dans la ville, où l'on dénombre 150 nourissons, a, de son côté, indiqué un porte-parole du HCR. Des réfugiés meurent chaque jour, chaque heure, de froid, de faim, de maladies non soignées ou de blessures de guerre.

Le général Morillon avait obtenu l'accord « des Serbes » pour qu'un convoi humanitaire puisse parvenir à Srebrenica, mais ils ont exigé que celui-ci ne soit pas escorté par les « casques bleus ». Le HCR a rejeté cette condition. Pour les Serbes, le général Morillon est « retenu en otage » par les Musulmans. Ainsi le général Milovanovic a-t-il affirmé que, lors de sa rencontre avec l'officier français, « le général Morillon et ses quatre collaborateurs avaient l'air effrayé et un aspect négatif ». Le général Morillon n'a toutefois affirmé ne pas être prisonnier des Musulmans, a déclaré le général Milovanovic.

Le colonel Kadafi veut intervenir pour mettre fin à la guerre en Bosnie. — Le colonel Kadafi a annoncé son intention d'intervenir pour mettre un terme à la guerre en Bosnie-Herzégovine, a rapporté, mardi 16 mars, l'agence officielle libyenne IANA. « Les Serbes sont nos amis et les Musulmans bosniaques nos frères », affirme le colonel Kadafi dans un message qu'il a remis à l'ambassadeur de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) à Tripoli, lui demandant de le transmettre à la présidence fédérale. — (AFP)

ROUMANIE : le Parlement s'installera dans le palais de Ceausescu. — Les députés roumains ont pris mardi 16 mars la décision de principe d'installer le siège du Parlement dans le gigantesque palais inachevé construit par Ceausescu dans le centre de Bucarest. Selon des projets présentés l'an dernier par la mairie, les deux tiers restants du bâtiment pourraient être utilisés pour abriter un ensemble de casinos, hôtels et salles de spectacles. — (AFP)

Le Monde des DEBATS

L'INDE EN PÉRIL

L'Union indienne est gravement menacée par la montée du fondamentalisme hindou et le ressentiment de la communauté musulmane. L'analyse de notre correspondant Bruno Philip, les prises de position opposées de Vinod Mehta et de Gurilal Jinn.

Numéro de mars 1993 - 30 F.

Le Monde EDITIONS

NIPPON

LE JAPON DEPUIS 1945

William Horsley, Roger Buckley

EN VENTE EN LIBRAIRIE

SPECIAL "PETIT DEJEUNER" FRANCE INTER

avec Valéry Giscard d'Estaing

France inter

ÉCOUTEZ, ÇA N'A RIEN À VOIR.

JEUDI 18 MARS
8h / 9h

هكمان النفل

DIPLOMATIE

Sur fond de récession et de montée du chômage

La coopération européenne à l'épreuve

Le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, rencontrera, jeudi 18 mars, le président Bill Clinton à Washington. L'entretien devrait porter en particulier sur le problème des relations commerciales et sur les mesures de fermeture des marchés publics récemment décidées par les Etats-Unis contre les entreprises européennes.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

En 1993, l'Europe, seule grande zone économique du monde dans cette situation, connaît la récession et une aggravation du chômage. Accablée par une conjoncture détestable, impuissante à faire face aux bouleversements que connaît le continent, mise par l'affaiblissement de la plupart de ses gouvernements, la Communauté traverse une dangereuse phase de repli. Qu'elle semble loin la période euphorique qui a précédé la guerre du Golfe et conduit, en décembre 1991, à la signature du traité de Maastricht. M. Jacques Delors triomphait. Aujourd'hui, attaqué d'une manière inédite par le quotidien (comme Sir Leon Brittan l'est en France), le président de la Commission rase les murs.

Rien ne se passe à Bruxelles. La Communauté, dans le meilleur des cas, réagit à des événements imposés par l'extérieur, telle la crise de la sidérurgie. Cette léthargie, que les palinodies du Parlement de Westminster risquent de prolonger jusqu'à l'automne, pourrait être fatale. L'enjeu, c'est la survie de la construction européenne telle que l'esquissa le Traité de Maastricht : un marché sans frontières adossé à des politiques communes conçues pour renforcer la compétitivité des entreprises, une régulation économique au niveau de la Communauté s'appuyant sur une monnaie

unique, une politique extérieure et de sécurité commune.

L'idée était de mettre en œuvre ce modèle à partir du 1^{er} janvier 1993, puis de le compléter, en particulier en ce qui concerne l'organisation politique et institutionnelle de la Communauté, en 1994. Mais il faudrait alors avoir préparé convenablement le terrain si l'on veut éviter, après l'arrivée de trois ou quatre nouveaux membres, que la Communauté bascule dans une zone de libre-échange au sein de laquelle les liens politiques resteraient limités. Le retard pris rendra l'opération plus difficile.

Maastricht dévalué

« Les Douze veulent-ils encore quelque chose », se demande un haut fonctionnaire bruxellois étroitement impliqué dans le projet de politique étrangère et de sécurité commune. Mis à part le cas de l'ex-Yugoslavie, les ministres s'occupent de moins en moins des affaires du monde. Il n'y a aucune vision commune, le traité de Maastricht est dévalué avant même d'être entré en vigueur. » Peut-on espérer que les choses changeront une fois le traité ratifié, alors qu'au moins deux Etats membres, le Royaume-Uni et le Danemark, sont plus que réticents à l'égard de l'exercice ?

Le tableau n'est pas ocre plus probant dans le domaine de la sécurité. Comment partager les tâches entre l'OTAN, l'UEO, l'Eurocorps ? L'UEO, appelée à devenir le « bras armé » de la Communauté, est encore loin de pouvoir voler de ses propres ailes. « La confusion est grande, la structure actuelle est trop compliquée, on n'en fera rien, et l'alignement va jouer comme un phénomène aggravant. En 1996, il faudra simplifier », constate notre interlocuteur.

La marche vers l'Union économique et monétaire (UEM) pour- ra-t-elle reprendre en dépit d'un terrain miot depuis la tempête de septembre qui a vu la livre et

la lire sortir du système monétaire européen (SME) pour opérer des dévaluations compétitives ? L'offensive de M. John Major, après cet épisode, en faveur d'une réforme en profondeur du SME a échoué. Plutôt que réformer le SME, il conviendrait, c'est le sentiment dominant aujourd'hui, d'assurer son fonctionnement normal, ce qui implique des ajustements de parités en cas de divergences sensibles des performances économiques. Une contrainte que les Etats membres ainsi que la Commission avaient oublié, « tous aveugles », admet-on à Bruxelles, par l'idée que le SME était devenu, grâce à la perspective de l'UEM, un système de parités quasiment fixes.

La dépréciation de 18 % de la livre et de davantage encore de la lire, les ajustements de la peseta, de l'escudo et de la punt irlandaise, opérés, ceux-là, dans les règles, ont facilité évidemment pas la stabilité au sein du mécanisme de changes. « Le SME va tenir, car le marché a compris que le Bundesbank ne prendra pas la responsabilité de ne pas faire ce qui est nécessaire pour le sauver, qu'elle est prête à baisser ses taux pour défendre le dernier euro », estime néanmoins un haut fonctionnaire de la Commission.

Surenchères sur l'agriculture

Après le « black wednesday » de septembre, la classe politique et la presse britannique ont observé avec délectation les difficultés du SME, prêtes à l'enterrer au moindre accroc. A Paris comme à Bruxelles cependant, on veut considérer que « Douglas Hurd, la majorité de l'administration, du monde des affaires, de la City, sont en faveur de l'UEM et du retour dans le SME ».

Le redémarrage vers l'UEM, apparemment possible, sera évidemment facilité si le couple franco-allemand reste uni. Cela semble être une préoccupation de l'ac-

tielle opposition, et il faut s'en féliciter. Mais les affaires agricoles et commerciales, le talon d'Achille de la France dans l'actuel débat européen, ne risquent-elles pas de porter un préjudice grave à cette coopération ?

Les difficultés actuelles ont pris naissance dans la réforme de la politique agricole commune (PAC), une opération indispensable, plutôt bien adaptée aux besoins de l'agriculture française, mais qui a pris les dirigeants professionnels à contre-pied si bien que, même convaincus de son bien-fondé, ils n'ont pas su, on pas osé, la « vendre » à leurs troupes.

L'inconnue américaine

L'amerlino des paysans a tourné à la colère, lorsqu'ils ont éprouvé le sentiment qu'avec le préaccord conclu en novembre 1992 à Washington entre la Commission et les Etats-Unis, il leur faudrait payer une seconde fois. Depuis, la France menace d'y opposer son veto, refusant même son vote le plus raisonnable (l'arrangement sur la limitation de la production d'oléagineux dans la CEE). La surenchère du gouvernement opposé à celle de l'opposition. « On est à l'âge de la pierre, ils sont allumés comme de l'amadou, aucun ne veut passer pour moins « agricole » que le voisin. Tous sont en train de s'auto-bloquer alors que l'accord, sans être très bon, est bien moins mauvais qu'on le dit », constate, désolé, un diplomate parisien.

L'affaire est plus grave qu'on ne le pense souvent en France. En témoignent les déclarations exaspérées de M. Klaus Kinkel, ministre des affaires étrangères allemand, expliquant que son pays avait suivi la France « jusqu'à l'abandon » et n'était pas au-delà. La Commission de Bruxelles, comme inhibée, ne fait pas grand-chose pour calmer le jeu : on s'étonne que M. Delors n'ait pas trouvé le courage de dire publi-

quement qu'une menace de veto à l'arrangement sur les oléagineux était chose peu sérieuse. Comment le prochain gouvernement pourra-t-il sortir de cette nasse ?

La réponse dépend en partie de la façon dont va s'organiser le débat commercial avec les Etats-Unis. Si la nouvelle administration fait preuve d'agressivité, les cartes devront être rebattues, y compris celles concernant le GATT, et la France, dédaignée, si l'on ose dire, par l'excès américain, pourrait retrouver une certaine marge de manœuvre. Mais si le président Clinton cherche le compromis, il faudra, sauf à se résigner à un affrontement avec nos partenaires de la CEE, accepter, moyennant peut-être quelques concessions mineures, le préaccord agricole de Washington, et à fortiori l'arrangement sur les oléagineux. Certains, à Paris, peosent que ce serait jouable à trois conditions.

1) Parvenir à conclure l'Uruguay Round par un accord global et équilibré. Autrement dit obtenir des Américains sur les dossiers non agricoles de la négociation des concessions que, jusqu'à présent, ils refusent.

2) S'agissant du préaccord agricole, clarifier le point litigieux (la portée des engagements pris à l'importation) et, en ce qui concerne les céréales et les oléagineux, faire accepter par nos partenaires de la CEE que, s'il faut réduire la production au-delà de ce que prévoit la réforme de la PAC, on ne le fera pas en imposant un gel des terres supplémentaires, mais par d'autres moyens moins pénalisants pour les intérêts français, telle la hausse des prix.

3) Elaborer une réforme du fonctionnement du GATT garantissant plus de professionnalité et d'impartialité, combinée à l'engagement par les Etats-Unis de ne plus faire usage de mesures de défense commerciale unilatérales. Maltriser la difficulté agricole et commerciale pour consolider l'UEM, étayer le marché unique

par un minimum d'actions sur les terrains social et industriel, relancer la dynamique de la politique étrangère et de sécurité commune : telles sont les tâches les plus urgentes qui s'imposent au futur gouvernement.

En attendant d'accélérer la négociation, inéluctable, sur l'organisation de la Communauté élargie et le degré d'intégration souhaitable, d'où devrait sortir le profil de la future Union européenne.

PHILIPPE LEMAITRE

M. Daniel Bernard nommé ambassadeur à La Haye

M. Daniel Bernard, porte-parole du quai d'Orsay et directeur du cabinet de M. Roland Dumas, a été nommé ambassadeur de France à La Haye, à l'annocé mardi 16 mars le Quai d'Orsay.

M. Daniel Bernard a transformé le service de presse et d'information du ministère, dont il a pris la tête en mai 1990, en en faisant une direction à part entière et en le dotant d'une réelle fonction de communication qui rompt avec la tradition. En février 1992, il avait succédé comme directeur du cabinet du ministre à M. Bernard Kessedjian, contraint de démissionner à la suite de l'affaire Habache.

[Né en 1941, diplômé de l'Ecole nationale d'administration, M. Daniel Bernard a été en poste à Dublin (1967-1971) et à la représentation permanente de la France auprès des Communautés européennes à Bruxelles (1977-1981). Il a ensuite été conseiller technique au cabinet de M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (1982-1983), puis conseiller diplomatique de M. Laurent Fabius à Matignon (1984-1986) et à l'Assemblée nationale (1988-1990). Il est porte parole du Quai d'Orsay depuis mai 1990 et directeur du cabinet du ministre depuis février 1992.]

GROUPE DE BISSY CAMPUS

1^{er} GROUPE DU SUD DE LA FRANCE
Depuis 1982 - PARIS, BORDEAUX, TOULOUSE, MONTPELLIER, AIX-EN-PROVENCE, GRENOBLE, BARCELONE, OXFORD

Avec trois Ecoles - ESCO, EBMS, ESARC -, un Institut - L'IESM -, un Centre de formation - le CTS Esarc -, le Groupe de Bissy Campus couvre l'ensemble des formations de Commerce et de Gestion. Implanté dans huit grandes villes universitaires européennes, il réunit plus de 3.000 étudiants. Quatre cents d'entre eux étudient à l'étranger, notamment à Oxford et Barcelone, ou aux Etats-Unis dans des Universités associées. Le groupe de Bissy Campus est présidé par Yves de Redon, CDC Participations, filiale de la Caisse des Dépôts et Consignations, BANEXI, filiale de la BNP et SIPAREX se sont associées au Groupe de Bissy Campus pour assurer son développement.

ESCO

Ecole Supérieure de Commerce et d'Organisation

CPHEC

CONCOURS

MANAGER D'ENTREPRISE BAC + 4

MBA et MGF BAC + 5

Ecole Supérieure de Commerce et d'Organisation. Recrutement direct sur concours exclusivement réservé aux élèves du CPHEC, admission parallèle sur titre. Trois ans d'études, dont une année optionnelle à Oxford. Master en gestion financière et M.B.A. dans les universités américaines associées (AACSB).

IESM

Institut d'Etudes Supérieures de Marketing

BAC + 2

CONCOURS

MARKETING MANAGER BAC + 4

MBA et MCM BAC + 5

Institut d'Etudes Supérieures de Marketing. Recrutement post-Bac + 2 et Bac + 4. Deuxième cycle : Marketing Manager. Troisième cycle : Master en Marketing Management option : Marketing Stratégique, Marketing International ou Direction des Ventes.

EBMS

European Business and Management School

BAC

CONCOURS

DIPLOME UNIVERSITAIRE EUROPEEN BAC + 4

MBA et MIB BAC + 5

Ecole de Commerce et de Management Européenne. Recrutement post-Bac en 1^{re} année, post-Bac + 1/2 en 2^e année. Quatre ans d'études dont la 3^e année à Oxford ou aux U.S.A. et la 4^e année sur option en France, en Espagne ou en Allemagne. Ecole accréditée et diplômée visé par l'Université d'Oxford Polytechnic. Master in International Business et M.B.A. (AACSB).

ESARC

Ecole Supérieure d'Action et de Recherche Commerciales

BAC

CONCOURS

MANAGER COMMERCIAL BAC + 3

MBA et MDC BAC + 5

Ecole Supérieure d'Action et de Recherche Commerciales. Recrutement post-Bac pour 3 ans d'études ou post-bac + 2 pour 1 an d'études débouchant sur le titre de Manager Commercial et diplômes de la FEDE. Recrutement post-Bac + 3 pour 2 ans d'études alternées Ecole-Entreprise, débouchant sur le titre de Master en Direction Commerciale.

C.T.S. ESARC

Centre des Techniciens Supérieurs

BAC

CONCOURS

BTS BAC + 2

ADMIS. PARALLELE

Centre des Techniciens Supérieurs. Recrutement post-Bac pour 2 ans de formation aux BTS Action Commerciale, Commerce International, Communication et Action Publicitaires, Tourisme, Comptabilité-Gestion. Admissions parallèles sur titre et concours dans les Ecoles de Commerce et de Gestion.

Les étudiants des Ecoles sont accueillis sur les Campus de Bissy à Bordeaux, Toulouse, Montpellier et Grenoble et en centre-ville à Paris, Aix-en-Provence, Barcelone et Oxford. Outre de remarquables installations pédagogiques, ils y trouvent une importante capacité d'hébergement - plus de 1.000 étudiants - et des équipements sportifs performants. Depuis 1982, plus de 11.000 étudiants ont choisi les formations du Groupe de Bissy Campus. Ils travaillent aujourd'hui dans la communication, le marketing, la vente, la gestion, la finance et l'export aussi bien que dans les ressources humaines.

Les Ecoles de l'Entreprise

"Depuis 1982, plus de 11.000 étudiants ont choisi les formations du groupe de Bissy Campus"

PARIS, BORDEAUX, TOULOUSE, MONTPELLIER, AIX-EN-PROVENCE, GRENOBLE, BARCELONE, OXFORD

PARIS : Groupe de Bissy Campus - 11, avenue Ferdinand Buisson 75016 Paris - Tél. : (1) 49 10 99 22 - Fax : (1) 46 09 99 61

PROCHE-ORIENT

Pour la première fois depuis quatre ans

Téhéran a lancé un raid aérien contre les Kurdes iraniens dans le nord de l'Irak

Le Qal'at D'Oray a indiqué, mardi 16 mars, que l'ambassadeur de France à Téhéran a été chargé d'exprimer aux autorités iraniennes le « préjugement » de Paris après un raid de l'aviation iranienne contre des Kurdes dans le nord de l'Irak.

Six avions iraniens ont bombardé, samedi 13 mars, le siège du quartier général du Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDKI), en territoire irakien, ainsi que des villages alentours et un hôpital tenu par Médecins du monde et Aide médicale internationale, indique le PDKI.

Cette attaque est la première du genre depuis 1988, date à laquelle le PDKI avait installé ses instances dirigeantes dans le Kurdistan irakien, tout près de la frontière iranienne; mais surtout, c'est la première fois qu'un tel bombardement — suivi de pillages à l'artillerie qui ont duré quatre heures — a lieu depuis la création d'une zone de protection des Kurdes irakiens au nord du 36^e parallèle, nous a déclaré le représentant du PDKI pour l'Europe, M. Kamal Davoudi.

Dans un communiqué, Aide médicale internationale et Médecins du monde ont indiqué que de nombreux civils kurdes irakiens et iraniens habitant dans la région prise pour cible ont été tués ou blessés lors de l'attaque. Les équipes médicales n'ont pas été touchées, mais ont dû fuir la zone

devant l'importance des bombardements.

L'agence iranienne IRNA s'est bornée à annoncer, le jour même, sans autre précision, que les forces iraniennes avaient repoussé et donné la chasse à des « éléments contre-révolutionnaires » venus d'Irak, qui s'étaient infiltrés dans la partie nord-ouest de l'Iran. L'objectif de Téhéran, estime M. Davoudi, est de tester la réaction de la coalition occidentale qui assure la protection du Kurdistan irakien. Washington a déclaré, lundi, qu'il « étudie » la question de savoir s'il y a eu violation ou non de la zone sous contrôle allié ou kurdistani irakien. Aussi, le PDKI adressa-t-il un message à ce sujet au secrétaire général de l'ONU, ainsi qu'au président Mitterrand et à M. Pierre Mauroy, en sa qualité de président de l'Internationale socialiste à laquelle le PDKI participe en tant qu'observateur, ajoute-t-il.

Zizanie

C'était, du reste, ce marge des travaux de l'Internationale socialiste, à Berlin, que quatre dirigeants de ce même PDKI, le plus important mouvement d'opposition kurde iranien, avaient été assassinés dans l'arrière-salle d'un restaurant au mois de septembre dernier (le Monde du 19 septembre). L'une des victimes, M. Sadiq Sherefkoobi, secrétaire général du parti, avait succédé à Abdul Rahman Ghassemlou, lui-même assassiné au

mois de juillet 1989 en Autriche. Le PDKI avait accusé l'Iran d'être le commanditaire de ces assassinats, mais Téhéran a réfuté ces accusations. Au mois de décembre, l'hébdomadaire allemand Stern affirmait que deux diplomates iraniens en poste en Allemagne étaient impliqués dans les assassinats de Berlin.

M. Davoudi n'exclut pas que les bombardements iraniens soient l'une des conséquences de la coordination qui s'est établie entre la Syrie, l'Iran et la Turquie, à propos du Kurdistan d'Irak, dont l'autonomie, sous la protection occidentale, inquiète les dirigeants de ces trois pays à fortes minorités kurdes. Les ministres des affaires étrangères des trois pays ont déjà tenu deux réunions à ce sujet à Ankara et à Damas.

Le responsable kurde admet aussi que l'offensive de l'aviation et des blindés turcs contre les extrémistes du PKK dans le Kurdistan irakien, ce novembre dernier, a pu servir d'exemple, dans la mesure où elle a permis d'affaiblir considérablement le PKK. L'attaque iranienne ne manquera pas non plus de créer des zizanies entre les Kurdes irakiens et leurs « hôtes » iraniens qui pourraient être invités, comme le PKK de Turquie, à réduire leur présence dans le nord de l'Irak.

MOUNA NAÏM

Opérations des troupes de Bagdad au Kurdistan irakien. — Dans un message au secrétaire général des Nations unies, les dirigeants des deux principaux partis kurdes irakiens, MM. Jalal Talabani et Masoud Barzani, viennent de protester contre le massacre, vendredi 12 mars, de treize civils kurdes dans le village d'Awina, à l'ouest d'Erbil. MM. Talabani et Barzani accusent de ce raid des soldats irakiens et de quelques hommes de la tribu Labi, infidèle au gouvernement de Bagdad.

Assassinat à Rome d'un opposant irakien. — Deux bombes ont explosé, mardi 16 mars, à Rome, M. Mohamed Hossain Naghdi, l'un des représentants les plus actifs, en Europe, du Conseil national de la résistance irakienne (CNRI), principal mouvement d'opposition au régime islamique (le Monde du 17 mars). Ce crime a aussitôt été attribué par les uns au pouvoir en place à Téhéran, et par les autres à un règlement de comptes au sein du CNRI. M. Naghdi, ancien ambassadeur irakien en Italie, était passé à l'opposition en 1982. Il menait campagne pour que le gouvernement de Rome soutienne le CNRI, et avait récemment dénoncé les violations des droits de l'homme dans son pays. — (AFP)

mat surchauffé, le ton très amical de la rencontre, à Washington, entre M. Clinton et M. Rabin a plongé les Palestiniens dans un profond désarroi.

Tandis que les extrémistes de tous bords se rendent progressivement maîtres du terrain, les personnalités modérées, chargées par l'OLP de négocier avec l'Etat juif ont, à tort ou à raison, l'impression d'avoir été abandonnées à leur triste sort par la nouvelle administration américaine.

Plus que les accords stratégiques signés, sans surprise, entre les Etats-Unis et Israël, c'est l'absence totale de toute référence au sort des Palestiniens exposés au sort de la question des négociations. « Il ne suffit pas, comme l'a fait M. Clinton, de soulever notre retour à la table des négociations », a souligné M. Hanane Asbraoui, porte-parole des négociateurs; il faut lever les obstacles.

Apparemment soutenus par une forte majorité des résidents des territoires occupés — 83,7 %, selon un sondage, réalisé, la semaine dernière, par un institut de communication palestinien — les négociateurs refusent de reprendre les discussions, le 20 avril prochain, comme Washington les y invite, tant que la question des expulsés n'aura pas été réglée. Or c'est avec l'apparent assentiment de la Maison Blanche que M. Rabin refuse de rapatrier les trois cent quatre-vingt-seize bannis et de s'engager à renoncer à ce genre de mesures. Ainsi la violence retardée-elle la remise en route du processus de paix.

PATRICE CLAUDE

AFRIQUE

SOMALIE : ouverture de la Conférence de réconciliation nationale

Les divergences entre factions demeurent très vives

Annulée comme « la Conférence de réconciliation nationale », la réunion qui s'est ouverte lundi 15 mars à Addis-Abeba n'est déjà plus présentée par l'ONU que comme une « première session » des pourparlers nécessaires à une éventuelle et véritable « réconciliation ». « Nous ne voulons pas placer la barre trop haut », a expliqué M. Farouk Mawlawi, le porte-parole de l'opération des Nations unies en Somalie (ONUSOM).

ADDIS-ABEBA

de notre envoyé spécial

Près de trois cents personnes ont été invitées par l'ONUSOM, soudeuse de voir participer l'éventail de la société somalienne la plus large possible. Cette « tour de Babel » donne en retour une impression de confusion. Il semble, certes, qu'un sein des seize factions représentées se dégage un consensus sur l'importance de la mise en place d'administrations régionales (encore faudrait-il fixer le nombre de régions qui, le huit sous l'ancien régime, est passé à dix-huit — une par clan). Mais les avis divergent sur l'échec de l'étape suivante : la création d'une autorité centrale.

Le camp du général Mohamed Farah Aidid estime qu'il est trop tôt pour parler d'un gouvernement national. Le Front démocratique de salut de la Somalie (FDSS), par la voix de son président, M. Mohamed Abdirahman, suggère que les responsables des régions choisissent des représentants qui formeront une commission consultative nationale, sorte de Parlement dont serait issue, à terme, une administration centrale de transition.

Il est difficile, dans l'immédiat, d'imaginer comment chaque clan pourra mettre en place une autorité, alors que les alliances claniques se font et se défont au fil des semaines et que la plupart des chefs de guerre ont conservé leur pouvoir. Il y a, bien sûr, l'exemple du FDSS qui, dans sa région du Nord-Est, a su installer une administration régionale, préserver la paix et éviter la famine. L'exemple n'est pas unique, mais personne ne s'avance à le généraliser, tant les rivalités pour le pouvoir restent vives, jusque dans les couloirs de la conférence.

Cet imbroglio rend les observateurs perplexes. « Tout se passe comme si l'on voulait nous faire croire à un consensus alors qu'il n'y en a pas », confie un diplomate européen. Pour les participants tentent de faire bonne figure après les avertissements lancés à la séance inaugurale par les parrains de la conférence. « Il faut montrer votre

volonté de faire la paix, leur a dit M. Salim Ahmed Salim, le secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), car la patience de la communauté internationale n'est pas infinie. »

La conférence humanitaire de la semaine dernière s'est conclue par un programme d'aide à la Somalie d'un montant de 142 millions de dollars pour neuf mois. « Cette mobilisation des donateurs ne sera pas éternelle », rappelle M. Abdirahman, il est urgent d'arrêter de nous battre et de nous consacrer à la restauration de la nation somalienne. Mais, mardi, on apprenait à Addis-Abeba que le général Morgan avait finalement repoussé les forces de son camp, le colonel Omar Jess, hors de Kismayo (le grand port du Sud où il avait infiltré ses partisans il y a deux semaines).

Ainsi, mercredi, le camp du général Aidid a-t-il suspendu sa participation à la conférence en demandant que celle-ci « considère unanimement comme un bandit » le général Morgan, gendre de l'ancien président Siyad Barre.

Et des rumeurs non confirmées faisaient aussi état d'une reprise des combats dans le centre du pays, près de la ville de Gollayo. Avant d'informations qui renforcent le camp des sceptiques.

JEAN HÉLÈNE

ALGÉRIE : après l'assassinat d'un ancien ministre

Un membre du gouvernement a été blessé dans un attentat

ALGER

de notre correspondant

L'assassinat de Djilali Lyabès, ancien ministre des universités, tué par balles, mardi 16 mars, dans la banlieue algéroise (le Monde du 17 mars), a suscité une vive émotion doublée d'inquiétude, non seulement au sein du monde universitaire et intellectuel, mais aussi dans l'ensemble de la société civile, jusqu'aux milieux les plus éloignés. Celle-ci s'exprime, bruyamment, à quel point elle est, elle aussi, la victime de cette violence politique qu'elle avait plutôt tendance à banaliser, voire à occulter.

Au cours de la même journée de mardi, M. Tahar Hamdoui, ministre du travail et des affaires sociales, a été légèrement blessé dans un autre attentat, s'est saisi un communiqué du gouvernement, sans donner plus de précisions. En visant deux personnalités gouvernementales, les

« terroristes » semblent indiquer qu'ils ne s'attaquent plus désormais aux seules forces de l'ordre, comme c'était le plus souvent le cas depuis quatorze mois, mais qu'ils menacent désormais pour cibler les cadres du pays, qu'ils fassent ou non profession de laïcité ou simplement de modernisme.

Le Haut Comité d'Etat (HCE) a dénoncé « ce plan criminel exécuté par une force étrangère à la société algérienne » et a appelé à la « mise en œuvre de toutes les mesures nécessaires pour protéger la vie et la liberté des citoyens algériens, à tout moment, pour se venger d'elle ». De son côté, le premier ministre, M. Belaid Abdesslam, a annoncé que « de nouvelles mesures contre le terrorisme seront prises par l'Etat pour mettre fin à cette catastrophe ».

Les attentats de ces derniers jours ne semblent pas fortuits. Les « groupes armés » ont ainsi choisi de frapper des personnalités de premier plan au moment même où

le pouvoir engage une deuxième phase du « dialogue national » avec les partis et les associations pour tenter de résoudre la crise politique et institutionnelle que traverse le pays.

Ces discussions, qui ont démarré samedi dernier, continuent sans véritablement soulever l'intérêt de la population. Le FLN a été le seul grand parti à avoir déjà répondu à l'invitation du HCE. Après avoir entretenu la suspense, le Front des forces socialistes (FFS) de M. Ali Ahmed qui avait participé à la première phase des pourparlers au mois de septembre 1992, a déclaré forfait : « Le dialogue, tel que conçu et tracé par le HCE, ne répond plus aux besoins de la situation, a-t-il souligné, tout en demandant à participer directement à l'organisation d'un régime démocratique de transition. » (Interim.)

A TRAVERS LE MONDE

POLOGNE

La loi interdisant l'avortement est entrée en vigueur

La nouvelle loi interdisant l'avortement en Pologne, sauf dans les cas de viol, d'inceste, lorsque la vie de la mère est en danger ou lorsque le fœtus présente des anomalies très graves, est entrée en vigueur mardi 16 mars.

Cette loi très controversée, car selon les sondages la majorité des Polonais souhaitent conserver la liberté d'avorter, annule la précédente législation de 1956 en vertu de laquelle l'avortement était totalement libre. Plusieurs médecins ont averti du danger des avortements clandestins, tandis que les pages des petites annonces des journaux s'ornent désormais de publicités d'agences de voyages proposant des avortements à l'étranger. — (APF, AFP)

CORÉE DU NORD

Mise en garde de Pékin et de Moscou à Pyongyang

La Chine, principale alliée de la Corée du Nord, a mis sa volée en garde, mercredi 17 mars, contre les risques d'une aggravation de la situation dans la péninsule coréenne, tant que depuis le retrait de Pyongyang du traité de non-prolifération nucléaire (TNP). « Nous espérons que toutes les parties concernées créeront les conditions [...] pour promouvoir la diminution de la tension et la stabilité dans la péninsule », a déclaré le porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères, et nous travaillons dans ce but. « C'est une claire mise en demeure, alors qu'il semble maintenant inévitable que l'affaire abou-

tisse devant le Conseil de sécurité des Nations unies », a estimé un diplomate occidental, spécialiste des affaires coréennes.

D'autre part, le porte-parole de la diplomatie russe a estimé mardi que la décision de la Corée du Nord comportait des « conséquences imprévisibles » menaçant la stabilité de la région. Si ce pays reste sourd aux « appels à la raison » de la communauté internationale, la dénonciation du TNP « comporte des conséquences négatives très importantes difficiles à prévoir, qui menaceraient la situation dans la région dans son ensemble », a-t-il ajouté. Chinois et Russes ont été les principaux fournisseurs de matériel et de technologies nucléaires au régime du maréchal Kim Il-sung. — (AFP)

TCHAD

« Massacres » de civils dans le Sud

La président de la Conférence nationale souveraine (CNS), M. Adoum Maurice Hombongo, a affirmé, mardi 16 mars, que des « massacres » de civils étaient actuellement commis dans tout le sud du Tchad par les troupes du président Idriss Déby. « Nous avons l'impression qu'il s'agit d'une tentative d'extermination », a-t-il dit, en se refusant à évaluer le nombre des victimes.

Selon M. Hombongo, de nombreux villages ont été brûlés et 15 000 Tchadiens originaires du Sud se sont réfugiés la semaine dernière en Centrafrique. Certaines de ces régions du Sud sont actuellement interdites aux troupes françaises de l'opération « Épervier », a-t-il ajouté. M. Hombongo jorginaire du Sud a indiqué qu'il avait proposé l'envoi sur place d'une commission mixte gouvernement-CNS, mais qu'il s'était heurté à une « fin de non-recevoir » du président Déby. — (AFP)

LIBÉRIA : la compagnie américaine Firestone accusée d'abuser M. Taylor. — Les autorités libériennes ont indiqué, mardi 16 mars, qu'au cours d'une visite des installations de la compagnie américaine Firestone, vendredi, le président du gouvernement libérien, M. Amos Sawyer, a découvert des documents impliquant cette société « dans la campagne militaire de conquête menée par Taylor au Libéria ». D'après ces documents, la compagnie a joué « un rôle important dans la remise à neuf de l'aéroport international de Robertsfield pour faciliter l'importation, par Taylor, d'armes et de matériel de communication ». — (AFP)

TOGO : timide reprise de l'activité dans les administrations. — Après quatre mois de grève générale, plusieurs centaines de fonctionnaires se sont présentés à leur service, lundi 15 mars, à Lomé, par crainte d'un licenciement et dans l'espoir de toucher leurs arriérés de salaires. Trois jours auparavant, le ministre de l'emploi et de la fonction publique, M. Joachim Gaba Dovi, avait lancé un ultimatum aux quelque 40 000 fonctionnaires togolais, menaçant ceux qui ne reprendraient pas le travail le 15 mars qu'ils seraient considérés comme « démissionnaires ». L'activité n'a néanmoins pas encore repris, tant admis des responsables ministériels. — (AFP)

ÉGYPTE : après l'explosion d'une bombe au Caire

Deux policiers ont été tués à Assiout lors d'affrontements avec des islamistes

Deux policiers ont été tués et ont autres blessés lors d'affrontements avec des islamistes musulmans, dans la nuit du mardi 16 au mercredi 17 mars, à Assiout, en Haute-Egypte. Les incidents ont commencé lorsque les forces de l'ordre ont lancé des opérations de nettoyage dans différents quartiers de la ville, considérée comme un bastion des fondamentalistes musulmans.

La situation restait très tendue, mercredi matin, à Assiout. Les forces de l'ordre se sont déployées dans les rues de la ville. Des tirs intermittents continuent tandis que les islamistes s'étaient retranchés dans plusieurs immeubles. La veille, en plein centre du Caire, avait eu lieu un attentat à la bombe, revendiqué par la Djamaa Islamiya. La charge de TNT, qui a explosé sans faire de victime, avait été placée sous un car de tourisme

vide, ce stationnement devant le Musée archéologique, place al-Tahrir. Ce site, fréquenté chaque jour par des milliers de touristes, compte pourtant parmi les plus surveillés de la capitale. La police a renforcé le nombre de ses policiers en civil, moins susceptibles d'inquiéter par leur présence les visiteurs étrangers. C'est sur cette même place qu'une bombe avait récemment explosé dans un café, tuant trois personnes, dont deux touristes.

Avant de reconnaître qu'il s'agissait d'un attentat, la police avait affirmé que les dégâts étaient dus à « une explosion des freins de l'autobus ». A un journaliste qui lui faisait remarquer que des freins ne pouvaient pas exploser, un officier a rétorqué : « Pourquoi pas ? Tout est possible si Allah le veut... » — (AFP)

Israël : les violences s'aggravent dans les territoires occupés

Suite de la première page

Ailleurs, dans le bande de Gaza, ces violences ont fait une dizaine d'autres victimes. Près de Khan-Younis, une jeune Palestinienne de vingt-quatre ans a été grièvement blessée à la tête par des pierres, lancées par des colons juifs.

D'après les agences de presse, le mardi 16 mars aura été la journée la plus sanglante dans les territoires depuis le début de l'occupation. Au soir, le cadavre d'un Palestinien — Ahmed Alsheh, vingt-quatre ans — avait été retrouvé près de Tulkerem, en Cisjordanie occupée. Selon la police, il aurait été tué par des colons, après le mort de deux d'entre eux, apparemment écrasés par un véhicule palestinien.

Lourd bilan : en deux semaines, six Israéliens ont été tués par des Palestiniens et une douzaine, blessés à l'arme blanche. Le sentiment d'insécurité est si vif en Israël que plus de 82 % des treize mille citoyens, interrogés, mardi, par la télévision, demandent que soit dorénavant appliquée la peine de mort aux coupables de meurtres terroristes.

Inquiétude aussi sur le plateau du Golan : un rassemblement de plusieurs milliers de Druzes en colère y a eu lieu, mardi. Les Druzes, qui sont plus de quinze mille dans ce territoire conquis sur la Syrie en 1967, ont défilé une grève générale pour dénoncer la tentative de meurtre commise, lundi, contre l'un des leurs, par un

colon déséquilibré qui, selon la police, avait pris la victime pour un « terroriste ».

Pour la première fois depuis l'annexion du plateau du Golan par Israël, des Druzes israéliens se sont solidarisés avec leurs coreligionnaires. Certains ont étonné des chants nationalistes syriens. D'autres, le visage masqué par des keffiyehs rouges, ont brandi le drapeau de la Syrie et réclamé le retour du Golan sous la souveraineté de Damas.

Le sort des expulsés

La police avait reçu ordre de se tenir à l'écart. M. Rabin, qui refuse de dire publiquement si ses soldats se retireront partiellement ou en totalité du Golan tant que la Syrie n'aura pas défini avec exactitude le genre de paix qu'elle propose en échange, a obtenu, du président Bill Clinton, les garanties militaires qu'il souhaitait avant de négocier plus avant avec le régime du président Assad.

En tout état de cause, une partie croissante des trois mille cinq cents colons juifs du Golan n'entendent pas abandonner leurs exploitations. Aux violences de lundi, ou Golan et à Jérusalem, a succédé, le lendemain, un calme précaire, des organisations d'extrême droite appelant à de nouvelles manifestations contre « le gouvernement de traîtres », dirigé par M. Rabin. Dans ce cli-

مكتبة القرآن

POLITIQUE

Les élections législatives des 21 et 28 mars

La démarche de M. Michel Rocard est parfois difficile à suivre. Il est évident que le candidat « naturel » des socialistes à la future élection présidentielle a besoin de temps et qu'à la différence de M. Jacques Chirac, par exemple, il a tout intérêt à ce que la cohabitation qui va s'instaurer entre la gauche et la majorité à venir dure suffisamment pour que la droite paie le tribut d'impopularité inhérent à l'exercice du pouvoir - voire qu'elle se divise - et pour que la gauche acquière un nouveau visage. Or, en présentant les élections législatives comme une sorte de plébiscite contre M. François Mitterrand, un « règlement de comptes » entre les Français et le président de la République (le Monde du 17 mars), l'ancien premier ministre semble justifier par avance les pressions qu'une partie de la droite ne manquera pas d'exercer sur M. Mitterrand pour provoquer son départ et précipiter les échéances.

Les réactions aux propos de M. Rocard semblent indiquer qu'il a peut-être commis, en les prononçant, une de ces bourdes qui font les délices de ses adversaires et qui leur permettent de gloser sur son penchant invétéré à « se tirer une belle dans le pied ». M. Martine Aubry, qui n'est pas seulement ministre du travail, de l'emploi et de la formation profession-

nelle, a été l'une des premières à réagir, mardi 16 mars, en se déclarant « choquée ». « Dire que c'est de la faute des autres, dans son camp ou en dehors de son camp, c'est à la fois manquer de courage politique et, surtout, c'est inquiéter sur le façon dont le gauche retrouvera ses marques », a déclaré, sur Europe 1, la fille de M. Jacques Delors. Elle a précisé, certes, que si la candidate du PS à l'élection présidentielle est M. Rocard, elle le soutiendra, mais elle a ajouté : « Quand on est un homme politique, la première chose à faire (devant un risque d'échec) est de s'interroger sur sa propre responsabilité, surtout quand on a rempli des fonctions importantes ».

M. Henri Emmanuelli a confié que la déclaration de M. Rocard l'avait rendu « un peu triste ». « Chercher différents prétextes - la PS ou le président de la République - n'est pas la bonne attitude face à la défaite, a expliqué la présidente de l'Assemblée natio-

nale, à Orléans (Territoire de Belfort). M. Pierre Bérégovoy a affirmé que s'il existe des « interrogations » entre les Français et M. Mitterrand, elle sont imputables à la « campagne déchaînée » contre ce dernier, dont M. Rocard, a-t-il rappelé, a été le premier ministre. Le chef du gouvernement a souligné qu'une majorité de Français « souhaitent que le président de la République accomplisse son mandat jusqu'à son terme ». Même M. Charles Pasqua fait la leçon au maire de Confians-Sainte-Honorine. M. Rocard, a-t-il dit mardi à Vélizy (Yvelines), « a été le premier à se jeter par dessus bord, avec son canot de survie, avant que le bateau ne coule », attitude qui, selon le président du groupe RPR du Sénat, « a quand même quelque chose de désarmant », alors que M. Rocard « a été premier ministre de François Mitterrand pendant trois ans » et qu'il « aspire à porter les couleurs de la gauche dans l'élection présidentielle ». D'une pierre deux coups : candidat

au poste de ministre de la défense - qui relève de la « responsabilité partagée » entre le gouvernement et le chef de l'Etat, - le sénateur des Hauts-de-Seine fait une bonne manière à M. Mitterrand et, en même temps, la campagne contre la probable candidate de la gauche à l'Elysée, en rendant hommage au président, qui voyant que le bateau allait couler, a eu le courage de monter sur le pont et de s'attacher au mât, selon une vieille tradition de la marine.

M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, est encore pour deux semaines en situation de responsabilité partagée. Cela explique sans doute que, bien que rocardien, il ait trouvé des accords proches de ceux de M. Laurent Fabius, la veille, pour « refuser de comment », mercredi, sur Europe 1, « une phrase inutile » et ajouter, quand même, que « les règlements de compte n'ont strictement aucun intérêt ». « L'important, a-t-il dit, c'est de savoir faire les comptes ».

M. Rocard sait les faire, particulièrement lorsqu'il s'agit des intentions de vote dans le septième circonscription des Yvelines, où il est candidat à la députation. C'est peut-être ce qui l'incite, ces temps-ci, à penser tout haut.

PATRICK JARREAU

Les comptes de M. Rocard

Un entretien avec M. Charles Pasqua

« Il y a très très longtemps qu'on nous annonce l'éclatement du mouvement gaulliste, il n'a jamais éclaté » nous déclare le président du groupe RPR du Sénat

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, conteste les risques d'éclatement du RPR et propose une relance de l'union politique à l'échelle du continent européen.

« La campagne des législatives a confirmé le clivage né à l'occasion du référendum sur Maastricht entre la direction du RPR et vos propres amis. Ne craignez-vous pas que cette division n'hypothèque la capacité de la nouvelle majorité à gouverner ? »

« Si de l'extérieur vous pouvez avoir le sentiment que le RPR est divisé, ce n'est pas celui qu'ont les militants, les adhérents et les électeurs. Le débat interne mené au RPR leur a, au contraire, redonné du tonus et du dynamisme. Ils savent très bien que, si nous pouvons être opposés, nous sommes unis sur les bords. Il y a très très longtemps qu'on nous annonce l'éclatement du mouvement gaulliste. Il n'a jamais éclaté. »

« Vous ne pouvez pas nier l'existence de profondes divergences sur l'Europe. »

« Ne confondons pas l'Europe et Maastricht. Tout le monde au RPR est conscient que la grande affaire des dix prochaines années ce doit être la construction de l'Europe et personne au RPR n'a soutenu le traité de Maastricht avec beaucoup de conviction. Personnellement je pense que Maastricht était une erreur parce que la voie de l'union monétaire est la voie la plus difficile. On s'en aperçoit aujourd'hui. En revanche, je suis persuadé que l'union politique de l'ensemble du continent était imaginable immédiatement. J'ai d'ailleurs cru que François Mitterrand allait dans cette direction. S'il l'avait fait, je l'aurais soutenu. C'était la voie de la confédération européenne. On pouvait associer tous les Etats au sein d'une même organisation. Si on l'avait fait, l'ex-Yugoslavie ne serait pas dans la situation qu'elle connaît actuellement, parce que l'Allemagne n'aurait pas pu reconnaître unilatéralement la Slovaquie, puis la Croatie, ce qui a entraîné l'éclatement de la fédération yougoslave. »

« Vous restez en désaccord avec M. Chirac sur la trajectoire de Maastricht. Alors comment envisagez-vous sa mise en œuvre ? A moins que vous ne le considériez comme nul et non avenu ? »

« Je ne fais pas comme si le traité de Maastricht n'était pas signé. Il a été ratifié par la France. J'en prends acte. Mais je considère que pour le moment il est inapplicable, il est inappliqué et il le restera longtemps. Même s'il était ratifié par tous les pays, les critères de convergence qui ont été définis empêchent sa mise en œuvre. »

« Va-t-on attendre que la situation s'améliore pour reprendre la construction européenne ? Essayons plutôt d'aller de l'avant. Si nous ne le faisons pas, nous le payerons très cher. Parce que nous voyons bien ce qui se passe dans les pays de l'Est, la montée de l'anarchie en Russie notamment. Le communisme a disparu, la Russie n'est plus notre ennemi, mais si on ne fait rien, à terme, nous risquons d'avoir des affrontements dans l'ancienne Union soviétique. Le rôle de la France devrait être de

prendre des initiatives dans ce domaine. »

« Quelles pourraient être ces initiatives ? »

« La relance de l'union politique à l'échelle de tout le continent. Nous devons nous adresser à tous les pays qui constituent l'Europe, la véritable Europe, et leur dire : « Revenons-nous, nous partageons la même culture, nous avons des intérêts communs, voyons comment nous pouvons mettre sur pied une institution qui nous permette d'arrêter ce commo les grandes lignes de l'avenir du continent. » Il faut surtout éviter que les pays qui se sont libérés à l'Est ne se trouvent, à un moment ou à un autre, entraînés dans des aventures. Il faut donc leur apporter la preuve d'une certaine solidarité et le cadre approprié. »

« Notre intérêt, ce serait d'engager, notamment en faveur de la Russie, un véritable plan Marshall. Car si la situation actuelle continue de se dégrader, si l'anarchie perdure, deux menaces pèsent sur notre avenir : l'une est de voir se déclencher une grande vague migratoire vers l'Europe des Douze ; l'autre, et à terme, est le retour au pouvoir d'une équipe conservatrice et la perspective d'un affrontement entre la Russie et l'Ukraine. »

« La structure que vous souhaitez existe déjà : c'est le CSCE. »

« Le CSCE peut être l'organisme qui permet de se rencontrer. Mais l'avenir de l'Europe doit d'abord se discuter entre Européens. Il ne s'agit pas d'exclure les Américains, mais c'est d'abord eux Européens de décider de leur avenir, et à personne d'autre. Les Américains ont empêché l'Europe d'être évaluée par le système soviétique, tout le monde leur en est reconnaissant, mais l'Amérique défend d'abord ses propres intérêts. Il serait tout à fait logique, compte tenu du désengagement américain, à qui nous ne pouvons pas imposer la responsabilité de l'Europe, que l'Europe assume davantage ses responsabilités dans le domaine de la défense en allant vers une défense européenne. »

« On parle de vous comme d'un possible ministre de la défense. »

« J'ignore totalement les responsabilités qui seront les miennes. Je ne suis pas un ministre des portefeuilles ministériels. Si je suis pressenti pour occuper un poste, je verrai bien. »

« Mais la défense est un poste qui implique une certaine « complicité » avec le président de la République. »

« Les responsabilités du président dans le domaine de la défense sont en effet reconnues dans la Constitution. Le président de la République me connaît suffisamment, il sait que je suis très ferme quant à mes convictions, il sait aussi que j'ai le sens de l'intérêt général et de celui de la France en particulier. »

« Pensez-vous qu'en cas de victoire de l'opposition M. Mitterrand devrait se retirer ? »

« Si le président de la République, confronté à l'échec de sa majorité, décidait de s'en aller, cela aurait le mérite de clarifier la situation. Ce serait plus conforme à l'esprit des institutions. Mais l'histoire nous apprend qu'il ne faut pas s'attendre à ce que le président de la République se retire. Je ne suis pas sûr qu'il se rende compte du rejet dont il est l'objet. »

« Les crépuscules commencent depuis 1988, c'est bien lui qui les a cau-



France, - vous êtes en désaccord avec M. Séguin. Cela ne met-il pas en péril votre tandem ? »

« Ces divergences sont des divergences normales. Avec Philippe Séguin, nous avons en commun l'essentiel, c'est-à-dire une certaine conception de la France et la nécessité de sauvegarder son indépendance ; mais nous n'avons pas la même formation et donc nous ne pouvons pas avoir tout à fait la même perception des choses. Philippe Séguin a une formation de haut fonctionnaire, moi je viens du secteur privé, je sais par expérience que pour un chef d'entreprise, le poids des charges et de la fiscalité est devenu insupportable et qu'on ne peut pas aller plus loin sans risquer une explosion sociale. Dès lors qu'il s'agit à la tête du pays d'un gouvernement dont les serots coexistants qu'il est composé d'hommes dévoués au bien public et intégrés, je suis persuadé qu'on pourra demander un effort aux Français par la voie de l'emprunt, c'est-à-dire du volontariat, et non pas de l'imposition. Quant à l'indépendance de la Banque de France, j'y suis favorable à terme, mais je considère qu'elle ne peut être envisagée tout de suite. Ne soyons pas plus royalistes que le roi. »

« Y a-t-il des hommes politiques, à gauche, pour lesquels vous avez de la sympathie ? »

« J'ai de la sympathie pour Jean-Pierre Chevènement. Il fait passer ses convictions avant son propre intérêt politique. Pierre Bérégovoy, lui aussi, est un homme courageux. An moins le combat jusqu'au bout pour ses idées quand la plupart des socialistes ont déjà mis sac à terre. Je dirais la même chose du président de la République, qui a le courage de défendre son bilan. En dehors de François Mitterrand et de Pierre Bérégovoy, il n'y a pas grand monde sur le pont. »

Propos recueillis par FRÉDÉRIC BOBIN et THOMAS FERENCZI

PAROLES D'ÉLECTEURS

Françoise, ouvrière indocile

Longtemps Françoise est allée pointer le matin, à 7 h 25. Elle avait l'estomac noué, comme un chien qui est mené à la chasse à coups de bâton. « J'avais peur de ce boulot, peur de ne jamais tenir la cadence. » Quand elle faisait les vestes, la cadence était de « vingt-six vastes et demi à l'heure ». Régulièrement des contremaîtres « chronométrés » venaient derrière elle prendre le temps de fabrication d'une pièce. « Certains s'arrangeaient pour fermer les yeux, mais, ceux-là, ils n'ont pas duré longtemps. » Par n'importe quel moyen, il fallait y arriver. Et quand Françoise était dans les temps, elle touchait sa prime de production, environ 900 F, ce qui portait son salaire mensuel à 4 700 F.

Longtemps Françoise a pris des antidépresseurs, « et puis des trucs pour se dopper » avant d'aller travailler sur sa chaîne de montage à l'usine de confection Vétout, installée dans la petite ville de La Souveraine (Crausse). Elle a vu « des gens rebelles être immédiatement évincés », des femmes qui se sont fait humilier parce qu'elles n'assuraient pas le rendement demandé. Elle-même, en vingt ans de carrière d'ouvrière-mécanicienne, elle s'est fait rappeler plusieurs fois à l'ordre lorsqu'elle faiblissait : « Et bien, alors ! Vous rasez les piquettes, il faudrait voir à mettre un coup de collier », lui disait-on.

« Un boulot routinier et avilissant »

Elle se souvient de cette peur de perdre le travail, de ces femmes, souvent seules - veuves ou divorcées, - qui ne pouvaient pas faire autrement que d'être soumises, de cette concurrence qui a fini par s'établir parmi les ouvrières, c'était à celle qui allait bouffer l'autre avec son meilleur rendement. Il était interdit de se parler.

Françoise ne se sent plus trop comment elle a fait pour tenir. Elle estime ne pas avoir eu de chance lorsqu'elle était placée en bout de chaîne, parce que les vêtements

déjà montés « étaient plus lourds, moins maniables, plus fatigants à travailler ». Parfois, elle était prise d'un haut-parleur qui diffusait la radio. « On l'entendait très mal, comme un bruit de fond, mais ça suffisait pour s'écarter. Physiquement, j'étais là, mentalement, j'ai toujours été ailleurs, il ne fallait surtout pas se rappeler où on était. » Françoise a vu plusieurs fois des filles s'évanouir sur les machines, le médecin venait et elles recommençaient à travailler. « On pouvait difficilement se mettre en congé-maladie, on perdait notre prime de production. »

La 30 novembre 1992, Françoise a reçu sa lettre recommandée, Françoise se doutait qu'elle ferait partie du lot. « Je n'étais pas assez docile », dit-elle. Dès l'échéance, elle avait appris que la direction du groupe envisageait de transférer la production de la Crausse en Pologne. « Je nous ont expliqué qu'avec notre salaire ils pouvaient payer cinq ouvrières en Pologne. » Pour Françoise, l'argument était « clouant » : « C'était logique, on ne pouvait plus rien dire. On a réalisé que nous, nous étions déjà exploitées, mais qu'il y avait plus bas dans l'échelle, on le découvrirait, c'était impensable. » Françoise, licenciée comme cent soixante-dix-sept collègues. Seuls cent vingt emplois ont été sauvegardés : « Le choix que nous avons dû faire a été difficile », précise la lettre de la direction de Vétout.

Françoise n'est pas nostalgique de son travail : « Je la déteste, il m'a trop cassée, j'y ai laissé toute ma personnalité et trop longtemps je me suis sentie nulle de m'être accrochée à mes 4 700 F et de ne pas avoir eu la courage de décrocher. » Mais le licenciement, dit-elle, c'est un choc dans une vie. Depuis, Françoise se pose avec elle-même la même question : « Quand on a fait tous les jours un boulot aussi routinier et avilissant, est-ce qu'on est capable, à quarante-deux ans, de faire autre chose ? »

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

LES ANTILLES 2435 F

VOL ALLER RETOUR. DÉPART DE PARIS
PRIX A CERTAINES DATES

Nouvelles Frontières.

On ne vit que mille fois.

NOUVELLES FRONTIÈRES

Et après la moiteur des sentiers tropicaux, siroter un lait de coco, face à la mer, sur la terrasse de votre Paladien, vous coûtera à peine plus cher que votre séminaire d'ikebana.*

* Les Antilles avec Nouvelles Frontières, c'est aussi des séjours ou des circuits, avion compris, à partir de 3 625 F.

TAPEZ 36 15 NF TELEPHONEZ (1) 42 73 10 64

La course de René Monory

Gironde : l'angoisse de l'« après-Chaban »

Les candidats du Mouvement des démocrates

100

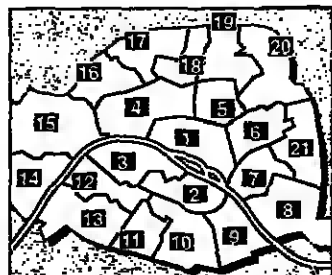
POLITIQUE

des 21 et 28 mars

D'UNE RÉGION A L'AUTRE

Ile-de-France (III) : la droite sans partage à Paris

Les socialistes, qui détiennent aujourd'hui cinq sièges sur vingt et un dans la capitale, risquent d'être engloutis par le système Chirac



Après avoir souligné les difficultés du PS et les divisions de la droite dans les départements de la petite et de la grande couronne (le Monde des 16 et 17 mars), nous revenons à l'examen de la situation en Ile-de-France en mettant en évidence la force du RPR dans la capitale.

Paris sans opposition ! Sans faute pour le maire ! M. Chirac super-chirac ! Les qualificatifs et les superlatifs vont peut-être se bousculer, au soir du second tour des élections législatives, dimanche 28 mars, pour saluer ou regretter l'hégémonie chiracienne dans la capitale. Il y a tout juste vingt ans, aux législatives de 1973, les communistes occupaient sept des trente sièges de députés de Paris. Ils constituaient, à eux seuls, toute l'opposition de gauche. Aujourd'hui, le PCF ne pèse même plus 5 % des voix, selon le résultat des élections régionales de 1992 et de la consultation présidentielle de 1998.

Signe des temps, le Front national a fait, pendant ce temps-là, son émergence dans les quartiers populaires de l'Est et dans les zones résidentielles de l'Ouest parisien. Au point que l'extrême-droite s'est installée, aux dernières régionales, loin derrière l'UDF, mais devant les écologistes de MM. Brice Lalonde et Antoine Waechter, qui ne faisaient pas encore cause commune. Privés d'une véritable implantation municipale depuis 1977, les socialistes, quant à eux, n'ont fait qu'une éphémère percée dans la décennie 80. Ils disposent encore de cinq députés, mais leurs chances de réélection sont minces. M. Alain Juppé (UDF-PR) et M. Jean-Louis Lemaire (UDF-PR) ont préféré déserter le terrain, pour aller, en province, leur présence à l'Assemblée nationale.

Si tout se passe normalement, ils auront zéro élus, coiffe un

membre de la majorité municipale, en parlant des candidats de l'Alliance des Français pour le progrès, c'est-à-dire les socialistes et les radicaux de gauche. S'il n'en ont qu'un, ce sera Sarre. Le deuxième serait Vaillant, et le troisième Le Guen. Mais cela ne se produira pas. Moins préemptoire, M. Jean Tiberi, premier adjoint au maire et responsable de la fédération de Paris du RPR, estime que la bataille de la capitale n'est pas gagnée. « Nous avons l'espoir de faire mieux qu'en 1988, c'est notre objectif, mais rien n'est acquis », remarque-t-il. Tiberi, en appelant à l'élection à ne pas se relâcher. Même si le rêve à peine caché de M. Chirac est de faire un carton plein à Paris, son entourage évite le triomphalisme préélectoral.

Pourtant, la situation ne se présente pas trop mal pour le maire de Paris, qui, sans difficulté, a imposé des candidatures uniques à droite dans les vingt et une circonscriptions. Un petit tiers, au moins, de ses candidats, devrait passer dès le premier tour : MM. Jean Tiberi (2^e circonscription), Gabriel Kasper (4^e), Edouard Balladur (12^e), Georges Mesmin (14^e), Gilbert Gannier (15^e) et Bernard Pons (16^e). Si la vague conservatrice est forte, la proportion de ces « totouchables » pourrait friser la moitié du contingent parisien. Un deuxième tiers est assuré d'être élu au second tour, si l'affaire n'a pas été réglée, pour certains, dès le premier : MM. Claude-Gérard Mercus (5^e), Alain Devaquet (7^e), Jacques Toubon (10^e), M^{me} Nicole Catala (11^e), René Gely-Dejean (13^e), M^{me} Françoise de Panafieu (17^e) et M. Alain Juppé (18^e). Le dernier lot est constitué des « dauphins » de droite, et des « éjectables » de gauche.

A l'occasion de ce renouvellement législatif, M. Chirac veut pratiquer un vrai renouvellement de génération. Il a ainsi trouvé un

« dauphin » à M. Edouard Frédéric-Dupont (3^e circonscription) en la personne de M. Michel Roussin, son directeur de cabinet à la mairie de Paris récemment mis en congé, qui hérite d'une circonscription reposante, et un autre à M. Pierre Guillaud de Bénouville (8^e). M. Jean de Gaulle, petit-fils du général, qui délaisse les Deux-Sèvres pour se rapprocher des centres de décision parisiens.

Opération «new-look»

Il n'y aura donc aucun suspense dans ces quinze circonscriptions, véritables doctes de la « chiraquie », dont les élus fourniront probablement un nombre non négligeable de membres du prochain gouvernement. Dans cette opération «new-look», M. Chirac n'aura rencontré qu'un échec. L'ancien premier ministre a tenté d'imposer, sans succès, son conseiller diplomatique, M. Pierre Lellouche, dans la vingtième circonscription, dont le député est M. Jean-Christophe Cambadélis (PS). M. Chirac n'aura rencontré qu'un échec. L'ancien premier ministre a tenté d'imposer, sans succès, son conseiller diplomatique, M. Pierre Lellouche, dans la vingtième circonscription, dont le député est M. Jean-Christophe Cambadélis (PS). M. Chirac n'aura rencontré qu'un échec. L'ancien premier ministre a tenté d'imposer, sans succès, son conseiller diplomatique, M. Pierre Lellouche, dans la vingtième circonscription, dont le député est M. Jean-Christophe Cambadélis (PS).

Cette circonscription est l'une des cinq qui échappent encore au système Chirac. Paradoxalement, M. Cambadélis y apparaît comme le challenger alors qu'il est, le sortant, ce qui, d'une certaine manière, lui épargne le poids du bilan socialiste. Jouant sur son âge — la moitié de celui de son adversaire de droite —, il fait preuve d'un activisme militant qui, à travers son combat contre le Front national, l'a conduit à se trouver en première ligne, physiquement. Pour l'importer face à son jeune adversaire qui « municipalise » la campagne, M. Feron, qui bénéficie du soutien du CNF, s'en tient à l'épreuve des préaux. Cependant, M. Cambadélis, tout comme

M. Michel Charzat, député (PS) de la vingt et unième circonscription, est en situation difficile, pour ne pas dire plus. Les deux hommes sont chacun opposés à un maire qu'ils avaient battu de seulement un millier de voix, soit 2,5 % des suffrages, il y a cinq ans. Face à M. Didier Bariani, maire (UDF-rad.) du vingtième arrondissement réélu à l'arraché en 1989, M. Charzat risque d'être emporté par une vague qui vaudra plus à M. Chirac lui-même qu'à son propre adversaire local. Les trois autres circonscriptions socialistes sont généralement considérées comme celles qui pourraient donner le plus de fil à retordre aux amis du maire de Paris. Premier secrétaire de la fédération de Paris du PS, M. Jean-Marie Le Guen admet que le combat va être « très difficile » car « il n'y a pas de fil de la gauche » dans la capitale. Si le député (PS) de la deuxième circonscription affirme que « toutes les caractéristiques de l'électorat écologiste se retrouvent à Paris », il se refuse à faire passer par profits et pertes les sièges de ses camarades, et il se félicite du reflux que, selon lui, a enregistré la vague verte dans les sondages. M. Le Guen soutient même que M. Brice Lalonde, candidat de l'Entente écologiste dans la première circonscription (lire encadré), est « plus loin de la victoire que n'importe quel candidat socialiste ». Qui pourrait lui reprocher cet optimisme auquel il sait mêler le réalisme ? « Il ne peut pas être élu sans que certains socialistes soient leur siège », ajoute M. Le Guen. Il est à craindre, pour lui, que la réciproque aussi ne soit vraie.

La navigation de M. Sarre

Pour se sauver lui-même, M. Le Guen, qui est entré à l'Assemblée nationale à la faveur de la nomination de M. Quilès au gouvernement, devra se défaire de M^{me} Anne-Marie Couderc (RPR), adjoint au maire de Paris, dont il dit méchamment qu'elle fait preuve d'une présence muette au conseil d'arrondissement dans le

treizième. Il n'empêche qu'elle possède un capital de départ de l'ordre de 45 % des voix, si l'on se réfère aux dernières régionales. L'aide pourrait lui venir, involontairement, de deux candidats écologistes issus de la même famille, MM. Jean-Jacques Porchez et François Donzel, qui se livrent à un règlement de comptes plus personnel que politique et qui pourrissent à assurer le bénéfice d'un duel au second tour. S'il y en a un !

Les deux atouts majeurs des socialistes restent donc M. Daniel Vaillant, membre du secrétariat national du PS chargé des fédérations et député de la dix-neuvième circonscription depuis 1981, ainsi que M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux, qui se représente dans son pré carré de la sixième circonscription. Député qui, selon ses proches, « connaît toutes les cages d'escalier d'une circonscription où il habite, ce qui n'est pas le cas de ses principaux adversaires », M. Vaillant est un jospiniste carré aux angles arrondis. Malgré tout ce qui a été fait, a-t-il écrit en substance au ministre de l'Intérieur, M. Quilès, le problème de la sécurité n'a pas été résolu. Amoureux de la Goutte-d'Or, il lance des allusions à peine voilées contre M. Jean-Pierre Bloch (UDF-rad.), son challenger, en affirmant que « ce quartier n'a pas besoin d'un cow-boy ». Si ce dernier l'emporte, il pourra brûler un cerise en remerciement à M. Chirac, qui l'a imposé face à un RPR réticent. Il est du reste étonnant de constater à quel point M. Alain Juppé apprécie le travail municipal de M. Vaillant. Celui-ci sait parfaitement en jouer dans sa propagande électorale.

Alors que le bilan du gouvernement ne représente pas précisément un « plus » pour les candidats socialistes, M. Sarre, lui, peut se targuer des résultats obtenus en matière de sécurité routière grâce à la mise en place du permis à points, une réforme qui avait pourtant pris un très mauvais départ. Peut-être tout cela se venter de pouvoir bénéficier, de la double investiture du PS et du Mouvement des citoyens de M. Jean-Pierre Chevènement ? D'aucuns jugeront qu'il s'agit là d'une navigation assez écurieuse. Certains

socialistes parisiens n'hésitent pas à trouver cette situation « affligeante ». Ces « bonus » permettront, peut-être, au meilleur chef de file de l'opposition municipale à M. Chirac de récupérer son siège face à M^{me} Anne Cuillé, directeur adjoint du cabinet du maire de Paris, en congé, qui souffre, face à M. Sarre, d'un manque d'implantation locale travaillée et structurée.

OLIVIER BIFFAUD

► Nous avons déjà analysé la préparation des élections législatives dans la Limousine, en Alsace, en Languedoc-Roussillon, en Bourgogne, en Auvergne, en Bretagne, dans le Centre, en Champagne-Ardenne, en Corse, en Haute-Normandie, en Basse-Normandie, en Poitou-Charentes, en Rhône-Alpes, en Lorraine, en Provence-Alpes-Côte d'Azur, en Aquitaine, dans le Nord-Pas-de-Calais, dans les Pays de la Loire, en Midi-Pyrénées, en Franche-Comté, en Picardie et dans les DOM-TOM (le Monde des 3, 4, 5, 6, 10, 13, 15, 16, 19, 23, 24, 26, 27 février, 2, 3, 4, 5, 6, 9, 10, 11 et 13 mars).

► Loire-Atlantique : entorse à l'Entente des écologistes. — Le soutien personnel apporté par M. Antoine Wacziarg à un candidat dissident de son mouvement, M. Josi Giquand, qui se présente à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), contre le candidat officiel de l'Entente des écologistes, M. Gilles Dejoitot, a provoqué quelque inquiétude au siège de Génération Ecologie et, plus encore, des remous au sein du collège électoral des Vents. M. Wacziarg, dans une lettre au groupe local des Vents de Saint-Nazaire, assurait que la commission nationale d'arbitrage avait abouti, dans cette circonscription, à un « mauvais accord ». M^{me} Dominique Vovet, autre porte-parole des Vents, a aussitôt réagi en déclarant que certains ont pris le risque, en présentant des candidatures de division, de troubler encore davantage des électeurs désorientés par les nombreuses candidatures pseudo-écologiques qui prolifèrent comme de la mauvaise herbe.

M. Lalonde contre la famille Dominati

Une rumeur tenace veut que M. Jacques Dominati, député (UDF-PR) de Paris et maire du troisième arrondissement, soit le parrain d'une des trois filles de M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national. Cela est faux. En revanche, M. La Pen est bien le parrain d'Isabelle, la fille de M. Dominati. Et puisqu'il est question de parrainage, c'est de M. Alain Grotteray, député (UDF-PR) du Val-de-Marne et maire de Charenton-le-Pont, que M. Dominati fils, Laurent, est le fils. Certains en tirent certainement la conclusion que, d'ici son départ dans la vie, M. Laurent Dominati ne pouvait éviter la politique. Avec un tel environnement, si l'on peut dire, il était prédestiné.

Au vrai, M. Dominati fils n'a pas commencé à faire de la politique avec cette campagne législative. Conseiller national du Parti républicain, adjoint au maire du deuxième arrondissement, candidat sur la liste de l'opposition aux élections européennes de 1989, il souffrait pourtant d'une sorte de « handicap » que ses adversaires, en tout cas, présentent comme tel : il est le fils de son père. M. Brice Lalonde, son principal adversaire dans la première circonscription (1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e arrondissement), soutient même que c'est sa candidature à lui qui a permis, au début de la campagne, de révéler que les affiches portant simplement le nom Dominati sans prénom et collées au centre de Paris se rapportaient au fils et non au père.

Un contre-leader crédible

Car voilà qu'après vingt-cinq années de députation entrecoupées de passages au gouvernement, M. Dominati père a décidé de passer la main en faveur de son fils. Certains, qui ne sont pas toujours ses adversaires politiques, voient là une forme de « népotisme » ou de « transmission héréditaire de la charge ». De telles appréciations

font la joie de ses adversaires. C'est oublier un peu vite que les électeurs auront à en juger.

A la campagne de terrain du candidat local, M. Dominati fils, qui bénéficie de réseaux mis en place de longue main, le candidat national, M. Lalonde, oppose une campagne médiatique, tous azimuts, qui dépasse largement les frontières de la circonscription. Le président de Génération Ecologie vise surtout, en menaçant la citadelle chiracienne, à préparer le terrain de 1995. S'il est battu, il apparaît comme le vaincu de M. Chirac plus que comme celui d'un « clan » dominant ; s'il ne l'est pas, il sera immédiatement intronisé dans le rôle de chef de l'opposition municipale au maire de Paris, ce qui ne sera pas un luxe dans une ville qui vit sans véritable contre-leader crédible depuis 1977. Paris manque d'une sentinelle, dit-on chez les écologistes. Le problème de M. Lalonde est que son attitude fluctuante, pour ne pas dire désordonnée, à l'égard du « big-bro » rocardien, notamment, a irrité, tant parmi les socialistes que parmi les centristes, dont certains seraient enclins à l'aider dans son entreprise.

M. Dominati fils assure qu'il s'agit là de belivernes, car les élus de la majorité municipale, toutes étiquettes confondues, et des « oncles » de l'opposition parlementaire le soutiennent, dit-il, sans faiblir. Seul le président d'honneur de son parti, M. François Léotard, qui ne tient apparemment pas à s'associer à ce coup de chapeau général. La situation de l'UDF, qui a été consciencieusement réduite à la portion congrue au fil du temps dans la capitale, n'est sans doute pas étrangère à cette discrétion du maire de Fréjus. Il serait bien étonnant, pourtant, que ces broutilles empêchent sérieusement une succession familiale, si bien préparée.

O. B.

Centre d'essai MONDEO

Du 4 au 21 mars



Dans un cadre prestigieux, de 9 h à 19 h, venez faire l'essai privilégié de MONDEO.

Vous aurez le plaisir de découvrir en avant-première, le nouveau 4x4 Ford, numéro 1 aux USA : l'Explorer.

Pavillon Dauphine, Porte Dauphine, Paris XVI^e.

MONDEO. Beauté et Force Intérieure.



LA QUALITÉ QUE VOUS RECHERCHER

SOCIÉTÉ

Les suites de l'affaire Botton

M. Noir s'en prend à son gendre et au RPR

L'affaire Botton domine la fin de la campagne pour les élections législatives qui, dans la 2^e circonscription du Rhône, voit s'affronter MM. Michel Noir et Alain Mérieux, soutenu par l'UFP. Alors que ses adversaires effraient ne pas vouloir « mélanger les genres » ni ne « s'écarter des attaques personnelles », le maire-candidat sur lequel pèse le menaces d'un réquisitoire supplétif et, à travers lui, une mise en examen (le Monde daté 14-15 mars), a réagi dans une lettre à ses électeurs où il met en cause son gendre et le RPR.

LYON

de notre bureau régional

Cinq jours après la publication d'une note de presse de « l'annulation de remboursement », rédigée en avril 1989 de la main de M. Noir et visant à mettre un terme à ses relations financières avec son ancien directeur de campagne, Pierre Botton, le maire de Lyon a publié une lettre destinée aux électeurs de la deuxième circonscription du Rhône.

Dans ce texte, il s'en prend à la fois à son gendre et au RPR. « Mes adversaires savent que ce qui me blesse me rend plus fort ; c'est pourquoi ils ont décidé de m'attaquer. Pour y parvenir, nous les avons tous, même les plus vils », écrit le maire de Lyon. Expliquant qu'il n'est pas « chose aisée de lutter contre les offabulations d'un fou qui a érigé la diffamation et la manipulation en système de défense », M. Noir estime que « l'offense politique » s'il était resté au RPR.

Réaffirmant que « Pierre Botton n'a pas mis un centime » dans sa campagne pour les élections municipales de 1989, M. Noir a, par ailleurs, proposé la mise en place d'une commission composée d'élus et de personnalités choisies par eux, afin d'examiner les financements et les dépenses de chacune des listes lors de la compétition.

Refus des socialistes

Les travaux de cette commission, qui pourrait se réunir après le second tour des élections législatives, feraient l'objet, selon la proposition de M. Noir, d'un rapport devant le conseil municipal. « Nous prend-il pour des bêtes ? a répondu le chef de file des socialistes, M. Gérard Colomby, qui a refusé de participer à cette commission. M. Noir veut laisser penser que tout le monde est dans le même sac. Mais il est le seul à avoir établi, par écrit, une convention de remboursement avec M. Botton. »

Dans sa lettre aux électeurs, M. Noir dénonce aussi « l'acharnement » du RPR « qui n'a pas hésité à soutenir Pierre Botton (contre lui) en 1991 ». Faisant allusion à la présence, parmi les cinq candidats assurant la défense de Pierre Botton, de M. Frédéric Pons, M. Noir écrit : « Ce n'est pas un hasard si l'un des candidats de Pierre Botton n'est autre que la fille du président du groupe RPR à l'Assemblée nationale (M. Bernard Pons, NDLR), qui a lui-même été sollicité des sociétés de M. Alain Mérieux. » M. Mérieux, son adversaire principal, a répondu que M. Pons n'est jamais devenu politique » s'il était resté au RPR.

R. B. et B. C.

MÉDECINE

Dénonçant une polémique « intolérante et vulgaire »

Le ministre de la santé renonce à devenir professeur associé à l'hôpital Cochin

M. Bernard Kouchner a décidé, mardi 16 mars, de renoncer au poste de professeur associé en médecine humaine pour lequel il s'était porté candidat à la faculté de médecine de l'hôpital Cochin. L'annonce de cette possible nomination avait déclenché un début de polémique, le professeur Bernard Kouchner, lui-même chef de service à l'hôpital Cochin, estimant que « cette candidature était humiliante pour les autres professeurs ».

Le docteur Bernard Kouchner ne deviendra pas professeur associé de médecine humaine à la faculté de médecine de l'hôpital Cochin (Paris). Bien que travaillant depuis quinze ans dans cet hôpital, l'actuel ministre de la santé et de l'action humanitaire a décidé, mardi 16 mars, de renoncer à un poste pour lequel il s'était porté candidat et qui, le 9 mars dernier, avait fait l'objet d'un vote unanime de la part du comité de gestion de la faculté de médecine de l'hôpital Cochin (Paris). Ce comité avait estimé que Bernard Kouchner était « le plus à même d'enseigner la médecine humanitaire de par les hautes fonctions qu'il exerce ».

Ebruitée par Libération, cette candidature qui, pour devenir effective, devait encore être validée en juin prochain par le conseil national des universités, a immédiatement provoqué un début de polémique. Le premier à réagir fut le professeur Bernard Debré, lui-même chef du service d'urologie à l'hôpital Cochin, député RPR, fils de l'ancien pre-

mier ministre M. Michel Debré et petit-fils du grand pédiatre Robert Debré. « Je trouve inadmissible que l'on nomme professeur un ministre qui s'en va, déclare mardi 16 mars le professeur Debré sur France Info. Les titres de professeurs associés sont réservés aux étrangers que l'on veut associer pour leurs connaissances ou leurs recherches fondamentales dans tel ou tel domaine (1). Cette candidature est humiliante pour les autres professeurs. Il suffit maintenant d'avoir sa carte du PS pour être nommé professeur. Je ne vois pas pourquoi mes frères se remettent à travailler puisqu'il suffit de trouver son poste dans une pochette surprise. »

L'hérédité et le talent

Quelques instants plus tard, au cours d'une conférence de presse qu'il tenait en compagnie de M. Jack Lang, M. Kouchner répliqua qu'il n'y avait eu aucun « passe-droit ni psm » dans sa candidature à Cochin. « Si on ne veut pas de moi, j'irai à l'université Harvard », ajouta le ministre de la santé. Pen après, le cabinet du ministre de la santé précisait que le poste de Cochin était prévu pour un an, renouvelable une fois, et qu'en outre il s'agissait d'un emploi vacant et qu'il n'était pas pris sur le contingent national de postes à pourvoir.

Dans la soirée, M. Kouchner préféra retirer sa candidature. Dans un communiqué transmis à l'AFP, il précisait : « Je crois avoir contribué depuis vingt-cinq ans à l'invention de la médecine humanitaire. Je croyais pouvoir en

faire bénéficier les étudiants en médecine de l'hôpital où je travaille depuis quinze ans. Je ne solliciterai aucune faveur et aucun passe-droit. Je ne souhaite pas sombrer sous ce prétexte dans une polémique politique. Je remercie mes amis de Cochin et je renonce à enseigner en France cette discipline d'avenir. »

Joint par téléphone mercredi 17 mars, M. Kouchner a déclaré qu'il ne voulait pas alimenter cette polémique « intolérante et vulgaire ». Rappelant qu'il avait été en 1975 à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris le premier certificat de médecine et de chirurgie en situation de catastrophe, il nous a indiqué qu'il allait reprendre ses activités de gastro-entérologue et aller « faire de la médecine humanitaire ailleurs ». Précisant qu'il avait reçu une proposition de l'université de Californie-Los Angeles (UCLA), et que le Collège de France lui avait demandé de faire trois cours sur le droit d'ingénierie humanitaire, M. Kouchner nous a déclaré que, « contrairement à ce qu'affirme Bernard Debré, je n'ai jamais rien demandé à personne. Je ne confonds pas, moi, l'hérédité et le talent ».

FRANCK NOUCHI

(1) Contrairement aux déclarations de M. Debré, le statut d'enseignant associé dans l'enseignement supérieur n'est pas réservé à des candidats étrangers. Selon l'article 1 du décret du 20 septembre 1991, « dans les centres hospitaliers et universitaires, des personnalités françaises et étrangères (...) peuvent être recrutées en qualité de professeurs de médecine de conférences assurées des universités. Elles exercent leurs fonctions à plein temps ou à mi-temps ».

Adoptant un ensemble de mesures communes à leurs deux ministères

MM. Kouchner et Lang ouvrent aux infirmières une voie d'accès aux études médicales

Au cours d'une conférence de presse commune, mardi 16 mars, MM. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale, et Bernard Kouchner, ministre de la santé, ont présenté des mesures touchant à la formation des professions paramédicales, à la prévention du sida et à l'évaluation de la transfusion sanguine au rang de discipline hospitalo-universitaire.

La formation des professions paramédicales. Certains diplômés appartenant aux professions paramédicales (1) disposent déjà d'une équivalence avec la licence de sciences sanitaires et sociales (2) du secteur sciences humaines et sociales. M. Kouchner a annoncé que ces titulaires, à condition d'avoir exercé pendant deux ans, auraient droit à un contingent de places d'admission en deuxième année d'études médicales, égal au maximum à 3 % du nombre de places.

« Il ne s'agit pas de places prises sur le nombre de postes ouverts », a précisé le ministre de la santé, mais d'une augmentation des places ouvertes au concours de fin de première année de médecine. Les intéressés bénéficieront d'un concours particulier. Le principe de cette voie réservée aux professions paramédicales a été approuvé par le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER) du 15 mars. Un arrêté signé par le ministre de l'éducation nationale et le ministre de la santé devrait être publié pour rendre officielle cette nouvelle mesure.

La prévention contre le sida dans le primaire. Les ministères de la santé et de l'éducation ont signé une convention avec l'Agence française de lutte contre le sida (AFLS), qui a charge d'accompagner la politique d'installation des distributeurs de

préservatifs dans les lycées. Environ cinq cents distributeurs seraient déjà en place. L'accord prévoit le lancement d'une réflexion sur la prévention du sida à l'école élémentaire. La direction des écoles, celle des collèges et des lycées chercheront à définir les types d'actions susceptibles d'être menées dès l'école primaire. « Cette initiative suscitait peut-être des réticences, tout comme l'an dernier l'annonce de l'installation de distributeurs de préservatifs dans les lycées », a déclaré M. Lang. Mais dans ce domaine, mieux vaut faire face à la polémique qu'à la pusillanimité ou l'indifférence ».

La transfusion sanguine, discipline hospitalo-universitaire. MM. Lang et Kouchner ont enfin reconnu l'intérêt des conclusions du rapport « Enseignement-formation-recrutement en transfusion sanguine », rédigé par le professeur Jacques Rufé (le Monde du 16 mars). La transfusion sanguine devient une discipline hospitalo-universitaire à part entière, identifiée par une sous-section du Conseil national des universités. Des trois ans cycles devraient être créés dans ce secteur afin de compléter la formation.

M. A.

(1) Diplômes d'état de sage-femme, d'infirmier, d'orthoptiste, de masseur-kinésithérapeute, de psychomotricien, de pédagogue-prothésiste, de manipulateur d'électroradiologie médicale, de technicien supérieur en imagerie médicale et radiologie thérapeutique ; certificats de capacité d'orthophoniste, d'orthoptiste.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 17 mars 1993 :

DES DÉCRETS

— N° 93-347 du 15 mars 1993 modifiant certaines dispositions du code de procédure pénale (3^e partie : Décrets, livre V) ;
— N° 93-351 du 15 mars 1993

IMMIGRATION

Au Puy-en-Velay

Onze skinheads écroués pour avoir agressé des Marocains

Onze skinheads, âgés de dix-huit à vingt-cinq ans, ont été écroués, mardi 16 mars au Puy-en-Velay (Haute-Loire), après leur mise en examen pour violences avec armes, dégradations volontaires et complicité. Originaires de la Haute-Loire et d'Indre-et-Loire, ils sont soupçonnés d'avoir agressé quatre Marocains, dimanche 14 mars dans la soirée, au Puy-en-Velay.

Les victimes, âgées de quarante-cinq à soixante-trois ans, ont eu leur voiture saccagée à coups de marteau et de battes de base-ball. Un des Marocains a été plus sérieusement blessé, souffrant d'une fracture du nez et présentant des lésions à un œil, dont on a pu craindre qu'il perde l'usage. Lundi 15 mars, le vice-consul marocain de Lyon et son chargé des affaires sociales se sont rendus au Puy-en-Velay afin d'appeler les membres de la communauté marocaine au calme. Dans la nuit de lundi à mardi, des pierres ont été jetées contre des voitures tandis qu'un engin incendiaire était lancé devant un local du Front national.

Au Havre

Huit Roumains ont vécu dix jours dans un conteneur

Huit jeunes Roumains ont été libérés, mardi 16 mars, après être restés, pendant dix jours, enfermés dans un conteneur sur un quai du port du Havre, d'où ils espéraient partir pour le Canada. Très affaiblis parce qu'ils n'avaient plus de vivres, ils n'ont dû leur salut qu'à des opérations de vérification d'agents consignataires et ont été mis en liberté par la police de l'air et des frontières.

Dans l'attente d'un embarquement, le conteneur dans lequel ils s'étaient cachés avait été, semble-t-il, recouvert par d'autres chargements. Cinq autres Roumains avaient été interpellés au même endroit, la nuit précédente, alors qu'ils tentaient d'embarquer sur un navire de Hongkong en partance pour le Canada.

Les fils de harkis qui campaient devant la préfecture de Gard, à Nîmes, ont été délogés par la police. Une vingtaine de fils de harkis qui campaient depuis mardi 16 mars dans une tente installée devant la préfecture de Gard, à Nîmes, afin de protester contre le massacre des harkis en Algérie pendant le cessez-le-feu du 19 mars 1962, ont été délogés dans la nuit du mardi 16 au mercredi 17 mars par les policiers. Venus de Saint-Laurent-des-Arbes (Gard), la ville d'où était partie la révolte des harkis en 1991, ils s'étaient installés devant un drapeau français maculé de sang, où l'on pouvait lire : « Français, ne célébrez pas le 19 mars, 150 000 harkis ont été massacrés après cette date ». Les fils de harkis pourraient rester devant la préfecture jusqu'à la date anniversaire du 19 mars.

Trente-trois grandes villes percevront la dotation de solidarité urbaine en 1993. Trente-trois villes de plus de 100 000 habitants se partageront, en 1993, les quelque 258 millions de francs de la dotation de solidarité urbaine (DSU), attribuée aux villes connaissant une situation sociale difficile, annonce l'Association des grandes villes de France. Les nouvelles communes bénéficiaires sont Aix-en-Provence, Dijon, Grenoble et Nancy. Cinq grandes villes contribueront au financement de la DSU : Bordeaux, Boulogne-Billancourt, Grenoble, Paris et Versailles. Enfin, Lyon, Bordeaux, Dunkerque, Clermont-Ferrand, Strasbourg, Toulouse et Villeurbanne recevront la dotation particulière de solidarité urbaine (DPSU), destinée aux villes qui cessent de percevoir la DSU.

RELIGIONS

Dans un document de sa commission doctrinale

L'épiscopat français rappelle la primauté du rôle du prêtre

Trop de questions se posent aujourd'hui en France sur l'identité du prêtre, de son ministère ordonné et de sa relation avec les laïques pour que l'épiscopat reste sans réaction. Sous la forme d'un bref document, son bureau d'études doctrinales vient de réaffirmer une doctrine à la fois traditionnelle et ouverte sur le ministère du prêtre (1).

Au-delà des vagues provoquées par le livre du théologien allemand Drewermann sur les « élites » (le Monde du 4 mars), on assiste à des situations neuves, provoquées notamment par la réduction du clergé. Le personnage du « curé » fait place à des « équipes d'animation pastorale », composées de prêtres et de laïques élus, chargées d'animer un secteur territorial beaucoup plus large que la paroisse traditionnelle. C'est aussi le laïque qui est ordonné, mais formé, qui prépare les familles au baptême au mariage, préside les assemblées dominicales sans prêtre (2 000 environ sont régulières) et même des cérémonies de funérailles.

Aussi surgissent des conflits de compétences et de pouvoir entre le prêtre et le laïque. Mais à terme, c'est la nature même du « ministère ordonné » qui est en jeu, comme le souligne le Père Bernard Sesboué dans un article remarqué des Etudes (septembre 1992), décrivant les « dysfonctionnements » du système.

NUCLÉAIRE

Déchets radioactifs : mise en place de la mission de médiation. La mission de médiation sur l'implantation des laboratoires souterrains destinés à préparer l'entreposage des déchets radioactifs à haute et longue activité vient de franchir une nouvelle étape. Son responsable, M. Christian Bataille, député (PS) du Nord, auteur d'un important rapport sur le sujet, vient de s'ajouter les services de l'ancien préfet de la région des Pays de la Loire, M. Jacques Monestier, pour animer la petite équipe de la mission. L'objectif est d'élaborer en concertation avec les collectivités locales des projets pour deux laboratoires souterrains d'environ 1,5 milliard de francs chacun, auxquels elles seraient susceptibles d'adhérer.

tème. A partir du moment, demande le théologien jésuite, où des laïques assurent « durablement » des tâches qui relèvent du ministère du prêtre, faut-il envisager de les ordonner ?

Le document du bureau doctrinal de l'épiscopat admet que « l'insistance sur le caractère commun du sacerdoce » est comprise « de façon parfois ambiguë en termes d'égalité de pouvoir et de similitude de fonctions ». Il coupe court à toute perspective d'élargissement d'un « ministère ordonné », inspiré par les besoins des laïques, au sein d'une famille réformée et, converti au catholicisme en 1954, il est toujours apparu comme un homme de dialogue. Ses propos ne manquaient pas d'audace. En novembre 1992, il avait évoqué l'éventuelle nécessité d'ouvrir la prêtrise aux hommes mariés et, dans une Église divisée, il était le seul évêque, avec celui de Breda, Mgr Ernst, à n'avoir pas coupé les ponts avec les mouvements de catholiques critiques. (Corresp.)

Mais autant Mgr Gijssen passait pour le plus intransigeant des évêques néerlandais, autant Mgr Ronald Bar, soixante-quatre ans, évêque de Rotterdam depuis dix ans, Mgr Bar a invoqué la pression psychologique des obligations épiscopales. Cette démission suit de six semaines celle de Mgr Gijssen, de l'évêché de Roermond (le Monde du 29 janvier).

Mais autant Mgr Gijssen passait pour le plus intransigeant des évêques néerlandais, autant Mgr Ronald Bar, soixante-quatre ans, évêque de Rotterdam depuis dix ans, Mgr Bar a invoqué la pression psychologique des obligations épiscopales. Cette démission suit de six semaines celle de Mgr Gijssen, de l'évêché de Roermond (le Monde du 29 janvier).

Mais autant Mgr Gijssen passait pour le plus intransigeant des évêques néerlandais, autant Mgr Ronald Bar, soixante-quatre ans, évêque de Rotterdam depuis dix ans, Mgr Bar a invoqué la pression psychologique des obligations épiscopales. Cette démission suit de six semaines celle de Mgr Gijssen, de l'évêché de Roermond (le Monde du 29 janvier).

Deuxième démission d'un évêque néerlandais depuis le début de l'année

Pour la deuxième fois depuis le début de l'année, le pape a dû accepter, samedi 13 mars, la démission d'un évêque néerlandais, Mgr Ronald Bar, soixante-quatre ans, évêque de Rotterdam depuis dix ans, Mgr Bar a invoqué la pression psychologique des obligations épiscopales. Cette démission suit de six semaines celle de Mgr Gijssen, de l'évêché de Roermond (le Monde du 29 janvier).

Mais autant Mgr Gijssen passait pour le plus intransigeant des évêques néerlandais, autant Mgr Ronald Bar, soixante-quatre ans, évêque de Rotterdam depuis dix ans, Mgr Bar a invoqué la pression psychologique des obligations épiscopales. Cette démission suit de six semaines celle de Mgr Gijssen, de l'évêché de Roermond (le Monde du 29 janvier).

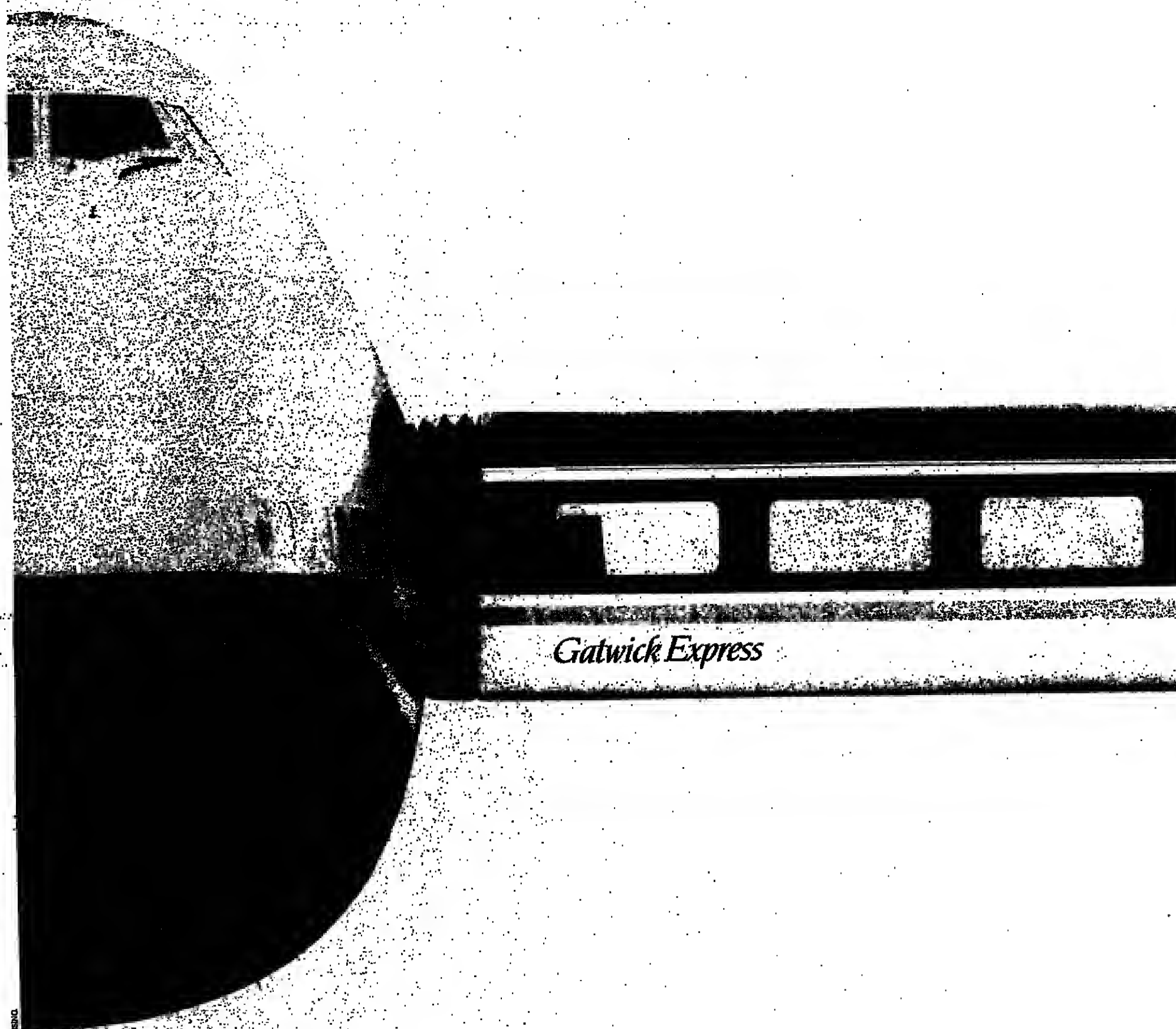
Mais autant Mgr Gijssen passait pour le plus intransigeant des évêques néerlandais, autant Mgr Ronald Bar, soixante-quatre ans, évêque de Rotterdam depuis dix ans, Mgr Bar a invoqué la pression psychologique des obligations épiscopales. Cette démission suit de six semaines celle de Mgr Gijssen, de l'évêché de Roermond (le Monde du 29 janvier).

Mais autant Mgr Gijssen passait pour le plus intransigeant des évêques néerlandais, autant Mgr Ronald Bar, soixante-quatre ans, évêque de Rotterdam depuis dix ans, Mgr Bar a invoqué la pression psychologique des obligations épiscopales. Cette démission suit de six semaines celle de Mgr Gijssen, de l'évêché de Roermond (le Monde du 29 janvier).

(1) Les Ministres ordonnés dans une Église communale, Le Cerf, mars 1993, 64 pages, 29 F.

مكتبة الناصر

Londres-Gatwick. La sortie la plus *rapide* pour le centre de Londres.



Le Gatwick-Express possède des téléphones et un service mobile de rafraîchissement. Il vous emmène au centre de Londres en 30 minutes, et ceci avec un départ tous les 1/4 d'heure. Alors, Gatwick n'est-elle pas la sortie d'aéroport la plus rapide et la plus confortable pour atteindre le centre de Londres?

BRITISH AIRWAYS

La compagnie que le monde préfère

Découvrez les avantages qui vous sont réservés à Londres-Gatwick et profitez d'un billet de train Aller-Retour Gatwick-Victoria Station offert par British Airways pour tout achat d'un billet British Airways Plein Tarif, Club Europe ou Euro Traveller. Offre valable jusqu'au 30.06.93. Il vous suffit de compléter et de renvoyer ce coupon à British Airways France, "Opération Gatwick", Tour Winterville cedex 18, 92085 Paris-La Défense.

Nom _____ Prénom _____ Adresse ☐ Professionnelle ☐ Privée (cochez la case de votre choix)
Code postal _____ Ville _____
Téléphone professionnel _____ Téléphone privé _____ ☐ Chargé de voyages ☐ Voyageur d'affaires

Combien de voyages avez-vous effectué ces 12 derniers mois sur des vols internationaux?
☐ 1
☐ 2 à 5
☐ 6 à 10
☐ Plus de 10

Quelles sont vos principales destinations?
☐ Royaume-Uni
☐ Europe (sauf Royaume-Uni)
☐ Moyen-Orient
☐ Amérique
☐ Afrique
☐ Asie

Ces renseignements, destinés au seul usage des services British Airways, feront l'objet d'un traitement informatisé et resteront strictement confidentiels. Conformément à la loi, vous disposez d'un accès aux informations vous concernant.

MD

SOCIÉTÉ

Signé entre l'éducation nationale, les éditeurs et les auteurs

Un accord contre le « photocopillage » dans les collèges, les lycées et à l'université

Le ministre de l'éducation nationale et de la culture a signé, mardi 16 mars, un accord avec les représentants de la Société des gens de lettres, du Syndicat national de l'édition, de la Fédération nationale de la presse française, de la Chambre syndicale des éditeurs de musique et du Centre français d'exploitation du droit de copie, afin de contrôler l'usage des photocopies d'œuvres protégées dans les collèges, les lycées et les universités. Une rémunération annuelle sera versée aux auteurs et aux éditeurs.

Pour qualifier l'usage immodéré des photocopies par les enseignants et les étudiants, les éditeurs et les auteurs ont inventé un néologisme éloquent : le « photocopillage ». Ils dénoncent, depuis des années, cette pratique en infraction permanente avec le code de la propriété intellectuelle et qui, en généralisant, lésait éditeurs et auteurs. C'est cette « petite guerre fratricide » qui oppose l'éducation nationale aux auteurs et aux éditeurs que M. Jack Lang a décidé de clore, mardi 16 mars, jour symbolique – de l'ouverture de la 13^e Salen du livre.

L'accord signé par le ministre de l'éducation nationale et de la culture avec les représentants de la Société des gens de lettres, du Syndicat national de l'édition, de la Fédération nationale de la presse française, de la Chambre syndicale des éditeurs de musique de France et du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), s'efforce de régler les différents points. Il confirme, en effet, la liberté pédagogique des enseignants et reconnaît l'utilité des photocopies de livres, de journaux ou de partitions pour l'enseignement. Mais il entend aussi susciter un usage « raisonné » de ces reproductions

d'œuvres protégées et faire respecter le droit des auteurs et des éditeurs.

Il existe pourtant un certain nombre de dispositions législatives et réglementaires, issues notamment des lois de 1957 et 1985 sur la propriété littéraire, qui interdisent la reproduction d'œuvres à usage collectif. Sauf s'il y a un consentement des auteurs et paiement d'une rémunération. Mais elle n'était pas appliquée par l'éducation nationale. Le nouveau protocole d'accord fixe les conditions de reproduction d'œuvres dans les collèges, les lycées publics et les universités ainsi que le versement de droits de reproduction.

65 millions de francs par an

Une convention sera signée entre chaque établissement et le Centre français d'exploitation du droit de copie. Une rémunération de 11 francs par collégien, lycéen ou étudiant sera versée à cette institution, qui en assurera la répartition entre les auteurs et les éditeurs. Les 5,9 millions d'élèves des établissements du second degré et de l'enseignement supérieur public percevront donc au CFC de redistribuer près de 65 millions de francs. Les crédits nécessaires au financement de cette mesure devraient être inscrits dans la prochaine loi de finances rectificative.

L'accord vise la reproduction de livres, journaux, périodiques, fiches pédagogiques français ou étrangers, partitions de musique et illustrations hors texte. Mais la reproduction de livres ne saurait excéder 10 % du contenu de chaque ouvrage, sauf si ce dernier n'est plus disponible sur le marché. Le nombre total de reproductions ne devrait pas excéder 180 par élève dans les établissements du second degré et 280 par étudiant. Concernant les partitions de musique, le nombre de photocopies ne saurait être supérieur à 20 pages par an, par élève et par étudiant.

(Publicité)

« Dans un encart publicitaire publié le 10 mars 1993, et intitulé « NRJ en conflit avec les artistes », la SPEDIDAM et le SNAM ont cru pouvoir mettre gravement en cause notre station de radio en prétendant qu'NRJ ferait un profit substantiel au préjudice des artistes interprètes et qu'elle refuserait de leur verser la rémunération due pour la diffusion de leurs œuvres.

Une telle affirmation procède d'une déformation tout à fait spécieuse de la réalité du conflit judiciaire qui oppose NRJ aux sociétés de perception de droits.

En effet, il est important de rappeler qu'NRJ, par le biais de L'UDRLP, a saisi le Conseil d'Etat d'un recours en annulation de la décision du 9 septembre 1987 fixant les barèmes et les modalités de rémunération des droits voisins, à raison notamment de la sous-représentativité des radios locales au sein de la Commission.

En réalité, il n'y a eu aucune négociation digne de ce nom entre les radios locales privées et les organismes de perception de droits, ce qui a conduit la Commission à décider d'une rémunération inéquitable et excessive à la charge des radios locales privées, et à les traiter de façon discriminatoire, notamment par rapport aux stations généralistes.

C'est dans l'attente de la décision à intervenir du Conseil d'Etat qu'NRJ a été autorisée, par décision judiciaire, à suspendre le paiement de sommes dont le montant ne peut pas être encore chiffré.

Les procédures en cours sont destinées à trancher cette difficulté, et non pas à priver les artistes interprètes de leurs rémunérations.

En outre, il est important de souligner qu'NRJ n'a jamais été saisie de plaintes ou de demandes émanant directement des artistes interprètes ; le SNAM et la SPEDIDAM ne s'expriment qu'en leur nom et ne sont pas représentatifs de l'ensemble des artistes interprètes, ni de la profession.

A cet égard, on rappellera qu'NRJ est la radio nationale qui verse le plus de droits à la SACEM.

L'amalgame résultant des propos tenus par le SNAM et la SPEDIDAM entretient dans l'esprit du public une confusion visant à jeter le discrédit sur NRJ, et ne repose sur aucun fondement réel ni sérieux.

Une telle campagne de presse suppose que la SPEDIDAM et le SNAM croient pouvoir influencer une autorité aussi indépendante que le Conseil d'Etat.

SPORTS

FOOTBALL : Coupe de l'UEFA

La mue d'Auxerre

L'AJ Auxerre a accédé pour la première fois de son histoire à une demi-finale de Coupe d'Europe, celle de l'UEFA, mardi 16 mars, en éliminant l'Ajax d'Amsterdam, tenant du titre. Battus 1-0, par les Néerlandais, l'équipe entraînée par Guy Roux s'est néanmoins qualifiée grâce à sa victoire du match aller, 4-2, à Auxerre.

AMSTERDAM

de notre envoyé spécial

D'un coup de tête, le défenseur Frank De Boer venait de réveiller le stade olympique d'Amsterdam. L'encalade de béton résonnait à nouveau de chants de victoire. Il restait une demi-heure de jeu et l'Ajax n'avait plus besoin de jeu et but pour sauvegarder sa place de grand d'Europe, pour continuer à écrire sa légende. Face à des joueurs redevenus habiles, les Auxerrois n'avaient plus qu'à se plier aux lois du football, à cette logique qu'ils ont déifiée si souvent sans jamais parvenir à la dompter. Mais ils ont continué à refuser de rentrer dans le rang.

Le public rouge et blanc a trépidé puis s'est tu. A-t-il réalisé que, sous ses yeux, son équipe fêchait en train de faire les frais d'un petit événement ? Pour la première fois de son histoire, l'AJ Auxerre allait au bout de ses espoirs. Pour la première fois, le club bourgeois ne se laissait pas évincer du terrain, avec les honneurs mais sans le résultat.

Longtemps, en effet, la formation de Guy Roux s'est spécialisée dans l'exploit inachevé. L'AJ Auxerre n'avait-elle pas commencé à s'inscrire en 1978, alors qu'elle évoluait en deuxième division, elle parvenait en finale de la Coupe de France (où elle s'inclinait des prolongations face aux Nantes) ? Abandon depuis lors au championnat de France de première division, l'équipe liguait

les grosses écuries, sans jamais parvenir à les déborder. En Coupe d'Europe, Auxerre battait également sur la dernière marche. Deux maîtres du continent – le Milan AC en 1983 puis Liverpool la saison dernière – avaient quitté le stade Abbé-Deschamps avec le même handicap que l'Ajax, deux buts à remonter. Les deux fois, les joueurs auxerrois avaient été brutalement remis à leur place lors des matches retour.

Tout se passait comme si le discours volontariste prudent de Guy Roux finissait par éroder les ambitions de ses disciples. A chaque début de saison, l'entraîneur fixe invariablement le maintien en première division comme objectif. En faisant mine d'ignorer que le club ne ressemble plus du tout au patronage qu'il était lors de sa création, au début du siècle. Guy Roux, conscient des efforts consentis pour se hisser à ce niveau, semblait se contenter de ce rôle de trouble-fête et de place d'honneur dans les compétitions hexagonales. Cette approche terre à terre des réalités du ballon rond s'était usée jusqu'à la corde, au fil des ans. Cette manière de minimiser les possibilités de son équipe pour mieux en excuser les échecs éternels commençait à lasser.

Un parcours caricatural

Les détracteurs de l'entraîneur se gagnaient de mains en moins pour clamer qu'Auxerre n'avait jamais rien gagné sous ses ordres, hormis une Coupe Gambardella. Cette année, la contestation a gagné les rangs de l'équipe. Les anciens, William Bruel ou Christophe Cocard, ont remis en cause l'autoritarisme de Guy Roux et réclamé une politique sportive plus ambitieuse. Avec d'autant plus de véhémence que le parcours d'Auxerre en championnat est caricatural : un excellent début avait propulsé le club aux côtés des meilleurs, en

hiver désastreux, avec une série de cinq défaites d'affilée, l'a repoussé dans le classement, plus tôt et plus bas que prévu, pendant qu'il disparaissait de la Coupe de France.

Dans cette contestation naissante, dans cette succession de déconvenues, les joueurs auxerrois ont sans doute puisé l'énergie pour réussir leur mue. Ils se sont fabriqués un moral d'équipe qui ne se contente plus de séduire, mais qui se qualifie. Dos au mur, ils ont pénétré dans le stade olympique d'Amsterdam avec l'intention de ne pas gaspiller une nouvelle fois le capital de leur belle victoire du match aller. Et, pour renforcer leur mérite, ils y sont parvenus face à une équipe néerlandaise qui semblait berrémique au doute.

L'Ajax d'aujourd'hui n'est que l'ombre de celui de Johan Cruyff dans les années 70. Décimé par les départs de plusieurs éléments-clés en Italie, il ne ressemble même plus à l'équipe qui s'était emparée de la coupe de l'UEFA l'an dernier. Pourtant, les footballeurs au maillot rouge et blanc ont gardé un point commun avec leurs aînés : ils sont sûrs de leur valeur. Peu enclin à s'autoproclamer outsiders, ils ne s'accrochent qu'un rôle, celui de favori.

Dans ce contexte, la principale réussite d'Auxerre aura été mardi d'avoir fait trembler d'entrée de jeu l'Ajax. En appuyant sur le maillon faible de leur équipe : le gardien de but, Edwin Van der Sar. La doublure de Stanley Menzo, congédié pour sa mauvaise prestation à Auxerre, s'est signalée par une fébrilité rare dans une surface de réparation. En grande partie grâce à lui, les Bourguignons ont failli gagner d'emblée la rencontre. Ils n'en auront même pas eu besoin. Grâce à sa courte défaite, l'AJ Auxerre s'est transformé en club qui sait enfin négocier ses grands rendez-vous, jusqu'au bout.

JÉRÔME FENOGLIO

PARIS

L'accusant d'intimidation politique

M. Tiberi polémique avec M^{re} Lienemann sur la gestion des HLM de la capitale

M. Jean Tiberi, député RPR de Paris et premier adjoint au maire, a vivement réagi à la publication du rapport des inspecteurs de l'équipement sur la gestion de l'OPAC (office public d'aménagement et de construction, dont le nom a remplacé celui d'office public des HLM) de la capitale (le Monde du 11 mars). Au cours d'une conférence de presse, mardi 16 mars, il a parlé de « présentation tendancieuse », de « contre-révérité » et de « mise en cause scandaleuse ». S'en prenant au ministre délégué au logement, qui, l'an dernier, avait demandé cette inspection, M. Tiberi a dit : « J'aurais préféré qu'on rende public le rapport avec les réponses que j'y avais faites. Mais M^{re} Lienemann a voulu faire de l'intimidation politique. »

Le premier adjoint au maire s'est attaché à réfuter point par point les observations des fonctionnaires de l'équipement. Concernant le retard qu'aurait pris la réhabilitation du parc HLM, il a indiqué que les premières opérations ont commencé en 1983 et qu'elles ont

porté d'abord sur vingt mille HBM (habitations à bon marché) d'après-guerre. Leur modernisation a coûté 400 millions de francs. Puis un programme de grosses réparations a été entrepris à partir de 1990 sur les logements sociaux plus récents, pour un total de 1,5 milliard de francs, dont le tiers payé par la Ville. « Sur ce chapitre, nous n'avons rien à nous reprocher », a commenté M. Tiberi.

Sur la question fort controversée des attributions d'appartements, le député de Paris a contesté qu'il pouvait y avoir « quelques cas marginaux de location à des personnes dont les ressources dépassent le plafond légal ». Mais il a précisé que, globalement, la proportion des locataires payant pour cette raison un supplément de loyer ne dépasse pas actuellement 15 %, ce qui est conforme à la moyenne nationale. A ce sujet, il a indiqué que ce plafond, qui exclut du bénéfice des logements sociaux un grand nombre de ménages aux revenus moyens, sera sensiblement relevé si ses amis politiques l'emportent aux élections.

M. Tiberi a, en outre, chiffré à environ quatre cents – et non deux mille comme l'estimait le rapport – le nombre des appartements HLM actuellement vacants à Paris. « Vacants mais non disponibles », a-t-il commenté, car ils sont en travaux, en cours d'attribution ou faisant l'objet d'un contentieux.

Répondant aux observations sur les finances de l'office, le premier adjoint a expliqué : « La trésorerie de l'OPAC n'est pas tendue, mais serrée. En effet, nous n'emprunons qu'au dernier moment, et le fonds de roulement, environ 400 millions de francs, est utilisé à l'achat de terrains. On devrait nous compléter plutôt que nous faire grief. » Enfin, M. Tiberi a fait remarquer que le rapport des inspecteurs de l'équipement n'avait constaté aucun manquement grave dans la gestion de l'office. « On ne peut pas en dire autant à certains échelons de l'Etat », a-t-il conclu.

MARC AMBROISE-RENDU

o BASKET-BALL : Championnat d'Europe des clubs. « Pau-Orthez » a été éliminé par le PAOK Salonique, mardi 16 mars, en quarts de finale du Championnat d'Europe des clubs. Battus dans leur salle au match aller (103-86), les basketballeurs français se sont à nouveau inclinés en Grèce (81-65).

o HANDBALL : championnat du monde. L'équipe de France a battu l'Espagne à l'arraché (23-21), mardi 16 mars à Halmstad (Suède). Un succès contre l'Egypte jeudi 18 mars assurait la qualification des Français pour la finale du championnat du monde.

POLICE

o La hiérarchie opposée à l'institution de préfets pour la sécurité et la défense. L'Association des hauts fonctionnaires de la police nationale, qui regroupe l'ensemble des directeurs, inspecteurs généraux, sous-directeurs et contrôleurs généraux de la police nationale, actifs et retraités, s'est prononcée contre le projet de décret créant des « préfets délégués pour la sécurité et la défense » (le Monde du 7 mars). Estimant que ce texte contribue à éloigner « des responsabilités ceux qui, issus du corps des commissaires de police, ont statutairement vocation et compétence pour les exercer », l'association considère que ce projet, « élaboré dans la précipitation et sans concertation, va nuire au bon fonctionnement de la police nationale ».

o M. Robert Pandrand proteste après les nominations au Conseil supérieur de l'activité de la police. Ancien ministre (RPR) délégué à la sécurité dans le gouvernement de M. Jacques Chirac entre 1986 et 1988, M. Robert Pandrand s'est étonné que le ministre de l'Intérieur Paul Quilès « ait cru devoir précipiter la nomination des membres du Conseil supérieur de l'activité de la police nationale à six jours des élections législatives » (le Monde du 17 mars). Rappelant que le mandat des membres du Conseil est de deux à six ans, le député de Seine-Saint-Denis a estimé que « le respect le plus élémentaire des règles de la démocratie aurait dû amener le ministre de l'Intérieur et de la sécurité à laisser ce dossier à son successeur ».

EDUCATION

1981-1993 : l'érosion de



L'école pour élèves

هكسان الرطل

Le Monde

EDUCATION • CAMPUS

1981-1993 : l'érosion des ambitions

Bilan mitigé pour la gauche sur ses trois terrains de prédilection : la laïcité, la démocratisation et la rénovation pédagogique

LE débat sur l'école, en France, est passionnel. L'héritage républicain, la centralisation très ancienne de notre système d'enseignement, le poids des diplômes ou la pression, plus récente, du chômage des jeunes : tout contribue à faire de l'éducation le révélateur des fractures, des angoisses, des impatiences ou des conservatismes de la société française.

En douze ans, parenthèse faite de la cohabitation de 1986-1988, la gauche au pouvoir en aura fait constamment l'expérience. Tantôt ballottée par les événements et secouée par de brusques tornades - la querelle scolaire en 1984, les fouilles islamiques de l'automne 1989. Tantôt remise à flot, sentant le vent et le courant, comme le fit Jean-Pierre Chevènement au lendemain de la querelle sur le privé, ou retrouvant un cap plus ferme au lendemain de la réélection de François Mitterrand en 1988.

La fin des guerres de religion

Ce cap, quel fut-il ? Comme le note justement M. Antoine Prost, historien de l'éducation et qui fut conseiller de M. Rocard à Matignon, « en matière scolaire, la gauche poursuit traditionnellement un objectif démocratique, un objectif laïc et un objectif pédagogique » (1). Depuis douze ans, elle n'a pas dérogé à cette règle.

L'objectif laïc tout d'abord. Il occupe tout l'espace en 1981. Singulièrement, en effet, le projet scolaire de la gauche qui arrive au pouvoir semble se résumer, alors, à la création d'un « grand service public unifié et laïc de l'éducation nationale ». Au risque de réveiller le « spectre des deux France », cette devise depuis la Révolution et relayée par les lois scolaires du début de la III^e République, socialistes et communistes décident de remettre en question l'équilibre établi en 1959 par la loi Debré, entre école publique et enseignement privé.

On sait ce qu'il en advint. Au terme de trois années interminables de négociations complexes, de compromis aussi vite rompus que



conclus, de coups fourrés entre le ministre Alain Savary, soucieux d'équilibre, et les irréductibles du camp laïc, décidés à en découvrir le gouvernement fit tant et si bien qu'il donna à la droite l'occasion d'une mobilisation sans précédent en faveur de l'école « libre ». Le million de manifestants de juin 1984 permit de mesurer brutalement cette inversion des valeurs et la défaite, idéologique autant que politique, de la gauche sur ce terrain. M. Mitterrand en tira schématiquement les conclusions, repartit son ministre, changea de gouvernement et retourna le projet.

Cela laissait sans doute un goût d'inachevé. En quelques mois, la gauche vient de régler, pour soldé de tout compte ou presque, cette querelle historique. L'enveloppe de 1,8 milliard de francs débloquée, fin 1991, par M. Jospin en faveur des établissements privés mettait un terme à leur contentieux financier avec l'État. Et surtout, l'accord

de juin 1992 entre M. Lang et les responsables de l'enseignement catholique reconnaît « la contribution de l'enseignement privé au système éducatif » et leur accorde, sans rechigner, la parité avec le public, confirmée, en janvier 1993, par tout un ensemble de mesures sociales en faveur, notamment, de la formation des maîtres du privé. Bref, en douze ans, la forteresse laïque est tombée. Pour beaucoup, cependant, cet échec ébranle le débat sur l'école de vieux tabous qui l'encombraient et alimentaient bien des conservatismes.

La fin des vieilles guerres de religion laisse le champ libre au deuxième objectif. Celui de la démocratisation de l'école. Avec un slogan autrement mobilisateur : conduire 80 % de chaque génération au niveau du baccalauréat. L'ambition est double : relever globalement le nombre et le niveau de qualification des jeunes diplômés pour permettre à l'économie fran-

çaise d'affronter, dans de meilleures conditions, la compétition mondiale et, parallèlement, favoriser l'accès au savoir et combattre ainsi l'illettrisme scolaire et social qui fâche la société française. Évoqué dès 1983 par M. Savary, lancé en 1985 par MM. Fabius et Chevènement, coulé enfin, en juillet 1989, dans le bronze de la loi d'orientation sur l'éducation de M. Jospin, cet objectif aura déclenché, en moins d'un décennium, une véritable révolution du paysage scolaire.

Le lycée pour tous

L'enseignement secondaire n'était plus, depuis les années 60 et la création des collèges, réservé à une petite minorité. Mais la démocratisation s'arrêtait encore, au milieu des années 80, au seuil du lycée. Entre 1986 et 1992, la digue s'est effondrée. En sept ans, les lycées d'enseignement général et technologique ont accueilli plus de 370 000 élèves supplémentaires, leurs effectifs passant à 1,57 million d'élèves. Le taux d'accès en classe terminale (c'est-à-dire au « niveau du bac ») qui plafonnait jusqu'en 1985 autour de 36 % d'une classe d'âge, a dépassé 60 % en 1992. La brutalité du coup d'accélérateur est impressionnante. Un jeune sur cinq était bachelier en 1970, plus d'un sur deux aujourd'hui. Avec des répercussions automatiques sur l'enseignement supérieur qui accueille aujourd'hui, toutes filières confondues, près de 1,9 million d'étudiants, soit 800 000 de plus qu'en 1980.

Face à cette explosion, la gauche a décrété l'éducation « priorité nationale » du second septennat de M. Mitterrand et mobilisé toutes les énergies. Celles de l'État qui consacra, en 1993, 283 milliards de francs à l'éducation nationale, soit le premier budget de la nation, en augmentation de plus de 80 milliards de francs depuis 1988.

G. C.

Lire la suite page 15

(1) Éducation, société et politiques, par Antoine Prost, Le Seuil, 1992.

« Auto-école » pour élèves en panne

Une initiative originale, en Seine-Saint-Denis, pour accueillir les exclus du lycée

EN lançant, deux mois à peine après l'élection de François Mitterrand, la politique des zones d'éducation prioritaire, la gauche avait voulu marquer un grand coup, engager sans tarder sur le terrain scolaire une politique de lutte contre les inégalités sociales, mettre un contenu concret, après une aussi longue attente, sur les promesses du Parti socialiste. M. Alain Savary, alors ministre de l'éducation nationale, pouvait s'appuyer sur les idées lancées, au cours des années précédentes, par le SGEN-CFDT, son principal soutien en ce domaine.

Comme beaucoup d'autres, Marie-Danièle Pierrelle, ex-professeuse de collège, longtemps militante du SGEN, a suivi la lente mise en sommeil de la politique des ZEP entre 1984 et 1988, puis les difficultés de sa relance par Lionel Jospin à partir de 1988. Aujourd'hui, professeur au lycée professionnel Jules-Marey à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), elle ne cache pas son amertume.

Le projet d'« auto-école », qu'elle porte à bout de bras depuis janvier 1992 et qui a démarré à la rentrée de septembre avec quatre enseignants volontaires, aurait pu devenir le prototype d'une structure de prise en charge des élèves en grande difficulté scolaire. Il n'a toujours ni locaux propres ni existence juridique et nul ne sait si l'expérience durera plus d'une année scolaire. Les subventions de la Caisse des dépôts, du Fonds d'action social (FAS) et du ministère de la ville ont certes permis d'assurer l'investissement de départ. Mais l'éducation nationale, pour sa part, est restée sur ses gardes. Et M^{me} Pierrelle n'a pas encore digéré l'absence - très symbolique - des représentants du rectorat ou du ministère, le jour de l'inauguration officielle de son

« auto-école », en décembre dernier. Le projet, ambitieux, était certes très novateur dans une académie où les collèges sensibles sont nombreux et les moyens limités. « Mais que dire du coût engendré en pure perte dans une structure classique pour des élèves dont on sait bien qu'ils ne tirent, sur le plan scolaire, aucun bénéfice des heures passées en classe ? » interroge le proviseur. L'expérience était-elle également trop symbolique de l'échec relatif des solutions plus classiques de lutte contre l'exclusion scolaire ? Donc un peu encombrante ? Ou bien l'hostilité déclarée du syndicat des chefs d'établissements (SNPDEN) a-t-elle pesé sur les autorités locales ? « Ce qui me désespère, poursuit M^{me} Pierrelle, c'est que la gauche n'a finalement tiré aucun bénéfice politique des moyens qu'elle a, malgré tout, engagés dans l'expérience. »

Naesser, Pierre ou Kahina...

Certes, les responsables académiques, le rectorat et le cabinet du ministre ont largement encouragé M^{me} Pierrelle, invitée dans plusieurs groupes de réflexion ministériels sur les établissements « sensibles ». On la vit même aux côtés de M. Jospin lors d'un débat télévisé sur l'école. Mais on se garda bien de promouvoir l'expérience en modèle : par peur de voir, brusquement, s'éveiller maintes convoitises ou, au contraire, tout simplement, de heurter les habitudes et la « culture » du milieu enseignant.

Restait à lui donner des postes. Elle en réclamait six pour soixante élèves. Après six mois de tractations, l'éducation nationale lui en alloua quatre. « Sans enthousiasme, précise-t-elle, et parce que j'ai fait comprendre que si mon projet n'aboutissait pas, je demandais ma

mutation ». L'argument a fait mouche : on ne se bouscule pas, parmi les chefs d'établissements, pour prendre en charge ce lycée Jules-Marey où M^{me} Pierrelle n'a pas d'adjoint, faute de candidats...

L'« auto-école » a un objectif simple : offrir une structure différente et provisoire, un sas de décompression et de réinsertion scolaire aux exclus du système scolaire, qui, à chaque rentrée, font la tournée des établissements pour trouver une place. Trop vieux ou trop en retard, absents chroniques ou vaguement délinquants, ils sont rejetés de partout.

Que faire de Kahina, 17 ans, repartie en Algérie après son année de sixième et qui revient, quatre ans plus tard, pour reprendre des études ? Que faire de Pierre, toxomane et élève de première S, exclu de trois établissements successifs dans l'année ? Que faire de Nasser, qui n'ouvre pas la bouche en classe, attristé dans une section non francophone et dont on découvre, un beau jour, qu'en dehors du temps scolaire il travaille comme serveur dans un restaurant parisien ? Que faire de Medhi, enfin, quatorze ans en classe de cinquième qui a fait « craquer » les profs de son collège ?

Enseignants volontaires

Medhi, Pierre, Kahina et Nasser, vingtaine d'élèves âgés de treize à dix-huit ans sont donc, depuis la rentrée, les premiers élèves de l'« auto-école ». Tous volontaires, choisis parmi une cinquantaine de candidats, ils ont été admis à l'essai pour un mois. En attendant les locaux promis par la municipalité de Saint-Denis, un réfectoire désaffecté du lycée les abrite : deux salles séparées par une vague cloison où se succèdent trois

professeurs et un instituteur. Au programme : du français, de l'anglais, des maths selon un rythme de travail souple et des plages de travail personnel sous la responsabilité d'un tuteur. Chaque enseignant assure ainsi le suivi individuel de plusieurs élèves.

La structure est très familière et chacun met la main à la pâte pour l'entretien des locaux, ou les tâches administratives. Une convention passée avec la RATP permet, une fois par semaine, de quitter Saint-Denis, et les policiers assurent les activités sportives. Les enseignants, enfin, font la tournée continue en échange d'une rémunération supplémentaire d'environ quatre mille francs par mois : l'« auto-école » est ouverte de 9 heures à 18 heures tous les jours et peut accueillir, s'ils le souhaitent, des élèves du lycée Jules-Marey pour des activités d'aide aux devoirs.

Qu'advient-il de cette structure encore fragile ? Le proviseur et son équipe souhaitent accueillir dès l'an prochain une soixantaine d'élèves, ouvrir en continu du lundi au samedi et pendant les vacances scolaires, assurer du soutien scolaire à davantage d'élèves de Jules-Marey ou d'ailleurs. Mais les locaux promis par la municipalité de Saint-Denis tardent à venir. Les quatre enseignants qui travaillent à l'« auto-école » n'y sont pas nommés officiellement et peuvent être, à la rentrée prochaine, rappelés dans leurs anciens établissements. Est-ce pour marquer une dernière fois sa déception ou pour prendre des gages sur l'avenir que M^{me} Pierrelle a rejoint, il y a quelques mois, l'association des créateurs d'écoles, lancée par Guy Bourgeois et Philippe ? Singulier retournement de l'histoire, en tout cas.

Ch. G.

Un entretien avec M. Lionel Jospin

Pour l'ancien ministre de l'éducation, il n'y a pas d'alternative crédible à la voie tracée depuis douze ans

« Depuis 1981, la gauche a semblé partagée entre plusieurs tentations contradictoires : celle de l'égalitarisme et de la démocratisation (portée par Alain Savary et vous-même), celle de l'élitisme, fût-il républicain, de M. Chevènement, ou celle du libéralisme exprimée par M^{me} Cresson. La gauche est-elle en panne de projet éducatif ? »

« Je ne me suis jamais posé les problèmes dans ces termes. À partir du moment où on partage un certain nombre de valeurs, comme l'égalité des chances, la défense du service public ou la nécessité d'accueillir l'ensemble des élèves, la question du projet éducatif se règle dans les actes, pas dans des références à des catégories toutes faites. En réalité, vous avez des problèmes et vous essayez d'y apporter des solutions concrètes, pragmatiques. Si je devais caractériser les années Jospin d'une formule, je dirais qu'on a, enfin, pu s'occuper des problèmes d'éducation. En y mettant les moyens, en veillant à la qualité. »

« Cela signifie-t-il que les gouvernements de gauche, entre 1981 et 1986, ont perdu leur temps en débats doctrinaux ? »

« Alain Savary, même s'il a travaillé intelligemment sur la rénovation des collèges, lancé les zones d'éducation prioritaire (ZEP) et engagé les premières réflexions sur les contenus, a été accaparé par la querelle public-privé. Quant à Jean-Pierre Chevènement, il est arrivé pour solder cette querelle et rassurer l'opinion ; il a juste eu le temps de poser quelques jalons concrets et sérieux, comme la création des bacs professionnels. À partir de 1988, on est entré dans une autre période, moins dominée par les débats idéologiques et avec le durcissement nécessaire pour traiter des problèmes qui ne l'avaient pas été, comme la crise du recrutement des enseignants et leur formation, la rénovation du lycée, l'introduction des cycles dans le primaire ou l'expansion du système universitaire. »

« Mais il est vrai que la gauche a d'abord soldé les années cinquante et soixante. On est arrivé au pouvoir, en 1981, avec, à l'esprit, les dix millions de pédonneurs qui s'étaient mobilisés en 1959 contre la loi Debré sur l'enseignement privé. On a cru que l'histoire s'était arrêtée là et qu'on allait la reprendre au même point et rétablir l'équilibre en faveur du service public. On s'est rendu compte, trop tard, qu'on n'avait plus, comme vingt ans auparavant, dix millions de personnes prêtes à se mobiliser en faveur de l'école publique. Autant je pense que le laïcisme reste une valeur tout à fait fondamentale contre une remontée éventuelle des intégrismes ou une affirmation trop forte des particularismes, autant la querelle historique entre école publique et école privée ne paraît terminée. Même si je préfère l'école publique. »

« Les accords Lang-Cloupet marquent-ils un point final ? »

« Personnellement, je n'aurais pas été aussi loin. Et je crains que le droit ait l'intention de s'attaquer à la loi Falloux. Donc de relancer les choses. »

« En dehors de la querelle avec le privé, le bilan de la gauche apparaît-il pour le moins mitigé : la révolte n'a pas estompé la malaise des enseignants ni empêché leur divorce d'avec la gauche. Et l'enseignement de masse n'a pas permis de bousculer les hiérarchies scolaires et sociales. »

« Le bilan que je tiens est bon. Et le critère de jugement ne peut être seulement le malaise des enseignants. La révolte, on l'a faite parce qu'elle était juste et nécessaire, pour faire face à la crise de recrutement, et pas pour sceller ou renouveler une espèce de pacte historique entre la gauche et les enseignants. Mais la révolte, qu'il faudra poursuivre - nous ne pouvons pas estomper le malaise global des enseignants, qui est lié à la difficulté du métier de professeur et à l'hétérogénéité croissante des élèves. En outre, les relations entre les enseignants et la gauche dépassent largement le champ de la politique éducative. S'il y a divorce, cela relève plutôt du style du pouvoir, des affaires, du chômage, bref, d'un éloignement sur des valeurs. »

« Quant à l'enseignement de masse, il est encore à digérer. C'est un mouvement irréversible et on est sans doute les premiers à avoir apporté des solutions pour faire bouger les hiérarchies scolaires, en revalorisant les filières professionnelles, au lycée comme à l'université, en multipliant les passerelles, en ouvrant la voie à la validation des acquis professionnels, en renforçant les moyens des académies négligées depuis longtemps, ou encore en ouvrant le dossier du lycée qui était en panne depuis vingt ans. »

« Récemment, en réalité, un problème que je n'ai pas eu le temps d'aborder de front : celui des élèves en grande difficulté, qui ne peuvent pas réussir dans le système scolaire classique et qui sont exclus de l'école. On veut l'aborder sous des formes originales avec Marine Aubry, mais j'ai quitté le gouvernement avant d'avoir pu le réaliser. »

« Je ne pense pas que l'école, à elle seule, puisse remettre en cause les hiérarchies sociales. L'école n'épouse plus autant ces hiérarchies, comme c'était le cas depuis si longtemps. Mais elle ne peut, à elle seule, les effacer. Elle est désormais remplie de la diversité sociale, et le problème est de savoir comment on traite cette diversité. Nous avons ouvert des pistes concrètes. D'autres y reviendront, à gauche comme à droite. Car je ne vois pas où est l'alternative. Si c'était le retour en arrière vers un système scolaire fondé sur l'exclusion, ce serait un formidable traumatisme. Qui en prendrait le risque ? »

« Vous aviez dit, en 1990, que vous aviez le sentiment de jouer « une dernière chance » d'éviter l'écroulement du système éducatif face à la pression des conservatismes et des corporatismes. Cette chance a-t-elle été saisie ? »

« Les pressions sur le système, les corporatismes du milieu, les divisions syndicales constituent autant de freins puissants à la rénovation. La seule voie praticable était celle d'une démarche réformatrice et évolutive. C'est celle que nous avons adoptée, et il est intéressant de voir ce que disent ceux qui veulent être nos successeurs. Il est d'ailleurs symptomatique que la droite ait été obligée d'abandonner, peu à peu, ses critiques véhémentes et ses positions les plus irresponsables. En somme, ils n'ont pas osé aller devant des électeurs avec leurs véritables positions face aux nôtres. C'est une forme d'hommage qu'eux seuls nous rendent. »

Propos recueillis par GÉRARD COURTOIS et CHRISTINE GARIN

COURS D'AMÉRICAIN

THE AMERICAN UNIVERSITY OF PARIS

département de la formation permanente

cours de langue / prépa TOEFL & GMAT

34, av. de New-York, 75116 Paris, tél. 47-20-44-99

EDUCATION • CAMPUS

La révolution tranquille de la décentralisation

Les lycées flambent neufs, comme autant de vitrines des conseils régionaux, collèges branchés sur la câble et financés par les départements, ambitieux plans d'école à la lecture promus par tel ou tel conseil général, logements étudiants construits par les municipalités ou amphithéâtres universitaires inaugurés en grande pompe : depuis l'entrée en vigueur des lois de 1983 et 1985, qui transfèrent aux régions les compétences en matière de construction et d'entretien des lycées et aux départements les mêmes responsabilités pour les collèges, la décentralisation a profondément modifié le paysage scolaire.

Ce qui apparaît à beaucoup comme un véritable défi pour un système d'enseignement excessivement centralisé grand aujourd'hui des allures de révolution tranquille. L'Etat y a trouvé les partenaires financiers dont il ne pouvait plus se passer pour affronter l'explosion des effectifs de lycéens et d'étudiants. Les collectivités locales ont, de leur côté, compris que leur engagement sur le terrain de l'école pouvait constituer une carte politique maîtresse en ces temps de chômage.

Le résultat est spectaculaire. Comme le notait récemment le rapport parlementaire d'information présenté par M. Bernard Derosier, député (PS) du Nord, « sur le fondement de compétences étroites, les collectivités locales ont développé une action en profondeur qui a redonné à l'enseignement la qualité de l'enseignement ». Régions et départements ont, en effet, construit et rénové mieux et plus vite que l'Etat.

L'engouement des élus locaux

De 1986 à 1991, les dépenses d'investissement des régions pour les lycées ont passé de 900 millions à 17 milliards de francs, celles des départements pour les collèges, de 938 millions à 6,2 milliards de francs. 220 lycées sont sortis de terre durant cette période, alors que l'Etat n'en avait construit que sept entre 1981 et 1986. 129 collèges ont été financés par les départements, malgré une diminution des effectifs de 220 000 élèves.

Cet engouement a conduit bon nombre de responsables de l'opposition, souvent barons régionaux, à réclamer, dans un premier temps, une décentralisation beaucoup plus radicale des compétences scolaires. La crise économique qui pèse sur les budgets locaux eut pour effet la complexité des problèmes les ont, peu à peu, ramenés à plus de prudence.

Ainsi, sans remettre en cause l'architecture des lois de décentralisation qui transfèrent aux collectivités des blocs de compétences mais laissent l'Etat garant de la définition des programmes, des diplômes et de la gestion du personnel enseignant, le rapport Derosier trace les voies d'un partenariat plus poussé entre Etat et collectivités locales, notamment dans le

domaine de l'évaluation des charges transférées, de l'entretien du patrimoine, d'une meilleure adéquation entre politiques de construction et politiques de recrutement, ou encore de l'alignement des possibilités de financement des établissements privés sur celles qui sont offertes dans le secteur public.

Le pari d'Université 2000

Enfin, l'expérience de la décentralisation engagée pour les lycées et les collèges a joué à plein en faveur de l'enseignement supérieur. Régions riches ou à la traîne, départements oubliés ou puissants, métropoles universitaires anciennes ou villes moyennes ambitieuses, chacun a compris que l'université pouvait être un atout décisif pour revitaliser le tissu économique, créer des emplois, animer les villes, bref, renforcer le dynamisme et la notoriété des collectivités locales. Et l'Etat, resté grand maître des universités aux termes des lois de décentralisation, n'a pas laissé passer l'occasion de partager, à nouveau, les investissements indispensables pour faire face à la montée irrésistible des effectifs d'étudiants.

Le gouvernement avait annoncé, dès le mois de mai 1990, son intention d'engager 16,2 milliards de francs, entre 1991 et 1995, pour développer l'enseignement supérieur, construire 1,5 million de mètres carrés de locaux supplémentaires, des milliers de places de bibliothèques universitaires, des locaux de recherche, des logements et des restaurants pour les étudiants. Et il sollicitait une aide complémentaire des collectivités locales de l'ordre de 7 milliards de francs.

Au terme de longues négociations, région par région, entérinées par trois comités interministériels d'aménagement du territoire à la fin de 1991 et au début de 1992, ce sont finalement 16 milliards de francs que les régions, les départements et les villes, à parts à peu près égales, ont apporté en dot, portant l'enveloppe globale à 32 milliards de francs. Et permettant, notamment, la création de sept universités nouvelles — deux dans le Nord-Pas-de-Calais, une à La Rochelle et quatre en région parisienne (Métro-le-Val-de-Seine, Evry, Cergy-Pontoise et Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines) — et de quelconque cent quatre-vingts départements supplémentaires d'instituts universitaires de technologie destinés à accueillir quelque cinquante mille étudiants supplémentaires dans ces formations à vocation professionnelle.

Même si l'addition paraît, aujourd'hui, particulièrement lourde à bien des collectivités locales, au point de retarder, voire menacer, un certain nombre de projets, ce partenariat entre l'Etat, les élus locaux et les universités a bouleversé les habitudes et les attitudes des acteurs plus sagement que bien des projets de réforme antérieurs.

M. A.

À l'issue de leur première rencontre, en mai 1981, avec Alain Savary, premier ministre de l'éducation nationale de la gauche, les militants du SNUI exultent : « Plus en un jour qu'en dix ans », résume l'un d'eux. La galaxie enseignante croit rêver. Le nouveau ministre n'a-t-il pas promis le réemploi de tous les maîtres auxiliaires, la reprise du recrutement des BEC et une réforme des collèges ? Et puis des postes... Beaucoup de postes. Un collectif budgétaire voté en juillet en rajoutera 11 000 aux 2 400 prévus pour la rentrée 1991. La proposition n° 90 du candidat Mitterrand, « un grand service public unifié et laïc » est encore en réserve. Même si, à l'évidence, Alain Savary a été choisi comme ministre de l'éducation nationale pour ses talents de négociateur scrupuleux et son art consommé de la prudence. Dès le mois de juin, le ministre reçoit les responsables de



l'enseignement catholique qui sortent « rassurés » d'une entrevue paisible. Qui imaginait alors que la guerre scolaire, patiemment ravivée par les « ultras » des deux bords, va devenir le cauchemar de la gauche et provoquer, trois ans plus tard, le départ du ministre et la chute du gouvernement ?

Il n'y a guère dans les angles d'attaque du ministre de quoi mettre le feu aux poudres. Tout d'abord, il y a l'absence de la part de Mitterrand, tandis que le SNUI en congrès à Toulouse exprime sa volonté d'« intensifier le combat laïc » et risque, pour la première fois, une allusion aux « concessions » lâchées par son ministre, Alain Savary, benoîtement, disant leurs récentes, aux premiers lauréats du concours général de la gauche.

Il faudra bien, néanmoins, se résoudre à entrer dans le vif du sujet, à révéler le contenu de ce « grand service public unifié et laïc » que tout le monde à gauche, hormis dans le camp des ultras, aimerait bien finalement se repasser de main en main comme l'anneau dans le jeu du futur.

Stratégie de la tortue

« La durée est une condition de la réussite », a prophétisé M. Savary lors de sa première rencontre avec la presse le 27 mai 1981. Il met donc toutes les chances de son côté, traîne en longueur, tergiverse et se hâte très lentement. Cette stratégie de la tortue permet au ministre d'ouvrir d'autres fronts et de nouvelles consultations pour la préparation de sa loi d'orientation sur l'enseignement supérieur et sur la formation des enseignants.

Elle passe presque inaperçue : la première manifestation des défenseurs de l'école privée réunit 10 000 personnes en Vendée le 23 mars 1982. Mais la pression monte d'un coup. La gauche se paie un beau happening le 11 mai 1982 au Bourget. Organisé par le Comité national d'action laïque (CNAL), ce rassemblement répond à celui que les partisans de l'école privée de la région parisienne se sont offert le 24 avril à Pantin. Le centenaire des lois laïques et l'anniversaire du 10 mai 1981 fournissent une double aubaine à 200 000 militants. Première fracture : Alain Savary est accueilli par des sifflets.

La rentrée 1982 marque véritablement la fin de l'état de grâce pour le ministre de l'éducation nationale. Une catastrophe, un désastre. Des redoublements plus nombreux, l'orientation plus massive au lycée ont fait grimper les effectifs prévus initialement à la baisse. L'arrêt du recrutement des maîtres auxiliaires a parachevé le désastre : les classes sont surchargées, les enseignants manquent partout, les premières grèves poignent le nez et les parents battent les routes.

Quand le ministre entame sa longue série de consultations-réflexions

sur les lycées (en octobre 1982), puis les écoles (en décembre), enfin les collèges (en janvier 1983), le cœur d'y est plus vraiment. Le débat sur le collège fera naître chez les professeurs les premières manifestations de franche hostilité. Les propositions du professeur Louis Legrand sont éconduites par le SNES qui voit là l'occasion rêvée d'en finir, une fois pour toutes, avec ce ministre socialiste et de ramener le rapport de forces avec le SNUI au sein de la FEN. Le syndicat se appelle à la « légitime défense » et refuse tout, en bloc, notamment le tuteur. Alain Savary lâchera prise et s'en remettra, sans vraiment avoir l'air d'y croire, au « volontariat » des maîtres pour appliquer sa réforme. Autant dire que les changements n'effectueront pas la masse des collèges.

2 150 amendements sur le supérieur

Retour au dossier du privé. Le 20 décembre 1982, les propositions qui doivent servir de base à la négociation sont enfin révisées. La disparition de la notion de « caractère propre » pour les établissements privés et leur intégration dans des établissements d'intérêt public ne passent pas inaperçus. Les responsables de l'enseignement catholique refusent de négocier, les élus de l'opposition s'indignent et dénoient cette « mise à mort ».

La contestation par les étudiants et les universitaires du projet de loi sur l'enseignement supérieur, attisée par l'opposition, met provisoirement le débat en sourdine. Pas moins de 2 150 amendements seront déposés en mai 1983 par l'opposition lors du débat à l'Assemblée. Record absolu depuis 1945 ! Commencé le 24 mai, cette inépuisable bataille parlementaire s'achèvera trois semaines plus tard. Mais la « loi Savary » — sans doute la dernière grande loi centralisatrice de matière d'éducation — qui prévoit une refonte des institutions universitaires, aura toutes les peines du monde à être appliquée. Il faudra attendre la fin de l'année 1983 pour que M. Jospin fasse rentrer dans le rang les derniers récalcitrants.

Et le débat continue, sur fond de rigueur économique. Fio octobre, Alain Savary soumet de nouvelles propositions sur l'enseignement privé. Il souhaite « rénover l'ensemble du système éducatif français » dans un processus « gradué et négocié ». Les deux causes tergiversent, 80 000 personnes défilent à Nantes pour « la liberté de l'enseignement » et le CNAL durcit le ton. Le 29 novembre, Nantes, encore elle, devient pour une journée capitale de la laïcité : 100 000 manifestants réclament que la gauche tienne ses engagements. Nouvelle série de propositions — la troisièmes — et nouveaux blocages. Une quatrième série suivra, formulée en janvier. Le boulet devient de plus en plus lourd à traîner pour la gauche qui ne maîtrise plus rien. Lors du débat qui s'ouvre à l'Assemblée le 21 mai, les détracteurs de M. Savary sont nombreux dans les rangs socialistes.

D'où d'ultimes concessions accordées aux laïcs et... les protestations accrues des responsables catholiques. Autant le dernier mot le million de manifestants qui défilèrent sur Paris le 24 juin que le projet est retiré le 12 juillet. Alain Savary démissionne, Laurent Fabius constitue un nouveau gouvernement le 17.

Elitisme bien tempéré

Jean-Pierre Chevènement succède à Alain Savary : changement de cap, changement de méthodes. C'est la fin de la récré. Avec quelques mesures « simples et pratiques » il entame le dossier du privé et s'attelle à une lourde tâche : redorer l'image de l'école publique mise à mal, clament ses amis écrivains et intellectuels, par quatre années de rêve et de pédagogisme échoué. L'argument fait mouche y compris dans les rangs de l'enseignement privé qui voit triompher là des valeurs qu'il s'octroie : élitisme bien tempéré, retour aux bonnes vieilles méthodes et en goût de l'effort. Pour bien marquer, néanmoins, son attachement à l'école « de la République », Jean-Pierre Chevènement y rajoute un zeste de Marseillaise et d'instruction civique.

La modernisation, c'est l'école et le développement de la formation, répète-t-il, l'olassable. Au-delà du folklore, l'axe principal de sa politique sera le slogan qu'il lance avec Laurent Fabius : « 80 % d'une classe d'âge au bac ». Quelques mois après la manifestation du 24 juin, le « Jules Ferry en kimono », comme l'a surnommé le SGEN-CFDT, caracolait en tête des sondages. Les programmes du primaire et ceux du collège, d'un beau classicisme, ont été réécrits : au lycée s'est ajoutée la nouvelle filière des bacs professionnels qui désenclave les filières de l'enseignement



professionnel. Pour un peu l'opposition, victorieuse en mars 1986, jouerait les prolongations pour un aussi bon ministre.

L'école, décidément, est le terrain rêvé pour l'opposition. A peine réinstallé au pouvoir, au printemps 1986, M. Chirac s'engage dans une réforme universitaire confiée au ministre de l'enseignement supérieur, M. Alain Devaquet. Bouclée

au mois de juin, elle arrive en discussion au Parlement à l'automne et passe sans encombre l'étape du Sénat. A la mi-novembre pourtant, les étudiants commencent à s'agiter. Villotaneuse se met en grève, à l'initiative d'animateurs de SOS-Racisme. L'UNEF-ID, dont la direction vient de rallier en bloc le Parti socialiste, emboîte le pas. En quelques jours, grèves et manifestations se multiplient pour dénoncer la sélection à l'université et l'augmentation des droits d'inscription. Le 4 décembre, un demi-million d'étudiants et de lycéens sont dans les rues de Paris. Jack Lang vient les saluer sur l'esplanade des Invalides. Le 5 décembre, l'affaire tourne au drame avec la mort d'un étudiant, Malik Ousekine. Trois jours plus tard, la droite, divisée, retire le projet. Les étudiants ont trouvé un slogan lourd de sens : « On s'en souviendra en 88 ».

Record de longévité

M. Mitterrand aussi s'en souviendra. Non seulement il puisera largement dans cette génération de 86 une jeune garde pour le Parti socialiste, mais surtout, candidat à un second septennat, il fera de l'éducation la « priorité nationale » de son futur gouvernement. Les jeunes, comme les profs, le lui rendront bien lors de l'élection présidentielle.

Le choix des hommes conforte les promesses électorales. En mai 1988, c'est Lionel Jospin qui prend en charge le ministère de l'éducation nationale, après sept ans de bons et loyaux services à la tête du PS. Avec le titre de ministre d'Etat, la place de numéro deux du gouvernement Rocard, et quelques jours plus tard une rallonge de 1,2 milliard de francs, histoire de démontrer immédiatement que la « priorité » n'est pas un vain mot. Ombrageux et rigide comme la République, homme de conviction mais assez réaliste pour avoir été, en 1984, l'un des premiers à recommander de laisser tomber le dossier explosif du privé, il s'attelle aux dossiers avec l'assurance d'avoir la durée pour lui. Il restera Rue de Grenelle pendant quarante-sept mois, une longévité rare à ce poste depuis une trentaine d'années.

Quarante-sept mois, cependant, qui ne furent pas de tout repos. On le constata, tout d'abord, avec le dossier prioritaire de la revalorisation de la condition des enseignants. Reprenant le dossier à zéro, au grand dam des dirigeants de la Fédération de l'éducation nationale qui croyaient avoir conclu un accord de principe avec M. Fabius, secrétaire national du PS, pour l'éducation en 1987, le nouveau ministre se veut se laisser forcer la main par personne. A ses yeux, plus qu'une promesse, la « revalor » est le véritable préalable à la rénovation du système éducatif. A partir de l'automne, il multiplie les rencontres et tables rondes avec les syndicats d'enseignants, évalue les rapports de forces, conforte son analyse et engage formellement les négociations le 18 janvier 1989.

MAIRIE DE PARIS

La Mairie de Paris et l'Etudiant organisent le

SALON DE L'ETUDIANT

"Pour parler de votre avenir, nous serons à votre service"

à la Grande Halle de La Villette
les 18, 19, 20 et 21 mars 1993

RTL 104.3 FM

Porte de Pantin

l'Etudiant

eslsca

ADMISSIONS SUR TITRE EN 1^{re} ou 2^e ANNÉE

L'admission sur titre à l'E.S.L.S.C.A. permet aux diplômés de l'enseignement supérieur d'intégrer l'une des meilleures écoles de commerce françaises et d'obtenir à l'issue du programme le diplôme E.S.L.S.C.A. visé par l'Etat. Ce diplôme peut être cumulé avec le diplôme M.B.A. d'une université américaine dans le cadre du programme international de 3^e année.

Pour la première année les candidats doivent être titulaires d'un DEUG, DUT, ou diplôme équivalent.

La deuxième année s'adresse aux candidats titulaires d'un diplôme d'ingénieur, pharmacien, médecin, d'IEP, ou d'une maîtrise.

Date des épreuves :

- 1^{re} année (1 session) : 6 et 7 juillet 1993
- Inscription avant le : 15 juin
- 2^e année (2 sessions) : 8 et 9 juillet 1993
- 23 et 24 septembre 1993
- Inscription avant le : 15 juin (1^{re} session)
- 4 septembre (2^e session)

Renseignements - Inscriptions

École Supérieure Libre des Sciences Commerciales Appliquées
1, rue Bongalville, 75007 Paris. Tél. : (1) 45-51-52-53.

Etablissement Privé d'Enseignement Supérieur - Fondé en 1949

Diplôme visé par le ministre de l'Éducation nationale.

مكتبة النحل

ÉCONOMIE

BILLET

Calendrier électoral et réforme des retraites

En présentant, au conseil des ministres du mercredi 17 mars, la version définitive de son projet de constitution d'une caisse de garantie des retraites, le gouvernement de M. Pierre Bérégovoy pense visiblement moins à la « bosse démographique » des années 2005-2020 qu'à l'immédiat après-législatives. Ce projet de loi consiste à créer un fonds alimenté par les actifs d'entreprises publiques du secteur concurrentiel (des banques, des assurances et des sociétés industrielles ainsi que la Française des jeux) dont les dividendes et, éventuellement la privatisation, libéreraient 100 milliards de francs. En fructifiant, cette somme permettrait de dégager – selon les évaluations du gouvernement – 300 milliards de francs en 2005 et de verser, pendant quinze ans, entre 10 et 15 milliards au profit de la « Sécurité », ce qui sera d'ailleurs loin d'être suffisant pour couvrir l'énorme besoin de financement consécutif au départ en retraite des générations du « baby boom ».

Depuis le début, ce projet a été jugé suspect. Présenté après le terme de la session parlementaire, il est évident que son objet premier était de donner à la future opposition socialiste un argument contre la politique de privatisation que la droite pourrait mettre en œuvre. Après cinq ans de quasi-immobilisme sur ce dossier, les socialistes auront donc attendu l'avant-dernier conseil des ministres de la législature pour s'intéresser à l'avenir à long terme des retraites... Quant à l'opposition, qui dénonce « un piège », elle a déjà fait savoir qu'en cas de victoire elle réservera le produit des privatisations à d'autres fins, notamment la « construction de logements sociaux, aidant ainsi à la reprise du bâtiment et, par-delà, de l'économie ».

Pourtant, le caractère quelque peu surréaliste d'une démarche consistant à élaborer un projet de loi quelques jours avant le premier tour des élections législatives ne doit pas faire perdre de vue que constituer des réserves n'est pas une mauvaise idée. Y effectuer des actifs publics n'a rien de choquant (utiliser les excédents du Loto encore moins) même si, dans le dernier numéro de la *Revue d'économie financière*, M. Michel Sapin, ministre de l'économie, rappelle que la mise en réserve, dès maintenant, de 0,2 point de cotisation retraite aurait un impact comparable à celui de la caisse de garantie imaginée par le gouvernement. Un jour ou l'autre, il faudra bien en parler.

J.-M. N.

Pour ne pas entraver la reprise par des hausses d'impôts

Le gouvernement britannique reporte d'un an la réduction du déficit budgétaire

Les dispositions budgétaires annoncées, mardi 16 mars, en Grande-Bretagne, illustrent la volonté du gouvernement de réduire l'important déficit des finances publiques sans nuire à la reprise de l'économie. Pour résoudre cette contradiction, les mesures fiscales, – notamment l'assouplissement de la consommation d'énergie domestique à la TVA – ne prendront effet qu'en 1994.

LONDRES

de notre correspondant

M. Norman Lamont, chancelier de l'Échiquier, devait atteindre plusieurs objectifs, dont le moindre n'était pas d'essayer de redorer son image. En présentant un budget qui témoigne de la volonté du gouvernement de s'attaquer à un déficit record, il s'efforce de la fois pour le redressement de l'économie britannique, pour le premier ministre, dont les difficultés politiques se sont accumulées ces derniers mois, et pour lui-même. Le chancelier de l'Échiquier semble avoir obtenu un répit : M. John Major l'a ostensiblement félicité pour sa « copie » budgétaire, ce qui met momentanément un terme aux rumeurs selon lesquelles il se débarrasserait avant l'été d'un chancelier dont l'impopularité déteint sur l'image de l'ensemble du gouvernement. S'agissant des autres objectifs, il faudra attendre plusieurs mois pour savoir avec certitude si la stratégie de M. Lamont est la bonne.

En annonçant un sévère tour de vis fiscal (le plus important depuis une décennie), dont les principaux effets ne se feront sentir qu'en 1994 et 1995, ainsi qu'une série de mesures de mollesse portées en faveur de l'industrie et des chômeurs, M. Lamont a, apparemment, réussi à concilier diverses contradictions : l'ampleur du déficit des finances publiques (le *Monde* date 14-15 mars l'obligait à présenter une politique de « copie » budgétaire, ce qui met momentanément un terme aux rumeurs selon lesquelles il se débarrasserait avant l'été d'un chancelier dont l'impopularité déteint sur l'image de l'ensemble du gouvernement. S'agissant des autres objectifs, il faudra attendre plusieurs mois pour savoir avec certitude si la stratégie de M. Lamont est la bonne.

Parallèlement, rien ne devait être fait pour briser le timide élan de reprise qui commence à se manifester après la plus grave récession que la Grande-Bretagne ait connue depuis les années 30. Pour l'année budgétaire en cours, c'est ce principe de neutralité fiscale qui est appliqué, le produit de l'augmentation des impôts se limitant à 490 millions de livres (1), puis augmentant à 6,7 milliards de livres

en 1994-1995 et à 10,3 milliards de livres l'année suivante. Le tour de vis fiscal est donc reporté d'un an. Il portera essentiellement sur l'imposition à la TVA de la consommation d'énergie et sur l'augmentation de 1 % des cotisations sociales (National Insurance) pour les salariés et les travailleurs indépendants. À partir d'avril 1994, le fioul domestique, l'électricité et le gaz supporteront un taux de 8 % de TVA, le taux normal de 17,5 % s'appliquant à partir d'avril 1995.

Honteuse trahison

M. Lamont a présumé que le revenu minimum garanti d'assurance-chômage (*income support*) sera révisé pour tenir compte de l'assouplissement de la TVA. Mais outre que celui-ci est d'un faible montant (environ 208 francs par semaine), de nombreux Britanniques dont les revenus sont faibles ne peuvent y prétendre. Le chef de l'opposition et du Parti travailliste, M. John Smith, a immédiatement dénoncé cette « honteuse trahison » de la part du Parti conservateur et du premier ministre qui, lors de la dernière campagne électorale, s'étaient engagés à ne pas augmenter la TVA. Dans l'immédiat, les contribuables subissent une série d'augmentations relativement limitées, portant sur la bière et le vin, les cigarettes et l'essence. Pour compenser en partie cet assouplissement de la fiscalité, différents allègements sont prévus pour l'impôt sur le revenu, le plus notable étant un relèvement de la limite supérieure de la première tranche d'imposition (taxée à 20 %) du barème de l'impôt sur le revenu.

Le taux de 20 % erré, en mars 1992, pour les premières 2 000 livres sterling du revenu imposable, sera tendu à 2 500 livres en 1993-1994 et à 3 000 livres l'année suivante. Le montant des abattements forfaitaires est gelé.

Ce budget de rigueur se veut aussi un budget pour l'emploi. L'industrie bénéficiera d'un certain nombre d'allègements fiscaux (notamment s'agissant de l'impôt sur les sociétés et les plus-values), l'industrie de la construction étant privilégiée avec la confirmation des grands travaux que sont la liaison ferroviaire entre le tunnel sous la Manche et Londres, et celle devant relier l'aéroport de Heathrow à la gare de Paddington.

L'appellation de « budget pour l'emploi » utilisée par le chancelier de l'Échiquier est nettement moins convaincante, puisque l'ensemble des dispositions devant bénéficier aux chômeurs ne concernera qu'environ cent mille personnes sur un total de plus de trois millions de chômeurs. Dans l'ensemble, ces dispositions budgétaires soulignent

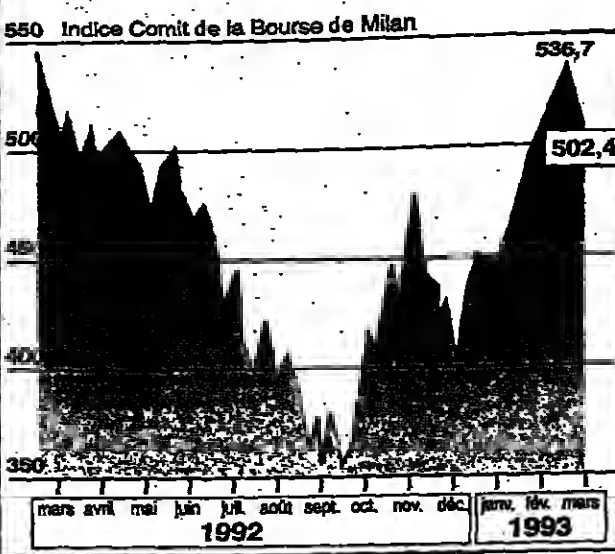
une reprise en main à terme de la politique économique. Le gouvernement de M. Major a manifestement été conquis par la méthode Clinton consistant à faire accepter de nouveaux impôts à condition d'étaler ceux-ci dans le temps. L'ennui est que la situation de l'économie britannique est bien plus grave que celle de l'Amérique.

M. Lamont a annoncé un déficit des finances publiques de plus de 50 milliards de livres (8 % du PNB) pour 1993-1994, soit une progression de quatre milliards de livres par rapport à ses prévisions. Outre que ce chiffre confirme l'existence d'un fort déficit structurel (3 à 4 % du PNB), celui-ci reste important dans les années à venir. Beaucoup dépendra donc de l'ampleur de la reprise. Or, le Trésor envisage une croissance limitée à 1,25 % en 1993, puis à 3 % au premier semestre 1994. Dans un tel cas de figure, le fait d'annoncer à l'avance un fort assouplissement de la fiscalité peut avoir pour effet de décourager les ménages de consommer davantage et d'inciter l'industrie à la prudence plutôt qu'à l'investissement.

LAURENT ZECCHINI

(1) Une livre sterling = environ 8,12 francs.

Olivetti fait plonger la Bourse de Milan



Les milieux financiers italiens ont fraîchement accueilli le projet d'augmentation de capital d'Olivetti. Le constructeur informatique italien, qui a prévu de renforcer ses fonds propres à hauteur de 3 milliards de francs, a vu son titre plonger de 17,1 % lors de la séance du mardi 16 mars à la Bourse de Milan. Les actions de la CIR, holding financière de M. De Benedetti, et principal actionnaire d'Olivetti, ont perdu 10 % depuis la séance de vendredi.

Le titre Cofide, un autre holding de M. De Benedetti, a été également sévèrement attaqué. Ce mouvement de défiance a mis un coup d'arrêt à la progression de la Bourse de Milan. L'indice Corbit, en hausse régulière depuis le début de l'année, a terminé la séance de mardi sur un recul de 1,07 %.

Après une forte baisse de son bénéfice en 1992

Volkswagen renouvelle son état-major et va réduire ses coûts de production

Le groupe Volkswagen a annoncé, mardi 16 mars, un bénéfice réduit à 147 millions de marks (500 millions de francs) pour 1992 contre 1,1 milliard en 1991, alors même que les ventes ont permis une croissance de 12 % à 85,4 milliards de marks. Devant cette inquiétante dégradation de la rentabilité, le conseil de surveillance a remplacé plusieurs membres du directeur depuis janvier, M. Ferdinand Piech. La dividende a été ramenée à 2 marks par action ordinaire contre 11 marks l'an passé.

FRANCFORT

de notre correspondant

Il se nomme Ignacio Lopez, de Arriortua. Mais, dans la profession, on l'appelle Inaki. C'est une économie de paroles. Et Inaki est un obsédé des économies. C'est un coupeur de coûts. De ceux aussi, forcément. Parmi les fournisseurs espagnols, il est connu sous le sobriquet de Grand Inquisiteur. Car, pour lui, les dépenses sont comme des péchés. Il faut les pourchasser partout, dans les usines comme dans les corps et dans les têtes.

On raconte que, arrivé à Detroit chez General Motors l'an dernier, il a offert un petit livre de sa plume à ses collaborateurs. Le titre résume tout : le *Régime des guerriers*. Il leur a donné le conseil de porter leurs bracelets-montres au poignet droit. Pourquoi cette idée farfelue ? Pour leur rappeler en permanence que l'entreprise est encore en déficit. Pour un peu, le Grand Inquisiteur imposait aux salariés le port de la robe de bure à la place du bleu.

M. Ferdinand Piech, le nouveau PDG de Volkswagen, vient d'embaucher Inaki comme responsable de la production de l'ensemble du groupe. Avec effet immédiat. Il a en du mal, car General Motors, le géant américain, voulait le garder. M. Lopez,

Basque espagnol de cinquante-deux ans, a fréquenté diverses multinationales après ses études à Bilbao. Puis il est entré au début des années 80 à l'usine de General Motors de Saragossa, qui fabrique l'Opel Corsa. Sa carrière a couru ensuite aussi vite que sa réputation. En 1988, il est devenu responsable des achats pour GM Europe. Quand, en mai 1992, M. Piech est entré en contact avec lui, M. John Smith, le PDG de GM, qui avait travaillé en Europe le conseil fort bien, l'appelle à Detroit de peur de le perdre.

Le dispute M. Lopez

Les deux groupes vont ensuite multiplier promotions et propositions. Heureux Inaki ! Ces derniers jours, les sites et usines ont été transformés. L'action de VW à la Bourse de Francfort montait et descendait au rythme des rumeurs : Wolfsburg ou Detroit ? Le dispute M. Lopez viendra finalement en Allemagne. On dit que, outre une rémunération record, il aurait obtenu des assurances que les activités de VW en Pays basque (VW possède le constructeur espagnol Seat) seraient développées. Le Grand Inquisiteur aime son pays.

Detroit ou Wolfsburg, GM ou VW ? L'histoire est conflictuelle. Les deux géants américains et européens de l'automobile ont le même problème. Celui des dinosaures. Volkswagen a vendu 3,5 millions de voitures l'an passé. La sortie de sa nouvelle Golf lui a permis de consolider sa première place en Europe avec une part de marché de 17,5 % contre 16,4 % en 1991. Mais ses coûts, notamment de structure, sont tels que la rentabilité s'effondre quasiment chaque année. VW a perdu de l'argent au dernier trimestre de 1992. Or, désormais le boom de l'unification est achevé et le marché se retourne. Il reculera de 20 % en Allemagne cette année et de 10 % en Europe. Comment Volkswagen, qui commença à perdre de l'argent en période de hautes eaux, peut-il éviter d'en

pendre des milliards à marche basse ?

C'est toute l'histoire de M. Piech. VW souffre d'une crise de surcoût (« le Monde de l'économie » du 5 mai). Dans tous les domaines, le groupe « produit » un chiffre d'affaires de 280 000 DM par tête comparé à 460 000 DM pour Ford-Allemagne. La concentration de 130 000 personnes à son siège de Wolfsburg est un drame industriel autant que social. Mais le Land de Basse-Saxe est propriétaire de 20 % des actions et il fait son devoir en défendant les emplois chez lui. Les salariés de VW bénéficient d'avantages particuliers (37 heures, un salaire de 1 % à 5 % supérieur à la branche). Mais M. Steinbrücker, président du puissant syndicat IG Metall, siège au conseil de surveillance du groupe.

L'arrivée de M. Piech a marqué un tournant. Le groupe est décidé non seulement à traquer les coûts partout – ce sera la difficile tâche de M. Lopez face aux syndicats – mais à « changer de culture ». Il s'agit d'adopter enfin, cinq ans après les autres groupes européens, notamment les français, la « lean production » à la japonaise ; de réduire les dépenses mais aussi d'inventer et d'essayer des voitures qui coûtent moins cher dès l'origine ; de regagner sur le temps de développement des modèles comme sur la superficie des usines. Le tout en renforçant à tous les niveaux le contrôle qualité.

La traduction sociale est limpide. M. Lopez emploie encore 275 000 personnes dans le monde, va devoir supprimer en gros 5 % de ses effectifs mondiaux par an. Environ 30 000 départs d'ici à fin 1994 ont été annoncés. Mais le plan logique serait que les installations allemandes – plus coûteuses – souffrent plus que les autres. C'est là toute la difficulté que partagent d'ailleurs tous les groupes automobiles allemands. Pour mettre en place ce virage, M. Piech veut de renouer son état-major. L'arrivée de M. Lopez s'accompagne de trois changements de hauts responsables dans les secteurs production, finances et recherches.

ÉRIC LE BOUCHER

Le constructeur informatique américain joue son va-tout

Wang prévoit de diminuer encore d'un tiers ses effectifs

Wang, un fabricant américain d'ordinateurs en règlement judiciaire depuis l'été 1992, a présenté, mardi 16 mars, son plan de redressement. Celui-ci prévoit 3 000 suppressions d'emplois supplémentaires et une prise de contrôle du groupe par les créanciers, à la faveur d'une émission d'actions nouvelles, dont le calendrier n'a pas encore été donné. Le constructeur de Lowell (Massachusetts) employait 13 000 salariés avant de demander la protection de la loi sur les faillites (le fameux chapitre

11). Ses effectifs ont, depuis août 1992, été réduits à 9 300 personnes. Il envisage aujourd'hui de ramener ce chiffre à 6 000.

Cette réorganisation doit être approuvée par le juge des faillites. Pris à contre-pied par les évolutions du marché de l'informatique, Wang joue aujourd'hui son va-tout sur une technologie maison, le Wang Integrated Image Systems, un procédé qui permet aux opérateurs de manier des données chiffrées, des textes et des images sur un même terminal.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Lors de sa réunion du 15 mars, le Conseil d'Administration de la COMPAGNIE DES SALINS DU MIDI ET DES SALINES DE L'EST a arrêté les comptes de l'exercice 1992. Le résultat consolidé s'élève à 68,6 MF contre 90,1 MF en 1991 et 73,8 MF en 1990.

L'année 1991 avait été marquée par de fortes chutes de neige, favorisant les ventes de sel routier qui ont été à peu près inexistantes en 1992.

En outre, la récolte de sel de mer de l'année dernière, obérée par d'incessantes chutes de pluie, a été faible, ce qui a entraîné une augmentation sensible du coût de production. Le résultat consolidé s'établit à 47,6 MF contre 98,6 MF en 1991 et 93 MF en 1990 car l'enregistre, notamment, une importante provision pour hausse des prix (42 MF).

Dans ce contexte et compte tenu de la conjoncture, le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée Générale des actionnaires convoquée le 21 juin 1993 de ramener le dividende à 22,50 F par action avoir fiscal compris (contre 45 F l'année précédente). Il sera également proposé de ne pas reconduire la faculté d'opter pour le paiement de ce dividende en actions.

ÉCONOMIE

SOCIAL

La CGT appelle à la fin de la grève à la RATP

La CGT, premier syndicat de la RATP (43 % des voix aux élections professionnelles et 32 % parmi les agents de conduite), a appelé, mardi 16 mars, les conducteurs du métro et du RER à cesser les débrayages dès mercredi matin.

Mardi, la CGT était le seul syndicat à avoir déposé un préavis de grève à la RATP. Concrètement, le mouvement a été suivi par 10 % des conducteurs du métro et 8 % de ceux du RER et par 1,4 % des autres catégories de personnel. En outre, les trois autres syndicats partis prisants dans le conflit des conducteurs ont suspendu, lundi 15 mars, leur mouvement après une rencontre avec la direction (Le Monde du 16 mars).

Grâce à un recensement systématique des fichiers

L'Assurance-chômage renforce sa lutte contre la fraude

Les responsables de l'UNEDIC ont annoncé, mardi 16 mars, qu'il était dorénavant possible de détecter systématiquement, grâce à l'informatique, les allocations cumulées une rémunération liée à une activité professionnelle temporaire et une allocation de chômage. Basé sur un croisement automatique du fichier ANPE et des fichiers des entreprises de travail temporaire, ce programme de vérification a été autorisé, le 7 juillet 1992, par la Commission nationale informatique et libertés (CNIL). Cette dernière avait été sollicitée, à la suite de la décision prise, en décembre 1991, par les partenaires sociaux, de « renforcer les contrôles afin d'éviter les cumuls volontaires et involontaires ».

Après trois mois de « contrôles intensifs » portant sur 1,5 million de dossiers, l'UNEDIC estime que « les ASSEDIC vont pouvoir exiger la restitution de 600 millions de francs d'allocations indûment perçues par an ». Parallèlement, le régime de l'Assurance-chômage va réaliser, dès cette année, des recensements similaires en ce qui concerne les arrêts maladie.

Boulogne à l'heure du « poisson des autres »

Suite de la première page

« Croire qu'on pourrait réduire massivement les importations pour régler la crise actuelle est autant une vue de l'esprit qu'un non-sens économique », M. Jean-Baptiste Delpeire a écrit en 1990 ses deux derniers châtiments et, aujourd'hui, son groupe alimentaire (400 personnes, 300 millions de francs de chiffre d'affaires) ne s'approvisionne qu'à 5 % chez les mareyeurs boulognais. L'économie locale repose davantage sur les apports extérieurs de matières premières que sur ce que peuvent débarquer au bassin Loubet les navires noirs et jaunes de Jean-Marc Le Garrec et de Nurd-Pécherie, ou les 90 chalutiers arrivant de la Coopérative maritime d'Étampes (CME). « Prenez le hareng, nous avons besoin de 15 tonnes par jour, avec des normes précises de taille ou de graisse. Qui à Boulogne peut nous garantir une livraison régulière à des prix compétitifs ? Personne ! On est obligé de traiter avec des fournisseurs étrangers par contrats annuels », ajoute M. Delpeire.

Si la pêche, avec ses patrons et matelots, emploie encore 1 000 à 1 500 personnes, le mareyage, la salaison, les plats cuisinés, la logistique, bref tout ce que l'on appelle l'aval de la filière pêche, offrent quatre fois plus de postes de travail. Dans l'orbite de Nestlé, Indus (numéro un du poisson surgelé, pané ou en sauce), occupe 428 salariés et distribue plus de 60 millions de francs de salaires annuels, alors qu'un chalutier de pêche hauturière, comme le *Margat*, qui avait ramené 140 tonnes le 15 mars — une superbe marée — navigue avec un équipage de 20 hommes habitués à un métier d'enfer dans l'ouest de l'Ecosse, où par 1 000 mètres de fond, il va maintenant traquer l'empereur, le saumon ou le grenadier.

Unipêche : le mouton noir

Boulogne a fait son choix bien avant les ports bretons ou vendéens. Même en restant le premier port de France, il sera de plus en plus un marché, une plaque tournante où le négoce domine la pêche, avec au centre du dispositif le poisson — toujours lui — mais le « poisson des autres », celui d'Argentine, crevettes sénégalaises, saumon norvégien, cabillaud russe estampillé européen à son débarquement à Brémerværn ou à Copenhague. « Ici, on touche du doigt ce que « marché » commun veut dire : depuis le 1^{er} janvier, c'est une pagaille totale sur les prix », confie M. Jean-Claude Corset, le directeur de la crise.

Longtemps contentes grâce à une solidarité active de toute l'interprofession, la côte a gagné le littoral de la Côte d'Opale avec quelques semaines de retard sur les Bretons et les Vendéens. Dans la nuit du 14 au 15 mars, les saccages ont succédé aux éruptions de vésicite. Les transformateurs de poisson n'avaient, jusqu'à présent, pas trop de raison de se plaindre, puisque, même si la consommation fiscale stagne, ils peuvent s'approvisionner à l'étranger à des prix avantageux et être livrés dans les trois jours. Mais les mareyeurs voient maintenant leurs frigos s'emplier à craquer. Ils commencent à réprimer à acheter. Tous les ports européens sont engorgés par des apports phénologiques à cause du beau temps. Les cours s'effondrent. Vingt artisans de la CME

Manifestations de pêcheurs devant les préfectures et sous-préfectures du littoral

A l'appel des comités de survie constitués dans plusieurs ports de pêche, des manifestations devaient avoir lieu, mercredi 17 mars, devant plusieurs préfectures et sous-préfectures des départements maritimes. Les associations de femmes de marins et les syndicats de pêcheurs ont décidé de protester contre le mépris du secteur et l'effondrement des cours constatés depuis deux mois à cause d'importations massives à très bas prix.

A Quimper, les organisateurs de la manifestation, prévue mercredi après-midi, espéraient réunir entre 10 000 et 20 000 personnes. Les agriculteurs et les commerçants de Finistère devaient se joindre aux pêcheurs. Un autre rassemblement important était attendu à Saint-Brieuc. A l'issue des manifestations, plusieurs membres des comités de survie de Bretagne devaient se rendre en autocars à Bruxelles où les ministres des pêches des Douze se réunissent jeudi 18 mars.

sont tenus à bout de bras hors de la faille par leur organisation professionnelle. Mais le fait qu'un importateur de la place ait, il y a une semaine, acheté du merlan d'importation à un tarif très inférieur au prix de retrait fixé localement, a été considéré comme une provocation. « Pensez-vous ! Le merlan est l'espèce-phare de nos artisans d'Étampes », s'insurge M. Jean-Pierre Grandclercq, directeur adjoint de la coopérative. Et on leur fait ça alors que les prix de ce poisson en criée ont chuté de 45 % en un an !

D'où l'action éclair du commando de pêcheurs dans la nuit de dimanche à lundi contre la société Unipêche, désignée comme le mouton noir. Et voilà l'engrenage : grève des achats, plaintes, zézaiements syndicaux entre marins de la CGT et de la CFDT, d'une part, et la CFCT, qui a remporté des succès aux élections professionnelles.

Du coup, sont remontés à la surface tous les remugles de rivalité entre les gros et les petits, les transformateurs et les pêcheurs, les mareyeurs et les armateurs, le secrétaire d'État à la mer, l'outillage, et la police, restée passive bien qu'alertée de longue date, l'administrateur des affaires maritimes, M. Jean-Yves Berroche, qui tente de jouer le M. Bons Offices. Mais, mardi soir, la tension était remontée d'un cran car le syndicat des mareyeurs avait donné instruction à ses membres de ne pas acheter la pêche que débarquaient les artisans étampois. « Il faut leur donner une bonne leçon », juge M. Pierre Velghe, son président.

Dans l'odeur poisseuse répandue par l'usine de farine de poisson qui marche à s'époumonner ces jours-ci à cause de toutes les cargaisons endommagées ou excédentaires qui lui sont livrées, commence à se répandre une rumeur d'autant plus inquiétante qu'elle reste incontrôlée. Et si les Étamais, se donnant le mot par les canaux VHF, venaient à barrer le sas d'entrée du bassin ? Et ils arrivaient tous ensemble à la criée jeudi, jetant par dizaines de tonnes sur le marché les soles encore frétilantes, les harengs argentés, le cabillaud musculeux, les merlans cornus comme des diamants, et prenaient le risque calculé de faire s'effondrer comme jamais les cours, le jour précisément où se réunissent à Bruxelles les ministres des Douze ?

Quand ce n'est pas la tempête qui oblige le pêcheur à rester à quai et à ronger son frein, c'est le marché qui est tourbeboilé par l'Europe du Nord. Et le consommateur, indifférent ou impécunieux pour cause de crise, se laisse tenter par le dinde nouveau ou la médiocre croquette panée parce qu'il l'état le poisson frais reste trop cher. « Que voulez-vous, soupire M. Velghe, à peine 5 % des consommateurs français sont de vrais connaisseurs en poisson ! »

FRANÇOIS GROSCHARD

ENTREPRISES

En raison de crédits plus risqués

Standard & Poor's décline Suez, Paribas et le CIC

A force de se faire critiquer pour avoir donné des appréciations favorables à des établissements que l'on découvre peu après en proie à de grandes difficultés, les agences de notation financière ont décidé de frapper fort. Standard & Poor's-Adel, qui avait créé en janvier un certain émoi en notant sous surveillance les groupes Suez, Paribas et CIC, vient de dégrader (1) mardi 16 mars leurs notes. « On comprend bien cette soudaine rétrogradation », ajoute-t-il.

Standard & Poor's réaffirme donc un diagnostic qui lui avait valu les foudres de l'AFB (Association française des banques) : « Une grande partie du secteur bancaire français subit une montée des risques de crédit alors même que les marges d'exploitation n'ont cessé de décliner depuis cinq ans. Les résultats futurs des banques engagées sur ces deux secteurs (les petites et moyennes entreprises et l'immobilier professionnel) seront durablement affaiblis par les intérêts non perçus et les provisions pour

crédits douteux ». Toutefois, « le système financier français reste solide », conclut l'agence.

Première victime de cette dégradation, le groupe Suez, « engagé depuis deux ans et demi dans une politique de recentrage et d'amélioration de la gestion dont les effets sur la rentabilité n'apparaîtront que progressivement ». Les notes de la banque Indosuez sont abaissées et celles de La Ricin et de la banque Monod restent sous surveillance.

Paribas et son filiale la Compagnie bancaire ne sont pas en reste, et la révision de la notation de leurs émissions « reflète le déclin depuis plusieurs années de la rentabilité d'exploitation ». Enfin, la tête du groupe CIC et de l'Union européenne voit également sa dette dégradée. « Ne bénéficiant pas de la même diversité que les grands réseaux bancaires, le groupe CIC ne peut compenser la moindre rentabilité des activités de banque commerciale en France », explique Standard & Poor's-Adel.

E. L.

(1) Les agences de « notation » comme Standard & Poor's classent les émissions de titres des entreprises en fonction des risques que leur font courir leur endettement.

Déception pour une filiale de Suez

Baisse de 24 % du bénéfice des Salins du Midi

1992 a été une année « difficile » et « décevante » pour la Compagnie des salins du Midi et des salines de l'Est, a indiqué, mardi 16 mars, son président, M. Philippe Malet. Le chiffre d'affaires a baissé de 9,24 %, à 1,648 milliard de francs, et le bénéfice net a reculé de 23,94 %, à 68,5 millions de francs. Dans ce contexte, le dividende a été divisé par deux, revenant à 22,50 francs, « avoir fiscal compris ».

Aucun des deux secteurs d'activité, le sel et le vin, n'a été épargné. La division saline (marin, raffiné et gemme), qui représente deux tiers du chiffre d'affaires, a subi l'absence de neige. Les ventes de sels routiers, activité très rentable, ont été quasiment incertaines l'an dernier. Elles sont tombées à « un des plus bas niveaux depuis vingt-cinq ans ». En outre, les nombreuses pluies ont rendu plus difficile la collecte de sel de mer, augmentant les coûts de production. La production globale a été

inférieure de 31,3 % d'une année sur l'autre. La branche viticole, avec la marque Lstel, a vu ses ventes baisser de 7,7 % en volume et son chiffre d'affaires très légèrement régresser à 462 millions de francs (contre 463 millions). Quant aux résultats, sans en dire plus, M. Malet s'est contenté de les présenter comme « décevants ». Tout en affirmant « ne pas souhaiter voir le vin sortir de l'activité du groupe, auquel il est lié géographiquement et historiquement », le président des Salins n'exclut pas dans l'avenir de nouer des alliances pour restaurer les 1 800 hectares de son domaine viticole.

Évoquant ses relations avec Suez, actionnaire majoritaire des Salins depuis 1973, M. Malet s'est montré prudent : « Le groupe Suez ne nous a pas dit qu'il avait décidé de nous vendre. Je crois qu'il nous avait prévus si tel avait été son propos ».

D. G.

INDICATEURS

ESPAGNE

● Inflation : 0,9 % en janvier. L'inflation a atteint 0,9 % en janvier en Espagne, portant à 4,7 % la hausse des prix à la consommation au cours des douze derniers mois (contre 5,4 % pour l'ensemble de l'année 1992). L'indice de janvier n'a été rendu public que le mardi 16 janvier à la suite de la réévaluation du système de calcul de l'indice qui confère plus d'importance, notamment, aux secteurs des services et des transports et moins à celui de l'alimentation. Le gouvernement table sur une hausse des prix de 4,5 % en 1993.

FRANCE

● Budget : le déficit a atteint 226,3 milliards de francs en 1992. Le déficit budgétaire a atteint 226,3 milliards de francs en 1992, soit 3,2 % du PIB (produit intérieur brut), a annoncé lundi 15 mars le ministère du budget. Voté fin 1991 au Parlement, le loi de finances initiale pour 1992 prévoyait un déficit de 89,2 milliards de francs. En 1991, le déficit avait atteint 131,7 milliards de francs une fois le budget exécuté.

ÉTATS-UNIS

● Mises en chantier de logements : + 2,5 % en février. Les mises en chantier de logements ont augmenté de 2,5 % au mois de février, conformément aux prévisions des experts. En janvier, elles avaient atteint leur plus bas niveau en six mois avec une baisse de 9,4 %, du fait essentiellement des mauvaises conditions météorologiques. Signe de l'activité à venir, les demandes de permis de construire ont baissé de 3,1 %. Les experts estiment que les mises en chantier continueront de progresser en 1993 grâce à l'amélioration de l'économie et à la baisse des taux d'intérêt à long terme.

Le Monde EDITIONS

COMMENT PENSER L'ARGENT ?

Sous la direction de Roger-Pol Droit

EN VENTE EN LIBRAIRIE

● Brésil : prochain accord avec les banques privées sur la restructuration de la dette. Le ministre brésilien des finances, M. Elsen Resende, a estimé, mardi 16 mars, au cours d'une conférence de presse, que le Brésil pourrait signer d'ici « soixante ou quatre-vingt-dix jours » un accord définitif avec les banques créancières portant sur la restructuration des 44 milliards de dettes du pays envers les banques privées. Cette déclaration optimiste intervenait après l'annonce le même jour à New-York de l'aval donné par plus de 95 % des banques créancières à un plan de renégociation de la dette approuvé en décembre 1992 par le Sénat brésilien.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ALCATEL ALSTHOM

Porteurs d'obligations convertibles 6 % janvier 1989

Nous vous proposons de convertir vos Obligations de convertir vos Obligations en Actions Alcatel Alsthom

Nous procédons au remboursement anticipé de toutes les obligations convertibles 6 % émises en janvier 1989 encore en circulation.

Cette opération contribuera à renforcer nos fonds propres et vous permettra de devenir actionnaire d'Alcatel Alsthom leader mondial des systèmes de communication.

L'avis de remboursement anticipé des obligations convertibles Alcatel Alsthom 6 % janvier 1989 a été publié au Journal Officiel du 12 janvier 1993.

Voici les modalités de l'opération

Jusqu'au 3 mai 1993 inclus, vous pouvez choisir de recevoir en échange d'une obligation convertible :

- soit 440 francs, prix d'émission, augmenté de l'intérêt couru du 1^{er} janvier 1993 au 2 février 1993 inclus, soit 2,39 francs,
- soit une action nouvelle Alcatel Alsthom jouissance 1^{er} janvier 1993.

A titre indicatif, un souscripteur d'origine, qui aurait décidé de convertir ses obligations le 3 février 1993, aurait obtenu de son placement un taux de rendement actuariel de 15,23 % par an, sur la base d'un cours de 645,80 francs représentant la moyenne des cours de clôture de l'action Alcatel Alsthom (jouissance 1^{er} janvier 1992) lors des vingt dernières séances de bourse précédant celle du 3 février 1993.

Vous pouvez demander à votre intermédiaire financier la conversion de vos obligations jusqu'au 3 mai 1993 inclus. Au-delà de cette date, les obligations non présentées à la conversion seront remboursées d'office.

Pour tout complément d'information, n'hésitez pas à consulter notre Service Titres :

- soit en téléphonant au numéro vert : 05 354 354
- soit en écrivant au : 54 rue La Boétie, 75008 Paris.

ENQUÊTE

Interminable chômage

VI. - Le tonneau des Danaïdes

Notre enquête, commencée par un entretien avec Jean Gandois, PDG de Pechiney et auteur d'un rapport sur la compétitivité française (*le Monde* du 9 mars), et par un article d'Alain Lebaube consacré aux réactions de peur que suscite le choc des trois millions de chômeurs (*le Monde* du 10 mars), s'est poursuivie avec quelques exemples d'un phénomène apparu récemment, le chômage des cadres (*le Monde* du 11 mars), et par un voyage chez les militants de l'insertion (*le Monde* du 12 mars). Erik Izraelowicz a ensuite évoqué la malaise des économistes face aux théories qui tentent d'expliquer la montée du chômage (*le Monde* du 13 mars) et, après un entretien avec Jean-Marie Colombani, ou Jean-Baptiste de Foucauld, envisagé les moyens de lutter contre l'exclusion dans la société française (*le Monde* du 14-15 mars). Dominique Le Guilleudoux a raconté le combat quotidien de quatre « demandeurs d'emploi » contre la lancinante réalité du chômage (*le Monde* du 17 mars). Annick Cojean évoque aujourd'hui une rébellion contre la fatalité : l'histoire de Vierzoo.

VIERZOO

de notre envoyée spéciale

C'est l'histoire d'une rébellion contre la fatalité. L'histoire d'un pays qui a relevé la tête et voulu inverser la courbe de son déclin. L'histoire d'un commando qui a su prendre les rênes, mobiliser, révéler, convaincre et à bel et bien engagé un formidable bras de fer. C'est aussi l'histoire d'un animateur, un chrétien, obsédé par la mort soudaine de sa ville, et parti en

croisade contre un fléau identifié : le chômage.

Un mot d'ordre, un seul : tuer la bête. Par tous les moyens. En la combattant pied à pied, avec méthode et entêtement. En renouvelant sans cesse la palette d'actions et d'instruments de guerre, en s'attaquant constamment le dispositif. Et en associant à ce mouvement tous les acteurs économiques, et la population. Dans cette histoire, c'est même peut-être le plus impressionnant : l'obsession de la concertation, de la coopération et du partenariat. Ces mots imprègnent chaque discours, au point de faire sourire - ou à l'inverse, au point d'être suspects : paroles, paroles, paroles... Pourtant, c'est bien cela : la tentative d'une mobilisation exemplaire avec, dans ce chef si longtemps communiste, une sorte d'ultra secret entre pouvoirs publics, syndicalistes, enseignants et chefs d'entreprise.

Le contexte, d'abord. Vierzoo, dit-on, pour prendre en compte son environnement rural, « le pays de Vierzoo ». 51 000 habitants dont 13 000 moins de vingt ans (en diminution), 13 000 plus de soixante ans (en croissance). Bâtiment royal sous François I^{er}, lancé dès le XVIII^e siècle dans l'industrie industrielle et devenu, au XIX^e, l'un des sites les plus dynamiques de la région. Il y eut la forge, d'abord, fondée par le comte d'Artois, et employant, vers 1850, plus de 1 200 salariés, et puis la métallurgie et le machinisme agricole. Il y eut la porcelaine (dès 1816) et l'industrie de la verrerie. Il y eut la confection et le textile. Il y eut enfin le chemin de fer. Vierzoo est encore imprégnée de ce passé et de cette culture ouvrière.

Et, pourtant, tout s'est déglacé. Trop éloignée des grands flux commerciaux et des régions sidérurgiques, Vierzoo a été stoppée dans son élan. La verrerie d'origine en 1957, le machinisme agricole en 1959. Le début de plusieurs chocs terribles pour une région qui s'appuyait entièrement sur ses industries traditionnelles sans travailler à une diversification de ses secteurs d'activité. Les années 80 ont tout précipité. De 3,5 % en 1975, le taux de chômage passe à 9,1 % en 1982 et à 11,3 %

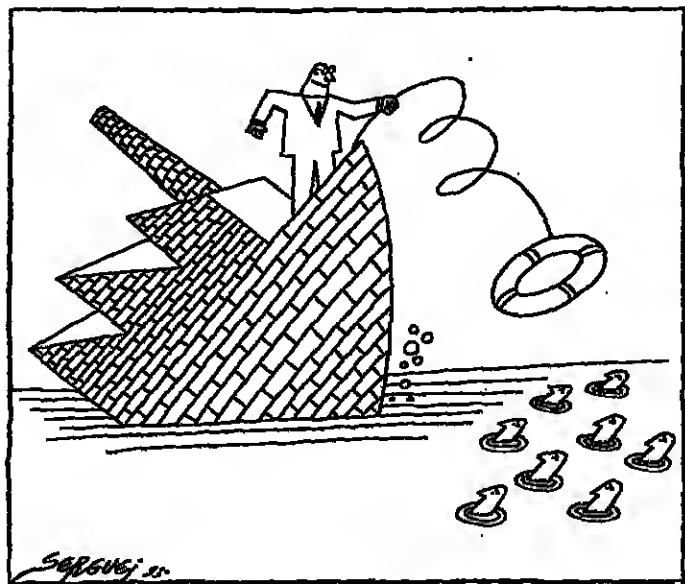
en avril 1986. La région s'étiole, vieillit et se dépeuple. Et la municipalité de Vierzoo, communiste depuis 1959, observe avec consternation et fatalisme la régression économique de la région. « Nous n'avons pas de moyens de créer des emplois », déclarait en mars 1981 le maire, M. Fernand Micoulaud, au correspondant du *Monde* dans la région. Personne ne croit que dans cette période de crise les municipalités peuvent agir... »

Persone ? La structure et la coquille d'un « comité de bassin d'emploi », dont l'idée avait été lancée par Pierre Mauroy en septembre 1981, allaient permettre une petite révolution.

C'est la CFDT qui, la première, s'est intéressée à l'idée, attirée par le principe du tripartisme (élus, sala-

ire de sa région. « Un hommage de poids dans la bouche de quelqu'un qui, en d'autres temps, s'était plusieurs fois trouvé face à Max Albizzati, de l'autre côté d'une table de négociation. La plupart des partenaires confirment ce portrait.

« Vierzoo a accueilli mon père venu de Lombardie, raconte Max Albizzati. Elle m'a permis de créer mon entreprise, de m'implanter dans ma profession, d'exercer des responsabilités. Je pense avoir une dette envers elle. 1990-2000 : j'ai dix ans à lui consacrer entièrement. » Retiré de la chambre de commerce en 1985 puis directeur de ses propres affaires, il a fait du comité de bassin d'emploi de Vierzoo (1) l'un des plus dynamiques de France, une sorte de modèle dont beaucoup d'autres ont cherché à s'inspirer...



triers, employeurs) qu'elle sous-tendait et jussu par les subventions qui pouvaient s'y rattacher. Mais la structure dérangeait : les patrons, qui y voyaient l'outil suspect d'un gouvernement de gauche ; mais aussi la municipalité, décidée à protéger l'exclusivité de son pouvoir. Avant d'être que le lancement du comité fut long, périlleux même, amorcé par un vote du comité économique et social, mais freiné jusqu'en 1985, date où, contrairement à l'usage, ce fut pas un élu local qui fut porté à la présidence, mais un représentant du monde patronal : Max Albizzati, cinquante-sept ans, ancien maco devenu patron d'une entreprise de bâtiment, vice-président de la Fédération nationale du bâtiment, vice-président de l'Agence nationale pour la création d'entreprises et président de la chambre de commerce et d'industrie du Cher depuis 1978.

Les premiers signes d'un renouveau

C'est à son ouverture, son dynamisme et sa disponibilité, assurés les témoins des premiers pas du comité, que le pays de Vierzoo a dû les premiers signes d'un renouveau. Des signes et un nouvel esprit qui ont d'ailleurs abouti à l'élèvement de la coalition municipale PC-PS et au ralliement, lors de l'élection municipale de 1990, des socialistes dissidents au mouvement Arc-en-ciel, fondé l'année précédente par Max Albizzati « pour aider ou mieux vivre et développer l'emploi sur le pays de Vierzoo ».

Mais l'ambition de Max Albizzati était pas la politique. Et aux sceptiques qui observent qu'après être devenu en 1990 adjoint au maire de Vierzoo il est aujourd'hui candidat aux législatives (toujours sous l'étiquette Arc-en-ciel), ses partenaires du comité répliquent en évoquant une sorte de logique ultime de l'engagement civique. « C'est un homme inlassable », raconte Roger Sorin, ancien cheminot, responsable de la CFDT et vice-président du comité de bassin, sans attaches politiques, soucieux de rester libre, ouvert à tout. Son moteur, c'est le souci sin-

tout en reconnaissant son impuissance à enrayer le chômage.

Le comité, ce fut très vite, une foule d'initiatives. Premier projet : la pépinière d'entreprises. Objectif : assister et soutenir les créateurs d'entreprises pendant les premiers mois de leur lancement en mettant à leur disposition des locaux et un certain nombre de services (comptable, juridique, technique, etc.). Faute de trouver un lieu d'accueil à Vierzoo, la pépinière - une association régie par la loi de 1901 et regroupant des chefs d'entreprise, des syndicalistes, des élus et les chambres consulaires - s'est installée un peu plus loin, à Méreux, et a déjà accueilli une quinzaine d'entreprises. Une seconde est aujourd'hui en construction, dans le parc industriel Sologne, situé au nord de Vierzoo.

Deuxième projet-clef, qui se heurtera un temps à l'opposition des élus communistes et ce prendra son essor qu'en 1991 : l'Agence de développement et de promotion de Vierzoo (ADPV), aujourd'hui fer de lance de la ville dans la recherche et l'accueil d'entreprises et d'emplois. A elle de réaliser des actions de communication, d'assurer une présence active dans des Salons professionnels pour mettre en avant les savoir-faire industriels et techniques du bassin d'emploi. Bref, de forger une image attractive du pays de Vierzoo.

« Une ville doit avoir une démarche de marketing et aller à la rencontre des entrepreneurs en jouant de tous ses atouts », affirme Dominique Robert, le directeur de l'agence. Nous offrons la proximité de Paris, l'accessibilité à l'autoroute et au chemin de fer, des sites d'implantation peu onéreux, des formations pointues et diversifiées grâce aux 200 BTS assurés par les lycées de la ville et un encouragement au développement industriel par les aides aux investissements en bâtiments ou l'exonération de taxe professionnelle... »

Ecore faut-il le faire savoir. Depuis son lancement, l'ADPV a multiplié les courriers aux entreprises, les présentations de son site, les voyages dans les Salons spécialisés, les relances (4 7151 affiches) d'un document de l'agence). Son action s'est permis le développement d'entreprises locales ainsi que quelques implantations nouvelles : Tech-

Outillage (13 salariés), EMS Diffusion, une petite délocalisation dans le secteur du nettoyage industriel (18 salariés) ; Lamy/Reve, dans le domaine de la literie (trois salariés)... Des résultats modestes au regard des efforts déployés. « Il faut du s'y résoudre : la renaissance économique passe par une multitude de petits projets », déclare Jean Lachasagne, vice-président de l'ADPV ainsi que du comité de bassin, au titre de la CGC. Il est vrai que, sur les 2 631 entreprises du bassin, 35 seulement comptent plus de 50 salariés.

Même, en partenariat avec la chambre de commerce et la chambre des métiers, et avec le soutien de cadres en préretraite, l'opération « Point Chances » a également pour but d'accueillir et d'aider tous les créateurs d'entreprises. 200 personnes s'y sont présentées l'an passé, une trentaine de nouvelles entreprises en est résultée, 67 emplois ont été créés (bâtiment, restauration, gardiennage, déménagement, épicerie-primeurs...). C'est grâce à Point Chances et à l'écoute attentive de la municipalité que Jean Fleury a pu venir travailler les locaux et bâtiments qui lui ont permis en quelques semaines de lancer sa société de construction de mobile homes. Et onze mois, il a embauché sept personnes - « C'est grave, une embauche, c'est un engagement, une sorte de mariage » et en recherche trois autres. « Il y a une ambiance sympa dans cette ville, dit-il. On y sent à la fois l'empreinte d'une tradition ouvrière et puis une ouverture dynamique. »

Offrir un lieu d'écoute et de remise en confiance

Pour anticiper les demandes, faire de la prospective, le comité de bassin d'emploi a ensuite créé « l'observatoire local Emploi-Formation », qui réunit une foule de partenaires, des syndicats à la direction départementale du travail, des écoles à l'INSEE ou l'ANPE. L'idée est de collecter un maximum d'informations sur l'emploi, les formations, les besoins des entreprises. « Les jeunes ne connaissent même pas l'existence de certains métiers », se sont plaints des chefs d'entreprise en manque de personnel qualifié. « L'engagement est trop théorique, ont reconnu des responsables d'établissements scolaires, mais c'est aussi parce qu'on ignore quelles filières privilégier... ». C'est ainsi qu'est né le « Forum des métiers », une manifestation annuelle, préparée longuement par les conseillers et les entrepreneurs pour faire connaître aux collégiens les métiers d'avenir sur le marché du travail régional.

Le comité ne pouvait donc se désintéresser de la formation. Une étude révélait la compétence insuffisante des cadres et ingénieurs en matière de commerce et de gestion. On a mis en place une formation aux techniques du management, destinée aux techniciens dotés de BTS et susceptibles « de créer, reprendre ou diriger une entreprise ou un service ».

Les jeunes sortis des écoles reconnaissent des difficultés à aborder le marché de l'emploi ? On a créé le « Jury permanent de candidatures », qui permet chaque année à près de 50 d'entre eux de se préparer par des entretiens d'embauche par des cadres, patrons et directeurs du personnel bénévoles. Enfin, les entreprises manquaient d'outils pour anticiper l'avenir ? On a créé le « Centre régional d'initiative et de transfert de technologies » et la « Zone de transferts techniques et technologiques », qui mobilisent des centaines d'enseignants, veille à orienter les recherches sur le travail des matériaux et à faire du pays de Vierzoo un « pôle d'excellence » en matière de travail des matériaux.

Attention prêtée aux entreprises, attention prêtée aux jeunes... Le comité devait s'intéresser aussi aux chômeurs. D'abord aux plus désemparés et aux plus démunis. C'est le travail de la ZAG, la « Zone d'ac-

cueil et de guidance », qui a pour but d'offrir un lieu d'écoute et de remise en confiance des cas dits « lourds ». Là encore, c'est un groupe de bénévoles (syndicalistes, assistantes sociales, formateurs...) qui, une fois par mois, reçoivent des demandeurs d'emploi à la dérive, les écoutent et tentent de les réorienter. « Je sais que cela ne résoudra pas le problème du chômage », avoue Roger Sorin ; mais on ne peut pas laisser tomber certaines personnes totalement découragées, brisées. » Plus d'une centaine de chômeurs franchissent ainsi chaque année le porte du comité. 10 à 15 % d'entre eux ont, dit-on, trouvé un emploi.

Il y a beaucoup d'autres initiatives nées du comité de bassin d'emploi, beaucoup d'autres sigles barbares. Des créations ou projets d'ordre plus culturel (comme cet « Institut français de la tradition orale », qui vise à conserver la mémoire des métiers de Vierzoo en recueillant les témoignages d'anciens), des créations plus symboliques, comme l'idée d'une Maiso des entreprises et des métiers, destinée à regrouper l'ensemble des services utiles à l'entreprise et à faciliter les rencontres avec les étudiants.

Aux mots-clés de « partenariat », « concertation », « mobilisation », il faudrait ajouter ceux d'« appropriation des problèmes par la population » et évoquer l'influence de la méthode Godel, du nom de ce professeur au Conservatoire national des arts et métiers, venu à Vierzoo en juillet 1990, à l'invitation de Max Albizzati, animer un séminaire de réflexion consacré à l'avenir de la région. Un séminaire très marquant pour tous les participants, 280 personnes de tous horizons y assistaient, définissant eux-mêmes les objectifs prioritaires (le développement économique et social et le mieux-vivre) et mettant au point tout un canevas de propositions... « C'est cela, la démocratie locale », déclare M. Albizzati. On ne peut faire remonter une ville que si tout le monde s'en charge. En s'appropriant les problèmes, en croisant les regards et en refusant le modèle tayloriste, qui spécialise et donc sépare. »

Beaucoup d'interlocuteurs, à Vierzoo, ont évoqué cette « renaissance » chère à Albizzati. Question de climat, d'accueil, et de souffle nouveau. Pourtant, les chiffres du chômage sont là. Effrayants. Couterants. Son taux est aujourd'hui de 12,7 % et décline le triste record en région Centre. La part des chômeurs longue durée demeure stable et s'établit autour de 31,5 %. 30 % des emplois d'ouvriers non qualifiés ont été supprimés en quatre ans. En valeur absolue, ce sont 1 159 emplois qui ont disparu entre 1982 et 1990.

« Désolant », avoue Roger Sorin. C'est pire que le tonneau des Danaïdes, et si l'on n'avait pas entrepris toutes ces actions, c'est à 20 % que s'élèverait aujourd'hui notre taux de chômage... Que faire ? Peut-être travailler davantage à la formation de base de futurs chefs d'entreprise ? Et espérer que notre projet de plate-forme multimodale (rail-route-air) finira par se débloquer ?

Ce n'est pas le découragement qui guette aujourd'hui les acteurs économiques de Vierzoo. Mais comment dire ? Peut-être le sentiment que le déclin déterminant ne peut venir que d'un niveau qui les dépasse.

ANNICK COJEAN

(1) Max Albizzati, qui a démissionné de la présidence du comité de bassin d'emploi lors de son arrivée à la mairie de Vierzoo, en garde la présidence d'honneur. Le président en titre est aujourd'hui M. René Bouguereau, maire de la commune de Thésigny.

Prochain article :

VII. Tous étaient touchés
De nos correspondants
en Europe

CHRONIQUE DES NON-TRAVAUX FORCÉS

par Jean-Pierre Dautun

195^e jour

Au milieu de la figure

AU bout de six mois de démarches, on s'arrête épuisé. Exténué. Et puis, à la fatigue se mêle un peu de stupeur. On a beaucoup plus fourni de soi qu'en six ou sept ans de travail. Si l'énergie dépensée en ces six mois pouvait être accumulée, et mettons, mise à la disposition d'une entreprise, le chiffre aurait décuplé. Mise au pied d'une montagne, il l'aurait soulevée. Mais il n'a pas produit même une mince souris. Rien n'a bougé. Alors on soupçonne que rien ne sert à rien. Et pourtant il faut s'agiter. On e l'impression que tout va se régler un jour sans qu'on ait rien fait, ou que tout ce qu'on a fait y soit pour rien. A moins que cela ne se règle plus jamais. Mais, si ça se règle, il aura pourtant bien fallu que quelque chose se passe. Quel ? Mystère.

Mythère pour vos amis, qui vous retémoignent de loin en loin. Comment est-il possible que tu puisses rester dans cet état ? Avec des variantes : dignes de Cyrano. Car son long chômage tient lieu de nez au chômeur.

Voilà donc le trade des amis du chômeur, chacun en fait un bout avec assez de verve pour qu'il n'ait plus besoin de quoi qu'il lui serve.

Soupeuse : tu t'y prends mal, tu le fais exprès.

Patiblaire : je suis tranquille

pour toi ; avec toute ta malice, tes ressources, tes ruses ; et puis tu as tant de cordes à ton arc.

Mantrille : mais tu leur as dit un peu, à tous ces gens, qui tu étais ? Pour qui se prennent-ils ?

Optimiste : il paraît que c'est en train de repartir.

Servable : tu es allé voir ce qu'il te restait d'indemnités ?

Créditif : il faut absolument que tu fasses quelque chose.

Statistique : si ça dure autant pour quelqu'un comme toi, ça veut dire que c'est vraiment grave, alors.

Fraternel : cela dit, tu as une mine splendide, mon vieux. Il semble que tu ne sois jamais mieux porté.

Charitable : alors, flemmard, ça marche ?

Attentionné : rappelle-moi quand tu veux.

Distract : si tu écrivais au ministre ?

Efficace : j'ai parlé de toi au frère de mon second mari, il lui a fait dire qu'il allait t'appeler.

Inquietant : redonne-moi ton numéro, je ne sais plus ce que t'en a fait.

Caritatif : tu sais que tu n'es pas le plus à plaindre, hein. Si tu voyais ce que je vois tous les jours...

Néophyte : dis donc, on vient de me virer, tu aurais pas des tuyaux ?

Dans *Le Monde*
du jeudi 18, daté vendredi 19 mars 1993
un cahier spécial de 8 pages

" 1988 - 1993 : BILAN DE LA LÉGISLATURE "

محکمات الفصل

COMMUNICATION

Le rachat de TBWA par Omnicom et le lancement d'un troisième réseau par Saatchi

L'Europe continentale devient la cible privilégiée des publicitaires anglo-saxons

BDDO. Selon les signataires de l'accord, il est mince, puisque Omnicom est avant tout une société holding, ce qui devrait garantir l'indépendance entre les trois réseaux. Y compris sur le plan de l'achat d'espaces, TBWA continuera à traiter avec Canal, les autres avec son rival, The Media Partnership (TMP).

L'autrui européen est aussi sensible chez Saatchi and Saatchi Company PLC. Au contraire d'Omnicom, et sans doute parce qu'il est originaire de la Grande-Bretagne, fortement affectée par la récession, le deuxième groupe publicitaire mondial ne voit pas l'avenir avec des lunettes roses. Déjà équipé de deux réseaux internationaux d'origine américaine (BBB et Ted Bates), Saatchi vient toutefois de créer un troisième réseau, baptisé CME-KHBB, fusion d'un groupe américain de Minneapolis et d'une agence londonienne. Implanté à New-York, Paris et Londres, ce réseau disposera de simples « bureaux correspondants » à Milan, Zurich, Bruxelles, Hongkong, etc.

Car, contrairement à d'autres, les experts financiers de Saatchi ne voient guère poindre la reprise annoncée aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, pays où Saatchi réalise encore les deux tiers de son activité, mais où ils ont vu leurs résultats s'effondrer respectivement de 67,3 % et 21,7 %. Le groupe table davantage sur l'Europe continentale et le reste du monde. Il a réduit son endettement de 210 millions de livres (1,6 milliard de francs), en 1991, à 195 millions l'an dernier, sous l'impulsion de son président, M. Robert Louis-Dreyfus, qui quitte son poste le 1^{er} avril pour rejoindre Adidas et sera remplacé par l'actuel directeur financier, M. Charles Scott. Le chiffre d'affaires du groupe a certes augmenté de 1,9 % en 1992 (739,9 millions de livres soit 6 milliards de francs, contre 726,4 millions en 1991), de même que son résultat (18,9 millions de livres, soit 154 millions de francs, contre 0,6 million). Mais ces performances, obtenues au terme d'une restructuration qui s'est soldée en trois ans par une compression des

A la veille de l'entrée en vigueur de la « loi Sapin » le 1^{er} avril

L'Union des annonceurs déplore la perspective d'une hausse des prix de la publicité

Le bureau de la commission « médias » de l'Union des annonceurs (UDA) s'est réuni, mercredi 10 mars, pour faire le point de la situation sur le marché publicitaire avant l'entrée en vigueur, le 1^{er} avril, de la « loi Sapin ». Il s'est réuni « du souci affiché par la plupart des supports de proposer des conditions de vente incitatives variées et liées à de nombreux critères d'efficacité », mais il a « déploré que trois facteurs de distorsion viennent contrarier la mise en œuvre harmonieuse de la nouvelle loi ».

L'UDA s'étonne d'abord « que nombre de supports et non des moindres – affichage, presse, quotidienne régionale et radio – n'aient toujours pas publié leurs tarifs ».

L'Union se déclare aussi « frappée de la coïncidence avec laquelle plusieurs supports – notamment télévisuels – proposent de reporter au premier trimestre 1994 le versement de la plupart des dégrèvements ». Elle souligne que cette modalité « a des conséquences néfastes pour la trésorerie

Les tarifs du « Monde »

Comment construire une politique tarifaire équitable pour tous nos clients et juste par rapport à nos objectifs ? En abordant en ces termes la question des nouveaux tarifs le Monde et sa filiale le Monde-publicité souhaitent répondre concrètement à une situation nouvelle qui s'impose à tous les acteurs du marché publicitaire.

La nouvelle donne oblige à revenir à des notions simples. Tout d'abord, le prix de la publicité ne doit plus être une abstraction détachée de toute réalité économique par l'importance de commissions et rabais de toute sorte et par conséquent sans référence objective aux performances intrinsèques du titre. En second lieu, proposer une nouvelle grille tarifaire, c'est aussi s'assurer que le Monde reste accessible à tous ceux qui travaillent avec lui.

Les options du Monde s'inscrivent dans la continuité d'une politique qui n'a procédé à aucune augmentation de prix depuis 1991 car le Monde avait pris acte du coût de la presse quotidienne nationale et d'un manque de compétitivité de cette presse qui risquait de lui être fatal. L'attitude du Monde est ainsi à l'opposé de celle des médias qui, en janvier 1993, procédaient à une hausse sensible des tarifs tout en s'empressant de les augmenter une dernière fois.

La réflexion sur notre politique tarifaire se devait de prendre en compte l'ensemble de nos annonceurs dans leur grande diversité de budget, de problématiques et d'utilisations du quotidien.

L'analyse de notre portefeuille a ainsi mis en évidence l'existence de trois types d'utilisateurs : les ponctuels, annonçant une ou deux fois par an ; les habituels, annonçant entre trois et quatre fois par an ; les réguliers, annonçant plus de quinze fois par an.

Bien, jaune, vert

Chacune de ces utilisations a une justification à laquelle le Monde et le Monde-publicité ont voulu que corresponde un tarif adapté et étiré. Ils proposeront donc aux annonceurs la grille tarifaire suivante :

- Un tarif « bleu », qui sera le nouveau tarif de base.
- Un tarif « jaune », pour l'annonceur qui s'engage sur trois insertions au moins (minimum de 100 mm chacune) dans l'année et qui bénéficiera alors d'un abatement immédiat de 5 % sur le tarif « bleu ».
- Un tarif « vert », pour l'annonceur qui s'engage sur quinze insertions et plus (minimum de 100 mm chacune) dans l'année et qui bénéficiera alors d'un abatement immédiat de 10 % sur le tarif « bleu ».

Ainsi le Monde et le Monde-publicité ont-ils cherché à mettre au point une tarification claire et facile à utiliser.

J. L.

Les grandes manœuvres recommencent sur le marché publicitaire international malgré la persistance de la crise. Ainsi le quatrième groupe mondial, l'américain Omnicom, vient-il de s'allier avec TBWA, d'origine européenne. Quant au deuxième groupe publicitaire au monde, le britannique Saatchi, il vient de créer un troisième réseau, surtout axé sur les clients européens.

Les publicitaires sont-ils en train de redécouvrir le Vieux Continent ? L'américain Omnicom, quatrième groupe publicitaire mondial (derrière WPP, Saatchi et Interpublic), vient de racheter le groupe TBWA, marqué par une forte identité européenne, tandis que Saatchi vient de créer un nouveau réseau chargé de drainer des clients européens et basé sur le triptyque New-York-Paris-Londres. A leurs yeux, l'Europe continentale, dont plusieurs pays sont pourtant dépourvus par la récession, brille à nouveau de tous ses feux.

« Les publicitaires américains considèrent l'Europe comme un marché publicitaire global, notait, mardi 16 mars, un expert, et non plus comme des pays plus ou moins « saisonniers ». La démarche d'Omnicom traduit un changement stratégique ».

Omnicom, déjà doté de deux réseaux internationaux d'origine américaine, Doyle-Daugherty-Bernbach Needham (DDDB) et Bates-Barton-Dorstone-Oshoro (BBD), a acquis, pour un chiffre d'affaires de 100 millions de francs, le groupe TBWA, implanté dans quatorze pays d'Europe et aux Etats-Unis, mais fondé à Paris en 1970. La négociation, qui aurait duré plus d'un an, a débouché pendant les 13 et 14 mars et devrait être conclue le 15 mai, après consultation des actionnaires.

Un temps intéressé par d'autres groupes français comme Bold-Druid-Dupuy-Petit (BDDP) ou Feldman Callex et associés (FCA), Omnicom

L'axe New-York, Paris et Londres

Quant à TBWA, son passage dans le giron d'Omnicom devrait lui permettre, selon Pierre de Plas, PDG de TBWA France, de « l'institutionnaliser et de devenir la première agence de ses annonceurs », comme de poursuivre son développement international. L'intégration dans le quatrième groupe publicitaire assure aussi la continuité de TBWA ainsi que la bonne fortune de ses fondateurs, qui détiendraient 3 % du capital d'Omnicom. Reste le risque de marcher sur les mêmes plates-bandes que les deux autres réseaux publicitaires d'Omnicom, DDDB Needham et BBD – également réputés pour leur créativité, dont témoigne notamment le palmarès de l'agence française CLM, membre du réseau

EN BREF

■ Neuf journalistes quittent le *Nouvel Economiste*. – Depuis le 4 janvier, date d'ouverture, au *Nouvel Economiste*, de la clause de conscience, qui permet à des journalistes de quitter leur cotéprise avec des indemnités après un changement de propriétaire, cinq rédacteurs (sur une quarantaine) ont quitté l'hebdomadaire. Il s'agit de Jean-Pierre Sarrat, directeur de la rédaction, Marie-Louise Antoin, rédactrice en chef, Jacqueline de Linars, grand reporter, Jean-Max Mayer, rédacteur en chef technique, et Frank David, journaliste. Quatre autres – Yvonick Le Bourdonnec, chef du service affaires, Edwige Chevillon, chef du service argent, Nicole Gervat-Roux, chef du service des dossiers spéciaux, et son adjoint Eric Gilet – ont aussi annoncé leur départ. Le *Nouvel Economiste* a été racheté, le 7 décembre 1992, par le groupe Capital Média de M. Henri J. Nijdam.

■ Le comité de groupe de la Socpresse sollicite M. Delors. – Le comité de groupe de la Socpresse, l'une des deux branches du groupe de communication de M. Robert Hersant, qui contrôle notamment le *Figaro*, *France-Soir*, le *Dauphiné libéré*, etc., a adressé, mercredi 10 mars, une lettre au président de la Commission des communautés européennes, M. Jacques Delors, pour lui demander d'intervenir « avec force », y compris auprès du Parlement européen, pour que soit constituée « d'urgence » une commission de groupe européen du groupe Hersant. Celui-ci est en effet implanté dans divers pays de la CEE.

■ Le 2 500^e numéro de l'hebdomadaire protestant *Réforme*. – Fondé en 1945 par le pasteur Albert Finet, l'hebdomadaire protestant *Réforme*, dont le tirage est actuellement de sept mille exemplaires, vient de publier son 2 500^e numéro (daté 13 mars). Le témoignage de nombreuses personnalités souligne le mouvement du journal. Le pasteur Michel Lepay, directeur, et Rémi Hébert, rédacteur en chef, annoncent le lancement d'une nouvelle formule et confirment les principaux engagements de l'hebdomadaire : l'écumenisme, « le refus des fatalités et des exclusions », la tolérance, la laïcité, etc.

■ *Réforme*, 53-55, avenue du Maine, 75014 Paris. Vendu à la librairie Oberlin, 47, avenue de Clichy, 75009. Le numéro 12,50 F.

Jusqu'à 50% d'économie avec les nouveaux « Tarifs Privileges » d'ITT Sheraton.

Les Hôtels ITT Sheraton lancent deux nouvelles formules conçues pour simplifier vos voyages et vous faire faire des économies.

Tarifs Privileges Affaires... de 5% à 30% de remise
Du Dimanche au Jeudi sans réservation ni paiement à l'avance. Même pour un voyage de dernière minute vous bénéficiez de prix exceptionnels.

Tarifs Privileges Week-end... de 30% à 50% de remise
N'hésitez plus à partir en Week-end. Aujourd'hui vous faites des économies en arrivant le Vendredi ou le Samedi. Demandez notre brochure Week-end.

Quelques exemples de nos Tarifs Privileges :

	Tarifs Normaux	Tarifs Privileges Affaires	Tarifs Privileges Week-end
Buenos Aires	FB 10000 ⁰⁰	FB 7200 ⁰⁰	FB 3000 ⁰⁰
Intercontinental Sheraton Intercontinental	US\$ 211,84 ⁰⁰	US\$ 188,08 ⁰⁰	US\$ 145 ⁰⁰
Lisbonne Sheraton Lisbonne	ESC 40000 ⁰⁰	ESC 32000 ⁰⁰	ESC 15000 ⁰⁰
Muscat Sheraton Muscat	DM 430 ⁰⁰	DM 223,25 ⁰⁰	DM 170 ⁰⁰
Paris Prince de Galles	FF 2200 ⁰⁰	FF 1520 ⁰⁰	FF 1300 ⁰⁰
Londres Park Tower	£ 220	£ 156,75	£ 150 ⁰⁰
Londres Belgrave	£ 245	£ 152	£ 145 ⁰⁰
Bahreïn Sheraton Bahrain	BHD 68	BHD 48,40	BHD 42 ⁰⁰
Dubai Sheraton Dubai	AED 770	AED 638,50	AED 465
Le Caire Sheraton Le Caire	US\$ 198,40 (Hôte Salomon) US\$ 148 (Hôte Salomon)	US\$ 196,40 (Hôte Salomon) US\$ 116,85 (Hôte Salomon)	US\$ 92 (Hôte Salomon) US\$ 101 (Hôte Salomon)

Pour réserver, appelez votre agence de voyages ou le numéro vert suivant et demandez votre Tarif Privileges.

France : 05.90.76.35

ITT Sheraton

* Le tarif comprend le petit-déjeuner. Le tarif comprend la taxe et le service. Les tarifs indiqués s'entendent pour l'occupation d'une chambre et par une personne, sauf pour les Tarifs Privileges Week-end. Tous les tarifs sont sous réserve de disponibilité et peuvent être modifiés sans préavis. Les Tarifs Privileges ITT Sheraton sont valables dans les Hôtels ITT Sheraton en Europe, en Afrique et dans le Moyen-Orient. Certaines restrictions sont applicables.

Danaïdes

18 mars 1993

pages

A LEGISLATURE

BOURSE DE PARIS DU 17 MARS

Cours relevés à 13 h 30[illegible]

Comptant

(sélection)

SICAV

(sélection)

16/3

VALEURS	% d nominal	% d coupon	VALEURS	Cours prix	Dernier cours	VALEURS	Cours prix	Dernier cours	VALEURS	Emission	Rechat net	VALEURS	Emission	Rechat net
Obligations			Étrangères			Hors-cote								
Emp. Ext. 8,95% 7/81	...	8 95	France	203 20	301 40	Roumanie NV	155	155 50	Acton	219 29	213 41	France Déplacements	517 42	512 30
10,90% 7/89A	...	5 74	F.I.A.C.	2060	2190	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
Emp. Ext. 13,4% 8/3	103 85	...	F.I.A.C.	2060	2190	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
10,20% sans SS	107 80	...	F.I.A.C.	2060	2190	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
ONT 10% 5/2000	115	0 05	France I.A.D.	510	494 50	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
ONT 3,5% 12/1997	130 30	2 55	France I.A.D.	510	494 50	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
ONT 3,5% 11/1999	130 30	2 55	France I.A.D.	510	494 50	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
PTT 11,2% 8/81	107 80	...	France I.A.D.	510	494 50	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
CF 10,35% sans SS	115	0 05	France I.A.D.	510	494 50	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
OF 10% 4/1979	...	0 84	France I.A.D.	510	494 50	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
CAF 500F 500F	99	1 78	France I.A.D.	510	494 50	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
CAF 500F 500F	99	1 78	France I.A.D.	510	494 50	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
CAF 500F 500F	99	1 78	France I.A.D.	510	494 50	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
CAF 500F 500F	99	1 78	France I.A.D.	510	494 50	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
CAF 500F 500F	99	1 78	France I.A.D.	510	494 50	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
CAF 500F 500F	99	1 78	France I.A.D.	510	494 50	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
CAF 500F 500F	99	1 78	France I.A.D.	510	494 50	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
CAF 500F 500F	99	1 78	France I.A.D.	510	494 50	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
CAF 500F 500F	99	1 78	France I.A.D.	510	494 50	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
CAF 500F 500F	99	1 78	France I.A.D.	510	494 50	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
CAF 500F 500F	99	1 78	France I.A.D.	510	494 50	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
CAF 500F 500F	99	1 78	France I.A.D.	510	494 50	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
CAF 500F 500F	99	1 78	France I.A.D.	510	494 50	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
CAF 500F 500F	99	1 78	France I.A.D.	510	494 50	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
CAF 500F 500F	99	1 78	France I.A.D.	510	494 50	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
CAF 500F 500F	99	1 78	France I.A.D.	510	494 50	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
CAF 500F 500F	99	1 78	France I.A.D.	510	494 50	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
CAF 500F 500F	99	1 78	France I.A.D.	510	494 50	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
CAF 500F 500F	99	1 78	France I.A.D.	510	494 50	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
CAF 500F 500F	99	1 78	France I.A.D.	510	494 50	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
CAF 500F 500F	99	1 78	France I.A.D.	510	494 50	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
CAF 500F 500F	99	1 78	France I.A.D.	510	494 50	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
CAF 500F 500F	99	1 78	France I.A.D.	510	494 50	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
CAF 500F 500F	99	1 78	France I.A.D.	510	494 50	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
CAF 500F 500F	99	1 78	France I.A.D.	510	494 50	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
CAF 500F 500F	99	1 78	France I.A.D.	510	494 50	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
CAF 500F 500F	99	1 78	France I.A.D.	510	494 50	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
CAF 500F 500F	99	1 78	France I.A.D.	510	494 50	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
CAF 500F 500F	99	1 78	France I.A.D.	510	494 50	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
CAF 500F 500F	99	1 78	France I.A.D.	510	494 50	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
CAF 500F 500F	99	1 78	France I.A.D.	510	494 50	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
CAF 500F 500F	99	1 78	France I.A.D.	510	494 50	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
CAF 500F 500F	99	1 78	France I.A.D.	510	494 50	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
CAF 500F 500F	99	1 78	France I.A.D.	510	494 50	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
CAF 500F 500F	99	1 78	France I.A.D.	510	494 50	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
CAF 500F 500F	99	1 78	France I.A.D.	510	494 50	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
CAF 500F 500F	99	1 78	France I.A.D.	510	494 50	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
CAF 500F 500F	99	1 78	France I.A.D.	510	494 50	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
CAF 500F 500F	99	1 78	France I.A.D.	510	494 50	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
CAF 500F 500F	99	1 78	France I.A.D.	510	494 50	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
CAF 500F 500F	99	1 78	France I.A.D.	510	494 50	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
CAF 500F 500F	99	1 78	France I.A.D.	510	494 50	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
CAF 500F 500F	99	1 78	France I.A.D.	510	494 50	Acton NV	307 59	307 50	Acton NV	307 59	307 50	France	491 35	477 04
CAF 5														

Marché des Changes					Marché libre de l'or			LA BOURSE SUR MINITEL 36-15 TAPEZ LE MONDE		Marché à terme international de France MATIF Cotation du 16 mars 1993							
COURS INDICATIFS	COURS préc.	COURS 17/3	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 17/3			NOTIONNEL 10 % Nombre de contrats estimés : 94 350				CAC 40 A TERME Volume : 11 881			
			achat	vente				Dernier				Dernier					
Euro Unité (1 unit).....	5 651		5 4	5 9	Or fin kilo en barre.....	59800	59800	Mars 93	Juin 93	Sept. 93	COURS	Mars 93	Avril 93	Mai 93			
Ecu.....	5 594				Or fin ten lingot.....	59900	59900	Dernier	115,04	117,14	117,30	Précédent	1 998	2 022	2 042		
Allemagne (100 Gm.)	339 840		329	348	Napoléon (20L).....	343	341	Précédent	115,20	117,30	117,38		2 015	2 036,50	2 045		
Belgique (100 Fl.)	18 570		15 6	16 8	Pièce Fr (10 F).....	325											
Payas-Bas (100 fl.)	302 480		291	311	Pièce Suisse (20 fr.).....	340	341										
Italie (1000 lire)	3 516				Pièce Litone (20 L).....	345	340										
Suisse (100 Sfr.)	88 440		84	92	Souverain.....	438	435										
Irlande (1 imp.)	6 252		7 6	8 5	Pièce 20 dollars.....	2190	2125										
Gros-Schengen (1 L.)	8 168		2 1	2 5	Pièce 10 dollars.....	1220	1197 50										
Grande-Bretagne (100 £ sterling)	2 038		358	379	Pièce 5 dollars.....	650											
France (100 francs)	371 320		67	76	Pièce 50 pesos.....	2230	2230										
Espagne (100 pes.)	72 040		76	84	Pièce 10 florins.....	361	360										
Suède (100 kr.)	73 850		44 5	48 6													
Norvège (100 kr.)	46 512		48 5	5													
Australie (100 A\$)	47 781		43 3	47 8													
Portugal (100 esc.)	3 875		3 3	3 7													
Canada (1 \$ can.)	4 524		4 3	4 7													
Corée (100 W.)	4 798		4 7	4 9													

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

هكنا من الفصل

REPRODUCTION INTERDITE

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

• Le Monde • Jeudi 18 mars 1993 23

19

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			13^e ARRONDISSEMENT			92 HAUTS-DE-SEINE		
4^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES Imm. récent, 72 m² 6 ^e ét., balc., asc.	18, passage Foubert LOCARE - 40-61-86-00 Commission d'agence	6 696 + 852 5 752	STUDIO 47 m², 3 ^e étage parking	BOULOGNE 33-35, rue Anne-Jacquelin AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	4 300 + 1 081 3 060
2 PIÈCES 50 m², 1 ^{er} étage	18 bis, bd Morland CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	4 140 + 850 3 251	4 PIÈCES 81 m², 3 ^e étage parking	2, villa Tobiac GERER - 40-67-06-99	7 705 + 820	2-3 PIÈCES 51 m², 6 ^e étage parking	BOULOGNE 229, bd Jean-Jaurès GCI - 40-16-28-71 Honoraires de rédaction	5 100 + 410 283
5^e ARRONDISSEMENT			15^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES 69 m², 3 ^e étage	BOULOGNE 33-37, rue Louis-Pasteur GERER - 40-67-06-99	7 300 + 1 035
3 PIÈCES 81 m², cuisine équipée, parking	4, rue de la Collégiale GERER - 49-42-25-40 Commission agence	8 500 + 740 8 160	3 PIÈCES 80 m², 5 ^e étage	12, rue Duplex AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	6 532 + 850 4 548	4 PIÈCES 82,59 m², rez-de-ch. terrasse 20 m² parking	BOULOGNE 82, rue de Bellevue GERER - 49-42-25-40 Commission agence	8 100 + 820 4 617
7^e ARRONDISSEMENT			16^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES 102 m², 3 ^e étage	BOULOGNE 4, rue Nungesser-et-Coli AGIFRANCE - 48-05-88-81 Frais de commission	10 350 + 1 950,75 7 385,06
STUDIO 40 m², rez-de-ch.	1, rue du Maréchal-Haripe CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	3 645 + 250 2 894	STUDIO 65 m², rez-de-ch.	8, rue Piccini CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	5 000 + 571 3 870	2 PIÈCES 40 m², 4 ^e étage cave parking	COURBEVOIE 25, rue de Bazons SAGGEL VENDÔME - 41-78-15-85 Commission agence	3 590 + 488 2 584
2 PIÈCES 43 m², 2 ^e étage parking	50, rue de Bourgogne GERER - 40-67-06-99	8 500 + 890	3 PIÈCES 72 m², 5 ^e étage	133, avenue de Versailles AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	7 500 + 1 000 5 337	2 PIÈCES 100 m² rez-de-chaussée	NEUILLY-SUR-SEINE 8, bd Julien-Pont AGIFRANCE - 49-03-43-78 Frais de commission	8 240 + 1 505 5 864
4 PIÈCES 123 m², 5 ^e étage droite	12, place Joffre GCI - 40-16-28-70 Honoraires d'actes	14 708 + 1 720 571	4 PIÈCES dont 3 chambres 138 m², 5 ^e étage	9, rue des Dardanelles GCI - 40-16-28-71 Frais d'actes	15 000 + 2 208 840	6 PIÈCES 230 m², 2 ^e étage possibilité parking	NEUILLY-SUR-SEINE 1 bis, bd R.-Wallace AGIFRANCE - 49-03-43-78 Frais de commission	26 818 + 3 546 19 084
8 PIÈCES 141 m², duplex 6 ^e ét., 2 parkings	90, bd La Tour-Maubourg AGIFRANCE - 45-52-01-93 Frais de commission	18 694 + 3 906 13 303	18^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES 80 m², 5 ^e étage	SÈVRES 37, Grande-Rue GERER - 40-67-06-99	5 970 + 800
8^e ARRONDISSEMENT			2 PIÈCES 56 m², 5 ^e étage balcon, parking	75, rue Philippe-de-Grand CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	3 400 + 830 2 718	94 VAL-DE-MARNE		
4 PIÈCES 127 m², 1 ^{er} étage	28-28, avenue Hoche AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	14 838 + 1 450 10 559	19^e ARRONDISSEMENT			5 PIÈCES 104 m², 3 ^e étage parking	FONTENAY-SOUS-BOIS 114, av. du Maréchal-Joffre SAGGEL VENDÔME - 42-86-61-05 Commission agence	7 232 + 1 432 4 176
6 PIÈCES dont 3 chambres 144 m², 3 ^e étage	66, bd Malaherbes GCI - 40-16-28-89 Frais d'actes	17 500 + 1 838 655	3 PIÈCES 75 m², 3 ^e étage terr. 15 m², park.	126, rue Compans GERER - 49-42-25-40 Commission agence	7 000 + 600 4 275	3 PIÈCES 78 m² 2 ^e étage, parking	CACHAN 34, avenue Carnot AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	5 200 + 960 3 700
10^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES 77 m², 2 ^e étage parking	27 bis, rue de Bellevue SAGGEL VENDÔME - 42-86-61-05 Commission agence	7 273,40 + 790 5 109,12	4 PIÈCES 87 m², 1 ^{er} étage	NOGENT 68, rue François-Rolland GERER - 40-67-06-99	8 700 + 1 670
3 PIÈCES 68 m², 1 ^{er} étage parking	41-43, quai de Valmy SAGGEL VENDÔME - 42-86-61-05 Frais de commission	6 945 + 724 4 178	4 PIÈCES 111 m², 8 ^e étage parking	2-10, rue de Joinville AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	8 560 + 1 580 5 084	STUDIO 35 m² 1 ^{er} étage balcon	VILLEJUIF 4, allée Berlioz CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	2 000 + 500 1 710
12^e ARRONDISSEMENT			78 YVELINES					
2 PIÈCES 63 m², 1 ^{er} étage	29, avenue Ledru-Rollin AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	5 000 + 1 150 3 558	5 PIÈCES 96 m², rez-de-ch. parking	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 42, rue des Ursulines AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	8 580 + 987 8 106			
2 PIÈCES 56 m², 3 ^e étage	32, rue de Picpus GERER - 40-67-06-99	5 900 + 784						
3 PIÈCES 63 m², 3 ^e étage escalateur	78, rue de Bercy LOCARE - 40-61-86-00 Commission agence	5 981 + 530 5 178						
5 PIÈCES 124 m², 6 ^e étage terr. 68 m², park.	10-12, rue de Fécamp GERER - 49-42-25-40 Commission agence	14 500 + 1 450 13 920						

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LA PARTICIPATION DE

PHENIX
GESTION

gerer

CIGIMO
GTF

GENERALI

AGIFRANCE

LOCARE
CONSEIL EN IMMOBILIER

SAGGEL
VENDÔME
GROUPE UAP

Le Monde

Chaque mercredi (numéro daté jeudi)

Vos rendez-vous IMMOBILIER

La sélection immobilière - Les locations des institutionnels - L'immobilier d'entreprise

Professionnels : 46-62-73-90 - Particuliers : 46-62-72-02

CULTURE

LETTRES

Cent cinquante mille visiteurs attendus à Paris

Le Salon du livre a ouvert ses portes sur fond de crise

Le premier tour des élections législatives, le 21 mars, et les derniers jours de la campagne électorale ont quelque peu retardé l'ouverture du Salon du livre de Paris, qui se tient au Grand Palais jusqu'à lundi 22 mars - sur fond de crise et d'interrogations : fermetures, départs de bilans et concentrations dans l'édition, critiques contre le « loi Lang » sur le prix unique du livre. Des menaces qui n'ont pas empêché une inauguration traditionnellement festive et chaleureuse, mardi 16 mars, dans la

soirée, en présence du ministre de l'Éducation nationale et de la culture, M. Jack Lang.

M. Lang, dont l'une des premières apparitions officielles, en mai 1981, avait été l'inauguration du premier Salon du livre de Paris, a transmis à la Fondation des hôpitaux de Paris un chèque de 500 000 F, équivalent aux bénéfices de cette soirée d'ouverture. Ce don, remis par M. Serge Eyrolles, président du Syndicat national de l'édition, doit servir à acheter des livres pour les services de pédiatrie des hôpitaux.

Les organisateurs du Salon, Syndicat national de l'édition en tête, attendent, comme l'an dernier, que cent cinquante mille visiteurs, quel qu'en soit le nombre, se fassent, face au mécontentement devant ce prix élevé, de nombreuses invitations ont été distribuées aux libraires pour leurs clients les plus fidèles. Les titulaires de la carte verte, les jeunes de dix à vingt ans, les étudiants et les personnes effectuant une deuxième visite ne paieront que 25 F. L'entrée sera gratuite pour les moins de dix ans, les bibliothécaires, les enseignants, les libraires et les documentalistes.

C'est l'acte qui, cette année, sera l'invité d'honneur du Salon. Six cents ouvrages de ce pays seront présentés, sur l'initiative de France-Edition. Les thèmes retenus, le mémoire et la poésie, donneront lieu à de nombreux débats et rencontres. Enfin, une autre série d'animations, « Verso originale, écrire l'Europe », organisée par le ministère de l'Éducation nationale et de la culture, se déroulera dans le cadre de cette manifestation.

► Tous les jours de 9 h 30 à 19 h 30. Nœuds jusqu'à 22 h 30 jeudi et samedi. Journée pour les professionnels le samedi 22 mars (matinée réservée aux libraires). Un texte de l'écrivain Marek Halerz, publié par les éditions Robert Laffont et intitulé *La Mémoire inquiète*, est distribué gratuitement aux visiteurs.

Mort de l'écrivain italien Giovanni Testori

L'écrivain et dramaturge italien Giovanni Testori est mort, mardi 16 mars à Milan, des suites de la maladie de Hodgkin (cancer des glandes lymphatiques). Il était âgé de soixante-dix ans.

Né le 12 mai 1923, critique d'art au *Corriere della Sera* depuis 1977, Giovanni Testori est l'auteur d'une œuvre romanesque, dramatique et poétique qui lui avait assuré sa notoriété. Dans sa trilogie *Les Myères de Milan* (1958-1961), traduite chez Gallimard, il s'était attaché à la description réaliste du sous-prolétariat des banlieues milanaises. D'une nouvelle de cette œuvre, Visconti

avait tiré, en 1960, son film, *Rocco et ses frères*. Le cinéaste avait également monté deux pièces de Testori, *L'Ariella* et *La Monaca di Monza*. En 1987, le Centre Pompidou à Paris avait présenté une de ses pièces, *Erosolite*, et une exposition de ses dessins.

Depuis la fin des années 70, il interprétait ses propres pièces de théâtre dans des églises. Connu pour ses prises de position violentes et ses invectives, il proclamait récemment dans le *Corriere della Sera*, que « le monde contemporain a uniquement soif de foi. Il y a une aspiration à croire en quelque chose ou en quelqu'un qui brise les chaînes de notre brèveté, la servitude féroce de notre misérable finitude ».

FESTIVALS

Le « Dom Juan » de Molière inaugurera Avignon

Théâtre, danse et expositions à la Cité des papes, du 9 juillet au 2 août

C'est à la Comédie-Française à Paris que Bernard Favre d'Arcier et Christiane Bourbonnaud, codirecteurs du Festival d'Avignon, ont donné la conférence de presse annonçant les programmes de l'édition 1993, qui aura lieu du 9 juillet au 2 août. Elle sera d'ailleurs inaugurée par la Comédie-Française, qui présente, du 9 au 20 juillet à la Cour d'honneur, le *Dom Juan* de Molière dans la mise en scène de Jacques Lassalle, avec Andrzej Seweryn récemment engagé comme pensionnaire pour tenir le rôle titre.

Il n'y aura pas de spectacle dans les carrières cet été, mais un nouveau lieu à l'intérieur des murailles, la cour du lycée Saint-Joseph. Jorge Lavelli y crée *Maison d'arrêt*, d'Edward Bond, du 15 au 23 juillet, et y reprend *Kwetch*, de Steven Berkoff, du 27 juillet au 2 août.

Deux metteurs en scène se partagent le Théâtre municipal : Sophie

Loukachevsky présente, du 11 au 19 juillet à 19 heures, *Six personnages en quête de...*, un travail effectué en français avec des comédiens roumains, et, aux mêmes dates à 22 heures, *Mon Pouchkine*. Vient ensuite Christian Schiarelli, avec les *Mystères de l'Amour*, de Vitrac, du 22 au 27 juillet, et *La Fuite d'eau*, de Witkiewicz, du 29 juillet au 2 août.

Le Festival met l'accent sur les « projets d'acteurs » dont celui de Philippe Caubère qui tient le Cloître des Carmes pendant toute la durée du festival pour y donner l'intégralité de ses souvenirs. Aux Pénitents-Blancs, Edith Scob monte une pièce de Philippe Minyana, *Où vas-tu Jérémie ?* du 11 au 20 juillet, à laquelle succédera le *Désir traversé*, du 23 juillet au 1^{er} août, spectacle conçu par Maud Bayet et mis en scène par Hervé Dubourjal. Au Studio Saint-Roch, Louis Castel met en scène *Comment construire un univers*, d'après Philip K. Dick, du 9 au 31 juillet.

Au Cloître des Célestins, Dido Lykoudis présente, du 27 juillet au 1^{er} août, *Calpurne*. Du 10 au 18 juillet, Charles Tardiman crée *Adam et Ève*, de Boulgakov, avec le Centre dramatique de Nancy, dans la cour de l'hôpital Sainte-Marthe, suivi, du 23 au 31 juillet, de *Funk-railles tropicales*, par Souleymane Koly. Salle Benoît-XII, du 11 au 19 juillet, *Zorko* vient avec *Chère au terminus du monde*, et Bruno Boiglin prolonge du 22 au 26 juillet, avec *Monsieur Théodore Montrock*, d'après Fyodor. Du 12 au 24 juillet, le festival rend hommage à Louis-René des Forêts avec une adaptation du *Barbar* par Michel Dumoulin et différentes lectures, au cloître du Collège d'Annoy, où une troupe italienne joue en russe (avec traduction française) la pièce de Stoppard, *Rosencrantz and Guildenstern* sont

morts, du 27 juillet au 1^{er} août. Au Théâtre des Halles, Claudia Stavisky monte du 10 au 16 juillet *Munich-Athènes*, de Lars Noren, et du 18 au 24 juillet, *La bord de la vie*, de Gao Xingqin, puis Philippe Adrien la *Tranche* de Jean-Daniel Magnin, du 27 juillet au 1^{er} août. Enfin, la Volière Dromedaire s'installe à Montfavet du 10 juillet au 1^{er} août.

Hommage aux Ballets russes

Trois écoles de théâtre (le Conservatoire, l'école du TNS et l'ERAC de Cannes) donneront plusieurs spectacles. À partir du 12 juillet, dans le cloître de la Collège de la Chartreuse, les vingt-cinq Rencontres de la Chartreuse annoncent, pour la nuit du 17 juillet, un choix de textes sur la naissance. Au Tinel, on verra, du 20 au 25 juillet, *la Pluie et le Coucou*, d'Enzo Cormann, mise en scène d'Hervé Tognon et Dominique Collaud. La même équipe sera au Grand Cloître du 22 au 24 juillet, avec *Tombé pour Gilles de Rais*. Au Tinel, encore, Didier-Georges Gabilly présente du 10 au 15 juillet *Des cercueils de zinc* et une création, *Enfances* d'Ensemble, du 27 au 29 juillet, se succéderont trois œuvres pour orchestre et récitant écrites respectivement par Howard Buzen et André Chini, Jean-Luc Parent et Philippe Schoeller, Jean-Louis Bauer et Piotr Moss.

En ville, la Cave du pape accueille chaque jour un auteur - tandis que, comme chaque année, la Société des auteurs propose, du 28 juillet au 1^{er} août, au cloître du Collège d'Annoy, des lectures, *Textes* mis, choisis par des auteurs. Le Centre Acaoustes pour sa part invite trois compositeurs, Harrison Birtwistle, Gérard Grisey, Klaus Huber.

Les spectacles chorégraphiques sont moins nombreux que l'an dernier, mais la Compagnie de Dominique Bagouet présente *Jours étranges* et *So schnell* à la Cour d'honneur, du 24 au 27 juillet, suivi, du 30 juillet au 2 août, par Angéla Préjacco, avec un hommage aux Ballets russes. Au Cloître des Célestins, Jean-François Duroure présente, du 10 au 17 juillet, une création, *L'Éphémère et la Nuit partagée*. Puis du 19 au 23 juillet le *Longue des oiseaux* et *Vertiges*. Enfin, salle Benoît-XII, du 28 juillet au 1^{er} août, c'est le *Chant de Karastan*, de Michel Haller Eghayan.

Un hommage sera rendu au photographe Claude Brasseur à la salle de l'Écluse, du 15 juillet au 1^{er} août. *Dark/Noir*, une création des Arts étonnants, emmène dans le monde des aveugles, du 11 juillet au 2 août, au gymnase Auband, avec Andreas Heinicke, Bertrand Gadenne, Martin Burton, Dana Reitz.

► Pour recevoir le programme, écrire à partir du 1^{er} mai au Bureau du Festival, BP 482, 84073 Avignon Cedex. Ajouter une enveloppe timbrée libellée au nom et à l'adresse de l'expéditeur. La location ouvre le 7 juin. Tél. : 04-90-86-24-43. Minitel : 3615 AVIGNON.

MUSIQUES

Jazz au sommet à Grenoble

Longtemps aux avant-postes, ayant fait comme d'autres par ricochet à son originalité, le Festival de Grenoble, qui entame sa vingtième édition, maintient une programmation de haut niveau et ses dates de fin d'hiver. Première curiosité, le 19 mars : Michel Portal avec Dave Holland (un des moments historiques de la basse) et le batteur Bob Moses. A voir.

Du côté des pointures, Jack DeJohnette - ce grand compagnon de route de Dave Holland et de Portal, présente un nouveau Special Edition avec Gary Thomas au ténor - et le Chick Corea Akoustic Band (Bob Berg au ténor). Pour rester dans l'air du temps, Bratski, Round about Bobby, l'Eurojazz tentent avec Andy Sheppard, Stoun, Ray Barreto et le très élégant flamenquiste des alpages, Vincente Amigo.

F. M. ► Vingt-troisième festival de jazz de Grenoble, du 18 au 27 mars, places de 50 F à 130 F, possibilité d'abonnement, plus de trente concerts en sept lieux. Tél. : (04) 76-51-66-32.

► Rectificatif. - Contrairement à ce que nous avons écrit dans le *Monde* du 17 mars, en nous fiant au programme établi par l'Opéra de Paris, *Capriccio*, de Richard Strauss, a bien été représenté dans la capitale après 1962. L'Opéra royal de la Monnaie de Bruxelles a donné cet ouvrage sur la scène du Théâtre du Châtelet en mai 1985 dans une mise en scène de John Cox. Les décors étaient de Mauro Pagano, Felicity Lott chantait déjà le rôle de la Comtesse et la direction musicale était assurée par John Pritchard.

A Sarajevo, malgré tout

En 1984, à l'occasion des Jeux olympiques d'hiver à Sarajevo, était créé un Festival international du théâtre, qui depuis a lieu chaque année. Et cette année aussi dans des conditions que l'on a du mal à imaginer. Un festival qui veut résister à la barbarie, qui se veut « interethniques ». Et qui ne peut pas être international. Mais à l'initiative du Théâtre du Radeau au Mans et du Théâtre national de Bretagne à Rennes, le Quart de Brest, le Théâtre des Américains à Nantes, la Compagnie Pitoiset, le Théâtre national de Strasbourg, le Maillon, le Théâtre Garonne de Toulouse, d'autres encore, insistent symboliquement leurs spectacles au programme de ce festival, qui se tient à Sarajevo jusqu'au 20 mars 1993.

CARNET DU Monde

Mariages

Danielle ELRAZ-BENAYOUN et Michel GRANDAZZI

sont heureux de faire part de leur mariage, célébré le 17 mars 1993, dans l'intimité.

1, avenue Trudaine, 75009 Paris.

Décès

Le président de l'université de Perpignan a la tristesse de faire part du décès, à l'âge de cinquante-sept ans, de

M. Jean-Claude AUBAILLY, professeur des universités, ancien président de la Société internationale de théâtre médiéval.

Les obsèques ont eu lieu à Montpellier, le 15 mars 1993.

M. Henri Braemer, son épouse.

Ses enfants et petits-enfants, ont le deuil de faire part du décès du pasteur Henri BRAEMER, survenu à Apt, le 13 mars 1993.

Les obsèques ont eu lieu au temple de Saint-Chamond le mardi 16 mars.

M. Henri Braemer, 22, avenue Philippe-de-Girard, 84400 Apt.

On nous prie d'annoncer le décès de

Rémy CLÉMENT, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, survenu à Venise le 9 mars 1993, dans sa quatre-vingt-troisième année.

L'inhumation et la bénédiction religieuse ont eu lieu dans l'intimité au cimetière des Batignolles.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Sylvie Faivre d'Arcier, sa fille, Stéphane, avocat, ont la tristesse de faire part du décès de

M. André DUMONT, survenu le 12 mars 1993.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité, en l'église de Perreux (Yonne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

7 bis, rue Larcenquière, 75003 Paris.

M. Jean-François Manol, député, président du conseil général de l'Oise, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Michel GORIN, avocat, ancien bâtonnier, conseiller général de l'Oise, chevalier de l'ordre national du Mérite, survenu dans sa soixante-quatrième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 17 mars 1993.

Des danses peuvent être adressées au profit de la Ligue nationale contre le cancer, 117, rue des Déportés, Beauvais (Oise), ou du CCFD.

(Le Monde du 17 mars.)

Hugues et Hélène Lepoivre, Cyrille David et Bastien, Eugénie Schoeber, Dolly Mollet, Gérard Lepoivre, Karza et Jacques Boyer, Suzanne Mollet, Les familles Lepoivre et Bidard, Ses amis.

font part du décès de

Jacqueline MOLLET, survenue, à Bruxelles, le 11 mars 1993.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le mardi 16 mars, à Arras.

27, boulevard Lyon, 13012 Marseille, 6, rue Charles-Debut, 1040 Bruxelles.

Rectificatif

Une malencontreuse homonymie nous a amené, dans le *Monde* du 17 mars, à publier un compte-rendu erroné de la carrière professionnelle de M. Maurice Barnard, ancien directeur général honoraire de Gaz de France, aujourd'hui décédé, que nous avions confondu avec M. Maurice Barnard, président de chambre à la Cour des comptes jusqu'en 1990. Nous prions de vouloir bien excuser ce contre-sens et de vouloir bien accepter nos excuses pour cette malheureuse erreur.

(1)

M. Philippe Graff, M. et M^{me} Gorup-Mrdjenovich, M. et M^{me} Ljubo Mrdjenovich, leurs enfants Sybille et Axel, Christine et William Graff, Les familles Mrdjenovich, Ucovich, Graff, Dufour, Hannu, Gall, Et amis, ont le profond chagrin de faire part du décès de

M^{me} Maya GRAFF-MRDJENOVICH,

enlevée accidentellement à leur profonde affection, le 15 mars 1993, dans sa quarante-septième année.

La messe de sépulture sera célébrée en l'église de l'Immaculée-Conception, à Vénex, où Maya repose, le jeudi 18 mars, à 15 heures.

L'inhumation suivra au cimetière de Coligny, à Genève.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6 bis, chemin de la Meirie, 1233 Coligny (Suisse).

La direction, Et le personnel de la société Dyna-

Management SA (Paris), ont le profond regret de faire part du décès de

M^{me} Maya GRAFF-MRDJENOVICH,

épouse de leur très cher administrateur délégué, M. Philippe Graff.

Pour les obsèques, prière de se référer à l'avis de la famille.

La direction, Et le personnel européens du groupe

Dyna, ont le profond regret de faire part du décès de

M^{me} Maya GRAFF-MRDJENOVICH,

épouse de leur très cher administrateur délégué, M. Philippe Graff.

Pour les obsèques, prière de se référer à l'avis de la famille.

Anne Vidil et André Labé, Jean et Nicole Hertz, ses enfants,

Pierre-Alain, Michèle, Natacha, Nicolas, Natacha, Olivier, ses petits-enfants,

Ses quatre arrière-petits-enfants, ont le deuil de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-deuxième année, de

M^{me} veuve Paul HÉRIZ,

née Suzanne Samad (librairie de la Mésange), le mardi 16 mars 1993 à Gouers (Indre).

Les obsèques seront célébrées au cimetière de Strasbourg-Croixbourg, le vendredi 19 mars, à 14 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

2, rue de Bastogne, 54000 Vandœuvre-lès-Nancy.

On nous prie d'annoncer le décès de

Denise LAUNAY, conservateur honoraire à la Bibliothèque nationale, maître de chapelle et organiste à Notre-Dame-de-Lorette, chevalier des Arts et des Lettres.

De la part des familles

Denizot, de Gaudart d'Allaines, Rouillard, Garcin, Demange, Ses neveux et nièces.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 18 mars 1993, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Lorette.

Denise et Marcel Gruissemmer ont le deuil de faire part du décès de leur sœur

Louise MAURICE, née Gruissemmer,

survenue à New-York le 8 mars 1993, à l'âge de quatre-vingt-dix-sept ans.

La vicomtesse de Morelos, née Claude Menard, Laurent et Sébastien, ses fils,

Le comte de Morelos, son père,

Les familles de Morelos, Barucq, Menard, Raymond, Ses frères, sœurs, parents et amis, ont la tristesse de faire part du décès de

José Antonio de MORELOS,

le 13 mars 1993, à l'âge de cinquante-trois ans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-66-29-94

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 100 F

Abonnés et actionnaires 90 F

Communications diverses 105 F

Thèses étudiants 60 F

« Salut Jacques »

Le 15 mars 1993, à 14 h 10,

Jacques PORTET, comédien et cinéaste, est décédé subitement.

La levée du corps réunira sa famille et ses amis à l'hôpital Ambroise-Paré, 1, rue des Métais, à Boulogne, le vendredi 19 mars, à 9 h 15.

L'inhumation aura lieu le même jour à Béry (Euro-et-Lot).

Le président de l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne.

Les enseignants, Le personnel administratif, Les étudiants, ont la profonde tristesse de faire part du décès, survenu le 28 février 1993, de

Christiane SAULNIER, maître de conférences à l'UFR d'histoire, docteur ès lettres.

M. Philippe Autier, M^{me} Anne Autier et ses enfants, M. et M^{me} Bernard Autier et leurs enfants,

M. et M^{me} Pierre Forissier et leurs enfants, M. et M^{me} Jean Terisse et leurs enfants,

M. et M^{me} Jean-François Fleuret, M. et M^{me} Thierry Fleuret et leurs enfants,

Et toute la famille, très touchés des marques de sympathie témoignées à l'occasion du décès de

Janine AUTIER, née Allon, remercient de tout cœur ceux qui se sont associés à leur chagrin.

M^{me} Renée Arbour, Et Marie-Hélène, vous rappellent le souvenir de

Pierre ARBOUR, ancien diplomate (UNESCO), décédé le 18 mars 1992, et celui de son fils

Jean-Pierre, décédé le 2 mars 1989.

Le Manoir, Hébertville, 76740 Fontaine-de-Duham.

En souvenir de M. LÉON CÉLIER, en ce dix-septième anniversaire de sa mort.

Conférences

Collège de France : le professeur Pierre Toubert, titulaire de la chaire « Histoire de l'Occident méditerranéen au Moyen Âge », prononcera sa leçon inaugurale le vendredi 19 mars 1993, à 18 heures, au Collège de France, 11, place Marcelin-Berthelot, Paris-5.

Communications diverses

Jeudi 18 mars 1993, à 20 h 30, au CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3, soirée de témoignages avec R. Delpey : « Les enfants cachés » (éditions J.-C. Lattès). Tél. : 42-71-68-19.

Soutenances de thèses

Institut d'études politiques de Paris. Lundi 22 mars 1993, à 15 heures, salle André-Sieffried, 30, rue Saint-Guillaume, Paris-7, M. Christian Lovigot : « Henri de Kéroul (1861-1938) ». Thèse pour le doctorat en histoire.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lescarot, gérant

directeur de la publication

Bruno Frappat

directeur de la rédaction

Jacques Gailly

directeur de la gestion

Marcus Lucbert

secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colson

Robert Solé

adjoints au directeur de la rédaction

Yves Agnès

Thierry Fournier

Philippe Herveaux

Jacques-François Simon

Daniel Vernet

directeur des relations internationales

Anciens directeurs :

Hubert Benoit-Méry (1944-1989)

Jacques Fauriol (1939-1982)

André Laurens (1982-1985)

André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, rue KALSHOFER

75001 PARIS CEDEX

Visite à Washington du président haïtien en exil

Le Père Aristide a obtenu de M. Clinton davantage de bonnes paroles que d'engagements fermes

Chassé du pouvoir par un sanglant coup d'Etat militaire il y a dix-huit mois, le seul président haïtien jamais démocratiquement élu, M. Jean-Bertrand Aristide, attendait beaucoup du démocrate Bill Clinton. Reçu mardi 16 mars à la Maison Blanche, le Père Aristide a obtenu plus de bonnes paroles que d'engagements fermes de la part du président américain.

WASHINGTON

de notre correspondant

M. Aristide voulait que les Etats-Unis fixent un ultimatum au régime haïtien : l'administration s'engageait à intervenir, sous une forme ou une autre, si un processus démocratique n'était pas mis en route à partir d'une date précise. M. Aristide a obtenu à moitié satisfaction.

Sans fixer de date pour le retour de la démocratie, et encore moins du président Aristide, les Etats-Unis, a promis M. Clinton, « vont accroître de manière spectaculaire le rythme des négociations » pour atteindre cet objectif. Les Etats-Unis vont « impliquer fermement et de manière agressive » en faveur de la démocratie en Haïti et « voter l'opposition de la part de Port-au-Prince » se traduira par un renforcement des sanctions américaines (contre Haïti), a déclaré M. Clinton.

Un envoyé spécial du département d'Etat, M. Lawrence Pezzullo, ancien ambassadeur au Nicaragua, va se rendre dès cette semaine à Port-au-Prince. Il dira aux autorités que « la patience des Etats-Unis est à bout », a indiqué M. George Stephanopoulos, un des porte-parole de la Maison Blanche. Ce sera un « message très dur, signalant que

nous voulons des progrès des maintenant », a poursuivi M. Stephanopoulos. Dans l'hypothèse d'un retour du président constitutionnel, et de la démocratie, à Port-au-Prince, M. Clinton s'est, d'autre part, engagé à développer un programme d'aide quinquennal de 1 milliard de dollars - sous forme de crédits de la Banque interaméricaine de développement et de la Banque mondiale, notamment - en faveur d'Haïti.

La mission de M. Pezzullo se déroulera parallèlement à celle d'un envoyé spécial de l'ONU et de l'Organisation des Etats américains, M. Dante Caputo, qui, lui aussi, entend relancer les négociations visant au retour du Père Aristide. Jusqu'à présent, ni les efforts politiques de l'OEI ni l'embargo décidé par l'Organisation à l'encontre du pays n'ont fait évoluer le régime.

A en croire les informations de presse diffusées à Washington, il se passe guère de semaine sans que l'armée ne se livre à des violences contre les partisans de M. Aristide, notamment dans les quartiers les plus pauvres, à des arrestations, tabassages et tortures de journalistes et à des agressions contre le clergé.

Chassé du pouvoir en septembre 1991, le président Aristide s'est vu reprocher un comportement qui n'était pas inattaquable, non plus en matière de respect des droits de l'homme. Certains de ses partisans ont été accusés d'avoir terrorisé ceux qui s'opposaient à son gouvernement. De l'avis de l'administration américaine, le retour actuel de M. Aristide ne ferait qu'encourager les violences et c'est, d'abord, à créer un climat d'apaisement politique qu'il faut s'attacher. L'ancien président haïtien s'y est lui-même employé. Depuis la Maison

Blanche, il a appelé, mardi, ses partisans dans l'île à la modération et à renoncer à tout projet de représailles contre les auteurs du coup d'Etat.

L'oppression et la misère, accrues du fait de l'embargo, ont poussé des milliers d'Haïtiens à tenter de gagner les côtes de Floride. Durant sa campagne, M. Clinton avait promis d'accueillir plus libéralement ces misérables que l'administration Bush, craignant l'afflux de plusieurs centaines de milliers de personnes, avait décidé de repousser chez eux. Arrivé au pouvoir, M. Clinton s'est rendu aux raisons de son prédécesseur et applique, depuis, la même politique que M. Bush.

Parmi certains des Haïtiens interceptés par les garde-côtes des Etats-Unis et regroupés sur une base de la marine américaine à Guantanamo (Cuba), se trouvent quelques 250 personnes malades du sida. L'administration serait plutôt encline à les laisser venir se soigner aux Etats-Unis mais n'a, cependant, pas osé aller à l'encontre de l'opposition du Congrès dans cette affaire.

ALAIN FRACHON

Libération d'un militaire arrêté il y a quelques jours. - L'armée haïtienne a libéré, mardi 16 mars, le militant Corcelin Williams, arrêté le 11 mars à l'aéroport international de Port-au-Prince alors qu'il s'apprêtait à prendre l'avion à destination de la Floride avec un statut de réfugié politique. Corcelin Williams avait déposé de son poste le 20 mai 1992 et avait été condamné par contumace par une cour mariale en décembre de la même année à deux ans de prison. Washington avait protesté contre son arrestation. - (AFP)

Pas de visa français pour M. Mobutu

Selon des sources informées, à Paris, les autorités françaises ont fait savoir au président Mobutu, qui avait décidé de se rendre les 22 et 23 mars dans sa résidence du cap Martin, près de Nice, qu'il ne lui serait pas accordé de visa pour ce voyage. Interrogé à ce sujet, le ministre français des affaires étrangères a-t-il refusé, mardi 16 mars, à tout commentaire.

Le président zairois avait effectué un séjour privé du 19 au 27 février au cap Martin. Il s'était rendu à plusieurs reprises chez son dentiste à Monaco, des soins dentaires ayant motivé ce déplacement, selon son entourage. La Belgique avait annoncé le 12 février qu'elle refusait désormais tout visa à la famille du président zairois et aux hauts responsables qui lui sont favorables.

(Publicité) LE FRANÇAIS EN RETARD D'UNE FENÊTRE

Sens du confort et de l'économie, en RFA on change trois fois plus de fenêtres que chez nous. Pourtant, Iso-France-Fenêtres pose en une journée, sans aucune dégradation, une fenêtre en bois, en ou PVC. Herméticité totale et gain de lumière grâce à leur procédé exclusif. Garantie décennale. Egalement portes blindées. Agent Vélux, 111, rue La Fayette (10^e). M. Gare-du-Nord et 26, av. Guilhem, à St-Mandé. M. St-Mandé-Tourville. 48.87.18.18. Grenoble. 76.41.17.47. Lyon. 05.05.18.15. Rouen. 05.04.18.18.

Le Monde DES LIVRES

Malgré la crise en Russie

Le président des Etats-Unis affirme que le budget du Pentagone devra être réduit

Le président Bill Clinton a affirmé mardi 16 mars que la lutte pour le pouvoir entre le Parlement russe et le président Boris Eltsine n'empêcherait pas les Etats-Unis de réduire leurs dépenses militaires pour contribuer à la réduction du déficit budgétaire. M. Clinton a semblé ainsi contredire les propos de son secrétaire d'Etat, M. Les Aspin, qui avait déclaré dimanche que les coupes dans le budget du Pentagone pourraient « sans aucun doute » être remises en cause si les réductions de dépenses militaires étaient retardées si l'opposition à M. Eltsine l'emportait à Moscou.

« Il va falloir le réduire », a dit M. Clinton à propos du budget de la défense, en répondant aux questions de la presse avant une rencontre à la Maison Blanche avec les leaders démocrates et républicains du Congrès. « Nous ne pouvons pas atteindre les objectifs en matière de réduction du déficit si nous ne le réduisons pas », a-t-il ajouté. M. Clinton a proposé au Congrès des coupes budgétaires pour le Pentagone de 76 milliards de dollars sur quatre ans et d'environ 120 milliards de dollars sur cinq ans.

A propos des conséquences de l'actuelle crise en Russie, M. Clinton est resté prudent, affirmant qu'elle représentait « peut-être ou peut-être pas une menace supplémentaire pour la sécurité » des Etats-Unis, et répétant que Washington espérait contribuer à « la poursuite de la démocratisation et de la réforme économique » dans ce pays. A leur sortie de la Maison Blanche, après une réunion d'un peu plus d'une heure, le Speaker (président) de la Chambre des représentants, le démocrate Thomas Foley (Etat de Washington), et le chef de file de la majorité démocratique au Sénat, George Mitchell (Maine), ont abondé dans le sens de M. Clinton. - (AFP)

Il n'y aura « probablement pas » de sommet anticipé du G7 sur la Russie

La Maison Blanche a estimé, mardi 16 mars, qu'il n'y aurait sans doute pas de sommet anticipé des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays membres du G7 spécialement consacré à la Russie avant celui de Tokyo, mais qu'une réunion au niveau ministériel était à l'étude.

M. Don Dees Myers, porte-parole de la Maison Blanche, a déclaré que le président Bill Clinton, la semaine dernière lors de la visite de M. Mitterrand à Washington, a déclaré : « Nous étudions étroitement la possibilité d'une réunion quelconque du G7, mais probablement pas des chefs d'Etat ». « Je ne pense pas qu'il y ait beaucoup de discussions de ce sujet en ce moment », a-t-il ajouté, en indiquant que l'idée d'une réunion au niveau ministériel avait été évoquée et était à l'étude.

Quelques heures plus tôt, le ministre japonais des affaires étrangères, M. Michio Watanabe, avait déclaré que le Japon accueillait un sommet extraordinaire avant celui prévu à Tokyo du 7 au 9 juillet. Le secrétaire général du gouvernement nippon, M. Yoshi Kono, avait ensuite annoncé ces propos, en affirmant qu'ils n'engageaient que M. Watanabe et en indiquant que « plusieurs options » avaient été envisagées lors de la réunion des « sherpas » (représentants des chefs d'Etat et de gouvernement du G7) qui a eu lieu le week-end dernier à Hongkong. - (AFP)

Hospitalisation du secrétaire américain à la défense. - M. Les Aspin a été hospitalisé mardi 16 mars à la suite d'une infection des voies respiratoires, a annoncé le Pentagone, qui précise par ailleurs que le secrétaire à la défense va recevoir un stimulateur cardiaque. - (AP)

Forte amende pour des militaires anti-avortement aux Etats-Unis. - Un juge fédéral a condamné, mardi 16 mars, l'organisation anti-avortement Operation Rescue et trois de ses dirigeants à une amende de 282 610 dollars (environ 1,6 million de francs) pour avoir violé l'interdiction qui leur avait été signifiée l'an dernier de bloquer par la force l'entrée des établissements pratiquant l'avortement. - (AP)

Au conseil des ministres

Le gouvernement propose la création d'une caisse de garantie pour les retraites

Le conseil d'Etat mercredi 17 mars a approuvé le projet de loi présenté par M. René Teulade, ministre des affaires sociales et de l'intégration, créant une caisse de garantie des retraites (lire page 16). M. Pierre Bérégovoy, premier ministre, a précisé que ce projet serait déposé sur le bureau du Sénat.

Le conseil a aussi approuvé une lettre rectificative, présentée par M. Marie-Noëlle Lienemann, ministre déléguée au logement et au cadre de vie, au projet en cours de discussion au Sénat sur la protection des locataires et des acheteurs de logements. Cette lettre reprend l'essentiel des dispositions que le ministre délégué au logement avait fait adopter par le Parlement par voie d'amendement à la loi sur la corruption, mais que le Conseil constitutionnel avait annulées car elles n'avaient pas de lien avec le projet en discussion.

Cet avant-dernier conseil des ministres du gouvernement de M. Bérégovoy a aussi approuvé un projet de loi présenté par Mme Catherine Tasca, secrétaire d'Etat à la francophonie et aux relations culturelles extérieures, sur l'emploi de la langue française. Il a adopté deux décrets préparés par M. Paul Quilès, ministre de l'intérieur et de la sécurité publique, créant des postes de préfet délégué pour la sécurité et la défense dans les cinq zones de défense. Le ministre a précisé qu'il n'y aurait pas création d'emplois puisqu'il s'agit, en fait, de

la transformation des cinq postes actuels de préfets délégués pour la police.

Le conseil a entendu une communication de M. Jean-Louis Bianco, ministre de l'équipement, du logement et des transports, sur un projet de charte européenne des services publics et une autre de M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, sur la nécessité d'indemniser les victimes d'accidents thérapeutiques non consécutifs à une faute médicale.

Au cours de son traditionnel tour d'horizon diplomatique, M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, a, selon M. Louis Mermeaux, porte-parole du gouvernement, « rendu hommage au courage du général Marillon qui défend la crédibilité des forces des Nations unies ».

A la demande du président de la République, M. Charles Josselin, secrétaire d'Etat à la mer, a évoqué la situation de la pêche. Il a expliqué que, lors du conseil des ministres européens du 18 mars, la France demandera une extension du système des prix minima à d'autres espèces que celles qui en bénéficient actuellement. Elle demandera aussi un relèvement de 30 % de ces prix minima et une suspension des débarquements de cabillaud des navires russes. M. Mermeaux a affirmé que le premier ministre avait appelé à « une extrême fermeté » dans ce dossier.

Démission d'un chef de parti, insultes à la Chambre...

Une journée ordinaire à Rome

ROME

de notre correspondant

Journée ordinaire à Rome, mardi 16 mars : une démission importante, le troisième d'un chef de parti, celui du secrétaire du Parti démocrate, M. Romano Albrici, a été annoncé par un avis d'ouverture d'enquête judiciaire, mais qui « désire de toute façon passer l'hiver à la mer », ainsi qu'il l'écrit dans sa lettre de démission ; une rafale de confessions inquiétantes, faites après une semaine de prison par l'ex-directeur de l'ENI, M. Gabriele Cagliari, et pouvant mettre en cause son prédécesseur à ce poste, aujourd'hui ministre des finances, M. Franco Reviglio.

Quoi d'autre ? Outre la tranquille assise en pleine ville d'un responsable de l'opposition laïque, qui plus est ancien ambassadeur en Italie, et la confirmation des quatre heures de grève générale pour protester contre la situation économique et le chômage, prévues pour le 2 avril, la fin, à la Chambre des députés, du débat sur « la question morale ».

Ce devait être une nouvelle épreuve de force pour le gouvernement de M. Giuliano Amato, sorti considérablement affaibli de la bataille de la semaine dernière pour trouver une issue « politique » aux affaires de corruption ; ce fut surtout une épreuve pour les nerfs de tous ceux à qui restait encore un minimum de sens du ridicule, voire de sens du respect de certaines institutions. Face à un M. Amato blâsé et délibérément provocateur, lâchant des petites phrases telles que : « si y a la 630 députés, la Chambre pourrait faire l'économie de la moitié », les mages des néo-fascistes du MSI se sont subitement enflammés. Brandissant, qui des menottes, qui des éponges, pour symboliser « le coup d'éponge » tenté, à leurs yeux, par le gouvernement pour

blanchir tous ceux qui sont tombés dans les filets de la justice, les députés ont entonné un concert de « Voleurs ! Voleurs ! Elections ! » qui a duré plus de vingt minutes.

Comme pour en rajouter dans ce chahut de potaches préparé de longue date, un député de la Ligue lombarde, appliqueur zélé des boutades télévisées de mauvais goût du professeur Miglio, « idologue » du mouvement - selon lequel « leynchage est la forme la plus haute de justice » - a même crié très amusant d'exhiber une corde avec un nœud coulant. Résultat : indignation générale, roulement du perturbateur qui s'est « éteint » et donc privé d'intervention pendant sept séances du Parlement.

Conclusion : une fois l'intervention du président du Conseil terminée, les télévisions ont rangé leur matériel, et comme il ne restait plus, somme toute, que les grands principes à débiter en tout petit comité tout le monde s'étant écipé avec les télé) la motion déposée par la majorité a été tranquillement approuvée.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Arrestation du chef présumé de la mafia chinoise de Rome. - La police romaine a arrêté, mardi 16 mars, quatre Chinois accusés d'appartenir à une mafia chinoise spécialisée notamment dans le racket des restaurants chinois de la capitale, l'organisation « Sole Rosso » (soleil rouge), a-t-on annoncé de source policière. Parmi les quatre personnes arrêtées dans le cadre d'une opération de la nouvelle direction des enquêtes antimafia (DIA), figure le chef présumé de Sole Rosso, Zhou Yi Ping. Au total, une quinzaine de Chinois ont été arrêtés au cours des derniers mois à Rome dans le cadre de la même enquête. - (AFP)

Fièvre aphteuse : les exportations de viande et de bétail d'Italie interdites. - La Commission européenne a décidé, mardi 16 mars, d'interdire toutes les exportations de viande et de bétail provenant d'Italie en raison d'une épidémie de fièvre aphteuse dans ce pays. L'interdiction concerne toutes les viandes fraîches ou transformées ainsi que le bétail vivant. - (AFP)

Le gouvernement japonais a annoncé, mardi 16 mars, la prise, la veille, de la localité de Khor-Angar, située à 300 kilomètres au nord de la ville de Djibouti. Le port de Khor-Angar était considéré comme un point d'appui stratégique pour les rebelles du Front pour la restauration de l'unité et la démocratie (FRUD). - (AFP)

Le gouvernement japonais a annoncé, mardi 16 mars, la prise, la veille, de la localité de Khor-Angar, située à 300 kilomètres au nord de la ville de Djibouti. Le port de Khor-Angar était considéré comme un point d'appui stratégique pour les rebelles du Front pour la restauration de l'unité et la démocratie (FRUD). - (AFP)

Demain dans « le Monde »

« Le Monde des livres » :

« Transit A et B », de Michel Butor

Pour une poésie du savoir : le premier feuillet de Pierre Laplace, est consacré à « Transit A et B », de Michel Butor : au moment où s'ouvre à Paris la plus grande librairie de France, le Salon du livre, avec pour thèmes la mémoire et la poésie, nous consacrons une page à la poésie française contemporaine : en France, loin de Paris, un autre « royaume du livre » où est née Martin Van Renterghem : le village capiteux de Montolieu, avec ses 850 habitants et ses quatorze librairies.

محافظ النفل

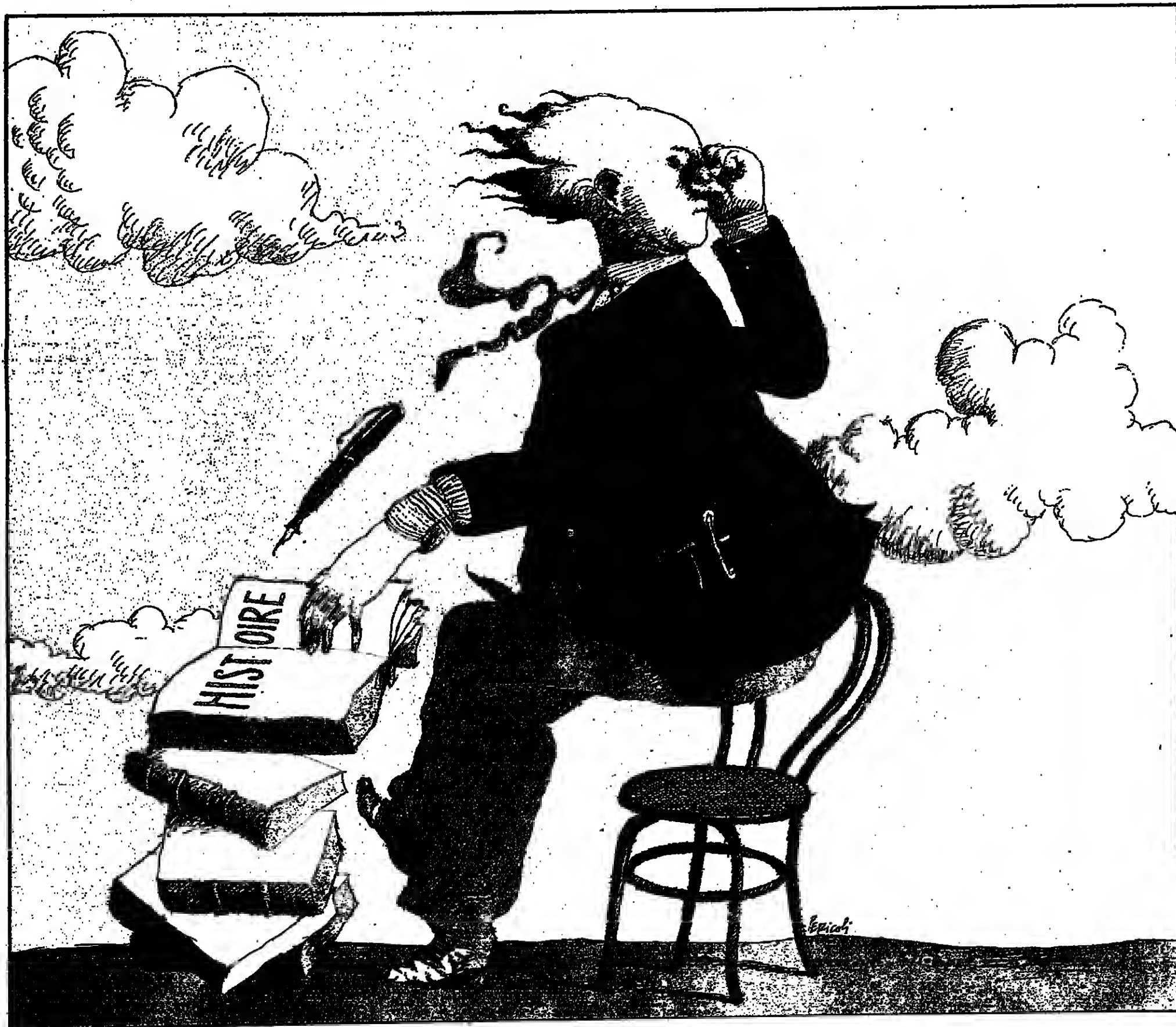
Le Monde

Salon du livre

19

POUR COMPRENDRE L'HISTOIRE

SES NOUVEAUX ENJEUX, SES NOUVEAUX OBJETS, SES
NOUVELLES MÉTHODES □ LES DÉBATS QU'ELLE SUSCITE A
L'ÉTRANGER □ SES RELATIONS AVEC LA SCIENCE, L'ART ET
LA LITTÉRATURE □ SES ÉDITEURS ET LEURS PROJETS □
SON ENSEIGNEMENT, SES ÉCRIVAINS ET LEUR PUBLIC



Dessin de Tullio Pericoli

La déesse Mémoire, page II • La fin des « quinze glorieuses », page III

Retour à l'Antique, page IV • Le religieux consacré, page V

Le temps des doutes, pages VI et VII • Le creuset de l'école, page VIII

Les amateurs de Nîmes, page XIV • Les grands communicateurs, page XIV

POUR
COMPRENDRE



L'HISTOIRE

LA DÉESE MÉMOIRE

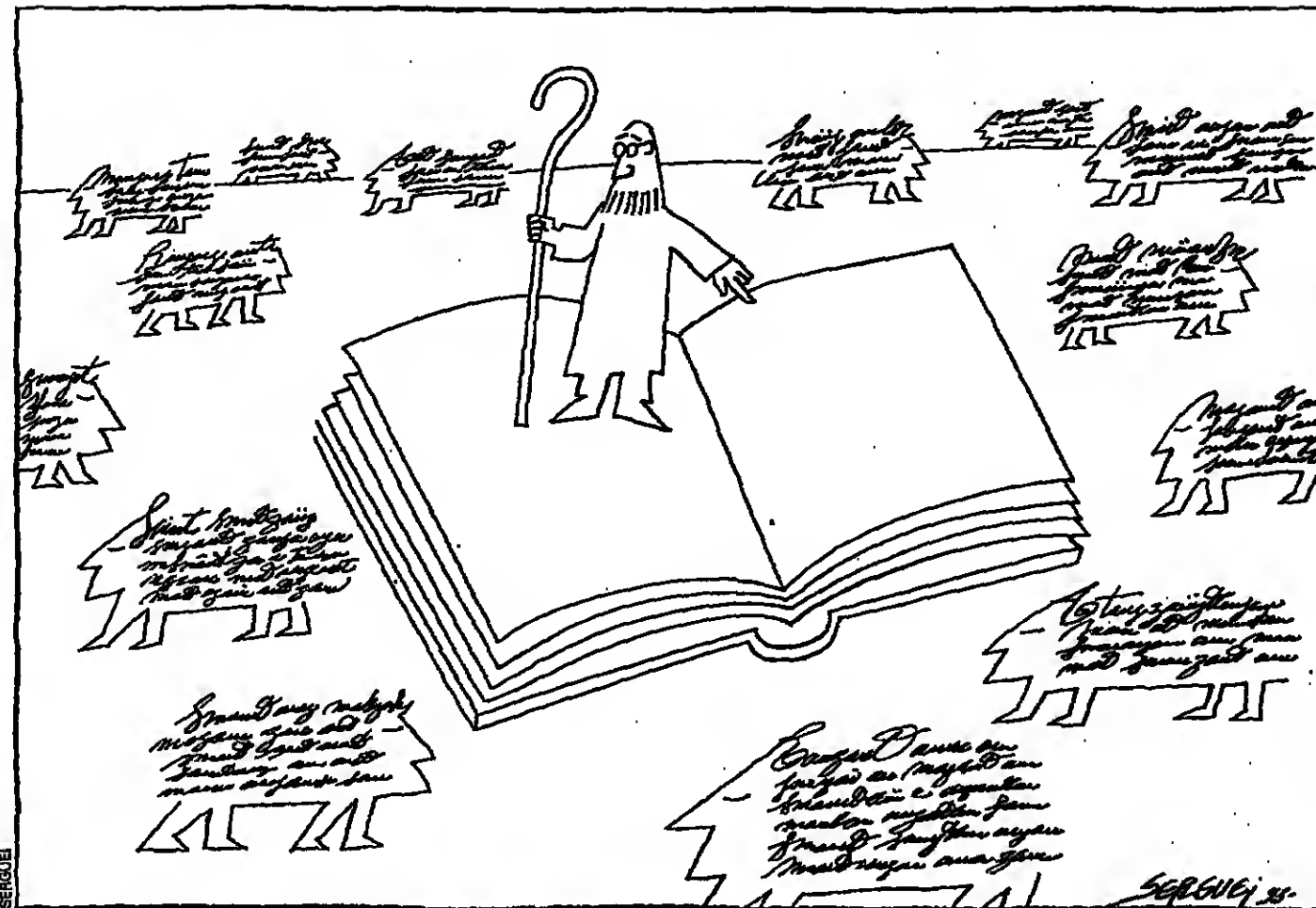
L'ÉPOQUE EST AU PATRIMOINE INLISSABLEMENT REVISITÉ
RAISON DE PLUS POUR QUE L'HISTOIRE-SCIENCE PROPOSE ORDRE ET SENS

Pourquoi y a-t-il tant d'assauts de mémoire et tant de remémorations dans notre société inquiète ? Et pourquoi, en contrepoint, les historiens s'intéressent-ils tant à la mémoire des gens et à celle des peuples ? Cette question, en partie double, hante les librairies depuis près de vingt ans — depuis les débuts de la crise à vrai dire. Elle a nourri quelques best-sellers. Elle vient même d'aider à l'accouchement, sous le fer de Pierre Nora, d'un monument historiographique, *Les Lieux de mémoire*.

A cet engouement, une seule réponse : la mémoire nous dénuée et nous transperce. Elle fait frissonner. Elle excite aussi. Et, qui sait, peut-être aimons-nous que le mémorable nous redonne du tonus en ces temps gris ? Les vieux Grecs, eux, l'avaient déjà senti. N'oublions pas qu'après neuf fornications de la déesse Mnémosyne avec Zeus-le-gaillard ils héritèrent des neuf Muses. Et, parmi elles, de la divine enfant de Mémoire, cette petite Clio qui distrairait les dieux, hantait les poètes et dont le souffle, nous dit Hésiode, caressera toujours les mortels pour leur annoncer « ce qui sera et ce qui fut ».

Il convient pourtant de dénouer l'idylle. Car tout, en fait, oppose l'histoire et la mémoire. L'histoire est une pensée du passé et non une remémoration. Elle a forgé ses propres armes et codifié ses lois. L'his-

Tout, en fait, oppose
Clio et Mnémosyne.
Poser cette
incompatibilité
est un devoir
pour l'historien



torien moderne n'est donc pas un mémorialiste, car il construit et donne à lire une représentation du passé. Il l'écrit et met en prose le temps des héros et des mythes, des sagas fondatrices et des grandes peurs rassembleuses. Il personnalise aussi un collectif informel, il périodise, il s'entête de chronologie, il raille et coupe à merci dans les pages de cette « mémoire longue », vaguement ethnologique, rurale et passablement tribale, dont François Zouaband a naguère si bien fouillé le sable. En bref, son volontarisme critique, son obsession scientifique, qui érige à distance un objet d'étude qu'il modélise à sa guise, détruisent le souvenir-fétiche, déboulent la mémoire de ses espaces naturels.

A l'inverse, cette dernière se nourrit d'un temps dilaté aux limites organiques d'une conscience individuelle ou collective. Elle le

sacralise en refusant toute discontinuité et toute chronologie. Elle se rit des télescopes de la raison et du vécu. Péguy a bien vu, dans *Clio*, ce « dialogue de l'histoire et de l'âme païenne », que « la mémoire et l'histoire forment un angle droit ». A la première revient le soin de remonter le temps en dedans, de rattraper l'arrière, d'invoquer l'héritage. A la seconde, la perpendiculaire, la savante, celui d'inscrire et de scander, de déchiffrer, de bucher, pour mieux comprendre et faire connaître un destin raisonnable.

Poser cette incompatibilité d'humour entre fille et mère, entre Clio et Mnémosyne, est, aujourd'hui comme hier, un devoir pour l'historien. Mais cette exigence méthodologique ne suffit pas à clarifier l'enjeu. Car, dans une société aussi

ancienne et aussi médiatisée que la nôtre, fixant avec perplexité sa propre image, isolée à l'extrême d'un Vieux Continent qui a perdu la maîtrise du monde, la tentation est forte de passer la ligne de démarcation et de jouer sur l'interpendance entre une histoire constitutive de la mémoire nationale depuis Jules Ferry et des mémoires parcellaires qui se veulent courriculaires d'une identité pour les groupes qui les portent ou les réinventent. Dans ce pays où le nombre annuel des touristes étrangers est en train de dépasser celui des indigènes visités, où la crise s'approfondit et bouche l'avenir, on comprend que perdurent de fortes tentations entre une mémoire patrimoniale encensée et un cours de l'histoire désaccoutumé qui ne chante plus les lendemains.

Le constat est banal : notre air du temps porte à la remémoration et à la consommation de masse d'une soupe aux herbes du passé. Et ce flot indistinct de la remémoration tourne le dos, répète-le, à l'histoire construite, portuse de hiérarchies, capable par ses seules forces démonstratives d'établir certaines vérités bonnes à dire, d'élever certaines valeurs qui soutiennent une communauté et, par conséquent, de diffuser des sécurités collectives, sociales et nationales qui sont portuses d'un avenir. Depuis plus de quinze ans, les Français, immobilisés dans la crise, se sont pris à lorgner avec complaisance et attendrissement vers les harmonies supposées d'autan. Souvenez-vous : tout a été présenté à passion, le loisir et le hobby, la carte postale et les fringues de grand-maman, la généalogie d'amateur et les animations campagnardes à la fincille. Le succès de l'Année du patrimoine aidant, dès 1980, douze ans de politique patrimoniale de la Rue de Valois accompagnant ensuite cette excitation sociale, ce fut un appel protéiforme à une mémoire qui enroulait et apaisait, un tourisme et un néotourisme, une animation et un violon d'Ingres, une frénésie du stock et de l'accumulation. Chaque individu, chaque groupe formel ou informel était comptable de son identité, sommé d'être son propre historien.

Cet acharnement a aussitôt traversé la science historique. En 1975, deux best-sellers, *Le Cheval d'argente*, d'Hélène, et *Montaillou village occitan*, de Le Roy Ladurie, puis un succès d'édition, *L'histoire de la France rurale*, publiée au Seuil, signifiant l'ennée en force du récit de vie brut et des nostalgies rurales dans le travail des historiens. S'ensuivit une mêlée assez confuse où cohabitèrent des pépés

déshabillés devant un magnétophone, de savants militants d'une « histoire orale » qui donnerait enfin la parole aux oubliés de l'histoire, des biographes à l'affût, des entités du localisme et de gentils docteurs spécialisés dans les « guerres franco-françaises » les plus mémorables, rejointes bientôt par les grands randonneurs des *Lieux de mémoire* (1).

Ce bucolisme a pris un tour plus grave depuis la fin de la décennie 1980, et l'architecture des derniers tomes des *Lieux de mémoire*, précisément, en porte la trace. Car, après dix bonnes années d'explorations des mémoires en sabots, atomisées, qui cautionnaient un présent immobile qu'envisageant, il y eut passage à des méditations dont la morosité croissait avec l'ap-

préhension de la crise politique, sociale et morale que nous subissons. Il fallut faire ses adieux à la mère Denis veodant des machines à laver pour affronter en mémoire d'autres questions moins accortes, sinon aussi vendables. A savoir, pêle-mêle, la fin des paysans et le massacre de paysans, la perte de substance de régions entières comme la Lorraine sidérurgique ou le Nord minier, le repli sur des certitudes de proximité provinciale, la décomposition des mémoires communistes et gaullistes qui avaient tant aidé à structurer les visions nationales du passé, la déconfiture des espoirs révolutionnaires, quelques millions de nouveaux pauvres en perte d'identité, des immigrés plus voyants mêlés aux enfants troubles des premières vagues nord-africaines installées à demeure par les « trente glorieuses », des banlieues en latence, des poussées de fièvre xénophobe ou antisémite de sinistre mémoire et des scandales qui valent bien ceux du Panama.

Maints progrès
de la discipline
historique
peuvent être lus
comme des répliques
au flot de mémoire

profondissement de la crise politique, sociale et morale que nous subissons. Il fallut faire ses adieux à la mère Denis veodant des machines à laver pour affronter en mémoire d'autres questions moins accortes, sinon aussi vendables.

A savoir, pêle-mêle, la fin des paysans et le massacre de paysans, la perte de substance de régions entières comme la Lorraine sidérurgique ou le Nord minier, le repli sur des certitudes de proximité provinciale, la décomposition des mémoires communistes et gaullistes qui avaient tant aidé à structurer les visions nationales du passé, la déconfiture des espoirs révolutionnaires, quelques millions de nouveaux pauvres en perte d'identité, des immigrés plus voyants mêlés aux enfants troubles des premières vagues nord-africaines installées à demeure par les « trente glorieuses », des banlieues en latence, des poussées de fièvre xénophobe ou antisémite de sinistre mémoire et des scandales qui valent bien ceux du Panama.

Sur cette lie hexagonale déjà très épaisse, l'Europe et le monde bouleversés en 1989 ont déposé toute leur fureur nouvelle. Fin de la guerre froide et grand vide du côté du communisme qui pendant une bonne partie de la planète, retour des nationalismes bellicistes

à l'est, avec d'affreux rendez-vous historiques autour de Sarajevo ; entrée en force des périphéries du Sud et de l'Extrême-Orient sur le marché universel du travail à bas prix et de l'immigration à haute tension qui menacent les pays nantis ; réactions religieuses à dimensions géostratégiques évidentes ; approfondissement d'une crise qui remonte avec la récession des années 30 ; ravages d'une nouvelle peste à allure médiévale, le sida, qui rabaisse les fiertés progressistes que nous entretenions autour de la biologie et de la médecine ; la liste est très longue de ces rudes nouveautés qui rendent l'avenir un peu plus imprévisible, qui font proliférer un présent sans foi ni loi et poussent à convoquer le passé pour conjurer les périls. Dans ce contexte déroulant, souligne Pierre Nora, « le passé n'est plus la garantie de l'avenir ; la est la raison principale de la promotion de la mémoire comme agent dynamique et seule promesse de continuité ».

Cette nouvelle donne a donc balayé, en France, les effets champêtres du premier dépaysement par la mémoire. Nos affrontements spécifiques et déjà anciens autour de la seconde guerre mondiale et du temps de Vichy, réveillés, par le double écho du procès de Barbie et de l'offensive des révisionnistes nant qu'il pût y avoir encore une mémoire d'Auschwitz, ont contribué, sur ces entrefaites, à accroître encore le stock des enjeux mémoriels. Le souvenir de la guerre d'Algérie aussi. Nos commémorations officielles et celle du Bicentenaire de 1789 en tête — si bien orchestrées fussent-elles, d'ont pas eu, pour leur part, tous les effets rassemblés que nos officiels escomptaient. Tant et si bien que toutes ces hautes pressions brutalement accumulées font éclater des orages, que l'état de crise et de doute projette des états de mémoire aux quatre coins de la société.

Dans ce monde malaxé par les médias et fasciné par l'image de lui-même qu'il lui ravissent s'impose, en outre, un temps nouveau, sans durée ni projet, un temps qui ne devient pas, mal étalonné sur l'échelle du passé et de l'avenir : un présent bégayant, dont l'accélération et l'émiettement nient l'origine et la destination. Cette irruption brutale d'un temps discontinu très « fin-de-siècle » a, dès lors, contribué à la fois à démultiplier l'activisme de la mémoire et à hâter la fin d'une vision de l'histoire en continu, partagée et nationalisable. Ce pressentiment d'un hiatus explicite, sans doute, cette fièvre des

groupes sociaux et des individus à stocker du souvenir avant qu'il ne soit trop tard, cette obligation intime qui nous saisis de retrouver promptement des racines. L'écart culturel se creuse entre les générations, les valeurs républicaines sont bafouées, l'école ne joue plus aussi bien qu'avant son rôle de transmission, l'heure est au tout-culturel et à la communication omniforme ; cette conjonction d'impuissances ruine les hiérarchies et brise la perspective : elle délabre les grands thèmes fédérateurs dont nous vivions depuis la III^e République, la nation polie, l'histoire laïcisée, la patrie des droits de l'homme ; elle porte la société à cultiver leur envers, un patrimoine inlassablement revisité, une identité en souffrance, une mémoire désormais seule portuse de sens. Au carrefour de ce présent encombrant et de cet effritement du ciment républicain, Pierre Nora a justement posé et défini ce « moment-mémoire » que nous vivons dans le doute et l'embarras.

Ce moment-là, pourquoi le nier, enchante Clio. Car, ainsi bousculée par la profusion de mémoire, la voici, nous dit encore Pierre Nora, qui vit intensément son « âge historiographique ». Elle plie, certes, bien souvent sous les bourrasques de l'esprit du temps, et la production de livres d'histoire suit parfois de trop près le cycle infini et éternel des commémorations, des anniversaires et des remémorations passées : fallait-il, par exemple, publier autant de livres sur le Bicentenaire de 1789 quand, à l'évidence, une recherche historique neuve n'était pas capable de les nourrir tous ? Les fonds de commerce, assez prospères, sur la seconde guerre mondiale, les crimes de Vichy ou l'épopée gaullienne ne sont pas toujours fournis, eux aussi, en arrivages frais. Et que dire de tant de réflexions hâtives sur les récents bouleversements à l'est ?

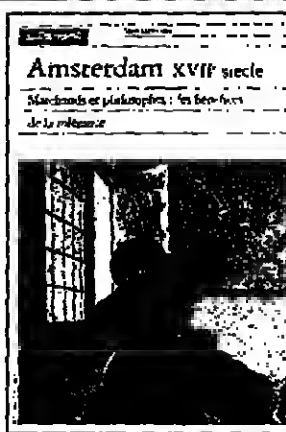
On saura gré pourtant à l'histoire savante de tenter de mieux comprendre ce présent aux effets déstabilisateurs. Aux côtés d'une « histoire immédiate » inventée dans les années 60 par des journalistes, une « histoire du temps présent », plus scientifique, a pris ses marques et marqué des points. Elle a su aussi « surfer » sur la vague de mémoire en réfléchissant activement sur elle-même, sur ses paradigmes et ses méthodes, en mettant notamment en cause quelques bonnes vieilles hiérarchies, apprises chez Braudel et dans les *Annales*, entre la longue durée et le présent, l'économique, le social, le culturel et le politique. Depuis quinze ans, elle a accélééré au répétitif, au massif et à l'immuable des faits rebelles, des chocs traumatisants, des discontinuités et des failles, des individus-rois et des foules sans meneurs. Retour du récit, réhabilitations de l'événement et de l'histoire politique, vagues du genre biographique et de l'histoire culturelle d'un côté, valorisation du court terme et du risque, du contingent et de l'accidentel de l'autre : maints progrès méthodologiques et thématiques récents de la discipline historique peuvent être lus comme des répliques à l'impétuosité du flot de mémoire.

Mieux encore, deux chantiers spécifiques ont été ouverts, qui provoquent la mémoire sur son propre terrain. Le premier tente d'appréhender celle-ci comme un objet d'histoire, passible des mêmes attentions raisonnées, du même esprit critique et du même détachement scientifique que tous les autres objets avec lesquels joue Clio. Du *Syndrôme de Vichy* (2), d'Henry Roussot, aux francs regards lancés par la collection « Mémoires » chez Autrement, la liste est longue des vrais succès pionniers en la matière. Le second chantier a entrepris de revisiter le monument national qui a toujours été l'histoire de France : la profusion de titres depuis dix ans à ce propos, avec, en tête, les grandes réussites d'Hachette ou de Seuil, atteste combien les historiens ont pris l'affaire à cœur. On trouvera la trace multiple de cette double offensive dans ce numéro. On n'oublie pas, au passage, qu'est désormais posé, au confluent de ces deux domaines où l'histoire se régénère, un livre-test, à la fois guide et manuel pour cette recherche historique tour à tour enchantée et provoquée par nos remémorations : *Les Lieux de mémoire*.

Jean-Pierre Rioux

(1) Gallimard, sept volumes
(2) Le Seuil

Collection « Mémoires »



Amsterdam XVII^e siècle.
256 p. 120 F.
Vente en librairie.

Au travers de lieux
symboles saisis
à des périodes clés,
une relecture
contemporaine
de l'histoire des idées
et des sensibilités.

"Une collection magnifique"
Marc Ferro.

23 titres disponibles dont :
Londres 1851-1901
Tolède X^e-XIV^e
Hollywood 1927-1941
Berlin 1919-1933
Salonique 1850-1918
Seville XVI^e siècle
Barcelone 1888-1929
Saigon 1925-1945
Banlieue rouge 1920-1960
Alexandrie III^e s. av. J.-C.
Alexandrie 1860-1960
Venise 1500
Amsterdam XVII^e siècle

autrement

كتاب التاريخ

POUR
COMPRENDRE



L'HISTOIRE

LA FIN DES « QUINZE GLORIEUSES »

LES ANNÉES 70 FURENT, POUR LES ÉDITEURS, CELLES D'UNE DIVINE SURPRISE : LA « NOUVELLE HISTOIRE » RENCONTRAIT LE GRAND PUBLIC. UNE VICTOIRE À LA PYRRHUS ?



Sur les 850 entreprises d'édition ayant publié au moins un livre en 1991, plus du quart inscrivent l'histoire parmi leurs spécialités. Encore ces statistiques du Syndicat national de l'édition ne tiennent-elles pas compte des nombreux éditeurs occasionnels particulièrement actifs dans le domaine de l'histoire locale et régionale.

Le goût des Français pour l'histoire n'est plus à démontrer. Il fait même partie de nos caractéristiques nationales les plus singulières. Il se combine activement avec un exercice passionné de la mémoire. Imagine-t-on d'autres peuples sensés, capables de s'enflammer et de polémiquer, deux siècles plus tard, pour savoir s'il fallait ou non exécuter le roi en 1793 ? Existe-t-il un autre pays dans lequel un vieux manuel d'histoire scolaire, le Mal et Isaac, est réédité en collection de poche et se vend, chaque année, à des dizaines de milliers d'exemplaires ?

Cette passion une fois reconnue, il est pourtant bien difficile de lui donner une forme et des caractères un peu précis. Omniprésente dans l'édition, l'histoire est également insaisissable. De quoi un éditeur parle-t-il exactement lorsqu'il affirme éditer des ouvrages d'histoire ? Si l'on admet une définition simple - l'histoire est la reconstruction problématique, incomplète, critique et relative de ce qui n'est plus - on sent bien comment se constitue, dans le champ de ce qui se publie, une vaste pieuvre aux contours incertains qui lance ses pseudopodes vers tous les domaines du savoir.

Un exemple de cette difficulté. Le Syndicat national de l'édition publie, chaque année, un état statistique du livre. On y apprend, pour 1991, que l'histoire et la géographie - non séparées - représentent 4,2 % du chiffre d'affaires global de l'activité éditoriale, ce qui est assez modeste. Mais on ne sait pas quelle part représente l'histoire dans les autres secteurs. Parmi les livres pour la jeunesse, les scolaires, l'art, les encyclopédies et dictionnaires, les sciences et la médecine, les sciences humaines, et même dans la vaste catégorie de la littérature dite générale, dans laquelle on situe des « documents » qui sont, pour une bonne part, des morceaux d'histoire - pour ce rien dire de l'histoire littéraire et des biographies.

Ce grand flou ne résulte pas d'une déficience des classificateurs et des statisticiens. Il relève, une série de débats - nous en esquissons quelques-uns dans ce supplément - sur le statut même du savoir historique, débats dans lesquels s'affrontent les historiens eux-mêmes, mais aussi les spécia-

listes des disciplines voisines - esthéticiens, philosophes, sociologues, anthropologues, sémiologues, par exemple - les éditeurs, les auteurs, le public.

Les problèmes se compliquent encore du fait que l'histoire est aussi - et surtout, affirment même des historiens sérieux - une activité littéraire. Ecriture de l'histoire, quel que soit le niveau d'abstraction auquel on se place, c'est toujours raconter des histoires. De ce point de vue, le succès de ce qu'on a appelé « la nouvelle histoire » est exemplaire. Voilà un mouvement savant, voire érudit, celui de la revue *Annales*, qui naît, en 1929, de la conjonction d'une amitié entre deux hommes, Bloch et Febvre, d'un milieu intellectuel favorable, l'uni-

Tous genres
historiques confondus,
on a publié, en 1992,
2 946 ouvrages nouveaux,
soit le huitième
de la production totale

versité de Strasbourg, et d'un soutien éditorial, celui d'Armand Colin. La revue, au contenu scientifique fort et à la portée internationale, accroit son audience nationale et internationale pendant trente ans d'une vie mouvementée, constituant autour d'elle, tant par son rayonnement intellectuel que par les positions de pouvoir qu'occupent ses animateurs successifs dans les institutions universitaires et scientifiques, une véritable école historique. Cette réussite institutionnelle demeure pourtant ignorée ou presque du public cultivé des non-spécialistes jusqu'à la publication, en 1975, d'un gros ouvrage d'Emmanuel Le Roy Ladurie, *Montaillou, village occitan, de 1294 à 1324* (1), qui devient un énorme succès de librairie : 130 000 exemplaires vendus en deux ans. Grâce à l'art du récit et aux vertus d'un style simple et attrayant, Le Roy Ladurie, et avec lui, une pléiade de savants-écrivains, font la démonstration que l'histoire des hommes ordinaires est aussi passionnante que celle des rois, que l'histoire des manières de table est plus séduisante que celle des batailles, que le lot mouvement des mentalités, des cultures et des structures sociales est plus fascinant que la succession des débats parlementaires ou des manœuvres diplomatiques.

L'existence des historiens-écrivains est, certes, aussi vieille que la

littérature, et Michelet, Lavisse ou Renan avaient déjà montré qu'on peut attirer un large public sans rien céder aux rigueurs du métier d'historien. Mais la médiatisation de notre société a offert à la « nouvelle histoire » un retentissement public quantitativement inédit qui a modifié l'impact qualitatif. La frontière entre histoire savante et histoire « mondaine », jusqu'alors solidement établie, a volé en éclats.

Divine surprise pour les éditeurs. Pour ceux qui, depuis des années, vendaient quelques centaines d'exemplaires chaque année d'ouvrages qualifiés d'« avant-garde », désormais voués au succès : Armand Colin, éditeur de Bloch, de Febvre et de Braudel ; Pierre Nora chez Gallimard, dont la « Bibliothèque des histoires » a été créée en 1971 ; Paul Chalus, secrétaire général du Centre international de synthèse, qui rééditait, chez Albin Michel, les titres de la collection « L'évolution de l'humanité », dirigée par Henri Berr depuis 1920. Divine surprise pour les nouveaux venus aussi, qui voyaient s'ouvrir devant eux un énorme potentiel d'ouvrages issus des recherches menées sur les nouveaux chantiers qu'ouvrait une histoire en pleine ébullition. Tous les éditeurs importants ouvrent alors des collections historiques ; les presses universitaires trouvent un nouveau souffle grâce à leur proximité des lieux de production de la matière première.

Aujourd'hui, cette effervescence est un souvenir. Si le nombre de titres publiés en histoire demeure constant, si quelques nouveaux éditeurs de bonne qualité - Kimé, Ophrys, le Cerf, Autrement, Karthala, par exemple, ou, un moment, Rivages et Critérium - sont venus s'ajouter à une liste bien fournie, si l'on s'est utilement ouvert à l'histoire qui se fait hors de nos frontières, l'édition d'histoire ne résiste pas à l'érosion des tirages et aux retombées générales

des thèses rapidement rafistolées pour les besoins de l'édition ; souvent fades, répétitives. Des centaines de gros ouvrages ont été publiés qui auraient mérité les trente ou quarante feuilles d'un article de revue. D'autres, scientifiquement plus excitants, auraient gagné à la collaboration d'une plume plus légère et plus vive. Les lecteurs ont été trop souvent déçus pour ne pas éprouver le besoin de lectures plus digests.

Personne ne souhaite le retour à la vieille frontière infranchissable entre livres savants et livres d'bonne culture, mais on aimerait que des balises existent pour guider les choix. Or, la plupart des éditeurs pratiquent le mélange des genres. Un travail de recherche très spécialisé voisine, dans la même collection, avec une biographie aimable, un manuel pour érudits de troisième cycle se présente sous le même label qu'un essai élégant pour amateurs pressés. Sans compter le retour, sous des masques modernes, de la vieille, de l'indéracinable histoire-écrit, qui a simplement changé les figures de son répertoire anecdotique. Hier Louis XVII, le duc d'Enghien et Anastasia ; aujourd'hui les notables, la prostitution et la fin du communisme.

On a publié, en 1992, tous genres historiques confondus, 2 946 ouvrages nouveaux ou passés en édition de poche, soit le huitième, en nombre de titres, de la production totale. Un tiers de plus que les romans (2005). Le tirage moyen des romans atteint 14 000 exemplaires, celui des livres d'histoire 4 500. On constate, de plus, un vieillissement sensible du lectorat et une importance décroissante des « forts lecteurs ».

Pour le livre d'histoire, après les « quinze glorieuses » inaugurées en 1975, l'heure est venue d'une réflexion, parallèle à celle que mènent les historiens, eux-mêmes confrontés à la crise de l'« école historique française ».

Pierre Lepape

(1) Gallimard, « Bibliothèque des histoires ».

ARMAND COLIN

Un public d'universitaires

Lorsqu'il crée sa maison, au début de la III^e République, l'éditeur Armand Colin avait une devise : « *Le livre sans soin, le livre de rien* ». Est-ce cette exigence de qualité qui lui valut de publier, plus tard, des auteurs comme Marc Bloch, Lucien Febvre, Fernand Braudel ou Georges Duby ? Dès l'entre-deux-guerres, les éditions Armand Colin - qui distribuent toujours, depuis sa création en 1929, la célèbre revue des *Annales* - s'étaient constituées, en tout cas, un important fonds historique.

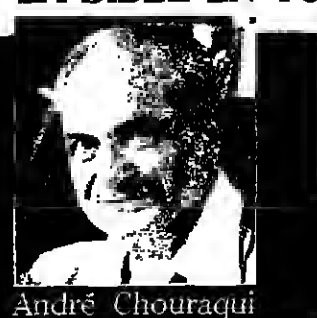
« C'est une histoire savante, érudite, qui forme, encore aujourd'hui, le noyau dur de notre production », explique Michel Morcrette, arrivé en 1988, un an après le rachat de Colin par Masson, pour diriger les collections d'histoire. Nous n'avons jamais fait de vulgarisation et le public que nous visons d'abord est celui des universitaires. » C'est par des mailings très « ciblés » qu'Armand Colin informe les professeurs des nouveautés parues dans ses collections « *Cursus* », « *U* » et « *Références* ». « Nos ventes moyennes n'excèdent guère mille à mille cinq cents exemplaires par an. Mais, à la différence d'autres éditeurs qui vendent vingt mille exemplaires

puis plus rien, nous sommes, nous, des coursiers de fond. » Au palmarès des best-sellers, on trouve ainsi des titres anciens qui « marchent régulièrement », comme *le Moyen Âge*, de Robert Fossier, et, surtout, *la Méditerranée*, de Fernand Braudel, qui, dédié sous de multiples formes, a déjà dépassé cinquante mille exemplaires.

Michel Morcrette, pourtant, ne cache pas son désir d'élargir ce public. Ainsi, en 1990 - et grâce à la puissance financière de Masson qui a permis de doubler la production en quatre ans - une nouvelle collection est née, « *Histoires* ». « Son objectif est double, précise Michel Morcrette. Tantôt retrouver l'actualité en profondeur, en raisonnant sur la longue durée, tantôt revisiter des faits apparemment connus à partir d'approches nouvelles. » Certains titres laissent songeur, comme *la Nuit des Longs Couteaux, histoire d'une linox ou l'histoire inhumaine, massacres et génocides des origines à nos jours*. Mais tout en reconnaissant qu'il a souhaité faire « quelques ouvrages d'audience plus large pour accroître ses ventes », Michel Morcrette se défend de vouloir rompre avec la tradition sérieuse de sa maison. Il prépare, par ailleurs, une collection de biographies centrées, dit-il, sur des « tranches de vie », dont les deux premiers titres, *Kennedy* et *Démocratie*, paraîtront à l'automne.

Fl. N.

LA BIBLE EN TOUS SES ORIENTS



André Chouraqui

Clartès

Une grandiose
aventure de l'esprit.
A. Malraux



TRADUCTION DÉFINITIVE, COMMENTAIRES INTÉGRAUX

LIVRES D'HISTOIRE
ACHAT-VENTE
LIBRAIRIE
PAGES D'HISTOIRE
8, rue Bréa, 75006 PARIS
Tél. : (1) 43-54-43-61
CATALOGUE MENSUELS
Service recherche de livres d'histoire épuisés

POUR
COMPRENDRE

L'HISTOIRE

RETOUR A L'ANTIQUE

THUCYDIDE « FAIT » DIX MILLE EXEMPLAIRES, SÈNEQUE QUINZE MILLE...
LES LECTEURS PLÉBISCITERAIENT-ILS LES CLASSIQUES ?

Epanouissement ou décadence ? Naufrage des lettres nageuses classiques, c'est-à-dire étudiées en classe, au nouvel essor de l'Antiquité ? Faut-il s'alarmer ou se réjouir ? L'un et l'autre, si l'on écoute les éditeurs, aujourd'hui plus nombreux pour une production plus diverse, qui publient des livres sur l'Antiquité à l'intention du grand public. Leurs commentaires se recoupent étrangement.

Succès, d'abord, des traductions. Souvenons-nous. Dans une autre civilisation, c'est-à-dire il y a trente ans, régnait la « Collection des Universités de France », alias Budé. Les élèves paresseux allaient y copier leurs versions et parfois des contre-sens. Garnier, qui avait eu sur son catalogue des noms bizarres et des œuvres précieuses (Macrobe, Justin), s'était étiolé. L'horizon paraissait calme. Budé complétait son catalogue avec une peu sage lenteur.

Aujourd'hui, c'est la fébrilité. Garnier, devenu GF (Garnier-Flammarion), a repris vie... mais n'a pas retrouvé ses titres rares. Jamais en France il n'y eut autant de Sappho (de papier) disponibles en même temps et l'« ode d'elles (Arle) » s'intitule même le *Désir*. Œuvres complètes, paradoxe pour une dame dont il reste un seul poème entier. Mais les célébrités mutilées (Héraclite...) eurent toujours un certain chic. Plus surprenant, la jolie collection « La Rome à livres » (Belles Lettres) a largement diffusé des inconnus comme Héroïde, qui raconte les règnes ébouriffants des successeurs de Marc Aurèle, ou Césaire, qui décrit les merveilles de l'Inde et de la Perse. En « Bouquins » (Laffont), Thucydide, « père » de l'histoire contemporaine, s'est envolé, dans une publication soignée : près de dix mille exemplaires vendus depuis octobre 1990.

Que recherche-t-on dans ces livres ? Pour Catherine Guillebaud (Arle), la réponse est claire : des textes positifs, porteurs d'une morale équilibrée, ouverte, le grand succès de cet éditeur étant un choix des *Letres à Lucilius*, de Sénèque,

publié sous le titre *Apprendre à vivre* (plus de quinze mille exemplaires). « Bouquins ». À son tour, nous proposerons, le 26 mars, un gros Sénèque dont la présentation par Paul Veyne ne passera pas inaperçue. Mais le plus étonnant, car il ne ravive nulle notoriété ancienne, reste le triomphe du *Gilgamesh*, traduit par Jean Bottéro (Gallimard). Chez le même éditeur, « la Pléiade » se réjouit de son Tacite et projette un Xénophon. Et ailleurs, La Différence n'hésite pas à proposer de grands textes en édition bilingue : le

Que recherche-t-on dans ces livres ? Des textes positifs, porteurs d'une morale équilibrée, ouverte.

grec dans son alphabet ne fait plus peur. *Les Oracles de Delphes* ou *l'Anthologie*, ce grec et en français, se glissent au fond de nos poches. Quant à la collection « Budé », forte de six cent cinquante volumes, s'accroissant de quatorze par an, commentait d'ailleurs les textes, elle accroît ses ventes, mais en direction de l'étranger. Jusqu'en Australie, il n'est pas de bibliothèque universitaire littéraire qui s'en passe.

Chez nous, le retour aux textes fondateurs s'accompagne, ici et là, d'un fléchissement des monographies et des ouvrages de sciences humaines, qui n'est peut-être pas propre à l'Antiquité. Aux PUF, la « Nouvelle Clio » se porte bien : partie de



l'Université, elle conquiert le public des « bonnes gens ». Mais, dans une collection qui fait plutôt le chemin inverse, Denis Maraval, menant chez Fayard une politique volontaire attachée à l'histoire ancienne, constate qu'il n'a pas trouvé pour l'Antiquité l'équivalent d'un *Kendall* (Louis XI) ou d'un *Bluche* (Louis XIV). Michel Desgranges, le patron des Belles Lettres, partage cette opinion. A La Découverte, un remarquable recueil, *La Cité grecque*, n'enregistre pas, en

trois mois, un succès significatif : le destin de ce genre de livres dépend largement des prescriptions universitaires.

Plus que des biographies, le public recherche, dans ce domaine, des synthèses. Avec *les Éléments d'Alexandre*, Denis Maraval lui en propose une, pour la rentrée, sur la littérature grecque postclassique, sous la plume de Jean Sirinelli. Il faut rendre un patrimoine à nouveau accessible, entend-on de divers côtés, et l'heure est aux œuvres amples. Ce qu'a compris « Bou-

quins », avec ses Mammisen, Gibbon, Rostovtzeff. Quarante mille exemplaires pour Gibbon : un succès à la taille du monument. Aux PUF, Michel Prigent se félicite d'avoir réimprimé *l'Histoire grecque* de Gintz. Les lecteurs y trouvent un tableau détaillé et complet, une vision unifiée qui n'est pour l'instant dans aucun autre livre. Et le même éditeur annonce avoir signé des contrats jusqu'en 2002 pour « reconstituer les grands fonds ».

Dans ces perspectives abyssales, place revient de droit aux dictionnaires. Les PUF ouvrent le chantier d'un *Dictionnaire de l'Antiquité* et la réussite du *Dictionnaire encyclopédique du christianisme ancien*, au Cerf, confirme qu'il y a là une attente. Il est vrai que, depuis vingt-cinq ans, l'éducation nationale a tordu le cou, avec dévotion, à l'étude de l'Antiquité.

Quelle que soit la période, l'archéologie maintient ses positions. Plus du mystère, enfantine volupté de la terre grattée, applat des trésors enfouis... Chez Gallimard, la collection « Découvertes », a consacré à l'Antiquité méditerranéenne et européenne plus de titres qu'à aucune autre région. Et, note Elisabeth de Farcy, directrice de la collection, l'archéologie s'est révélée la série la plus populaire de « Découvertes », devant la peinture. Le succès des *Etrusques*, de Jean-Paul Thallier, ne surprend pas ; *Cléopâtre*, *Carthage*, que l'on nous annonce, sont des valeurs sûres et le *Cnossos* attendu pour avril devrait enfin répandre sur le plus prestigieux des sites crétois minocens un éclairage raisonnable. La nouvelle série de l'« Univers des formes » a

ouvert son musée imaginaire par les périodes les plus reculées de l'Europe, que viendra couronner, cet automne, un volume sur les Scythes, dû à Véronique Schiltz. Le vent des steppes siffle à nos portes. Arts de l'objet, qui acquiert souvent une dimension et une force monumentales, résolument en marge du monde classique.

A l'intérieur de celui-ci, on ne saurait se passer des textes, ce qu'ont fort bien compris la plupart des volumes de la collection « Civilisations U », chez Armand Colin. *Les Juifs d'Égypte*, grâce à la plume et à la science de Joseph Mélèze-Modzelewski, remportent un succès que les *Athéniens* partageront, souhaitons-le, avec les *Palmyréniens*. Ernest Will, nourri par une longue familiarité avec le site, y a magistralement fait revivre « le monde des caravanes » entre Golfe et Méditerranée, dont Palmyre, « la Venise des sables », fut un temps la capitale et reste le témoin grandiose.

La science de l'Antiquité a ses monstres sacrés. Ils se révèlent souvent sur le tard : Jean Bottéro accède enfin à ce panthéon

Le public a ses auteurs. Il a aussi ses thèmes. Parlez-lui religions.

médiasique qui l'avaient précédé Pierre Grimal et Jacqueline de Romilly (*Pourquoi la Grèce*, de Fallois). À côté d'eux, se range Jean-Pierre Vernant, l'homme à la fois amical et savant qui lui fut rendu au début de l'année en Sorbonne confirme le succès de ses livres, inlassablement repris en éditions de poche, avec les recueils de Pierre Vidal-Naquet, Marcel Detienne, Nicole Loraux...

Le public a ses auteurs. Il a aussi ses thèmes. Parlez-lui religions. Les autres, bien sûr, que l'on ne peut étudier, islam compris, sans leurs références antiques. Fuis celles d'a-côté. Le Cerf a publié une excellente étude sur *Bardesane d'Édesse*. La première philosophie s'écrit par Javier Teixidor (« Patri-moines »). Les religions mortes ensuite, cultes à mystères, herméisme, gnoses... Parmi les auteurs grecs, les combats originaux d'Hésiode font recette. Les Belles Lettres inaugurent une collection « Aux sources de la tradition » avec les *Mystères de l'Égypte*, les *Oracles chaldaïques*, les fragments orphiques. Les amateurs de révélations auront de quoi rêver. Le Cerf leur ouvrira déjà une porte avec les *Sources gnostiques et manichéennes*, de Michel Tardieu, et « la Pléiade » a rassemblé les *Écrits intertextuels*, « la troisième Bible ».

Certes, l'Antiquité peut vandre ses couleurs à la pornographie ambiante, et elle ne manque pas de naïvetés blêmes ou bennissantes, mais elle propose aussi des références littéraires et morales classiques. « *Beau comme l'Antique* », s'exclame l'universitaire Jacques Gaillard dans un pamphlet réussi (*Actes Sod*). Ne seraient-ce pas ces valeurs, dont tous peuvent s'imprégner sans se renier, que cherche à retrouver une partie du public ?

Pierre Chuvp

Qui êtes-vous, DARCANGES ?

C'est à FRANCE-CULTURE que Guy Svarès posait la question à l'auteur lors de la sortie du premier tome de ses « PARADIS PERDUS ».

Aujourd'hui, nombre de critiques et critiques « éclairés », tant hexagonaux qu'étrangers, pensent qu'il s'agit de : « l'un des plus grands romanciers français vivants » ; « Un nouveau Proust » ? (Olivier Jensen) ; « Un conteur-roi, un écrivain comme on n'en fait plus. » (Pierre Lancel) ; « Un grand prosateur dans la tradition des mémorialistes français. » « Extraordinaire plongée dans le monde de l'enfer » (Jacques de Riccaumont). C'est, en fait, un grand classique hors des modes et du temps. Darcanges considère l'éphémère comme un mépris de l'Art. Avec son prodigieux vocabulaire, cet auteur utilise toutes les ressources tant verbales que musicales d'une magistrale langue écrite et non parlée comme il est de bon ton de le prôner aujourd'hui, ce qui la détruit. Il faut, pour lire, acte individuel et silencieux, un imaginaire personnel et créatif, autonome des clichés du langage courant ou des images audio-visuelles imposées à des masses passives.

En lisant Darcanges, on redécouvre les richesses infinies de notre belle langue, aujourd'hui abâtardie et simplifiée pour augmenter les tirages et les ventes. Derrière lui, cet auteur a déjà tout une œuvre : (Non des livres : une œuvre)

2 recueils de Poèmes :
2 Essais. (Dont récemment paru, « Contre le chômage, l'Écologie ou le Pouvoir ». (Ed. de l'Orme). et 6 volumes déjà publiés de son Mémorial, (il dit « mes Mémoires d'outre-Tombe ») : « Les Paradis Perdus ». Le dernier de ces ouvrages est « Les Grandes Fêtes d'Août » (Ed. de l'Orme). En avril prochain paraîtra le septième : « La Rentrée des Classes ».

MICROMEGAS

Les Éditions de l'Orme

SALON DU LIVRE : 17 - 22 mars 1993 - Stand **distique** E 78

AUBIER Une nouvelle collection

« Dans le catalogue des éditions Aubier, l'histoire était ce qu'il y avait de plus vivace, de plus continu, de plus riche », remarque Louis Audibert, directeur d'Aubier depuis 1990 et dont l'une des priorités est de reconnaître, dans cette maison devenue une filiale de Flammarion, les publications historiques du groupe. Si Flammarion continue à accueillir les documents historiques, les dictionnaires critiques et la collection de poche « Champs », l'histoire au sens traditionnel retrouve sa place légitime chez Aubier : une maison dont le catalogue ne cesse de s'ouvrir, depuis soixante-dix ans, aux ouvrages du plus haut niveau et où l'histoire se trouve stimulée par le rayonnement des autres domaines, littéraire (bilingue) et philosophique.

Au rythme de six ou sept titres par an, l'histoire se développe à travers deux collections : l'une, déjà prestigieuse, fondée, dans les années 50, par Fernand Aubier sous la férule de Paul Lemerle, et dirigée aujourd'hui par deux historiens universitaires, Alain Corbin et Jean-Claude Schmitt ; l'autre, « l'histoire », que Louis Audibert vient de créer, constituée d'ouvrages de livres commandés en fonction de questions qui demandent à être éclairées par une recherche historique : l'éditeur se montre particulièrement fier du livre de Marc Lazar sur les partis communistes italiens, *Maisons rouges*, et de celui de Bernard Vincent, 1492, l'année

admirable, qui fut un des meilleurs succès de l'édition (10 000 exemplaires).

Fidèle à l'esprit Aubier, exigeant et rigoureux sans être exclusif, Louis Audibert reste soucieux de maintenir vivant (par des réimpression, des rééditions ou des publications en poche) le fonds remarquable de cette maison d'édition. Selon ses termes, « la collection historique avait elle-même une histoire passionnante », depuis le livre-culte de Georges Duby, *l'Économie rurale et la Vie des campagnes dans l'Occident médiéval* (aujourd'hui en « Champs »), jusqu'aux ouvrages de Richey, de Ferro et de Corbin, en passant par les célèbres *Droites en France*, de René Rémond : un succès intarissable depuis sa première parution en 1968 (plus de 1 000 exemplaires par an), au point que l'éditeur juge encore inutile son passage en poche. Certains livres en voie d'épuisement chez Flammarion, comme le *Fromage et les Vers*, de Carlo Ginzburg, réapparaîtront sous le label Aubier.

La nouvelle collection « l'histoire » devrait contribuer à réajuster certaines approches, et à toucher davantage un public non spécialiste de « gens cultivés qui s'intéressent à l'histoire » : c'est ce que Louis Audibert attend notamment d'un prochain ouvrage à paraître, *le Vol des reliques*, de Patrick Gery, sur l'extraordinaire commerce des reliques au Moyen Âge et les questions morales et théologiques qu'il engendre. Fernand Aubier et Paul Lemerle, fondateurs de la collection historique d'Aubier, se réjouiraient de voir ainsi renaitre la tradition qu'ils avaient inaugurée.

M. V. R.

LA
BIBLIOTHÈQUE DE
HISTOIRE
Librairie spécialisée
Neuf - Occasion
Catalogues bimensuels
24, rue des Ecoles
75005 Paris
Tél. (1) 46.34.03.36
Ouvert le lundi de 14 à 19 h
mardi au samedi de 9 à 19 h

مكتبة التاريخ

POUR
COMPRENDRE



L'HISTOIRE

Le Monde • Jeudi 18 mars 1993 V

19

QUE

En 1983, l'ouvrage collectif du Groupe de la Bible, *Pratiques de la confession des Pères du désert à Vatican II*, ouvrait la collection « Histoire » aux éditions du Cerf. Il sonnait comme le manifeste d'une histoire religieuse laïque, respectueuse de son objet, mais sans complaisance. La collection compte aujourd'hui quarante-cinq volumes, thèses ou recueils d'articles, à la pointe de la recherche. Bieo des secteurs de l'historiographie envient aux historiens « du religieux » cette collection unique dans le paysage éditorial.

En 1984 comme ça, chez Beauchesne, la publication de la *Bible de tous les temps*, dont les huit volumes, réunissant 200 collaborateurs, allaient paraître en cinq ans. En 1989, le lecteur français disposait donc d'une histoire de la Bible, de ses lectures et de ses usages, depuis le monde grec ancien jusqu'à nos jours.

Ces deux entreprises illustrent assez bien les aspects de l'édition en histoire religieuse aujourd'hui. Il y a, d'une part, des travaux de recherche, généralement universitaires, qui trouvent un public grâce à un courageux éditeur; d'autre part, de grandes entreprises éditoriales, souvent internationales et d'excellente qualité scientifique, réunissant aussi des universitaires sous la direction de l'un d'eux, plus entreprenant et plus dynamique. Il ne faut pas à l'éditeur moins de courage pour les prendre en charge.

Le panorama de la collection « Cerf-Histoire » est impressionnant. Là sont parues les grandes thèses d'histoire moderne et contemporaine de Claude Langlois (*Le Catholicisme au féminin*), de Philippe Boutry (*Prêtres et paroisses au pays du Caire d'Als*) et de Nicole Lemaître (*Le Rouergue flamboyant*); une série de recherches sur le discours religieux et la prédication: le *Système narratif* de Jacques de Voragine, d'Alain Boureau, le *Métier de prédicateur à la fin du Moyen Âge*, d'Hervé Martin, l'*Eloquence de la chaire*, de Vittorio Coletti, et les *Péchés de la langue*, de Carla Casagrande et Silvana Vecchio, ces deux derniers traduits de l'italien; ou encore des recherches sur l'art sacré avec *Dieu dans l'art*, de François Boespflug, les *Chartrains et l'art*, de Daniel Le Biviec, l'*Éucharistie chez les primitifs italiens*, de Dominique Rigaux, *Réforme grégorienne et iconographie*, d'Hélène Toubert.

Dans un registre plus classique, on trouve, parmi ces livres, de grandes études d'histoire du droit: celle de Jean Gaudemet sur le *Marriage en Occident*, d'Odette Pontal sur les *Conciles mérovingiens* et de Klaus Schatz sur la *Primauté du pape* (traduit de l'allemand); à la limite du droit et de l'anthropologie, les ouvrages de

Les ouvrages
se caractérisent
par un grand
éclectisme
méthodologique
qui s'est révélé
très fécond

Louis Trichet sur le *Costume du clergé et la tonsure*; plus proche de l'anthropologie enfin, le livre pionnier de Peter Brown, le *Culte des saints* (dont la traduction de l'anglais a longtemps été attendue en France), l'*Homme et le Miracle*, de Pierre-André Sigal, et l'*Impossible sainteté*, de Jacques Dalarun.

On ne peut pas tout citer, mais on voit bien se dessiner les grandes orientations concurrentes de l'histoire religieuse aujourd'hui. Une orientation sociologique, d'une part, qui marque surtout l'histoire contemporaine, dans le prolongement des travaux de Gabriel Le Bras. Elle s'est considérablement enrichie en prenant en charge l'histoire intellectuelle, l'histoire des doctrines aussi, mais moins pour elles-mêmes que pour la façon dont elles ont été reçues. Une orientation anthropologique, d'autre part: elle a marqué surtout les médiévistes et elle est en train de se muer en histoire culturelle. L'une et l'autre ont intégré le document figuré et l'iconographie.



LES HISTORIENS « DU RELIGIEUX » ONT DÉSORMAIS ASSIS LEUR LÉGITIMITÉ

appelant une approche renouvelée de l'histoire de l'art.

Encore faudrait-il se garder de rattacher trop étroitement ces livres d'histoire religieuse à tel ou tel champ épistémologique. Ils se caractérisent, en général, par un grand éclectisme méthodologique qui se révèle avoir été fécond, comme d'ailleurs le concept mal défini d'histoire religieuse. On a pu croire il y a une dizaine d'années, que cette histoire, fascinée un temps par la « religion populaire », allait se dissoudre dans l'histoire des mentalités: c'est, en fait, cette dernière qui a été fortement remise en cause par ceux-là mêmes qui en furent les promoteurs. On attend néanmoins avec impatience la publication de la synthèse d'Hervé Martin sur les *Mentalités médiévales* dans la collection « Nouvelle Clio », aux Presses universitaires de France.

Le même éditeur annonce, pour 1996, parmi ses *Histoires générales*, une *Histoire générale du christianisme* en quatre volumes, sous la direction de Jean-Robert Armogathe. Mais la grande entreprise en cours, c'est incontestablement l'*Histoire du christianisme des origines à nos jours*, en quatorze volumes, dont l'initiateur fut Charles Pietri, coéditée d'abord par Fayard et Desclée, et désormais publiée par Desclée seul, en relation avec deux éditeurs allemands et italiens qui traduisent ces livres dans leurs langues. Quatre volumes sont parus, dont deux sur le Moyen Âge, sous la direction d'André Vauchez et Michel Molat, un sur la Réforme, sous la responsabilité de Marc Venard, et un sur le XX^e siècle, dirigé par Jean-Marie Mayeur. Ce dernier conduit son lecteur jusqu'en 1958. Un autre volume doit traiter du christianisme depuis 1958, ce qui montre l'intérêt accordé à l'époque contemporaine. Dans chaque volume, attention est portée aux différentes confessions chrétiennes, dans une volonté affirmée de s'être pas trop catholique. Ces ouvrages de plus de mille pages réunissent chacun une dizaine de spécialistes: ce sera la collection de référence pour le début du XXI^e siècle comme l'a été, pour la seconde moitié du XX^e, l'*Histoire de l'Eglise*, de Fliche et Martin.

Un ouvrage de référence d'une tout autre nature, réalisé dans l'ombre depuis de longues années, arrive à son dernier tome: c'est le *Dictionnaire de Spiritualité*, publié, sous la direction du Père Derville, par l'équipe des jésuites de Chan-

tilly, aux éditions Beauchesne. L'entreprise trouvera son achèvement cette année. Ces vingt gros volumes sont une mine incommensurable d'informations très sûres pour les curieux d'histoire religieuse comme pour les érudits. Beauchesne s'est par ailleurs fait une spécialité de plus modestes *Dictionnaires du monde religieux dans la France contemporaine*.

GALLIMARD La marque Nora

En créant en 1871, chez Gallimard, la prestigieuse « Bibliothèque des histoires », Pierre Nora inventait — ou reconnaissait — un pluriel à l'histoire. Il s'agissait de faire éclater le cloisonnement des disciplines et d'accueillir une histoire « en miettes », ouverte à des curiosités aussi par d'autres sciences humaines: économie, ethnologie, anthropologie, linguistique, sociologie, esthétique... L'histoire devient cet objet de connaissance nouveau, multiple, à la frontière de tous ces mondes, dont l'unité se constitue davantage dans la pratique commune des historiens que dans le choix, toujours divergent, des problèmes, des approches et des objets traités.

Les premiers livres de la collection, toujours à la limite du concept de l'histoire traditionnelle, donnaient, d'entrée de jeu, le mot d'ordre de cette collection transdisciplinaire, qui joue des influences réciproques et des communications entre les différentes sciences de l'homme: la *Vision des vaincus*, de Nathan Wachtel, recouvre les exigences de l'ethnologie et celles de l'histoire, les *Jardins d'Adonis*, de Marcel Détrienne, ont pour objet la mythologie, la *Teologie* et les *Religions chrétiennes*, de Henri Maspero, relève aussi bien de l'histoire des religions...

C'est dans le même esprit que vivant les autres collections historiques de Pierre Nora, cotroyant la « Bibliothèque des

Sont parus ceux de Paul Ducloux sur les jésuites, de Bernard Vogier sur l'Alsace, de Michel Lagrée sur la Bretagne et d'André Encrevé sur les Protestants.

Est-ce un signe des temps? L'heure est incontestablement aux dictionnaires. Outre ceux déjà signalés, Fayard annonce un prochain *Dictionnaire historique de la papauté*, sous la direction de Philippe Levillain, tandis que le Cerf a mis en chantier, animé par André Vauchez, un grand *Dictionnaire encyclopédique du Moyen Âge chrétien*. Le Cerf encore, en

Est-ce un signe
des temps?
L'heure est
incontestablement
aux dictionnaires

coédition avec Nathan, a publié, à l'usage des lycéens et des étudiants — mais tout le monde en fait son profit — un *Dictionnaire culturel de la Bible* et annonce un *Guide culturel du christianisme*. Ce type d'ouvrage répond à une très forte demande des enseignants et du public cultivé, inquiets de l'effacement du fait religieux dans la culture contemporaine, scolaire en particulier, qui risque de rendre indéchiffrable la majeure partie de notre patrimoine littéraire et artistique.

D'une façon générale, l'histoire religieuse reste animée d'une force tranquille, à la charnière des universités et des Églises, de certains éditeurs généralistes et des éditeurs religieux. Elle est mue par la curiosité intellectuelle et scientifique comme toutes les branches de l'histoire. Mais, l'effort d'investigation et de rationalisation s'applique à un objet situé au cœur des individus et des sociétés, qui connaît divers surissements sauvages ayant en commun de nier précisément l'histoire. Face aux éclats d'un prétendu « retour du religieux », ouverte à toutes les questions mais sûre de sa tradition professionnelle, l'histoire religieuse poursuit son chemin.

Michel Sol

sciences humaines », qu'il dirige également: « Témoins » (Eichmann à Jérusalem, de Hannah Arendt, la *Vérité guidait leurs pas*, de Pierre Mendès France, ou *Contre tout espoir*, de Nadejda Mandelstam) et « Archives », fondée chez Julliard en 1964, et relancée chez Gallimard en 1971. Une collection dont le but est de montrer les documents qui font parler l'histoire, et le commentaire de l'historien en mouvement, en relation mobile avec ses sources. On y trouvait notamment, pour la première fois, les *Cahiers des états généraux*, réunis par Michel Denis et Pierre Goubert, puis, parmi d'autres, l'*An Mil*, de Georges Duby, les *Jésuites en Chine*, d'Emile, le *Congrès de Tours*, d'Annie Kriegel, ou, plus récemment, le 1^{er} mai, de Miguel Rodriguez.

De Duby à Foucault, en passant par Marc Bloch, Agulhon ou Kantorowicz, les grands auteurs ne manquent pas dans la « Bibliothèque des histoires », qui compte aujourd'hui une centaine de titres, dont la qualité n'exclut pas la popularité, à l'exemple du *Montaliou* de Le Roy Ladurie. Pierre Nora a aussi le don de susciter des sujets collectifs: après le livre-manifeste, en trois volumes, *Faire de l'histoire* ou encore *Essais d'ego-histoire*, un recueil dans lequel des historiens se prennent eux-mêmes, et l'histoire qui les a faits, comme objet historique, Gallimard vient d'achever la publication des *Lieux de mémoire* (voir, au début de ce numéro, l'article de Jean-Pierre Rioux sur « La déesse Mémoire »), une ambitieuse réflexion sur l'idée de nation à travers les lieux matériels et symboliques.

M. V. R.

PAYOT Prudence

Sans être franchement pessimiste sur l'avenir et le possible développement du secteur histoire dans l'édition, Jean-François Lamurère, PDG de Payot, veut rester prudent. Pas question, par exemple, d'augmenter, pour l'instant, le nombre de titres — cinq ou six ouvrages pour soixante-dix nouveautés annuelles environ. Sous l'impulsion de Ren Halévy, qui l'a dirigé durant deux ans avant de rejoindre Fayard en septembre 1992, le domaine historique de Payot poursuit une tradition riche et ancienne. La réédition d'ouvrages du fonds dans la « Petite Bibliothèque Payot » le prouve, ainsi que celle de livres marquants en format normal (la *Talleyrand* de Georges Lacour-Gayet ou des

essais de René Grousset). Se disant « ouvert à tout développement », J.-F. Lamurère convie le lecteur à ne pas indifféremment extirper Fayard, grâce à une stratégie très offensive, « si on s'en donne une « part énorme ». « Nous ne sommes pas assez visibles », précise le PDG de Payot, dont le secteur histoire est divisé en deux collections: une bibliothèque historique, qui comprend des ouvrages « pointus » (la *Grande et les Grands*, de François Furet et Mona Ozouf; *Au tribunal de l'opinion*, de Keith Michael Palmer), et une collection pour les livres plus « grand public » (par exemple, le *Mode sous l'occupation*, de Dominique Veillon; le *Mythe Pétain*, de Pierre Sorvet). Quant aux tirages des ouvrages historiques de Payot, ils sont conformes aux tendances générales dans ce secteur: de 3 000 à 8 000.

P. K.

Jean Claude Bologne
DU FLAMBEAU
AU BUCHER



Magie et superstition
au Moyen Âge
Plon

En mêlant les anecdotes sauteuses avec les textes des grimoires et en nous faisant partager le regard des hommes du Moyen Âge, Jean Claude Bologne nous montre que leur goût des sorcelleries et des superstitions cache une quête permanente de la connaissance des hommes et du monde.

Pierre Darmon
LES CELLULES
FOLLES



L'homme face au cancer
de l'Antiquité à nos jours
Plon

Abouissement d'un immense travail de recherche, la première histoire complète, en français, d'une maladie maudite à l'œuvre dans les corps et les esprits depuis la plus haute antiquité.

COLLECTION
CIVILISATIONS ET MENTALITÉS

plon

POUR
COMPRENDRE

L'HISTOIRE

« Temps d'incertitude », « crise épistémologique », « tournant critique » : tels sont les diagnostics, généralement inquiets, aujourd'hui portés sur l'histoire. N'y a-t-il pas là un paradoxe, en un temps où l'édition d'histoire montre vitalité et innovation avec la poursuite des grandes œuvres collectives, le lancement de collections européennes, l'accroissement du nombre des traductions, l'écho intellectuel rencontré par quelques livres majeurs qui n'ont pourtant rien de facile ? Peut-être pas, si l'on fait retour sur la cause essentielle de ces jugements pessimistes ou incertains : l'effacement des modèles de compréhension, des principes d'intelligibilité qui avaient été communément acceptés par les historiens (ou, du moins, la majeure partie d'entre eux) depuis les années 60.

Cette histoire conquérante était fondée sur deux exigences. D'abord, étudier le monde social pour établir les relations qui, indépendamment des perceptions et des intentions des individus, commandent les mécanismes économiques, les rapports sociaux, les formes du discours. De là, l'affirmation, toute structuraliste, que l'objet de la connaissance historique et la conscience subjective sont radicalement séparés. Ensuite, soumettre l'histoire aux procédures du nombre et de la série ou, pour mieux dire, l'inscrire dans un paradigme du savoir que Carlo Ginzburg, dans un article célèbre (1), a désigné comme « galiléen ». Il s'agissait, grâce à la quantification des phénomènes, à la construction de séries, aux traitements statistiques, de formuler rigoureusement les relations structurales qui étaient devenues l'objet même de l'histoire. Déplaçant la formule de Galilée dans l'histoire, l'historien supposait ainsi que le monde social « est écrit en langage mathématique » et que sa tâche est d'en construire les lois.

Les effets de cette mutation de l'histoire n'ont pas été minces. Détaillée d'une pure cartographie des particularités, de l'inventaire jamais achevé des singularités, la discipline pouvait renouer avec l'ambition qui avait été celle de la science sociale, en particulier de la sociologie durkheimienne, au début de ce siècle : identifier des structures et des régularités, partant, formuler des rapports généraux. Du même coup, elle se libérait de la « bien maigre idée du réel » - l'expression est de Michel Foucault - qui l'avait longtemps habitée, en considérant que les systèmes de relations invisibles

qui organisent le monde social sont aussi « réels » que les données saisies par l'expérience sensible. Cette « nouvelle histoire », telle que l'ont pratiquée alors les historiens français, mais pas seulement eux, était ainsi fortement armée, au-delà de la diversité des objets, des territoires et des manières, sur les deux principes (structuraliste et « galiléen ») qui fondaient les ambitions nouvelles des sciences sociales.

Dans les dix dernières années, ces certitudes, largement partagées, ont vacillé. D'une part, à l'écoute de nouvelles approches anthropologiques ou sociologiques, les historiens ont voulu rétablir le rôle des individus dans la construction des liens sociaux. D'où plusieurs déplacements fondamentaux : des structures aux réseaux, des systèmes de position aux situations vécues, des normes collectives aux stratégies singulières. La « micro-histoire », d'abord italienne puis maintenant espagnole (2), a donné la traduction la plus vive de l'impact, sur la démarche historique, des approches interactionnistes ou ethnohistoriques. A distance de la monographie traditionnelle, la *microstoria* entend reconstruire, à partir de l'observation d'une situation particulière, la manière dont les individus, par leurs alliances et leurs affrontements, à travers les dépendances qui les lient et les conflits qui les opposent, produisent le monde social. L'objet de l'histoire n'est donc pas, ou plus, les structures et les mécanismes qui régissent, hors toute prise subjective, les relations sociales, mais les rationalités et les stratégies qui mettent en œuvre les communautés, les parentèles, les familles, les individus. Une forme inédite d'histoire sociale s'est ainsi affirmée, centrée sur les incohérences existant entre, et dans, les différents systèmes de normes d'une société. L'attention a été déplacée des règles imposées à leurs usages, des conduites obligées aux décisions permises par les ressources propres de chacun, son pouvoir social, sa puissance économique, son accès à l'information. Habitée à dresser des hiérarchies et à construire des collectifs (catégories socio-professionnelles, classes, groupes), l'histoire des sociétés a appris à regarder la « petite débile des biographies », les « ordinaires » et des processus dynamiques : sociations, transactions, échanges, conflits, etc.

Une seconde raison a ébranlé les certitudes anciennes : la prise de conscience par les historiens que leur discours, quelle qu'en

soit la forme, est toujours un récit. Les réflexions pionnières de Michel de Certeau (3), puis le grand livre de Paul Ricoeur (4), et, plus récemment, l'application à l'histoire d'une « poétique du savoir », qui se donne pour objet d'ensemble des procédures littéraires par lesquelles un discours se soustrait à la littérature, se donne un statut de science et le signifie (5), les ont obligés, bon gré mal gré, à reconnaître l'appartenance de l'histoire au genre du récit - entendu au sens aristotélicien de la « mise en intrigue des actions représentées ». Le constat d'allait pas de soi pour ceux qui, en rejetant l'histoire événementielle au profit d'une histoire structurale et quantifiée, pensaient en avoir fini avec les faux-semblants de la narration et avec la trop longue proximité entre l'histoire et la fable. Entre l'une et l'autre, la rupture semblait sans appel : à la place des grands personnages des anciens récits, la « nouvelle histoire » installait des entités anonymes : au temps spontané de la conscience, elle substituait une temporalité construite, hiérarchisée, articulée ; au caractère auto-explicatif de la narration, elle opposait la capacité explicative d'un savoir vrai.

Dans *Temps et récit*, Paul Ricoeur a prouvé combien était illusoire cette certitude proclamée. Il montrait, en effet, que toute histoire, même la moins narrative, même la plus structurale, est toujours construite à partir des formules qui gouvernent la produc-

*L'historien supposait
que le monde social
« est écrit en
langage mathématique »
et que sa tâche
est d'en construire
les lois*

tion des récits. Les entités que manie les historien (société, classes, mentalités, etc.) sont toujours des « quasi-personnages », dotés implicitement des propriétés qui sont celles des héros épiques ou des individus qui composent les collectifs abstraits désignés. D'autre part, les temporalités historiques maintiennent une forte dépendance par rapport au temps subjectif : dans des pages superbes, Ricoeur montre comment la *Médiocratie* de Philippe II, de Braudel, repose, au fond, sur une analogie entre le temps de la mer et celui du roi et comment la longue durée n'est qu'une modalité particulière, dérivée, de la mise en intrigue de l'événement. Enfin, les procédures explicatives de l'histoire demeurent solidement armées à la logique de l'imputation causale singulière, c'est-à-dire au modèle de compréhension qui permet de rendre compte des décisions et des actions individuelles.

D'une telle analyse, qui inscrit l'histoire dans la classe des récits et qui identifie les parentèles fondamentales qui unissent tous les récits, qu'ils soient d'histoire ou de fiction, découlent plusieurs conséquences. La première désigne comme un faux débat la discussion engagée au sujet du « retour du récit » qui, pour certains, caractériserait l'histoire en ces dernières années. Comment, en effet, pourrait-il y avoir « retour » puisqu'il n'y a jamais eu départ ? La mutation est d'un autre ordre et tient à la préférence récemment accordée à certaines formes de récits aux dépens d'autres, plus classiques : les récits biographiques entrecroisés de la micro-histoire, par exemple, ne mettent en œuvre ni les mêmes figures, ni les mêmes procédés que les grands récits structuraux de l'histoire totale ou que les récits statistiques de l'histoire sérielle.

De là - seconde proposition - la nécessité de repérer les propriétés spécifiques du récit d'histoire par rapport à tous les autres. Elles tiennent à l'organisation « chivée » ou « feuilletée » (comme écrivait Michel de Certeau) d'un discours qui comprend en lui-même, sous forme de citations qui sont autant d'effets de réalité, les matériaux qui le fondent et dont il entend rendre raison. Elles tiennent, également, aux procédures d'attribution spécifiques grâce auxquelles

l'histoire exhibe et garantit son statut de connaissance vraie. Tout un ensemble de travaux (largement dominié par le *literary criticism* américain) s'est ainsi voué à repérer les formes à travers lesquelles se donne le discours d'histoire : des figures rhétoriques qui commandent tous les modes possibles de la narration et de la compréhension historiques (6) aux critères stylistiques ou « poétiques », qui permettent de caractériser les œuvres dans leurs différences - ainsi les modalités de l'énonciation, le système des temps verbaux, les procédures démonstratives, etc. (7).

Ainsi bousculée dans ses certitudes les mieux ancrées, l'histoire se trouve aujourd'hui confrontée à plusieurs défis. Le premier, lancé dans des modalités différentes, voire contradictoires, de part et d'autre de l'Atlantique, entend dénouer toute attache entre l'histoire et les sciences sociales. Aux Etats-Unis, l'assaut a pris la forme d'un *linguistic turn* qui, en stricte orthodoxie saussurienne, tient le langage comme un système fermé de signes, dont les relations produisent la signification. La construction du sens est ainsi détachée de toute intention ou de tout contrôle subjectif puisqu'elle se trouve assignée à une fonctionnement linguistique automatique et impersonnel. Constituée par et dans le langage, la réalité ne peut plus être pensée comme une référence objective, extérieure au discours. Les opérations historiennes les mieux assurées se trouvent, dès lors, sans objet, à commencer par les distinctions fondamentales entre texte et contexte, entre réalités sociales et expressions symboliques, entre discours et pratiques non discursives (8).

Du côté français, le défi, tel qu'on l'a vu se cristalliser dans les débats engagés autour de l'interprétation de la Révolution française, prend une figure inverse. Loin de postuler l'automatisme de la production du sens, au-delà ou en-dehors de la volonté individuelle, il porte l'accent, tout au contraire, sur la liberté du sujet, la part réfléchie de l'action, les constructions conceptuelles. Du coup, se voient récusées les démarches classiques de l'histoire sociale visant à identifier les déterminations ouo sues qui régissent les pensées et les conduites et, dans le même temps, est affirmé le primat du politique, compris comme le niveau le plus englobant et le plus révélateur de toute société.

Les historiens, pour qui demeure essentielle l'appartenance de l'histoire à la famille des sciences sociales, ont répondu à cette double et rude interrogation. Contre les formulations sémiotiques du *linguistic turn*, ils tiennent pour illégitime la réduction des pratiques constitutives du monde social aux principes qui gouvernent les discours. Reconnaître que la réalité passée n'est accessible (le plus souvent) qu'à travers des textes constitués en archives n'est pas pour autant postuler que soit semblable la logique du « sens pratique » à l'œuvre dans les comportements qui définissent les identités et les relations sociales, et la logique logocentrique qui gouverne les productions discursives.

Contre le « retour au politique », entendu comme son autonomisation, l'histoire science sociale réaffirme qu'elle a pour objet propre les relations, complexes, variables, nouées entre les formes de l'organisation et de l'exercice du pouvoir et les configurations sociales qui, dans une société donnée, en sont à la fois les conditions de possibilité et les produits. C'est ainsi, par exemple, que la construction de l'Etat absolutiste suppose une forte et préalable différenciation des fonctions sociales, en même temps qu'elle exige la perpétuation (grâce à divers dispositifs dont la constitution d'une société de cour) de l'équilibre des tensions existant entre les groupes sociaux dominants. Contre le retour à une philosophie du sujet libre, elle rappelle que les individus sont toujours liés par des dépendances

LE TEMPS

ENVOIÉES LES CERTITUDES QUI FONDAIENT LA « NOUVELLE HISTOIRE », D'AUTRES APPROCHES EN ONT, CES DERNIÈRES ANNÉES, MONTÉ



reciproques, perçues ou invisibles, qui façonnent et structurent la personnalité, partant, qui définissent, dans leurs modalités successives, les formes de l'activité et de la rationalité. On comprend dès lors l'importance accordée par beaucoup d'historiens à une œuvre longtemps méconnue, dont le projet fondamental est justement d'articuler, dans la logique durable, coconstruction de l'Etat, l'interdépendance sociale et économique psychique : celle de Norbert Elias (9).

Ancrée fermement dans les sciences sociales, l'histoire ne peut, pour autant, éviter un second défi : surmonter l'affrontement, à terme stérile, entre, d'un côté l'étude des positions et des relations et, de l'autre, l'analyse des actions et des interactions. Dépasser cette opposition entre « physique sociale » et « phénoménologie sociale », pour reprendre les termes de Pierre Bourdieu, suppose la construction de nouveaux espaces de recherche où la définition même des questions oblige à inscrire les pensées

claires, les intentions individuelles, les volontés particulières, dans les systèmes de contraintes collectives qui, à la fois les rendent possibles et les norment. Les exemples seraient multiples de ces découpages nouveaux, où sont nécessairement articulées structures objectives et représentations subjectives. Ainsi, pour ne citer que celui qui m'est le plus familier, l'espace de travail qui nous critique textuelle, histoire du livre et sociologie culturelle. Ce croisement inédit de traditions disciplinaires et nationales fort diverses (histoire littéraire et ses différentes définitions, *bibliography* à la manière anglo-saxonne, histoire socioculturelle dans la tradition des *Annales*) a un enjeu fondamental : comprendre comment la lecture particulière et inventive d'un lecteur singulier est bornée dans une série de déterminations ; les effets de sens visés par les

PLON-PERRIN L'institution renouvelée

La fusion de Plon et de Perrin, deux des plus anciennes maisons d'édition françaises, est, pour Olivier Orban, l'occasion de donner un second souffle, plus historique, à l'ensemble de la nouvelle entité éditoriale « Plon-Perrin-Orban » qu'il dirige depuis un an aux Presses de la Cité. La tradition institutionnelle et académique de Plon, qui a forgé sa réputation, entre autres, avec les mémoires des grands hommes du XIX^e et du XX^e siècle, de Caulaincourt à Churchill, de Poincaré à de Gaulle, voisine avec celle de Perrin, ouverte depuis un siècle sur l'histoire vivante et grand public.

Pour une production globale de cent cinquante titres par an, quarante seront publiés chez Plon en histoire et vingt chez Perrin, la seule maison du groupe dont la vocation soit exclusivement historique. Alain Dacaux et André Castelot en demeurent les auteurs, même si leur éditeur François-Xavier de Vivie (également directeur adjoint de Plon) a su le souci d'incliner la politique éditoriale de la maison vers la publication d'historiens universitaires (Pierre Cheu, René Sédillot, Bartolomé Bennassar...) et d'ouvrages de référence comme ceux de Robert Darnton sur les Lumières ou de Laurence Schifano sur Visconti.

Mais c'est chez Plon que la tradition se trouve la plus renouvelée : Anthony Rowley et

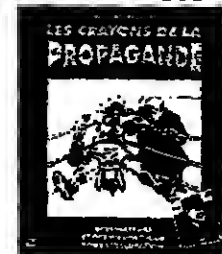
Laurent Theis ont pour mission d'insuffler à une maison de renom une dimension historique depuis longtemps endormie. En hommage au passé de Plon dont ils se sentent les héritiers, est d'abord renforcée la collection « Civilisations et mentalités », défendue en son temps par Philippe Ariès et Robert Mandrou, et où furent publiés les premiers titres de Maurice Agulhon et de Foucault. Cette collection fait la fierté des deux nouveaux éditeurs qui comptent y faire paraître des travaux d'auteurs de premier ordre (Jean-Claude Bologne, Michel Winock, Jacques Solé).

Hors de cette collection et parallèlement au projet de réédition de titres du fonds sous forme de « compacts » (de Gaulle, Mandrou ou les cahiers politiques de Barrès), paraissent des livres d'un autre type d'approche historique : des ouvrages d'histoire plus générale (*L'invention du journalisme en France*, de Thomas Ferençzi) ; des biographies, originales par le point de vue, comme celle qui vient de paraître François Mitterrand par le journaliste Jean-Pierre Lasserre ; la plus grande colonie de l'armée française, par un anticolonialiste troublé ; enfin, des documents historiques censés apporter un regard inattendu sur une question, comme celui de M. Delpla sur les relations entre Churchill et les Français.

A côté de Perrin qui poursuit sa double vocation, les éditeurs de Plon souhaitent dynamiser la renaissance d'une grande tradition éditoriale par la nouveauté d'un regard, déplacé, décalé, sorte de contre-histoire des grands thèmes historiques.

M. V. R.

LES CRAYONS DE LA PROPAGANDE



DESSINATEURS ET DESSIN
POLITIQUE
SOUS L'OCCUPATION.
CHRISTIAN
DELPORT

Préface de René Rémond

L'image est une arme redoutable. Arme destructrice lorsque, à l'instar du dessin de presse sous l'Occupation, elle se place au service de la propagande. Les 160 dessins de Soupeult, Sennep, Effel... éclairent d'un jour nouveau l'idéologie de la collaboration. 256 PAGES - RELIÉ - 195 F. - EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE.

هكذا نحن النحل

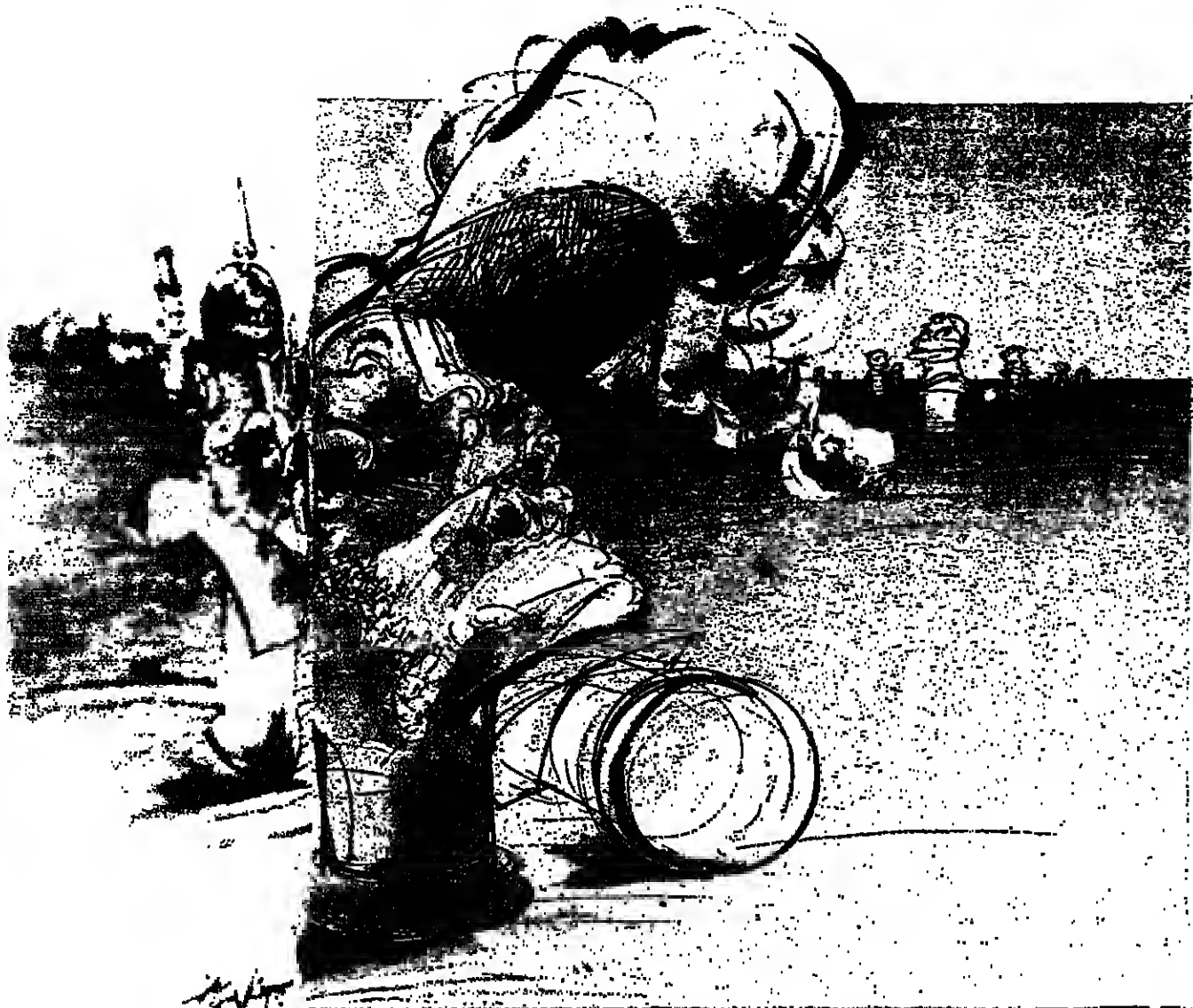
POUR
COMPRENDRE



L'HISTOIRE

LE TEMPS DES DOUTES

COMME L'EXPRESSION ACHEVÉE DE L'ÉTUDE HISTORIQUE.
Ses LIMITES. PROPOSANT AUX HISTORIENS DE NOUVEAUX DÉFIS



tion de l'adéquation entre le discours de savoir et son objet. Même s'il écrit dans une forme « littéraire », l'historien ne fait pas de littérature et, ce, du fait de sa double dépendance : dépendance par rapport à l'archive, donc par rapport au passé dont elle est la trace ; dépendance par rapport aux critères de scientificité et aux opérations techniques qui sont ceux de son « métier ». Reconnaître leurs variations (l'histoire de Braudel n'est pas celle de Michelet) n'implique pas pour autant de conclure que ces contraintes et critères n'existent pas et que les seules exigences qui brident l'écriture d'histoire sont celles qui gouvernent l'écriture de fiction.

*C'est en faisant retour
sur ses dévoiements
que la discipline
démontre qu'elle
peut s'inscrire
dans l'ordre du
savoir contrôlable*

Engagés à définir le régime de scientificité propre de leur discipline, qui seule peut maintenir leur prétention (et leur pouvoir) à énoncer ce qui a été, les historiens ont choisi divers chemins. Certains se sont attachés à l'étude de ce qui a rendu et rend encore possibles la production et l'acceptation des faux en histoire, des faussaires du temps de l'Humaïsme (13) aux assassins de la mémoire d'aujourd'hui (14). Certes, comme l'a montré Anthony Grafton, les relations sont complexes et réciproques entre falsifications et philologie, entre ingéniosité des faussaires et progrès de la critique documentaire. Toutefois, le travail des historiens sur le faux, qui rejoint ici celui des historiens des sciences, occupés par la machoire de Moulins-Quignon ou le crâne de Piltdown, est une manière de réaffirmer la capacité de l'histoire à établir, contre tous les falsificateurs, les droits de la vérité. Paradoxalement peut-être, c'est en faisant retour sur ses dévoiements que la discipline démontre que, par l'exercice des techniques qui lui sont propres, elle peut s'inscrire dans l'ordre du savoir contrôlable et vérifiable.

Pourtant, il n'est pas, ou plus possible, de penser ce savoir dans les catégories qui sont

celles du « paradigme galiléen », mathématique et déductif. Le chemin est étroit mais obligé qui refuse, et de réduire l'histoire à une activité littéraire, libre, curieuse, aléatoire, et de définir sa scientificité à partir du seul modèle de la connaissance du monde physique. Dans un texte auquel il faut toujours revenir, Michel de Certeau avait formulé cette tension fondamentale de l'histoire. Elle est une pratique « scientifique » productrice de connaissances, mais une pratique dépendante des variations de ses procédures techniques, des contraintes que lui imposent le lieu social et l'institution de savoir où elle est exercée, ou encore des règles obligées de son écriture. Ce qui peut également s'énoncer ainsi : l'histoire est un discours qui met en œuvre des constructions, des compositions, des figures qui sont celles de l'écriture narrative, donc de la fiction, et qui, en même temps, produit un corps d'énoncés prétendant à un statut de vérité, donc « scientifique », si on

entend par là « la possibilité d'établir un ensemble de règles permettant de « contrôler » des opérations proportionnées à la production d'objets déterminés ».

Ce que Michel de Certeau nous invite ici à penser est le propre de la compréhension historique. A quelles conditions peut-on tenir pour cohérents, plausibles, explicatifs, les rapports institués entre les indices, les séries, les énoncés que construit l'opération historiographique, et la réalité référentielle qu'ils entendent « représenter » adéquatement ? L'historien a pour tâche de donner une connaissance appropriée, contrôlée, de cette « population de morts » — personnages, mentalités, prix — qui est son objet. Abandonner cette prétention, peut-être démesurée mais fondatrice, serait laisser le champ libre à toutes les falsifications, à tous les faussaires.

Roger Chartier

(11) Carlo Ginzburg, « Spie. Radici di un paradigma indiziario » dans *Myth, emblem, spie, morfologia e storia*, Turin, Einaudi, 1986, pp. 158-209 (traduction française : « Traces. Racines d'un paradigme indiciel », dans *Mythes, emblèmes, traces, morfologia e storia*, Paris, Flammarion, 1989, pp. 139-180).

(12) Giovanni Levi, *L'eredità immortale. Carriera di un exorcista nel Piemonte del Seicento*, Turin, Einaudi, 1985 (traduction française : *Le Paurat au village. Histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVII^e siècle*, Paris, Gallimard, 1989) ; Jaime Cortes, *Soles contra Riquelmes. Repidores, inquisidores y criptojudíos*, Madrid, Anaya-Mario Muchnik, 1992.

(13) Michel de Certeau, *L'écriture de l'histoire*, Gallimard, 1975.

(14) Paul Ricoeur, *Temps et récit*, Seuil, 1983-1985, 3 tomes.

(15) Jacques Rancière, *Les Mots de l'histoire. Essai de poétique du savoir*, Seuil, 1992.

(16) Hayden White, *Metahistory. The Historical Imagination in Nineteenth-Century Europe*, Baltimore et Londres, The Johns Hopkins University Press, 1973, et *The Content of the Form. Narrative Discourse and Historical Representation*, Baltimore et Londres, The Johns Hopkins University Press, 1987.

(17) Philippe Carrard, *Poetics of the New History. French Historical Discourse from Braudel to Chartier*, Baltimore et Londres, The Johns Hopkins University Press, 1992.

(18) Voir la série d'articles publiés depuis 1989 dans *American Historical Review* et, pour une application du linguistique à la question des origines intellectuelles de la Révolution française, le livre de Keith Michael Baker, *Inventing*

the French Revolution, Essays on French Political Culture in the Eighteenth Century, Cambridge University Press, 1990 (traduction française partielle : *Le tribunal de l'opinion. Essais sur l'imaginaire politique au XVIII^e siècle*, Paris, Payot, 1993).

(19) Les derniers livres de Norbert Elias publiés en français sont la *Société de cour*, Flammarion, 1985 (avec l'« Avant-Propos. Sociologie et histoire », absent de la traduction de 1974) ; la *Société des individus*, Fayard, 1991 et *Norbert Elias par lui-même*, Fayard, 1991.

(20) Louis Marin, *Le Portrait du roi*, Minuit, 1981 et *Des pouvoirs de l'image*, Glens, Seuil, 1993.

(21) Bronislaw Geremek, *Inuites au monde. Troncs et misérables dans l'Europe moderne (1350-1600)*, Gallimard/Julliard, 1980 et la *Potence ou la punition, l'Europe et les pauvres du Moyen Âge à nos jours*, Gallimard, 1987.

(22) Carlo Ginzburg, *I Benandanti. Stregoneria e esorcismi tra Cinquecento e Settecento*, Turin, Einaudi, 1966 (traduction française : *Les Benandanti. Sorcellerie et rituels agricoles en Frioul XVI^e-XVII^e siècles*, Verdier 1980, rééd. Flammarion, 1984).

(23) Anthony Grafton, *Forgers and Critics. Creativity and Duplicité in Western Scholarship*, Princeton University Press, 1990, et *Julio Caro Baroja. Las Falsificaciones de la historia en relación con la de Eyzaga*, Barcelona, Scis, Baral, 1992.

(24) Pierre Vidal-Naquet, *Les Assassins de la mémoire. Un Eichmann de papier et autres études sur le révisionnisme*, La Découverte, 1987.

(25) Michel de Certeau, « L'opération historiographique » dans *L'écriture de l'histoire*, op. cit., pp. 63-120.

textes, les contraintes imposées par les formes qui les transmettent à leurs lecteurs (ou auditeurs), les compétences ou les conventions de lecture particulières à chaque communauté de lecteurs.

Une telle approche, qui vaut pour beaucoup d'autres domaines de recherche (ainsi les études sur la ville, sur les pro-

*Les historiens
ont pris conscience
que leur discours,
quelle qu'en soit
la forme,
est toujours un récit*

cessus éducatifs ou la construction des savoirs scientifiques), rappelle que les productions intellectuelles et esthétiques, les représentations mentales, les pratiques sociales sont toujours gouvernées par des mécanismes de dépendances méconus par les sujets eux-mêmes. C'est à partir d'une telle perspective qu'il faut comprendre la lecture historiographique des classiques des sciences sociales (Elias, mais aussi Weber, Durkheim, Mauss, Halbwachs) et l'importance reconnue, aux dépens des notions habituelles à l'histoire des mentalités, d'un concept comme celui de *représentation*. Il permet, en effet, de désigner et lier trois réalités majeures : d'une part, les représentations collectives qui portent perceptions et jugements ; d'autre part, les formes qui moquent l'être social ou la puissance tels qu'ils se donnent à voir à travers les signes ou les expressions symboliques (images, rites ou ce que Weber appelait « stylisation de la vie ») ; enfin, la « représentation » dans un représentant (individuel ou collectif, concret ou abstrait) d'une identité collective ou d'un pouvoir politique, donc ainsi de continuité et de stabilité.

Nombreux sont les travaux d'histoire qui ont récemment manié cette triple définition de la représentation. Avec le recul de la violence qui caractérise les sociétés occidentales entre le Moyen Âge et le dix-neuvième siècle, lorsque l'État absolutiste tend à établir son monopole sur l'emploi légitime de la force, les affrontements sociaux fondés sur les confrontations directes, sanglantes, cèdent, en effet, de plus en plus souvent la place à des luttes qui ont pour armes et pour objets les représentations. Par ailleurs, c'est du crédit accordé aux représentations qu'ils proposent d'eux-mêmes que dépend la reconnaissance de l'autorité d'un pouvoir ou de la puissance d'un groupe. Sur le terrain des représentations du pouvoir avec Louis Marin (10), sur celui de la construction des identités sociales ou culturelles avec Bronislaw Geremek (11) ou Carlo Ginzburg (12), s'est définie une histoire des modalités du faire-croire et des formes de la croyance, qui est une histoire des rapports de force symboliques, de l'acceptation ou du rejet par les dominés des principes inculqués et des idéologies imposées qui visent à assurer et perpétuer leur assujettissement.

Le dernier des défis lancés par l'histoire n'est pas le moins redoutable. Du constat, tout à fait fondé, selon lequel l'histoire, quelle qu'elle soit, est toujours un récit organisé à partir des mêmes figures et des mêmes formules que les narrations imaginaires, certains ont conclu à l'annulation de toute distinction entre fiction et histoire puisque celle-ci est et n'est qu'une *fiction-making operation*, selon l'expression de Hayden White. L'histoire n'apporte pas plus (ou pas moins) une connaissance vraie du réel que ne le fait un roman et il est tout à fait illusoire de vouloir différencier les œuvres des historiens en fonction de critères épistémologiques indiquant leur plus ou moins grande pertinence à rendre compte de la réalité passée qui est leur objet. Seuls des principes de différenciation internes

aux discours, repérables dans leurs propriétés formelles, permettent de les discriminer et hiérarchiser.

Contre une telle position, il faut rappeler que la visée de connaissance est constitutive de l'intentionnalité historique. Elle fonde les opérations spécifiques de la discipline : construction et traitement des données, production d'hypothèses, critique et vérification des résultats, valida-

Collection dirigée par Jacques Le Goff

FAIRE L'EUROPE

est la première collection de livres publiés simultanément en allemand, anglais, espagnol, italien et français *

G.H. Beck à Munich
Basil Blackwell à Oxford
Critica à Barcelone
Laterza à Rome et Bari
Le Seuil à Paris

Elle se propose de traiter les thèmes essentiels de l'histoire et de la tradition européennes qui ont concouru à la formation d'une culture commune.

* Des traductions de l'ensemble de la collection sont en préparation chez d'autres éditeurs : Agnès à Amsterdam, Atlantica à Budapest, Archa à Bratislava, Krag à Varsovie, Prevezica à Ljubljana, Alfa à Leningrad, Heineken à Tokyo...



11 TITRES À PARAÎTRE PROCHAINEMENT

Editions du Seuil

POUR
COMPRENDRE

L'HISTOIRE

LA DÉCOUVERTE Une conception militante

L'Histoire, aux éditions de La Découverte, se veut résolument ouverte sur l'époque contemporaine. La principe en est fermement établi par François Gêze, PDG de cette maison qui fait suite à celle fondée, en 1959, par François Maspéro. « L'Histoire m'intéresse, explique-t-il, en ce qu'elle permet de comprendre le présent et d'agir sur l'avenir. » Une conception militante qui exclut les fresques figées, au bénéfice d'une réflexion dynamique. Cette discipline n'est pas un luxe ou une esthétique, mais un outil d'analyse, dans une maison où elle représente 40 % de la production éditoriale.

Son importance quantitative coïncide avec une certaine diversité des champs étudiés. La collection « Histoire classique », créée en 1965 et dirigée par Pierre Vidal-Naquet, fournit trois à quatre titres par an, dont une partie de traductions. Vient ensuite la collection « Histoire

contemporaine », qui a accueilli, entre autres, plusieurs ouvrages de Michel Vovelle.

Au-delà du découpage chronologique, les responsables de La Découverte entendent explorer des chemins transversaux. Ainsi de l'histoire des idées, qui veut donner un aperçu du contexte intellectuel dans lequel ont pris place les événements. L'Histoire du structuralisme, de François Dosse, parue en deux tomes, en 1991 et 1992, s'inscrit dans cette perspective. Une autre série, baptisée « Histoire des sciences », a pour ambition de compenser un certain nombre de lacunes. « En France, constate François Gêze, cette histoire a souvent été tournée vers la philosophie et n'a pas connu de grand renouvellement. Elle est restée peu visible, confinée dans un monde de spécialistes. » En retraçant l'histoire de l'informatic ou de la géologie, en analysant la Vie de laboratoire, comme l'a fait le sociologue Bruno Latour, en 1988, les auteurs de La Découverte donnent une nouvelle profondeur à l'Histoire.

R. R.

LE CREUSET DE L'ÉCOLE

L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE EST AU CŒUR DE L'AMBITION RÉPUBLICAINE. MAIS, À L'HEURE DU VILLAGE PLANÉTAIRE, C'EST UN MÉTIER EN PLEIN BOULEVERSEMENT

L'histoire en ce pays s'apprend toujours et prioritairement à l'école. Cette vérité première est au cœur de l'ambition républicaine depuis un bon siècle. Plantée à l'écart des traditions familiales et des particularismes locaux, la classe est ce lieu, neutre et fervent à la fois, où nos chères têtes blondes ou brunes ont à connaître du passé sous l'autorité d'un maître détenteur d'un savoir institué.

Tout est donc lié dans la classe d'histoire, l'objet d'étude et son approche, la révélation d'un sens progressiste du cours de l'histoire et l'expérimentation des méthodes de son observation au ras du sol, l'exercice pratique et sa philosophie nationale, l'éveil d'une jeune sensibilité au temps passé et le respect d'une discipline normative, l'apprentissage de la citoyenneté et celui de l'es-

prit critique. L'histoire ainsi apprise, disait Georges Lefebvre, est « une discipline indispensable à l'éducation de l'esprit, à l'éveil du sens social, à la conservation au sein de la communauté nationale d'une conscience éclairée de son éminente dignité ». L'histoire doit s'enseigner parce qu'elle est autre bien commun et qu'elle donnera aux nouveaux venus la seule vraie culture, celle de l'appartenance. Voilà pour la vulgate.

Celle-ci fut tant diffusée et si bien intériorisée qu'aujourd'hui encore la France est, probablement, le seul pays au monde qui consacre autant d'efforts à l'enseignement de l'histoire. Environ 2 000 personnes, titulaires de chaires, maîtres de conférences, menu peuple des ex-assistants ou chargés de cours, ramant tous pour endiguer le flot des étudiants, font de l'histoire dans les universités et les établissements

supérieurs du privé. Au lycée et au collège, près de 50 000 professeurs, qu'on renforce et renouvelle désormais au rythme de plus de 2 000 par an, par voie de concours et de promotion interne, dispensent, dans l'enseignement public et privé sous contrat, de l'histoire, de la géographie et, le plus souvent, de l'éducation civique, avec des moyens pédagogiques encore inégaux et des horaires plus qu'honorables.

L'histoire-géographie a même été installée, récemment, au rang de discipline « à modules » en classe de seconde des lycées et demain en première, aux côtés du français, des sacro-saintes mathématiques et de la première langue vivante. Elle est gratifiée de coefficients flatteurs dans le nouveau baccalauréat qui se met en place. À l'école élémentaire, les nouveaux « professeurs d'école » sont conviés, depuis 1985, à sortir des erratiques « activités d'éveil » pour aider les enfants à acquérir, « en petit nombre, des connaissances précises sur l'histoire et la géographie de la France », au besoin à coups de frises, de cartes, de récits héroïques et de manuels plus clairs.

Bref: le cri d'alarme poussé par Alain Decaux et quelques autres, en 1979, sur le mode « On n'enseigne plus l'histoire à vos

supérieurs du privé. Au lycée et au collège, près de 50 000 professeurs, qu'on renforce et renouvelle désormais au rythme de plus de 2 000 par an, par voie de concours et de promotion interne, dispensent, dans l'enseignement public et privé sous contrat, de l'histoire, de la géographie et, le plus souvent, de l'éducation civique, avec des moyens pédagogiques encore inégaux et des horaires plus qu'honorables.

Surmont, un grand débat est amorcé, qui concerne la place à réserver désormais à l'histoire nationale, dans le tohu-bohu mondial depuis 1989, dans l'assaut médiatique qui unifie le village planétaire, dans le concert cacophonique des enjeux de mémoire et les effets d'une crise économique, sociale et morale ruinant les valeurs fondatrices. Ceux-ci traversent si violemment la France qu'il faut bien évidemment débattre à nouveau de la place réservée à l'histoire nationale dans l'éducation des jeunes. Doit-on, après Maastricht, noyer son caractère exceptionnel dans une histoire européenne? Voir dans une histoire mondiale à hauteur de l'actuelle accélération des échanges? Ou, au contraire, mettre en valeur le dépôt sacré des valeurs héritées et des gestes fondateurs? L'histoire, au bout du compte, doit-elle intégrer ou éveiller, unir autour d'un passé ou dynamiser pour un avenir? Le débat n'est pas encore sur la place publique. Mais il s'amorce chez les enseignants qui voient chaque jour leurs élèves hésiter, qui savent bien que tout enseignement doit être porteur de sens et qui sentent quotidiennement que leur travail en classe est à la fois étroitement identitaire et fondamentalement libérateur.

La massivité de l'enseignement de l'histoire et des questions qu'il pose à la nation à tout naturellement d'imposants « dévouements » en terme éditorial. Si le marché du livre d'histoire pour le public éclairé est étale (voir l'article de Pierre Lepape sur « La fin des quinze glorieuses »), voire en régression, celui du livre scolaire ou parascolaire se maintient assez bien dans la crise. Les manuels du primaire et du secondaire ont encore des tirages impressionnants, et leur qualité s'améliore. Surtout, à la frontière du grand public et du monde étudiant du premier cycle des universités, le livre documentaire et bien informé fait florès. Qu'on ouvre, à titre d'exemple, un livre de l'excellente collection « Carré histoire » chez Hachette, tel titre en « Points histoire » au Seuil, tel colloque récent mis à disposition chez Complexe, et l'on s'apercevra que l'histoire enseignée résume et fortifie tous les débats qui traversent la discipline historique et qu'elle aide à mieux poser les enjeux de société sous-jacents, ceux qui vont à l'essentiel: ceux qui portent sur les valeurs communes et sur les disparités de l'avenir.

J.-P. R.

*L'histoire doit-elle
intégrer ou éveiller,
unir autour d'un
passé ou dynamiser
pour l'avenir?*

enfants», a été entendu. Le rapport de René Girault en 1983, les travaux de deux commissions présidées par Jacques Le Goff et Philippe Joutard dans la foulée, la refonte des programmes à la fin des années 1980 - ils courent désormais « jusqu'à nos jours » en troisième et en terminale - et la loi d'orientation de 1989 ont permis de redresser la barre. On donne de nouveau priorité aux savoirs fondateurs sur la didactique historique. Partout, à ce jour, on apprend de l'histoire, on thématise et on renvoie à des chronologies, on lit des documents et on récite un peu mieux, on tente de raisonner sur cette discipline si sensible.

Est-ce à dire que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles? Et que l'école se satisfait de sa vulgate en ignorant les assauts du monde extérieur? Certes non. De nouvelles générations d'enseignants, héritiers d'une culture historique assez mûre qui leur a été dispensée à l'université, apportent leur sensibilité propre et leur exigence de formation continue, dont la gestion n'est pas simple puisqu'il faut bien les entretenir aussi dans

LAFFONT Des « Bouquins » de fond

Comment peut-on comprendre l'histoire de France sans avoir lu Michelet? Comment percevoir à jour l'Antiquité sans connaître l'Histoire romaine, de Théodore Mommsen? La collection « Bouquins » des éditions Robert Laffont est guidée, en matière historique, par un principe cher au cœur de M. Guy Schoeller, son directeur. Il faut remettre à la disposition des lecteurs les ouvrages de base de notre culture historique, parfois oubliés ou méconnus. Les quelques quarante ouvrages d'histoire que compte la collection (sur un total

d'environ deux cents titres) témoignent de cette farveur humaniste.

On y trouve Louis XIV, d'Ernest Lavisse, l'Histoire du déclin et de la chute de l'Empire romain, d'Edward Gibbon, publiée en 1983 alors qu'elle était introuvable depuis cent ans, l'Empire des tsars et les Russes, d'Anatole Leroy-Beaulieu. Les choix sont effectués par M. Schoeller, en fonction de ses goûts et d'une connaissance très sûre de l'évolution de la pensée historique. Mais le désir de faire remonter à la surface des ouvrages fondamentaux n'exclut pas d'autres curiosités. Ont été ainsi publiés d'autres types de livres, telles des biographies de Richelieu ou d'Oliveras.

R. R.

Nouvelle stratégie d'édition LA PENSÉE UNIVERSELLE La nouvelle référence au service de l'auteur



ROMANS

LES TRIBULATIONS DE TAPSOBA VAGNON

Benjamin d'ALMEIDA
Un jeune béninois vient
chercher fortune en Côte d'Ivoire

48 p. - 46,40 F

UNE ENFANCE VOLÉE

Munkonda MBULUKU
L'enfance maltraitée sous
toutes les latitudes

80 p. - 52,80 F

POUR L'AMOUR D'ALEXIS

Evelyn de MONTFORT
Un roman peuplé de créa-
tures merveilleuses

112 p. - 68,60 F

DU PE ? MOI ? JAMAIS !

THALIE
Une satire sur la fidélité et
l'infidélité

80 p. - 60,10 F

L'HORIZON RECELE

Françoise
DUBOYS-MARGUERON
La vie en Irak juste avant la
guerre du Golfe

416 p. - 171,00 F

LA MANNE DES ANGES

Aurélien GRAY
Un jeune orphelin en man-
que d'amour, sur fond de
guerre

384 p. - 164,60 F

LA FOIRE D'OCTOBRE

Simon DESGRANGES
Meurtres en série à Liège

256 p. - 98,10 F

NOCTURNES

Pierre GHIOTTI
Nouvelles fantastiques

156 p. - 78,10 F

ESSAIS

DES IDÉES
ET
DES HOMMES

Paul W. D'ARTIGUES
ou esquisse d'une métaphy-
sique de l'an 2000

192 p. - 95,00 F

SCÈNE A RIO

Jean-Jacques
GAUTIER
Sciences de la fiction

160 p. - 85,00 F

J'ACCUSE DE GAULLE

Raymond VITRUVÉ
Rétrospective du Maréchal Pétain à Georges Pompidou

136 p. - 76,00 F

HEURS ET MALHEURS DU NATIONALISME FRANÇAIS

Christian SAVES
Du radicalisme idéologique à
la radicalisation du discours
politique

Préface de
Julien FREUND

96 p. - 65,00 F

LE SYNDROME DU CHEF

Henry HERSE
Essai humoristique mais fé-
roce analysant les effets né-
fastes provoqués par les
hommes de pouvoirs

224 p. - 97,10 F

RÉCITS

PRO PATRIA
Taddéus DANKO
L'échec d'une préparation à
Saint-Cyr

226 p. - 90,70 F

L'INDONESIE

Jean-Philippe PIRUS
Un conte à la fois peu ordinaire

64 p. - 46,40 F

LA MALLE TOURNÉE

SURYA
Préface du Professeur
Jean BERNARD
de l'Académie Française

176 p. - 80,20 F

CAVALIER EN ALGÉRIE

Michel DELACOUR
Préface du Général de
Saint-Péreuse

Pour comprendre les événements
d'Algérie et la participation des
meilleurs officiers au puitsch

256 p. - 94,00 F

JOURNAL D'UN PAYSAGISTE ANGLAIS EN CORSE, 1868

Edward LEAR
Traduit de l'anglais par
Véronique EMMANUELLI

L'humour britannique en
Corse

240 p. - 115,00 F

MEXICO SOLO...

Philippe KLIMACEK
Réflexion sur un monde en
pleine évolution

176 p. - 88,60 F

L'ENGRENAGE

Reine DECRIEN
Est-il possible de sortir de sa
condition?

224 p. - 98,10 F

ÉCRIVAINS DE TALENT, rejoignez-nous !

DIFFUSION et DISTRIBUTION :
LA PENSÉE UNIVERSELLE :
115, Bd R. Lenoir 75011 PARIS
Tél: (1) 43. 57. 74. 74
INFORMATION & DÉVELOPPEMENT :
9, rue Balot 92400 COURBEVOIE
MULLER Éditions :
42, rue Hoche 92130 ISSY LES MOULINEAUX

BON DE COMMANDE

Titre.....
Nom.....
Prénom.....
Adresse.....

Je joins.....F pour.....exemplaires+ 14,00 F pour le port.

مكتبة الفكر

POUR
COMPRENDRE



L'HISTOIRE

ALLEMAGNE

ENTRE HISTORIENS DE L'EST ET HISTORIENS DE L'OUEST,
LE MUR EST ENCORE LÀ. DANS LES TÊTES...



précipités et les urgences étaient ailleurs.

Que devient un groupe professionnel qui, comme celui des historiens est-allemands, avait une fonction de légitimation centrale dans l'idéologie du système politique, alors que celui-ci s'est écroulé totalement et a été repris par l'ancien «ennemi de classe», comme une entreprise en faillite par le concurrent victorieux, chose qu'on appelle par euphémisme «unification»? Comment réorganiser et reconstruire, dans l'ex-Allemagne de l'Est, la recherche scientifique et l'enseignement supérieur de manière à unifier le pays et à donner aux étudiants des nouveaux Länder les mêmes chances qu'à ceux de l'Ouest?

La RDA avait imité le modèle soviétique, concentrant la recherche dans un vaste secteur extra-universitaire (l'Académie des sciences avait près de trente mille collaborateurs, plus que le CNRS en France) et dégrant la demi-douzaine d'universités de type classique ou établissements d'enseignement sans vraie vocation de recherche. Au problème structurel et quantitatif s'ajoutait en histoire (mais également dans d'autres champs des sciences humaines et sociales) un problème qualitatif d'une tout autre nature: celui des compromissions et des nominations à caractère politique qui avaient pu se produire en physique, en chimie, en philosophie. En ce milieu étouffé de la classe communiste, la RDA avait appliqué, dans les sciences humaines et sociales, le dogmatisme marxiste d'importation soviétique avec beaucoup plus de rigueur que les disciples hongrois et polonais ou même les maîtres à Moscou. Le bilan global de l'historiographie de la RDA paraît accablant, non seulement aux yeux des évaluateurs ouest-allemands, mais également selon l'avis d'observateurs d'autres pays.

Pourtant, comme pour tous les pays ex-communistes, un tel bilan doit être nuancé. Pour près de 60 % des chercheurs de l'ancienne Académie des sciences, les commissions d'évaluation mises en place, selon les termes du traité d'unification, par le Wissenschaftsrat — le conseil scientifique de la RFA — ont recommandé qu'ils soient réemployés. Dans beaucoup de disciplines, il y avait d'excellentes recherches, en particulier dans les domaines les moins exposés à la pression idéologique du parti. Mais même dans des secteurs centraux de la vision marxiste de l'histoire — telle l'histoire agraire ou l'histoire du mouvement ouvrier — des historiens de la RDA avaient acquis une grande réputation internationale. Toutefois, contrairement à la situation dans d'autres pays du bloc communiste, les historiens (et les universitaires en général) ne jouèrent pratiquement aucun rôle dans des mouvements d'opposition politique (d'ailleurs peu importants en RDA, laquelle pouvait se débarrasser des opposants

en les envoyant dans l'autre Allemagne) et ils n'eurent, après la chute du mur, ni une position morale sur la place publique ni une autorité scientifique suffisante pour prendre eux-mêmes la tête de la reconstruction et de la redéfinition de la recherche historique dans les nouveaux Länder. Traumatisés par l'écroulement de leur monde et l'irruption d'un système inconnu dans lequel ils se sentaient perdus d'avance, craignant pour leurs emplois, la plupart se réfugièrent dans un passivisme résigné et, du point de vue professionnel, dans un position-

Dans l'ex-RDA,
l'éviction de la plupart
des enseignants d'histoire
a provoqué
un fort sentiment
de colonisation

visme qui évitait tous les dangers d'une prise de position théorique pouvant être interprétée comme une position idéologique.

Citons deux chiffres pour donner une idée du contexte global dans lequel se déroulent ces restructurations: en 1989-1990, le secteur recherche et développement comptait, en RDA, environ quatre-vingt-cinq mille personnes; on estime qu'il en reste aujourd'hui à peine un quart. Si après l'évaluation et la dissolution de l'Académie des sciences, le sort de ces instituts et personnels est en train d'être réglé au niveau fédéral dans des négociations avec les Länder, l'avenir des universités de l'Allemagne de l'Est, également évaluées par le Wissenschaftsrat de la RFA, est de la compétence seule de chaque Land, et les situations diffèrent d'une université à l'autre. Mais, partout, les départements d'histoire ont été remodelés, sous l'égide d'historiens de la RFA, selon le modèle ouest-allemand. Dans les universités où tous les postes d'historiens avaient été mis au concours, très peu d'historiens est-allemands ont pu conserver le leur. Leipzig, avec près de 50 %, fait figure d'exception. Halle et Jena, par exemple, sont en train d'être complètement restructurées et auront une très forte majorité d'enseignants venant de l'Ouest. Sur la vingtaine de chaires nouvellement pourvues à l'université Humboldt de Berlin-Est, une sur cinq a été accordée à d'anciens enseignants de cette université; pour quelques autres, souvent proches de la retraite, des solutions transitoires ont été trouvées. Notons tout de même que le nombre de jeunes historiens est-allemands y est actuellement, mais sur des postes d'assistants non titulaires, de l'ordre de 50 %.

L'éviction de la plus grande partie du personnel enseignant dans les sections d'histoire des

universités est-allemandes a provoqué un fort sentiment de colonisation. A cela s'ajoute le ressentiment de ceux auxquels l'ancien régime avait refusé toute chance de promotion ou même toute possibilité d'accéder à un poste de chercheur ou d'enseignant et qui ont aujourd'hui souvent moins de chance d'avoir des postes que ceux qui les occupaient en ont de les garder. Pourtant, l'évaluation a été en général bien acceptée et est même jugée par certains, à l'Ouest comme à l'Est, comme trop généreuse, empêchant le renouveau radical qui serait nécessaire.

Quelles seront les répercussions de l'unification allemande et des bouleversements à l'Est sur l'historiographie allemande? Elle sera plus riche, reposant sur une variété régionale plus grande et des traditions de recherche différentes. Les archives qui s'ouvrent à l'Est et l'accès aux témoins ouvrent de nouveaux champs aux historiens. En revanche, il manquera l'effet stimulant qu'avait sur l'historiographie en RFA l'existence d'une école historique concurrente, notamment dans des domaines qui étaient considérés par la RDA comme son héritage propre: l'histoire du mouvement ouvrier, l'histoire de la réforme, des guerres paysannes, etc. L'intégration de l'historiographie est-allemande n'apportera pas à celle de l'Ouest l'effet stimulant qu'a eu, dans d'autres pays occidentaux, l'existence d'un marxisme critique. L'amorce d'une telle confrontation, la première entre historiens des deux Allemagnes, au congrès mondial des sciences historiques de Stuttgart en 1985, menée à l'occasion d'un grand

débat sur l'importance respective de Weber et de Marx pour la méthodologie de l'histoire, n'a pas eu de suite.

Aujourd'hui, les grands débats semblent terminés. C'est l'époque non des combats mais des synthèses, synthèses sur le mouvement ouvrier sous la République de Weimar (H. A. Winkler), sur les ouvriers au dix-neuvième siècle (J. Kocka), sur l'histoire de la République de Weimar (H. Mommsen), sur l'histoire du droit en Europe (H. Hattenhauer) ou de grandes enquêtes comme celle menée à Bielefeld sur les bourgeoisies au dix-neuvième siècle (1). Deux discussions pourtant se dessinent à l'horizon. L'une opposera les nostalgiques, dans l'ex-Allemagne de l'Est notamment, d'une voie particulière de l'Allemagne, d'un modèle spécifique entre le capitalisme de l'Ouest et le «monde à l'Est», à ceux pour qui la fonction critique de l'histoire implique une option claire pour les valeurs de l'Europe occidentale. L'autre portera sur la validité du modèle occidental de modernisation comme repère général pour l'historien. D'ores et déjà, il apparaît que l'histoire sociale va s'ouvrir plus aux dimensions culturelles qu'elle ne l'a fait jusqu'à maintenant et que les comparaisons internationales et les études sur le monde extérieur y prendront plus d'importance.

Ces évolutions se retrouvent et sont renforcées par de grands programmes de recherche incitatifs récemment créés. La Fondation Volkswagen (la plus grande agence privée de financement de recherche en Europe) a lancé un appel d'offres de recherche sur les dictatures européennes au vingtième siècle dans une perspective comparative, avec un volume financier d'environ 10 millions de francs par an. La Deutsche Forschungsgemeinschaft, de son côté, vient de mettre en place un Schwerpunktprogramm (action thématique, prioritaire) sur les transformations de l'expansion européenne du seizième au vingtième siècle, un programme doté d'environ 4 millions de francs par an, qui accorde une grande importance à l'interaction cognitive entre les sociétés européennes et extra-européennes.

Hinnerk Bruhns

(1) Hans Hattenhauer, *Europäische Rechtsgeschichte*, Heidelberg, 1992; Jürgen Kocka, *Weiter Stand nach Klasse. Unterschichten um 1800*, Bonn, 1990; Jürgen Kocka, *Arbeiterverhältnisse und Arbeiterbewegungen. Grundlagen zur Klassenbildung im 19. Jahrhundert*, Bonn, 1990; Jürgen Kocka (ed.), *Bürgerium im 19. Jahrhundert. Deutschland im europäischen Vergleich*, 3 vol., Munich, 1988; Hans Mommsen, *Die verspielte Freiheit. Der Weg der Republik von Weimar in den Untergang 1918 bis 1933*, Frankfurt a. M., 1990; Heinrich August Winkler, *Arbeiter und Arbeiterbewegung in der Weimarer Republik*, Bonn, 1984-85, 3 vol.

La revue *Vingtième Siècle* a publié un numéro spécial «Histoires d'Allemagne» (avril-juin 1992), dans lequel le lecteur trouvera un panorama plus complet de la production historique allemande contemporaine.

► Hinnerk Bruhns est chargé de recherche au CNRS.

ET DE L'ÉCOLE A L'ÉTRANGER

L'histoire a aussi son histoire, qui dépend notamment du cadre national dans lequel elle s'inscrit. Les historiens ne se posent pas les mêmes questions à Rome et à Jérusalem, à Berlin et à New-York. C'est souvent l'actualité qui détermine les objets de la science.

CARRE HISTOIRE
Découvrir l'histoire, autrement



16 titres parus
Prix : de 74 F à 82 F

HACHETTE
Supérieur

UN ÉVÉNEMENT HISTORIQUE

Le premier ouvrage de référence
écrit par 12 historiens européens.



Toute l'histoire
de l'Europe,
de l'arrivée des
premiers hommes
sur le Continent
à la chute du
Mur de Berlin.

584 pages en couleur,
194 F.

HACHETTE
Education

POUR
COMPRENDRE



L'HISTOIRE

ÉTATS-UNIS

FEMMES, NOIRS, INDIENS, ETC., ONT SURGI SUR LA SCÈNE DE L'HISTOIRE.
BOULEVERSAIENT TOUT LE RÉCIT NATIONAL...

FAYARD

La « colonne vertébrale »

Chez Fayard, l'histoire est considérée comme la « colonne vertébrale » de la maison. Toutes collections confondues, cette discipline représente un gros tiers de la production et une part respectable du chiffre d'affaires, notamment en matière de fonds. Il est vrai que les ouvrages historiques ont, pour beaucoup, une durée de vie supérieure à celle de nombreux autres livres. Surtout, Fayard a mis sur un genre fort prisé du public, auquel la maison a contribué à donner ses lettres de noblesse, la biographie historique, véritable moelle épinière de la maison. Un domaine qui compte aujourd'hui une centaine de titres.

C'est le Louis XI de l'Anglais Paul Murray Kendall qui fut à l'origine de cette éclosion. Paru en 1975, cet épais volume unissait une architecture historique solide et un style narratif accessible aux non-historiens. Vendu à 200 000 exemplaires, il constitue la pierre angulaire d'une collection où publieront des auteurs a priori aussi différents que Marc Ferro, Jean Favier ou Pierre Goubert. Pour Claude Durand, PDG de Fayard,

cette série a accompagné une évolution dans la conception de l'histoire, constituant une sorte de « point de rencontre entre l'histoire événementielle et l'école des Annales ».

Les responsables de la maison n'ont cependant pas voulu se contenter de ce succès. « Nous avons été amenés à nous diversifier », constate M. Durand, pour entrer en contact avec de jeunes historiens et aussi parce que nos lecteurs se perfectionnaient, demandaient que nous allions plus loin. » Ainsi naquit la collection « Nouvelles Etudes historiques », traitant de sujets plus thématiques et plus pointus. Les éditions Fayard se sont, par ailleurs, lancées dans des dictionnaires historiques, dont deux sont à paraître à l'automne 1993 (sur le Moyen Âge et sur la papauté).

L'histoire des lettres, des arts, mais aussi celle des pays, s'est développée. Enfin, la maison de la rue des Saints-Pères vient de mettre en chantier deux nouvelles collections destinées à des publics spécifiques. La première est une série spécialisée, intéressant notamment les enseignants et les étudiants et présentant les documents qui servent à écrire l'histoire. La seconde, proposée aux voyageurs, retrace l'histoire d'un certain nombre de grandes villes du monde.

R. R.

Ce numéro spécial a été conçu par l'équipe du « Monde des livres », sous la direction de Joysane Savignau et Pierre Lepape.

Secrétariat de rédaction : Bertrand Audusse

Assistante de rédaction : Ghislaine Damaz

Iconographie : Sophie Malaxis, Marie Lelièvre et Cécile Urban

Dessinateurs : Jean-Pierre Cognat et Sergueï

La couverture de ce numéro a été réalisée par Tullia Pericoli

Inscrit dans le quotidien, ce numéro a aussi fait l'objet pour le Salon du livre, d'un tiré à part de 10 000 exemplaires

CHAMBRE DE COMMERCE ET PRODUITS DE PARIS

JOURNÉE PORTES OUVERTES
LE SAMEDI 3 AVRIL

MS
ESCP

MASTERE SPECIALISE
MANAGEMENT DE L'EDITION

Spécialisation de haut niveau, en un an, pour maîtriser tous les aspects d'un projet éditorial : conception, mise en œuvre, contrôle et élaboration d'une politique éditoriale, sur le plan national et international.

Sélection ouverte aux ingénieurs, médecins, DEA, DES, grandes écoles de gestion.

Dossier de candidature et renseignements en appelant au : 49.23.21.40

GRUPE ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE PARIS
MASTERS SPECIALISÉS
79, avenue de la République - 75443 Paris Cedex 11

LE MUSEE DE LA MONNAIE
Histoire d'un peuple

Le Musée de la Monnaie vous raconte l'histoire des Français et de leurs monnaies.

ANIMATIONS
Visites guidées du Musée, contes et ateliers-crédation pour les jeunes ; ateliers de fabrication des médailles.

NOUVELLES PUBLICATIONS
Guide illustré du Musée, Monnaies françaises et napoléoniennes (1799-1815), Le Thaler de Marie-Thérèse (1780).

11, QUAI DE CONTI 75006 PARIS - 40 46 55 33
TOUS LES JOURS DE 10 H À 18 H
SAUF LUNDI - NOCTURNE LE MERCREDI JUSQU'À 21 H

Renseignements : 40.46.55.35

MONNAIE DE PARIS

Dans les années 50, l'histoire américaine renvoie l'image d'un consensus ; n'ayant pas subi l'Ancien Régime, les États-Unis auraient échappé du même coup aux soubresauts de la Révolution. L'« exception » américaine, on la trouve alors dans une histoire politique que le libéralisme consensuel a tenue à l'abri du radicalisme. Les tempêtes des années 60 n'épargnent pas cette vision irénique de l'histoire : de même que la sociologie de l'immigration est amenée à penser « au-delà du melting pot », de même l'histoire redécouvre les différences et les divisions, bref, le conflit. A la lumière des luttes du présent, le passé apparaît traversé par des oppositions de races, de classes, et de genre (cette appartenance sexuelle socialement construite).

La nouvelle trinité produite de nouveaux « objets » : soudain font irruption des groupes sociaux comme les Noirs ou les femmes, ou d'autres « minorités » jusqu'alors quasiment absentes de la scène de l'histoire. Par exemple, aujourd'hui, paraissent une encyclopédie des femmes noires, une étude sur les femmes, blanches et noires, dans le monde de la plantation, ou une histoire du lesbianisme aux États-Unis. Ces oubliés de l'histoire ne sont pourtant pas intégrés à l'histoire par l'exclusion qu'ils ont subie : jusque dans la domination, les dominés contribuent à définir leur destin. Ainsi le monde de l'esclavage révèle-t-il une culture d'une richesse inouïe ; ainsi l'histoire de la sexualité montre-t-elle des femmes jouant du pouvoir qui s'exerce à leur encontre. C'est ce renversement paradoxal que décrit un mot : *empowerment*.

Les anciens objets n'ayant pas disparu avec l'avènement des nouveaux, on pourrait redouter que leur simple juxtaposition ne débouche sur une histoire en morceaux, dont chaque groupe dessinerait un fragment. L'écueil n'est pas toujours évité, mais les entreprises les plus ambitieuses, et les plus réussies, redéfinissent le paysage historique tout entier, qu'il s'agisse d'une époque ou d'une question. Qu'on songe à la Reconstruction : des lendemains de la guerre de Sécession on n'a longtemps retenu que la corruption, le désordre moral et social, l'arrogance d'anciens esclaves s'appuyant sur des aventuriers du Nord (les *carpetbaggers*) et sur des traîtres du Sud (les *scalawags*). Une seconde « reconstruction », avec le mouvement des droits civiques des années 60, amène aujourd'hui les historiens à réviser leur image de la première : ne s'agit-il pas plutôt d'une authentique tentative démocratique ? Autre exemple : considérons une question aussi classique que l'émancipation de l'État-providence. Une étude récente la fait remonter bien au-delà du *New Deal*, à condition de ne pas omettre, à côté de l'histoire des ouvriers, l'histoire des femmes, travailleuses ou simplement mères.

L'histoire nouvelle apparaît donc, avec elle, bien davantage que des personnages nouveaux. C'est tout le récit national qui s'en trouve bouleversé : la recherche s'attache moins désormais à tracer l'unité d'une tradition politique

qu'à reconstituer une mosaïque sociale dans sa complexité et ses contradictions.

Ce passage de l'histoire politique à l'histoire sociale, loin de diminuer l'importance politique de la discipline, la renforce : s'ils ne datent pas d'hier, les enjeux politiques de l'historiographie n'ont jamais été si manifestes, et jamais

*Evidente à l'Université,
la signification politique
de l'histoire l'est
aussi au dehors.
Ainsi de la bataille
des manuels scolaires...*

leurs implications n'ont été aussi ouvertement revendiquées. Il s'agit, en effet, non seulement de la représentation des différents groupes, promus communautés, dans la nation, mais aussi de la représentation (pour jouer sur l'autre sens du terme) des différents groupes dans l'Université : dans les départements d'histoire, comme ailleurs, la représentation dont s'autorise le porte-parole peut fonder un droit à la parole, parfois à un poste.

La signification politique de l'histoire est plus évidente encore hors les murs de l'université. Ainsi de la bataille des manuels scolaires, qui se livre localement, et surtout dans des États comme celui de New-York ou de Californie, où les minorités peinent particulièrement lourd dans un système public largement déserté par la classe moyenne blanche. Une histoire des États-Unis qui, depuis les Pères fondateurs, dériverait simplement la chronique présidentielle des WASPS, n'aurait, dans un district scolaire comme celui d'Oakland, en Californie, où les « minorités » représentent 91 % de la population scolaire, guère plus de sens que l'évocation de « nos ancêtres les Gaulois » naguère dans les colonies. C'est pourquoi y sont

refusés des manuels jugés, au nom des élèves, pas assez « multiculturelles », c'est-à-dire insuffisamment propres à affirmer leur assurance (*self-esteem*) par la vertu de la représentation. Faut-il s'en étonner ? La tentation d'une histoire réduite à la célébration des groupes - Noirs, Indiens, Chicanos ou Chicanos - est d'autant plus forte chez ceux qui sont abandonnés à eux-mêmes, à leur échec scolaire et à leur défaite sociale.

On comprendra de même le succès étonnant de l'afrocentrisme, envers exact de l'afrocentrisme, qu'il prétend justement renverser. Dans le sillage déjà ancien du Sénégalais Cheikh Anta Diop, on se plait aujourd'hui, aux États-Unis, à retrouver, sous la Grèce, l'Égypte, et sous l'Égypte, l'Afrique noire. La civilisation serait nègre d'origine. Le succès de cette thèse, des librairies de Harlem aux clips vidéo du chanteur Michael Jackson (pourant si peu noir), renforce d'ailleurs la plus grande méfiance dans les meilleurs départements universitaires d'études « afro-américaines ». L'afrocentrisme ne représente-t-il pas, en effet, une dangereuse dérive de l'histoire des groupes, dès lors que, sortant du cadre national, l'histoire ethnique qu'il propose confond la culture et la race, en fondant la

fiercé d'être noir aujourd'hui aux États-Unis sur un jadis et un ailleurs, dont rapproche seulement une identité de peau ?

Le risque réel que représente cette dérive n'indique pourtant pas la vérité de l'histoire nouvelle aux États-Unis. Sans doute la politisation (à laquelle n'échappent pas même ceux qui la dénoncent) expose-t-elle à la commémoration - mais il n'est rien de nouveau sous le soleil américain. D'un mot, on définirait plus volontiers cette nouvelle histoire américaine comme *problématique* : problématique parce que, critique, elle décèle plus de problèmes dans la société américaine, autour des nœuds de race, de classe ou de genre ; problématique aussi parce que, se satisfaisant moins de l'accumulation des faits, lois ou batailles, elle préfère poser des questions, définir des problèmes ; problématique enfin, parce que complexe, plus partagée, moins assurée - à l'image précisément de la société américaine.

Eric Fassin

Eric Fassin est sociologue et enseigne à l'Institut d'études françaises de l'université de New-York

PUF Des livres d'idées

« Ma politique éditoriale ? Quel grand mot ! », s'exclame Pierre Chaunu, théoricien. Le président de l'Académie des sciences morales et politiques a, dit-il, une conception plus simple de son rôle de directeur de collection aux Presses de la Sorbonne. « J'ai toujours considéré comme un devoir de la charge d'aider ceux qui travaillent avec moi à publier leurs travaux », explique-t-il en reconnaissant qu'il se place du point de vue de l'offre plus que de la demande. C'est pourquoi, sur les vingt-six titres de la collection « Histories » qu'il a créée en 1980, la moitié sont des premiers livres.

Mais, qu'il s'agisse de thèses universitaires, entièrement remaniées pour les besoins de l'édition, comme la vaste œuvre d'Annick Paradis sur la Naissance de l'Écriture, ou d'ouvrages d'historiens chevronnés comme celui de Jean Meyer sur le Poids de l'État, l'esprit est le même : « Ce sont des livres centrés sur un moment du passé, et qui, dans la mesure du possible, aident à dénouer quelque chose du présent. » Précisant ce propos dans l'histoire et l'imaginaire, l'ouvrage qui inaugure sa collection, Pierre

Chaunu écrit : « Que chacun, à partir de la traction du savoir qu'il détiend, nous donne sa vision d'aujourd'hui, sa lecture du monde. » Qu'il interroge les documents, qu'il pose au passé « les questions qui le brûlent », et surtout qu'il avance une démonstration : « Les livres d'Histoires » sont d'abord des livres d'idées !

Avec 30 000 exemplaires vendus, le livre de Raymond Secher, le Génocide franco-français : la Vendée vendée, constitue, de loin (à cause de son titre ?), la best-seller de la collection. Habituellement, les ventes oscillent plutôt entre 1 500 et 2 000 exemplaires par ouvrage, pour un tirage moyen de 3 000, chiffres qui correspondent à peu près aux ventes de « Nouvelle Clio » ou de « Peuples et civilisations », les autres grandes collections des PUF, en dehors du secteur « histoire » de « Que sais-je ? » et de « Premier cycle ». « Bien sûr, écrit Pierre Chaunu, avec une Démographie de la Grèce antique, vous pénétrerez peu dans les librairies de gare. Mais l'important n'est pas de garder des champs de recherche très ouverts ? » La prochaine titre de la collection, par exemple, se détachera des données historiques pour approcher les frontières de la génétique. « J'ai toujours aimé grappiller sur les marges », conclut Pierre Chaunu. Il est vrai que je ne suis pas un historien traditionnel. »

FL N.

« Le prix Israël refusé »

Israël et judaïsme
Ma part de vérité

Yeshayahu Leibowitz

Pour la première fois, le processus Leibowitz, figure emblématique de premier plan, livre au public français ses convictions profondes sur le devenir du judaïsme et d'Israël, et plus largement sur celui de l'humanité.

288 pages, 145 F

DDB

ISRAËL



ITALIE

محاضرات النجل

POUR
COMPRENDRE



L'HISTOIRE

ISRAËL

A LA VEILLE DU QUARANTE-CINQUIÈME ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE
L'HEURE A PEUT-ÊTRE SONNÉ DES RÉVISIONS DÉCHIRANTES

Les livres sont placés si haut sur les étagères qu'un ne peut les atteindre. Dans une lumière chaude et intime, six chaises de bois, dont la couleur et la forme évoquent les années 50, sont tournées côte à côte vers un mur. Sur le dossier, en hébreu, cette inscription : « Réserve aux familles des héros ». Plus loin, est accroché un portrait photographique en noir et blanc, dont le visage est surexposé. Sommes-nous dans une bibliothèque ? Dans une synagogue ? Non. Il s'agit d'une « installation » dans le plus pur style conceptuel, due à deux jeunes artistes, Erez Harodi et Nir Nader, qui exposent, depuis janvier 1993, à la galerie Bograshov, une des plus renommées de Tel-Aviv.

Cette œuvre fait scandale parce qu'elle « détourne » certains objets du culte civil, officiel et familial, que l'on rend aux victimes de guerre. Il faut savoir qu'en Israël, famille et amis publient, à l'occasion de l'anniversaire du décès d'un soldat, une petite brochure, qui, de façon émouvante et désespérée, tente de retenir des bribes de l'existence du défunt. La vision froide, provocante, iconoclaste qu'ont jetée sur cette intimité desolée les deux artistes a donc touché une fibre extrêmement sensible de l'imaginaire social.

Mais, au-delà de l'aspect « contestataire » de cette avant-garde, la sensibilité émotionnelle au passé de deux créateurs nés dans les années 60 étonne. Le sionisme s'était fixé comme objectif la « construction » d'une société révolutionnaire, résolument tournée vers l'avenir, en rupture avec un passé dévalorisé par l'expérience de l'exil. Ce modernisme militant, cette acculturation délibérée – faits majeurs occultés par la renaissance de l'hébreu – constituent encore une clef de la mentalité israélienne. Elle explique en partie l'affrontement des laïcs et des religieux à l'intérieur des frontières et au-delà : le malaise persistant entre juifs israéliens et juifs de la Diaspora.

Depuis quelques années pourtant, ce modernisme a pris des rides, voire un charme de vieux buffet... Tel qu'un le tourne en dérision à la galerie Bograshov, il fleurit bon les décennies d'après-guerre. Appendice israélien du post-modernisme ? Société en pleine mutation, à la veille du quarante-cinquième anniversaire de son indépendance ? Les points de



fuite de l'identité nationale se brouillent. L'heure des historiens a peut-être sonné.

C'est justement autour de la guerre d'indépendance de 1948 que se cristallisent les révisions déchirantes. La génération qui, en Israël, atteint l'âge de la retraite, et quelquefois du pouvoir, a vécu cette guerre. Le Premier ministre, Itzhak Rabin, a participé lui-même,

1948 : cette date
est le fil rouge
de l'identité
israélienne
contemporaine

comme jeune officier du Palmach (unité d'élite de la Haganah, la future armée israélienne) à l'une des batailles les plus dures et les plus coûteuses en vies humaines du conflit. A vingt-six ans, Itzhak Rabin voit tous les soirs se creuser les tombes de compagnons qui périssent pour tenir ouverte la route de Jérusalem. Vain des souvenirs propres à alimenter une certaine forme de pessimisme.

Mais 1948 n'est pas seulement pour les historiens israéliens un outil d'analyse du caractère de leurs

hommes politiques. Deux livres parus récemment illustrent à quel point cette date est le fil rouge de l'identité israélienne contemporaine, avant même d'être la pierre angulaire du conflit avec les Arabes et les Palestiniens.

1948 n'est-elle pas la première guerre menée par une armée juive depuis l'époque romaine ? Cette constatation sert de point de départ à Anita Shapira, dans *Le Glaive de la colombe* (1), qui analyse la formation d'une doctrine de défense dans la population juive de la Palestine mandataire (le *Yichov*) de 1881 à 1948. Tirailles entre l'hostilité de plus en plus violente du nationalisme-palestinien naissant, leur propre idéalisme et l'absence plus que millénaire de toute tradition militaire, les pionniers s'aperçoivent vite que la normalisation recherchée de l'existence juive rend nécessaire la conciliation des impératifs militaires avec le recours à la force. Le résultat : un consensus israélien autour d'un discours politique et militaire de style essentiellement défensif. Les guerres furent acceptées dans la mesure où elles étaient « imposées » par l'ennemi.

Seule la guerre du Liban, en 1982, remarque Anita Shapira au début de son livre, fit exception (et peut-être également, ajoutent certains, l'opération du Sinaï de 1956). Des historiens n'hésitent pas à recourir au modèle de la guerre

de 1914-1918 pour évaluer les conséquences de 1948 sur la société israélienne, comme Emmanuel Sivan dans un essai paru au plus fort de la guerre du Golfe, *La Génération de 1948 : mythe, portrait et mémoire* (2). Du seul point de vue des victimes, la comparaison se tient : la population juive compte dans la Palestine mandataire 630 000 âmes lorsque s'ouvrent les hostilités. Il y a près de 5 800 tués côté israélien (dont 1 200 civils). Dans la tranche d'âge des 18-21 ans, c'est 8 % de la population masculine qui est fauchée. Si la guerre de 1948 avait duré autant que celle de 1914-1918, on estime que le rapport pertes/population aurait été comparable à celui des pertes allemandes de la première guerre mondiale.

D'ailleurs, pense Emmanuel Sivan, la comparaison vaut pour l'après-guerre : il y eut bien en Israël, comme il y eut en Europe, une « génération du feu » suivie d'une « génération manquée », à qui s'ajoute, mantré-t-il, un phénomène de confiscation de la mémoire collective par les élites politiques et intellectuelles, lesquelles imposent leur lecture du conflit. C'est ainsi que le rôle des sabras (jeunes nés en Palestine) aurait été surevalué au détriment des immigrants de fraîche date : comme dans toute société d'immigration, les derniers arrivés furent les plus mal servis à la table de la mémoire.

Le livre d'Emmanuel Sivan marque en tout cas un tournant. Il s'agit d'une des premières histoires culturelles de la guerre d'indépendance (analyse des brochures commémoratives, des rituels de mémoire, etc.). L'histoire des mentalités est pourtant loin d'être inconnue dans les universités israéliennes. Mais, curieusement, son champ d'application restait jusqu'à présent limité à l'histoire juive proprement dite ou à d'autres zones géographiques. Avec cette étude, c'est une sorte d'archéologie de la conscience israélienne qui est en train de naître, tandis que, dans le public, la dimension du passé, en se démythifiant, prend toute son ampleur. Et sa grandeur.

Nicolas Weil

(1) Editions Am'Oved, Tel-Aviv 1992, en hébreu.
(2) Editions Ma'arachot, Tel-Aviv 1991, en hébreu.

COMPLEXE La priorité éditoriale

« Pas d'art pour l'art », ni d'histoire pour l'histoire. Selon André Versaille, codirecteur des éditions Complexe, l'histoire – qui, à l'écouter, semble l'hériter tout entier – ne vaut pas pour elle-même mais pour les phénomènes contemporains dont elle permet l'éclairage et la mise en perspective : « Étudier, avec le recul du temps, la fortune de l'événement. »

C'est dans cet esprit qu'est né, il y a dix ans, « La mémoire du siècle », première des nombreuses collections qui animent le domaine historique de Complexe. Centrée sur le vingtième siècle, de la première révolution russe à l'invasion de l'Afghanistan, ses titres suffisent à en évoquer la portée : 1917 : l'Occident devant la révolution soviétique, de Marc Ferro ; 1956 : Budapest, l'insurrection, de François Fejtő ; 1956 : la désalinisation commence, d'Hélène Cambre d'Encausse...

Complexe affiche l'ambition d'étudier différents domaines à travers le prisme de toutes les formes de l'histoire : analyse, essai, témoignage, histoire immédiate ou de longue durée, histoire de l'événement ou des grands mouvements du fond, sans compter les atlas et les dictionnaires historiques qui apportent leur propre regard. Autant d'éclatages, et presque autant de collections : notamment « Questions au XX^e siècle », dirigée par S. Bernstein et

P. Milza, qui complète la précédente en étudiant un phénomène dans sa durée (*la Question d'Irlande*, de J. Guiffan, *Histoire de la Mafia au XX^e siècle*, de A. M. Metard) ; ou encore la collection « Historiques », qui reprend des classiques de la littérature d'histoire, contemporains (S. Moscovici, R. Rémond) ou plus anciens (Taine, Tocqueville, J. de Maistre) ainsi que des documents présentés par des analystes, comme le *Testament politique* de Richelieu par D. Dessert.

Première collection d'histoire en poche, chronologiquement et en nombre de volumes (près de deux cent cinquante titres), le domaine historique des éditions Complexe constitue, en occupant les deux tiers de sa production, la priorité éditoriale de la maison. Une attention portée sur le XX^e siècle ainsi qu'une conception originale du livre de poche – traité presque comme une collection courante, avec 70 % d'induits et des tirages modestes – font la singularité de Complexe. Outre que le poche permet de contourner la brièveté de la vie du livre au librairie, quelques ventes consistantes (20 000 exemplaires pour *De Sarajevo à Sarajevo*, de J. Rupnik, 40 000 pour *l'Atlas stratégique*, de G. Chiffand et J.-P. Rageud) confortent André Versaille dans ses convictions : « Je ne crois pas à la génération spontanée, ni, comme Fujiwara, à la fin de l'histoire. Je vois plutôt un retour de l'histoire ou, du moins, du besoin d'histoire pour éclairer le monde d'aujourd'hui et éviter les amalgames dangereux, ce qui est essentiel. »

M. V. R.

UNE CHARTE POUR L'EUROPE L'UTOPIE

DE THOMAS MORE, LE "MONTESQUIEU ANGLAIS".
TEXTE INTÉGRAL, érudite, commenté, traduit par André Prévost
Docteur en lettres, lauréat de l'Académie.

L'Europe de More : anarchie, corruption, inflation, guerres. Le Remède : L'Instrument utopique : les finalités, urbanisme, économie, vie de l'esprit, pluralisme religieux, relations internationales : Fédérations.

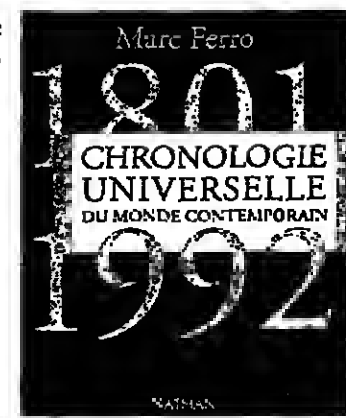
UN LIVRE QUI ÉCLAIRE L'AUJOURD'HUI
UNE ÉDITION D'ART qui reproduit l'esthétique de l'original : titres, or, illustrations par Holbein, signets. Custode relevée de portraits. Notes. Tables. Lexique. Index. 780 pages.

LE LIVRE A OFFRIR : 250 F. francs.
Bégédis Paris et chez l'auteur. Par poste, commandes par C.C.P. A. Prévost 1462-61 Z LILLE au par chèque au eurochèque libellé en Francs Français à l'ordre de A. Prévost, 16 avenue des Fleurs F. 59110 LA MADELEINE. Livré par retour, emballage à toute épreuve. Pour envoi recommandé, ajouter 20 F. Tél 20.55.29.16. Dédicé sur demande.

15 000 événements
pour comprendre
le monde : 1801 - 1992

Sous la direction de
MARC FERRO

Chronologie
mondiale
des faits historiques,
des tendances
politiques et sociales,
des progrès
scientifiques
et techniques.



568 pages. 28 cartes historiques en couleurs.
3000 noms propres indexés. 198 F.

NATHAN

Le Monde
éditions
1981, pays : URSS... capitale : Moscou
1991, pays : CEI... capitales : 15...
Pour suivre un monde délogué
CONSULTEZ
L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR
Index et cartes

ITALIE

ET SI LE MEZZOGIORNO ÉTAIT LE CŒUR D'UNE « AUTRE EUROPE » ?
C'EST LA THÈSE STIMULANTE DE GIUSEPPE GALASSO

An XVI^e siècle déjà, lorsqu'ils évoquent le Mezzogiorno de l'Italie, les ingénieurs lombards du vice-roi de Naples ou les émissaires du grand-duc de Toscane en Calabre décrivent des réalités qu'ils jugent profondément différentes de celles qu'ils connaissent au nord, insistent sur la violence qui régne les rapports sociaux, le caractère despotique que revêt l'autorité, les luttes de clan et les vengeances entre familles, l'absence de la « superstition » et de la culture magique... Formules et réactions qui anticipent sur une tradition pluriséculaire de préjugés antiméridionaux : le discours actuel de la Ligue lombarde, en dénonçant sommairement l'absence d'un développement industriel autonome dans le sud, l'ignorance des lois du marché, ou les dispositions d'esprit essentiellement « parasitaires » des Méridionaux, ne fait que reprendre et renouveler, à l'usage des classes moyennes urbaines, inquiètes et amères, du triangle industriel Milan-Turin-Gênes, des stéréotypes anciens.

C'est dire que le livre de Giuseppe Galasso, *L'autre Europe*, paru en 1982 et dont le public français peut désormais prendre

connaissance (avec le retard qui caractérise, hélas ! les relations intellectuelles entre la France et l'Italie) en traduction (1), s'insère en temps voulu dans l'ensemble des débats qui intéressent aujourd'hui la construction de l'Europe et la définition de son identité culturelle. A travers les aspects très variés qu'il aborde en de brefs chapitres stimulants (la formation historique du stéréotype du Napolitain ; la mise en place du peuplement et la structure de l'habitat ; la situation de la culture magique entre « mauvais œil » et sorts ; le rôle du palais aristocratique à Naples ; les saints et la sainteté méridionale ; la figure de l'entrepreneur méridional ; les liens familiaux à Tarente ; les traditions populaires et le folklore en Sicile, etc.), l'ouvrage de Giuseppe Galasso ne vient pas seulement dissiper des ignorances ou des préjugés : il suscite, par-delà les stéréotypes, des interrogations neuves ; il offre des clés de lecture, d'interprétation et de compréhension et ouvre en profondeur à l'intelligence des réalités, si riches et si mouvantes tout à la fois, de l'Italie méridionale.

La notion d'« autre Europe », revue à travers l'anthropologie cul-

turelle dans le mythe ou le langage, constitue ainsi un outil propre à soustraire la réflexion des lieux communs du « méridionalisme » : ainsi de la thèse qui lie le moindre développement de l'Italie méridionale aux succès de la Contre-Réforme et leur impuissance à l'écarter de l'ascendance du Mezzogiorno à la modernité. Ne serait-ce pas plutôt – comme le suggère, en forme de provocation, J. M. Sallmann à la suite de ses travaux sur la sainteté méridionale – la Réforme catholique qui constitue dans la seconde moitié du XVI^e siècle la modernité ? N'est-ce pas l'évolution religieuse du royaume de Naples qui est la norme et le modèle le plus répandu ?

Et n'est-ce pas Naples – la plus grande ville de la Méditerranée après Istanbul – qui se situe au cœur d'une « autre Europe » qui irait des Balkans à Santiago du Chili : une « autre Europe » qui n'a mis ni sur l'Élat, comme la France monarchique, ni sur le commerce, comme l'industrielle Angleterre, mais se définit par le double refus de l'islam et de l'hérésie, repose à la fois sur le bras séculier de l'Espagne à son zénith et l'outillage mental et intel-

lectuel de l'Italie, et ancre définitivement l'Amérique latine à l'Europe ? Si l'hypothèse peut paraître paradoxale, elle n'en mérite pas moins attention en ce qu'elle contribue à déplacer l'accent sur les dynamiques internes du développement social et culturel de l'Italie méridionale et la formation autonome de son identité.

En plaçant l'altérité au cœur de sa réflexion, Giuseppe Galasso ne propose aucune explication totalisante : sa démarche anthropologique et régressive met en place un faisceau complexe d'interprétations. La constitution de l'« autre Europe » du Mezzogiorno ne relève pas de la fatalité, mais obéit à des mécanismes pluriels, organisés selon des axes spatio-temporels distincts, produits d'évolutions divergentes, d'emprunts réciproques, de réactions décalées et de transformations graduelles. Son livre invite ainsi à mesurer en quoi l'Italie méridionale est autre... et tout autant, pourtant, constitutive de l'identité culturelle de l'Europe.

Philippe Boutry

(1) Collection de l'Ecole française de Rome, diffusion De Boccard, 498 p., 320 F.

POUR COMPRENDRE L'HISTOIRE



EN DEBAT

Toutes les activités humaines peuvent être considérées du point de vue de l'histoire. L'art, par exemple, ou les sciences ou encore la littérature. Mais ces domaines possèdent aussi leurs modèles d'évolution propres. Les historiens doivent-ils avoir le dernier mot ?

Historien de l'art, Hubert Damisch ? Historien, philosophe de l'esthétique, critique et écrivain, plutôt. A ses yeux, la discipline qu'il enseigne ne peut se réduire à une démarche historiciste conventionnelle.

« L'art est dans l'histoire, l'histoire de l'art est dans l'histoire, dit Hubert Damisch. Il serait absurde d'ignorer cette évidence, et de prétendre évaluer les données historiques. En chacun de ses moments, l'art est lié à un contexte que seule l'histoire est en mesure de restituer. On entend dire parfois qu'il n'a pas d'histoire, au moins pas d'histoire autonome, indépendante de l'histoire générale. Mais c'est peut-être que le mot même d'histoire n'a pas tout à fait le même sens selon qu'il s'applique à des faits politiques, militaires, économiques, ou à des œuvres d'art.

« L'œuvre d'art se situe et joue à la frontière de plusieurs champs. Ce qu'elle met en forme vient de divers horizons. L'œuvre n'est pas seulement produite par l'histoire, comme on le dit un peu vite. A travers les effets qu'elle porte, elle induit de l'histoire, sous des modes infiniment variés, infiniment nuancés. Et quant au contexte même où elle intervient, l'image que nous en formons est à bien des égards tributaire de l'art.

« Il n'empêche qu'il ne manque pas de théoriciens et de praticiens pour proposer une explication historique de l'art. Ainsi Michael Baxandall...

« Et Francisca avant lui... Et d'autres encore aujourd'hui. Ce courant existe en effet, et je suis bien loin d'en nier l'intérêt, la pertinence. A condition toutefois qu'on s'entende sur ce qu'on veut dire par « explication » et par « histoire » soit, si j'ai bien compris, le problème qui est celui de Baxandall. Et à condition, également, que l'histoire ne tienne pas lieu de pensée, ni ne prétende avoir le dernier mot, comme il en va trop souvent. L'en appellerai à un cas extrême, mais que je tiens pour exemplaire, celui de la préhistoire : en préhistoire, on ne dispose, et encore avec une marge d'erreur ou d'approximation considérable, que de repères chronologiques, déterminés par l'archéologie et les techniques physico-chimiques de datation. Des données historiques, au sens reçu du mot, il n'en existe aucune. Et cependant l'étude des peintures pariétales s'est développée, en faisant l'économie de l'histoire, et sous des formes qui me semblent particulièrement remarquables. Je n'en veux pour

ART

« L'ŒUVRE N'EST PAS SEULEMENT PRODUITE PAR L'HISTOIRE. ELLE INDUIT DE L'HISTOIRE SUR DES MODES INFINIMENT VARIÉS »



Picasso, esquisse pour Guernica

preuve que l'œuvre de Leroi-Gourhan et les études proprement structurales qu'il a su conduire sur l'art pariétal, sans parler, par force, aucun tribut à l'histoire. Je suis bien sûr qu'il suffit de prononcer le mot « structure » pour se voir aussitôt taxé d'arriération mentale ou, pis encore, de formalisme. Le formalisme à mauvaise presse, la politique étant passée par là. Mais je n'y vois pas une raison suffisante pour s'en déprendre à tout prix.

« L'art préhistorique est cependant un cas marginal dont on ne peut prétendre tirer des conclusions générales ni un argument décisif contre l'explication historique.

« J'en conviens bien volontiers. Et je sais tous les mérites d'une histoire dite « sociale » de l'art qui traite de sa production autant que de sa réception, et des variations concomitantes du goût. Je crois cependant que, plus encore que les conditions de son apparition, compte le destin ultérieur de l'œuvre, et non pas sa seule réception, mais son action, les effets qu'elle a portés et continue de porter jusque dans la culture présente. Merleau-Ponty ne craignait pas d'écrire que non seulement l'œuvre d'art gardait

un sens hors de son contexte d'origine, mais que, peut-être, elle n'avait de sens, en définitive, qu'en dehors de lui. C'est là une idée difficile à entendre, même pour un philosophe. Il faut, en tout cas, dénoncer la chimère, aujourd'hui en vogue parmi les historiens, selon laquelle il nous faudrait nous efforcer de voir les œuvres d'art avec les yeux des contemporains, de ceux qui en furent les premiers témoins, les premiers destinataires. Etudier une œuvre d'art, c'est d'abord être conduit à s'interroger sur ce qu'il en est de notre propre regard à nous, et se demander plutôt comment, à quels titres, sous quelles espèces cette œuvre continue de fonctionner, une fois séparée de son contexte d'origine, et ne cesse pas de nous intriguer, de nous captiver.

« A quoi vise, en définitive, l'explication historiciste des œuvres d'art ? A nous en débarrasser en les renvoyant dans leur temps et leur lieu d'origine. Freud faisait remarquer qu'une interprétation réussie avait pour effet que les images obsédantes perdissent de leur intensité et disparaissent peu à peu de l'esprit des patients. Serait-ce un bien si, à vouloir les « interpréter », l'histoire faisait elle-même disparaître ces

images obsédantes que sont les œuvres d'art ? Si celles-ci ne résistaient plus ? Plus elles résistent, en vérité, plus elles sont actives, plus elles demeurent insaisissables. En matière d'art, une interprétation réussie devrait faire que l'œuvre n'en soit, si le mot a un sens, que mieux présente, que plus efficace.

« Cette puissance de résistance, cette force qui les soustrait à l'histoire, échappe elle-même à la connaissance historique. Elle relève d'une autre forme d'analyse, une pensée esthétique avec laquelle l'histoire de l'art doit compter.

« Il suffit, pour s'en convaincre, de comparer l'histoire de l'art et l'histoire des sciences. Cette dernière comporte un enjeu de vérité : la vérité de la découverte scientifique, celle à laquelle prétend la science. Cet enjeu, l'histoire doit le prendre en compte, le mesurer, sans prétendre en décider. Seul à tomber dans une histoire des sciences de type totalitaire et qui en appellerait à des critères idéologiques - la science « bourgeoise » ou « prolétarienne » - ou racistes - la science « aryenne ». Pour ce qui est de l'art, on en est encore là, au peu s'en faut.

« On pourrait aussi évoquer l'histoire du droit et la critique de l'historicisme que suppose l'idée d'un droit « naturel ». L'histoire de l'art ne va pas elle-même sans des enjeux esthétiques, et - je ne crains pas de le dire - sans un enjeu de « beauté ». Est-ce à dire - je pose la question - que quelque chose existe comme une esthétique - à l'instar d'un droit - « naturel » ?

« La beauté... Ceux qui perçoivent les historiens « purs » accusant volontiers les historiens de l'art de verser dans l'esthétique vous feraient assurément grief d'abus d'un tel mot.

« Verser dans l'esthétique ? C'est un risque que j'assume, bien loin de le repousser. Et pour plusieurs raisons. D'une part, parce que l'histoire de l'art, qu'elle le veuille ou non, est profondément informée par l'esthétique. C'est ainsi que l'histoire de l'art italien - et, à travers elle, l'histoire académique de l'art en général - a longtemps été programmée, et l'est aujourd'hui encore, à son insu, par la pensée de Benedetto Croce. Mais il y a à cela une autre raison encore, plus décisive peut-être. Le problème, tel que le posait Wittgenstein, est de savoir si de connaître parfaitement une œuvre permet d'en conclure, logiquement, à sa valeur de beauté. Or, à l'inverse, si l'on peut atteindre à une connaissance parfaite des œuvres, sans que soit posée la question de la qualité esthétique.

« Et cela quel que soit le sens que l'on assigne au mot « beauté ». Pour moi, je ne l'entends évidemment pas à la manière de Winckelmann, au sens d'un idéal transcendantal, d'une beauté académique. Il suffit, pour ne pas tomber dans ce piège, d'en appeler à encore à Freud : l'idée que celui-ci s'est fait de la beauté suffit à nous en garantir, dès lors qu'elle demeure radicalement irréversible. Mais on peut, aussi bien, relire Diderot et renouer, à travers lui, avec la pratique critique qui fut celle de l'histoire de l'art à ses débuts, et qui est nécessairement celle de l'art moderne et contemporain. Ce qui est une autre manière de dire que l'histoire n'est jamais mieux elle-même que quand, loin de se contenter de replacer les œuvres dans leur contexte d'origine, elle s'efforce, comme le voulait Walter Benjamin, de présenter, à travers le temps qui les a vus naître, le temps qui les connaît.

Propos recueillis par Philippe Dagen

COLLECTION DES PUBLICATIONS DE LA BDIC
sous la direction de Joseph Huis

SÉRIE HISTOIRE ET IMAGES DU XX^e SIÈCLE

IMAGES DE 1917
s.d. L. Gervereau et Ch. Procherson
207 p., ill. en coul., 190 F

ÉTRANGERS À EUX-MÊMES
s.d. Th. Blot-Schach
64 p., 40 ill. n/b, 100 F

LA PROPAGANDE SOUS VICHY
s.d. L. Gervereau et L. Procherson
288 p., 500 ill. n/b-coul., 236 F

DE GAULLE À MITTERRAND
Trente ans de dessins d'actualité en France
280 p., 500 ill. n/b, 230 F

LA COURSE AU MODERNE
France et Allemagne dans l'Europe des années 20 (1919-1933)
s.d. R. Franch, L. Gervereau, H. J. Neyer
192 p., 350 ill. n/b-coul., 186 F

MAL-ÈS
Les mouvements étudiants en France et dans le monde
s.d. G. Dreyfus-Armand et L. Gervereau
304 p., 500 ill. n/b, 260 F

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE
La Péninsule ibérique et l'Amérique latine
s.d. L. Gervereau
190 p., 200 ill. n/b-coul., 190 F

RUSSIE-URSS, 1914-1991
s.d. W. Berthoin et L. Gervereau
304 p., 500 ill. n/b-coul., 236 F

LA FRANCE EN GUERRE D'ALGERIE
s.d. L. Gervereau, J.-P. Roux, B. Stora
320 p., 600 ill. n/b-coul., 330 F

CHRONIQUES CONTEMPORAINES
Des documents photographiques récents...
par Th. Blot-Schach et Ch. Caillé
96 p., 80 photos n/b et coul., 130 F

BDIC
8, allée de l'Université
92001 Nanterre cedex
Tél. : 40-97-79-00 - Fax 40-97-79-40
Diffusion LA DÉCOUVERTE/BODUS

Dominique Lecourt est professeur de philosophie à l'université Paris-VII ; Dominique Pestre dirige le Centre de recherches en histoire des sciences et des techniques (CNRS-Cité des sciences de La Villette). Ils s'interrogent sur le champ d'action de l'histoire des sciences.

« L'histoire des sciences est-elle l'affaire des historiens, des scientifiques, des épistémologues ou des philosophes ? Dominique Lecourt. - Il est de fait que des chercheurs dont les formations sont très diverses s'attachent à l'histoire des sciences, et, a priori, on ne peut que s'en réjouir. La question de droit est de savoir quel est l'objet de tout cela. Quel est le domaine de l'histoire des sciences ? Tout dépend de la définition qu'on se donne de la science. La science est une réalité conceptuelle, mais aussi pratique, matérielle, institutionnelle. Si l'on est historien, rien de tout cela ne doit être laissé de côté. Si l'on est philosophe, on se doit pas non plus ignorer tout cela, mais on s'intéresse davantage à ce qui dans la science a des effets sur la manière de penser en général. C'est un point de vue plus conceptuel.

Dominique Pestre. - Pour un historien, l'objectif reste toujours de connaître le passé, de comprendre pourquoi quelque chose se maintient ou change à un moment donné. En cela, il est enclin à ne pas anticiper sur l'événement et à rechercher les cohérences locales. Celles-ci doivent, certes, prendre en compte la dimension conceptuelle mais aussi les pratiques matérielles,

SCIENCES

LA PHILOSOPHIE A LONGTEMPS DOMINÉ L'HISTOIRE DES SCIENCES. AU DÉTRIMENT DES HISTORIENS ?

les technologies sociales et littéraires, etc. Dans tous les cas, mais rien n'est ici nécessaire, cela tend à me faire préférer les périodes courtes où je retrouve l'épaisseur dont j'ai besoin en tant qu'historien.

« L'histoire des sciences a-t-elle évolué dans ses démarches depuis une dizaine d'années ?

D. P. - De mon point de vue, oui, énamorément. Peut-être un peu plus en Angleterre. Elle a évolué dans le sens d'une multiplicité enfin reconnue des questionnements légitimes. Il est désormais autorisé de poser des questions qui étaient autrefois écartées en raison d'une définition étroite de l'histoire des sciences, une définition essentiellement philosophique. Il me semble qu'il peut maintenant y avoir une rencontre sur des questions relatives aux pratiques techniques, aux critères sociaux de validation des savoirs, etc. Ces questions sont désormais traitées des deux côtés.

D. L. - Il y a une expansion extraordinaire, depuis quelques années, de l'intérêt des scientifiques, et de l'ensemble de la population, pour l'histoire des sciences. C'est un fait que je constate chez mes étudiants - des physiciens purs et durs ! -

qui se passionnent pour l'histoire des sciences. Jusqu'à la manière de concevoir et de pratiquer cette histoire des sciences, il est de fait que pendant longtemps en France il y a eu une sorte de préjugé de la philosophie sur l'histoire des sciences. Maintenant, la situation est plus nuancée et cela nous donne la possibilité d'avoir d'autres contacts, notamment avec l'anglais.

« Vous vous félicitez de cette ouverture, mais vous maintenez la spécificité de votre approche philosophique de l'histoire des sciences

D. L. - Je me félicite de l'ouverture, mais je ne voudrais pas que l'on perde de vue l'idée que l'on fait l'histoire d'un progrès de connaissances. Donc, que l'on met en jeu des catégories philosophiques. Je crois que tout historien qui travaille dans ce domaine ne peut pas ne pas le reconnaître. L'histoire des sciences est ainsi un domaine où l'on voit que la philosophie n'est pas faite pour les philosophes. Les philosophes n'ont pas un droit sur la philosophie, comme si celle-ci était leur propriété. La philosophie n'est pas une discipline comme une autre, puisqu'elle voyage à travers ces catégories abstraites qui figurent dans d'autres corps de pensée et d'action.

D. P. - Je comprends ceci, mais il est évident que les délimitations sont multiples, notamment dans la science du XX^e siècle. Pour en parler, il faut évoquer l'Etat, l'industrie, les guerres, l'interface avec les technologies, il faut envisager l'organisation concrète des laboratoires, les pratiques instrumentales devenues fondamentales. Rien de cela ne peut être ignoré dans les sciences contemporaines.

D. L. - Mais il ne faut pas non plus réduire la science à un certain jeu d'institutions et de rapports de forces et répéter l'erreur positiviste qui consistait à dire que la science s'était libérée de la philosophie. En réalité, on est très souvent en pleine philosophie. Autant le dire !

« Comment le développement des sciences et l'irrationnalisme peuvent-ils coexister ? D. P. - Je répondrai par un biais. Je crois qu'une défense militante de la science faisant valoir que la science dit toujours le vrai et que toute personne qui ne la prend pas pour argent comptant se trompe nécessairement génère elle-même son autodéfaillance. Il y a, en effet, dans cette défense-là une conception si étroite, une conception qui nie une si large part de l'humain, qu'elle suscite des réactions d'hostilité compréhensibles.

D. L. - C'est une réaction de survie ! Souvent, les scientifiques qui se soucient de l'image des sciences négligent le fait que, pour la population, la figure de la science est celle de rationalisations de l'existence qui se finit avec un label scientifique. Cela n'a rien à voir avec la pensée scientifique que nous connaissons à travers l'histoire des sciences, une pensée qui n'est pas réductible au calcul, ni l'entre une part d'imagination. De ce point de vue, je me dirais volontiers beuchardien !

D. P. - Les sciences sociales signifient souvent, pour la société, une organisation plus stricte de la vie collective. Elles se traduisent en général par un enrégimentement accru des modes de vie. Si les sciences sont identifiées à cette traduction sociale, elles deviennent alors un ordre contraignant supplémentaire.

Propos recueillis par Jean-Paul Thomas

MATÉRIAUX
pour l'histoire de notre temps
(Revue trimestrielle)

N° 18 : Relations franco-allemandes 1945-1957
N° 19 : Matériaux pour une nouvelle lecture de l'histoire de l'Europe centrale et orientale
N° 20 : L'Allemagne, en l'absence de l'Union
N° 21 : La Guerre d'Algérie, les humides et les odeurs
N° 22 : 1982-1992, Espagne-Amérique latine, de la découverte à l'expo
ASSOCIATION DES AMIS DE LA BDIC
8, allée de l'Université, 92001 Nanterre Cedex. Tél. : 40-97-79-06.

هناك من النحل

POUR
COMPRENDRE



L'HISTOIRE

LITTÉRATURE

POURQUOI L'HISTOIRE LITTÉRAIRE N'A-T-ELLE JAMAIS RÉUSSI EN FRANCE
À SE CONSTITUER EN DISCIPLINE SCIENTIFIQUE AUTONOME ?

Comment expliquer que l'histoire de la littérature n'ait pas réussi à se constituer en discipline scientifique propre, au même titre que l'histoire des sciences ou l'histoire de l'art ou encore l'histoire de la musique, mais que l'histoire littéraire soit restée une discipline académique, un secteur des études littéraires ? Cela tient-il au fait littéraire lui-même ou à l'organisation des études littéraires en France ? Deux chercheurs, Michael Werner, directeur de recherches au CNRS (Institut des textes et manuscrits modernes), directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, et Jean-Marie Schaeffer, chargé de recherches au CNRS (Centre de recherches sur les arts et le langage), spécialiste de philosophie esthétique et de poétique, ont accepté d'en débattre.

Michael Werner. Il est significatif de parler d'histoire de la littérature plutôt que d'histoire littéraire. L'histoire littéraire a toujours été liée à l'enseignement, et la crise de l'enseignement littéraire fait que l'histoire littéraire n'a pu être renouvelée par tous les acquis de la nouvelle histoire. Il faudrait redéfinir la place de l'histoire dans la culture, dessiner une nouvelle géographie des différents sous-champs culturels pour retrouver un nouvel objet qui serait donc une histoire de la littérature considérée comme pratique culturelle et non pas comme patrimoine à reproduire dans l'enseignement.

Jean-Marie Schaeffer. L'histoire littéraire a été la reconduction du canon littéraire, avec finalité pédagogique, enseigner les classiques, ce qui est tout à fait défendable, mais elle n'a jamais réussi à se constituer en

discipline positive susceptible de se donner un objet propre. Cet objet ne peut qu'être la littérature comme pratique culturelle spécifique. Je vous rejoins sur ce point-là.

Ce qui manque aujourd'hui, du point de vue de l'histoire littéraire, mais peut-être que le structuralisme dans les années 60 a aussi raté cette problématique-là, c'est une discussion fondamentale sur ce qu'est la pratique littéraire. Et je trouve que la discussion sur les structures littéraires devrait se situer elle aussi dans ce cadre-là. Cela m'a paru évident lorsque j'ai étudié les genres littéraires : on ne peut les concevoir en dehors de l'étude des pratiques littéraires. Mais, en même temps, on voit bien que ces pratiques ne sont pas réductibles à une simple chronologie des œuvres : il y a des régularités, des transformations, des interactions. Il y a donc place pour une étude structurale au sens où l'idéologie du terme.

M. W. Il y a aussi une spécificité du fait littéraire dans la culture française. Dans d'autres pays, le problème ne se pose pas exactement dans les mêmes termes. En France, la culture littéraire a joué un rôle tellement dominant par rapport aux autres pratiques culturelles qu'elle a été identifiée à la culture générale, avec une certaine idée du patrimoine à conserver et à transmettre. Du coup, elle est concernée

en premier lieu par cette remise en cause de la culture traditionnelle, par le déclin des études littéraires, de la culture littéraire, au profit d'autres pratiques qui étaient plutôt dominées, comme les arts plastiques, la musique. De façon plus générale, elle est remise en cause dans son rapport à la philosophie ou aux disciplines traditionnelles voisines, y compris l'histoire. Il y a eu, tradi-

« Traditionnellement, il y a eu opposition entre les lettres, la philosophie et l'histoire. On pâtit toujours de cet héritage »

tionnellement, opposition et concurrence entre les lettres et l'histoire et la philosophie, et en France on pâtit toujours de cet héritage, alors que dans d'autres pays cette opposition a été moins forte.

En Allemagne, la philologie au XIX^e siècle n'opposait pas radicalement ces disciplines. L'histoire de la littérature s'est développée en relative symbiose avec une certaine philosophie de l'histoire

et a donc échappé à la simple histoire encyclopédique ou accumulative, à l'histoire épistémologique des faits littéraires. Mais elle s'est trouvée quand même en concurrence avec l'approche philologique en ce sens qu'elle avait l'ambition de dresser une image d'ensemble, une histoire totale, alors que la philologie s'est toujours gardée de donner elle-même cette vision d'ensemble. La philologie se contentait d'accumuler progressivement les matériaux avec l'idée qu'un jour l'ensemble apparaîtrait dans toute sa lumière, mais elle refusait ce genre de généralisation comme non scientifique. Cependant, il y avait un souci commun qui est de traiter avec des méthodes et une perspective historiques un objet qui est historique lui-même. En France, l'histoire littéraire a été d'emblée inscrite dans la reproduction des valeurs culturelles, des textes canoniques à valeur transhistorique, et elle n'a pas eu cette ambition globalisante d'une histoire totale.

J. M. S. La réaction contre l'histoire littéraire a consisté en France, dans les années 60, à déclarer la clôture du texte afin de se donner un objet d'étude susceptible d'être saisi par une méthode d'analyse rigoureuse, l'analyse structurale. S'il y a eu une conception étroite de la technique, elle est très liée à la conjoncture de l'enseignement en France à cette époque. Car si on

regarde le formalisme russe, on y voit toujours le double souci de l'étude synchronique et de l'étude diachronique. Et Gérard Genette, en 1969, a insisté sur le fait qu'il appelait de ses vœux une sorte d'histoire littéraire à la Feuvre, donc inspirée de l'école des Annales, puisque, à un moment donné de l'étude, la synchronie doit nécessairement passer à la diachronie, donc la théorie à l'histoire.

Et lorsqu'il produit plus tard une étude comme *Seuils*, elle est à la fois structurale et historique, puisqu'il étudie le fonctionnement et l'évolution du paratexte à travers l'histoire. Si on met à part ce moment très particulier qu'est quand même le structuralisme français des années 60, le traditionnalisme russe ou les structuralistes ichéques et ceux qui, aujourd'hui, se placent encore dans la filiation du structuralisme ne conçoivent pas de couper le texte de l'histoire. A l'inverse, il paraît tout aussi absurde, si on veut construire une histoire littéraire du fait littéraire, de la couper d'une étude des régularités et surtout d'une étude qui devrait toujours être comparative, car lorsqu'on étudie une littérature nationale, il y a des éléments qui ne deviennent visibles qu'à partir du moment où on la confronte à d'autres traditions culturelles qui suivent d'autres voies. Une véritable histoire littéraire, outre qu'elle ne

devrait pas être une histoire des œuvres mais devrait être trans-textuelle, devrait toujours avoir cette visée comparative. Si on veut étudier la littérature comme fait culturel, on s'inscrit dans une perspective anthropologique, et on ne peut étudier ce fait culturel sans sortir des cadres nationaux et même du cadre étroit de la culture occidentale. C'est là que je vois un possible renouveau des études littéraires.

M. W. Pendant les dix ou quinze dernières années, la recherche historique, notamment celle des historiens du livre et des bibliothèques, a accumulé pas mal de matériaux qui doivent à présent entrer dans le cadre d'une histoire de la littérature. Si on définit la littérature comme une pratique culturelle, il est évident que les pratiques de lecture, la consommation de l'objet livre en font partie, et, de ce point de vue, d'énormes avancées ont été réalisées, mais justement plutôt par les historiens qui sont en marge par rapport aux études littéraires, Chartier, Darnton, toute l'école anglo-saxonne, qui ont rendu disponibles des matériaux.

Est-ce que l'histoire de la littérature doit nécessairement déboucher à chaque fois sur une synthèse ? C'est là un des grands problèmes, qui recouvre celui du singulier et du général tel que le posait le XIX^e siècle. Les synthèses sont encore soupçonnées d'usage scolaire ou de vulgarisation et on n'en veut pas tellement, au niveau de la recherche elle-même. En France, l'histoire littéraire au XX^e siècle a produit des manuels scolaires et des monographies d'écrivains, alors qu'au fond le moment serait venu de la synthèse véritablement scientifique, dégagée des impératifs d'enseignement au sens de la transmission du patrimoine.

Propos recueillis par Michel Comtat

Proliférantes revues

A en juger par leur quantité, leur variété et leur longévité, les revues historiques manifestent une remarquable vitalité. Tandis que le doyen, la *Revue historique*, fondée en 1876, renvoie à la tradition universitaire positiviste du XIX^e siècle, on a vu, ces dernières années, apparaître une dizaine de nouvelles publications reflétant les préoccupations les plus actuelles de la discipline, comme *Genèses*, qui étudie, dans une perspective pluridisciplinaire, la naissance des mouvements sociaux, ou *Histoire et mesure*, consacrée aux méthodes quantitatives. Le *Catalogue des revues culturelles*, édité par l'association Ent'Révues, recense, dans la rubrique « Histoire », quarante-cinq publications, généralistes ou spécialisées par périodes, régions ou centres d'intérêt. Et cette nomenclature ne prend pas en compte les organes de vulgarisation, destinés au grand public.

Cette prolifération tient à l'élargissement des domaines couverts. Mais elle reflète aussi le dynamisme de la recherche : l'apparition d'une approche nouvelle se traduit inmanquablement par la création d'une publication pour en assurer la promotion. La *Revue de synthèse* a été créée en 1900 par Henri Berr pour défendre une conception universaliste et comparative, s'étendant notamment à l'histoire des idées. En 1929, Lucien Febvre et Marc Bloch s'en séparèrent pour fonder les *Annales*, plus ouvertes sur l'économie et les sciences sociales, qui allaient devenir, sous la houlette de ses fondateurs, puis de Fernand Braudel à partir de 1956, le porte-drapeau de la « nouvelle histoire ». C'est encore autour de revues que se sont affirmés de nouveaux domaines d'investigation, comme la *Revue d'histoire économique et sociale* (1913), ou les *Annales de démographie historique* (1965).

Cette forte identité théorique ne va pas toutefois sans accommodements. Si les combats idéologiques sont durs lors du lancement, pour bien marquer la spécificité de la publication, ils tendent ensuite à se modérer. Sous la direction de Jean Favier et René Rémond, la *Revue historique* s'est démarquée de l'orthodoxie académique pour s'ouvrir à d'autres courants. De même les *Annales*, malgré leur fidélité aux pères fondateurs, ont eu à cœur d'accueillir les novateurs (1).

Cette ouverture se manifeste aussi dans les relations entre les revues savantes et les publications de vulgarisation. Si, d'après

pendent longtemps, la frontière était bien étanche, il n'est plus considéré comme indigne de collaborer à des magazines à grande diffusion comme *Historama* (70 000 à 80 000 exemplaires), *Historia* (60 000 exemplaires) ou *Notre Histoire* (30 000 exemplaires), édité par le groupe La Vie catholique. La démocratisation des connaissances, l'existence d'un marché pour cette production et le talent littéraire de nombreux historiens réputés ont poussé ces derniers à franchir un pas de plus, en présentant eux-mêmes au public cultivé les résultats de leurs travaux. Cette démarche a été à l'origine du lancement, en 1978, de l'*Histoire* (60 000 exemplaires) qui allie une présentation magazine et l'appel systématique à des

universitaires. Le succès de cette publication repose à la fois sur l'augmentation du nombre des professeurs de lycée et des étudiants, qui constituent le gros des lecteurs, et sur l'intérêt médiatique pour l'histoire récente, à laquelle elle consacre une place importante. C'est une démarche du même ordre qui a inspiré, en 1984, les chercheurs fondateurs de *Vingtième siècle*, qui, sous une présentation plus classique, traite, de façon très accessible, des grands sujets contemporains.

Cet attrait pour l'histoire dépasse le cadre des revues spécialisées. Il se traduit par la place accordée à la perspective historique dans des publications traitant d'autres matières : culturelles, littéraires, anthropologiques ou géopolitiques. Et l'histoire occupe une place de choix dans les revues d'idées comme le *Débat*, dirigée par l'historien de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, Pierre Nora, ou *Esprit*.

Enfin, si la pacification idéologique de la société française est sensible dans les revues d'histoire, cela ne signifie pas que la polémique a disparu, comme l'attestent les invectives qui ont marqué le bicentenaire de la Révolution ou l'anniversaire de la découverte de l'Amérique. Et si l'histoire a longtemps été marquée par l'influence de la pensée marxiste, on assiste maintenant à une tentative de reconquête du terrain par l'extrême-droite, comme l'attestent, après les tentatives « révisionnistes », la sortie du magazine *Enquête sur l'histoire* ou la place accordée aux historiens « de droite » dans la jeune revue d'inspiration néo-maurassienne *Néalecton*.

Frédéric Gausson
(1) Sur l'évolution des *Annales*, voir le livre d'Henri Contau-Bégarie *Le Phénomène nouvelle histoire*, Economica, 2^e édition, 1989.

LES ÉDITIONS LA DÉCOUVERTE ONT DIX ANS

À cette occasion nous mettons à la disposition du public et des libraires :
Le catalogue des livres disponibles 1993
Le catalogue des Sciences Humaines et Sociales.
Ces catalogues seront des outils précieux de promotion et accompagneront un certain nombre de manifestations en librairie autour de notre production.
Ils seront disponibles le 25 mars 1993 et présentés au Salon du Livre au Grand Palais sur le stand La Découverte.

Stand E 51



LA DÉCOUVERTE

POUR
COMPRENDRE



L'HISTOIRE

LES GRANDS COMMUNICATEURS

LONGTEMPS, ALAIN DECAUX, ANDRÉ CASTELOT ET LEURS FABULEUX TIRAGES
ONT ÉTÉ DÉDAIGNÉS PAR LES HISTORIENS « LÉGITIMES ». ON EN REVIENT...

« Le reste, c'est de la petite histoire », dira souvent l'historien universitaire, d'abord préoccupé par l'analyse et la synthèse des causalités, et renvoyant « le reste », le fait divers, l'anecdote, aux « historiens du dimanche ». Pendant longtemps en effet, les grands « maîtres » de l'histoire vivante, narrative, vulgarisée – au premier rang desquels Alain Decaux et André Castelot – ont souffert du dédain d'historiens « légitimes ». On leur reprochait de se mêler de tout, sans spécialité, de préférer l'événement aux grandes tendances, de confondre l'hypothèse et la certitude, d'être d'une langue trop fleurie, de raconter au lieu d'interpréter, en un mot, de faire de la « petite histoire ».

« Je ne vois pas pourquoi on serait moins historien sous prétexte que l'on a un style plus vivant et plus accessible », rétorque leur éditeur François-Xavier de Vivie, directeur des éditions Perrin – une maison exclusivement consacrée à l'histoire et qui, avec 60 % de livres « grand public », tient, presque à elle seule, le marché de ce type d'ouvrages. « On considère aujourd'hui Michelet comme un historien alors que, s'il écrivait à notre époque, on lui reprocherait sans doute de dramatiser à outrance, de faire du style. Tite-Live aussi écrivait à chaud, en journaliste. Decaux, Castelot et les autres écrivains de l'histoire vivante sont victimes d'un complot de la part de chercheurs et d'universitaires jaloux qui leur en veulent de savoir à la fois instruire et distraire ».

Mais la querelle des deux histoires, celle de l'histoire universitaire et celle de la « petite his-

toire », ne s'est-elle pas, depuis quelques années déjà, considérablement atténuée ? Comme le note Pierre Nora, « l'histoire dite « nouvelle », après s'être intéressée exclusivement aux grandes structures socio-économiques, après avoir chassé l'événement et le fait divers, en revient (...) et retrouve avec la micro-histoire l'événement-clé ou l'épisode minuscule. Du même coup, le type d'histoire [pratiqué par Alain Decaux] reprend une certaine légitimité aux yeux de l'historien universitaire considéré comme noble (1) ».

Le rapprochement est d'autant plus perceptible que l'histoire narrative a elle aussi évolué. Dès les années 70, Alain Decaux, ne s'intéressant plus seulement aux « grands mystères du passé », publie, « après dix ans de travail », une *Histoire des Français*, vaste coupe longitudinale en deux volumes et 1 900 pages, qui constitue, selon lui, « la première histoire de la femme française de la préhistoire à nos jours ». Douze ans plus tard, avec son *Victor Hugo*, il répond à tous ceux qui l'accusaient de ne travailler que sur des sources de seconde main sans rien apporter de neuf : n'est-il pas le premier à avoir exploré de façon exhaustive les vingt-deux mille



Alain Decaux : « La conscience de ma responsabilité envers le public ».

lettres que se sont adressées Victor Hugo et Juliette Dronet ? Proximité des approches, influences réciproques, continuité ou rupture : ce débat a-t-il d'ailleurs tant d'importance ? Alain Decaux et André Castelot insistent beaucoup plus volontiers, tous les deux, sur ce qui leur tient vraiment à cœur : transmettre à leurs contemporains le goût de l'histoire. « J'ai toujours vécu dans une sorte de fièvre », confie Alain Decaux. « A once ans, j'ai découvert le Comte de Monte-Cristo. C'est en voulant vérifier ce qu'il y avait de vrai chez Dumas que je me suis aperçu, notamment chez Lenotre, que l'histoire elle-même était aussi passionnante que l'histoire

romancée. » Dès lors, Alain Decaux n'aura de cesse de faire partager cet enthousiasme.

Dès leurs premiers livres, Decaux et Castelot explorent les mêmes registres : l'émotion, la dramatisation, « le côté Maigret de la reconstitution et de l'enquête », la mise en scène extraordinairement vivante de chaque parcelle de passé. André Castelot ne nie nullement la double dimension journalistique et théâtrale de sa présentation de l'histoire. Au contraire. N'était-il pas, avant-guerre, critique dramatique au *Peu Journal* ? Il en a gardé quelques grands principes – que l'on retrouvera dans la *Reine Margot*, le cinquantenaire ouvrage qu'il publie ces jours-ci :

aller sur les lieux, « toujours mettre ses pas dans les pas de son personnage », animer le récit par des images vraies, attacher une grande importance au décor, au temps qu'il fait... Bien entendu, cela ne dispense pas de s'entourer de tout le sérieux possible et de ne rien avancer qui ne soit justifié par un document d'archive. « Cela n'est une constante de ma vie », insiste Alain Decaux : la conscience de ma responsabilité envers le public. Je sais parfaitement que l'information que je vais apporter à un très grand nombre de gens sera probablement l'unique information qu'ils auront jamais eue sur le sujet ».

Les seuls chiffres de vente montrent à quel point la passion de ces « historiens-narrateurs » est communicative. Rien qu'en édition courante, c'est-à-dire sans compter les poches ni les ventes en club, leurs ouvrages atteignent régulièrement 100 000 à 200 000 exemplaires (300 000 pour *Marie-Antoinette*, d'André Castelot, 195 000 pour *Victor Hugo*, d'Alain Decaux, 100 000 pour *Chère Marie-Antoinette*, de Jean Chalot, 85 000 pour *Elisabeth d'Autriche*, de Jean des Cars...). Leur public ? Probablement le même que celui d'une revue comme *Historia*, consacrée à la vulgarisation sérieuse, et dont le courtier permet de mieux cerner le lectorat. « Un décalage fréquent entre la maladresse de l'écriture et la subtilité des questions posées rend compte à la fois d'un niveau de culture générale plutôt faible et de connaissances historiques très pointues », note Patricia Crété-Béry, rédactrice en chef. Alain Decaux et André Castelot, quant à eux, font remarquer l'extrême hétérogénéité de leurs lecteurs : « Cela va du professeur d'université à l'ajusteur de Renault », affirme Alain Decaux. C'est stupéfiant. Cela me montre chaque jour qu'il ne faut pas s'adresser à un public,

mais être soi-même. Si j'intéresse un ouvrier, c'est qu'il me trouve moi, à travers ce que j'écris ».

Proximité de l'auteur, proximité du personnage... Toute la force de ce genre historique ne vient-elle pas, en effet, de ce qu'il nous introduit d'emblée dans l'intimité des grands hommes ? « Ce qui me frappe aujourd'hui, c'est la mode des biographies, remarque l'historien Gérard Vincent. Pour moi, ce succès est lié à notre système culturel. Nous attendons un homme capable de décider en connaissance des causes et des effets. Nous intériorisons tellement le monothéisme que nous pensons toujours qu'un dieu ex machina va surgir et résoudre tous les problèmes ».

Cette histoire-là, qui suscite constamment la possibilité d'une identification, est-elle alors si distincte de l'histoire des romanciers ? Paul Veyne semait déjà le trouble en parlant de l'histoire comme d'un « roman vrai ». Où passe vraiment la frontière entre la biographie historique, l'histoire romancée, le roman historique ? Entre des auteurs aussi différents qu'André Castelot, Alain Decaux, Henri Troyat, Amin Maalouf, Jeanne Bourin, Mika Waltari, Alexandre Dumas, François Chandonnagor ?... « Il est important de ne pas induire le lecteur en erreur, note cette dernière. Alexandre Dumas violait plus l'histoire que je ne la viole. Mon roman (2) se veut une reconstitution, à la manière dont les archéologues italiens remontent les monuments. Je suis triste, à Delphes, de voir des morceaux de ruines laissés tels quels par scrupule. La reconstitution, si elle n'est pas toujours dans le vrai, est à mes yeux un moyen légitime pour faire comprendre la vérité ». Decaux et Castelot, archéologues ou « reporters du passé » ?

Florence Noiville
et Marion Van Renterghem

(1) *Le Débat*, numéro 30, mai 1984.
Alain Decaux : « Entretien avec Pierre Nora ».

(2) *L'Allée du roi*, 1981.

Les Ministères français de l'Éducation nationale et de la Culture, et des Affaires étrangères, organisent le

CONCOURS ROUSSEAU

Sujet : « Si le rétablissement des sciences et des lettres a contribué à enrichir les peuples... »

Enoncé du concours organisé par l'Académie de Dijon, en 1750, dont Jean-Jacques Rousseau fut lauréat. Sujet à traiter dans les conditions de notre époque.

Envoyer avant le 30 septembre 1993 un essai de 30 pages ou 75 000 signes maximum, en deux exemplaires, pour la France au Centre national des lettres, 53, rue de Vauvillier, 75007 Paris. Téléphone : (1) 49-54-68-21 pour l'étranger, à l'ambassade de France avec photocopie de la carte d'identité.

Dotation prévue pour cinq lauréats de 60 000 F à 5 000 F.

LES AMATEURS DE NÎMES

PARTOUT A TRAVERS LA FRANCE, L'HISTOIRE LOCALE A SES ADEPTES.
LA PREUVE PAR L'EXEMPLE GARDOIS

Certaines villes reposent sur un substrat d'histoire. Telles des couches géologiques, les traces du passé y sont incorporées dans le sous-sol, ressuscitées par le moindre chantier, la plus petite fouille. Ainsi en est-il de Nîmes, chef-lieu du Gard, ancienne Nemausus de l'époque romaine. Aux vestiges antiques se sont superposés les sceaux de temps plus récents, dans une région marquée par la présence protestante. Nîmes est donc une ville historique, mais à plus d'un titre, puisque certains de ses habitants ne se contentent pas de respirer un air empreint des parfums du passé. Ils ont choisi d'étudier ces temps révolus, d'en discuter et de les échanger, de publier les résultats de leurs recherches. A l'ombre de la « grande » histoire universelle, les Nîmois s'interrogent, avec plus ou moins de constance, sur leur propre cheminement.

Car c'est, le plus souvent, d'histoire locale qu'il est question dans les cénacles de la ville. Les différentes sociétés savantes qui s'intéressent à l'histoire, circonscrivent leurs activités à un périmètre régional. Un type de curiosité qui semble s'être considérablement développé au cours de la dernière décennie. « Le nombre de nos visiteurs s'est multiplié par dix depuis douze ans », constate M. Robert Debant, directeur des archives de la ville. Nous voyons apparaître des amateurs éclairés qui souhaitent étudier le passé en remontant aux sources. Ce champ suscite l'intérêt des autochtones, mais aussi de ceux qui vivent à Nîmes sans en être originaires et qui veulent en savoir plus », comme le

constate M. Raymond Huard, président de la Société d'histoire moderne et contemporaine de Nîmes et professeur à l'université de Montpellier. Au-delà, ce regain d'attention s'inscrit peu-être dans l'ombre portée de la décentralisation ou, version plus pessimiste, dans un repli sur l'environnement proche, par déception vis-à-vis des théories globales. Il se peut, en tout cas, que ce goût pour la chose locale témoigne d'un mouvement de réappropriation de l'histoire. En passant par des données proches, donc accessibles, les amateurs font la preuve que cette discipline n'est pas le monopole des historiens en titre, chercheurs ou universitaires.

« Le souci de conservation, les scrupules vis-à-vis du patrimoine sont une caractéristique des Provençaux »

Et puis il y a, bien sûr, le simple plaisir de connaître et de faire connaître, en s'appuyant sur les richesses de l'endroit. La présence de plusieurs sociétés savantes tient lieu de formation continue, dans une ville où l'université n'existe qu'à l'état embryonnaire. L'Ecole antique, vieille et célèbre institution nîmoise, donne un aperçu de cet appétit de savoir. Dirigée par M. Victor Lassalle, ancien conservateur en chef des musées d'art et

d'histoire de la ville, cette société ouverte à tous réunit périodiquement un public relativement nombreux. On y écoute des conférences venues des environs et d'ailleurs, universitaires, conservateurs de musée ou architectes des monuments historiques, qui parlent de la préhistoire, de l'antiquité ou du Moyen Âge.

« Le souci de conservation, les scrupules vis-à-vis du patrimoine sont une caractéristique des Provençaux », explique M. Lassalle. Le but n'est pas seulement d'avaloir des connaissances théoriques, mais aussi d'assister à des visites commentées de sites et de monuments. Une session d'été, regroupant régulièrement plus de deux cents inscrits, permet de faire alterner les exposés et les excursions. L'Ecole antique, qui se défend d'être un « club du troisième âge », accueille gratuitement, chaque année, des étudiants, parmi lesquels des groupes d'étrangers. Les subsides proviennent en grande partie de la municipalité, qui vient d'allouer, pour 1993, une subvention de 100 000 francs à l'association.

En dehors des conférences orchestrées par les différents cercles, les Nîmois peuvent se plonger dans les textes des communications, restitués dans les bulletins des associations. Une activité éditoriale limitée, puisque les publications sont rarement tirées à plus de cinq cents ou mille exemplaires. Les passionnés peuvent aussi se tremper dans des bains d'histoire à l'occasion des colloques. En septembre 1992, la Société d'histoire moderne et contemporaine, qui

compte cent soixante adhérents, a ainsi organisé une rencontre sur le thème de « La République en Languedoc-Roussillon, de 1792 à 1958 ». Ce fut l'occasion de réunir le public le plus fidèle, où l'on recense beaucoup d'enseignants, mais également d'autres curieux. Et aussi de recruter de nouveaux membres, grâce à la magie d'une manifestation.

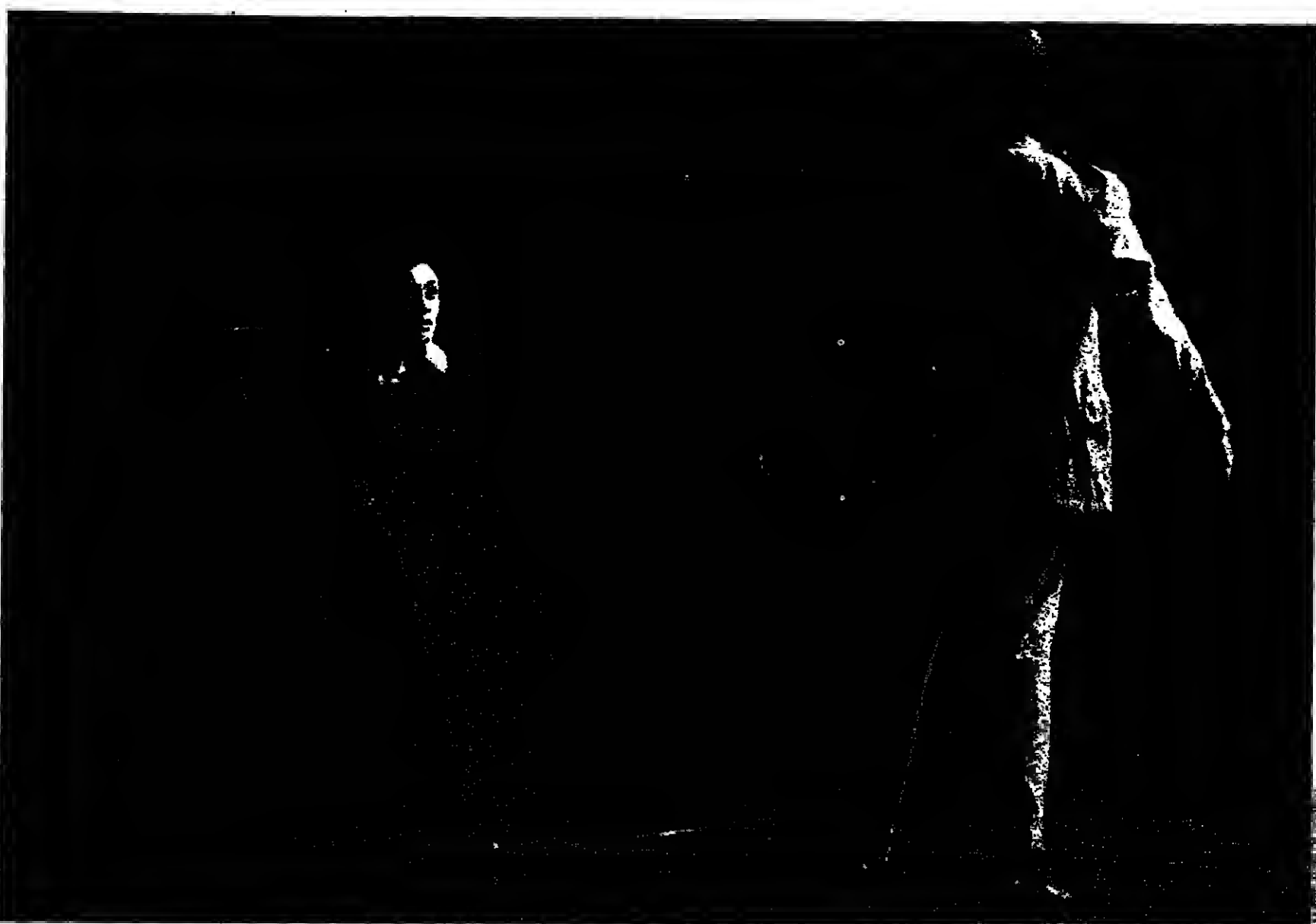
Plus généralement, la Société tâche d'élargir son audience en « trouvant un juste milieu entre les sujets trop pointus et les conférences très grand public », souligne M. Huard. Animée par le pasteur Roger Grossi, la Société d'histoire du protestantisme est, par essence, plus spécialisée. Cette association, fondée en 1954, prépare un colloque, pour novembre 1993, sur la naissance de l'Ecole de Nîmes, haut lieu de l'économie sociale.

Entre ces institutions, nulle concurrence apparente, guère de polémique, pas même à l'occasion du partage des subventions accordées par les collectivités locales. Il existe, au contraire, un enchevêtrement amical, qui fait de certains les membres assidus de deux associations à la fois. Quelques-uns, enfin, se retrouvent dans la salle solennelle et déserte de l'Académie de Nîmes, pour parler encore d'histoire, mais de façon un peu plus décousue. Avec ses trente-six membres répartis en trois groupes invariables (douze catholiques, douze protestants et douze « sauterelles »), l'Académie semble hésiter entre le statut de lieu d'étude et celui d'objet historique. Qu'importe, en somme, pourvu qu'il s'agisse d'histoire !

Raphaëlle Récolle

هكمان النجل

ARTS • SPECTACLES



Marie (Waltraud Meier) et le tambour-major (Mark Baker). En bas : Marie et l'enfant (Amaud Sourisseau).

L'ARRIVÉE DE « WOZZECK » AU CHÂTELET

MARIE DANS SES MIROIRS

L'événement de la saison lyrique écoulée fut le « Wozzeck » d'Alban Berg mis en scène par Patrice Chéreau au Châtelet. Cette même salle accueille ce chef-d'œuvre du XX^e siècle à partir du 24 mars, pour trois représentations. Dans des décors à la fois géométriques et oniriques de Richard Peduzzi, dans des pénombres carcérales, le spectacle dit, mieux qu'aucun autre, la solitude des hommes, la méchanceté comme autodéfense animale, la folie contre la prison mentale. Dans sa robe de sang, Marie y incarne la femme totale : l'épouse, la mère, l'amante. Marie est la soprano allemande Waltraud Meier, voix de larmes et de flamme.

« L n'y a pas que la mort qui est réaliste dans Wozzeck. Tout y est terriblement réel... Waltraud Meier regarde rêveusement l'instantané qui la montre courbée comme une bête traquée, le visage émacié, face au tambour-major (notre photo ci-dessus). La scène, qui clôt le premier acte de Wozzeck, est un brasier de violence sexuelle. Patrice Chéreau en a fait l'un des sommets de sa mise en scène. L'accouplement des deux amants se fera sur le sol.

Qu'évoque cette photo à l'interprète ? « Tout ce qu'il y a de mouvement corporel dans la mise en scène de Chéreau. Sur ce sujet, Patrice et moi nous sommes retrouvés : tous les mouvements sortent de la pensée. Il ne faut pas dire à l'acteur, au chanteur, bouge ainsi, mets-toi là. Il faut lui parler de l'émotion qui doit l'habiter. Le geste, alors, vient de lui-même. Mon mouvement, dans cette scène, dit à la fois la défense et l'annonce du désir. Je n'ai jamais réfléchi intellectuellement à la façon de traduire



cette contradiction. Mon corps l'a matérialisée à sa façon.

Marie avec l'enfant ? « Elle est à la fois la mère bonne et la mère mauvaise. Elle souhaite manifester de la tendresse, mais sa mauvaise conscience la dévore. Toujours cette même contradiction. C'est qu'il y a tout, dans le personnage de Marie. Il y a, comme dans chacun de nous, le bon côté et l'envers de la médaille. L'enfant, le tambour-major, Wozzeck sont trois miroirs qui la reflètent. Ces trois êtres avec lesquels elle a à jouer sont trois aspects d'elle-même. Les deux hommes et l'enfant meut ont instauré quelque chose de particulier avec elle. Marie est définie par les autres. »

Qu'est-ce que ça fait d'être trée en scène d'un coup de couteau dans le ventre ? « Ce n'est pas très différent que d'être embrassée. Tout est si dur dans Wozzeck ! C'est une vraie tragédie, une tragédie des interactions, la fatalité de ce qui se passe entre les gens parce qu'ils sont ce qu'ils sont. Que serait-il advenu de Wozzeck s'il était tombé amoureux d'une autre femme ? L'hypothèse ne mène nulle part, inutile de se poser la question. Il a rencontré cette femme. Il n'existe pas d'issue. La mort est la seule solution.

« Marie est un rôle difficile. Difficile à cause des extrêmes. Il ne s'agit pas tellement des extrêmes graves et des extrêmes aigus. Mais de la rapidité avec laquelle il faut passer d'une tessiture à l'autre. C'est la même chose avec Isolde. Mais Wagner ménage toujours à l'interprète un petit temps de préparation.

« Il y a aussi le passage du chanté au parlé-chanté. Ça se passe tellement vite que c'est presque impossible à réaliser. Berg et Schoenberg, qui ont utilisé l'un comme l'autre la technique du sprechgesang, mais ils n'ont bien su l'ap-

pliquer qu'aux voix d'hommes. Ils ont oublié que la plupart des femmes ne chantent pas dans le même registre qu'elles parlent. Ma voix parlée est placée deux octaves plus bas que ma voix chantée. Et je ne vous dis pas, pour Birgit Nilsson ! Quand elle ouvre la bouche pour parler, ça résonne comme dans une grotte... »

Berg n'a tout simplement pas compris cette réalité physiologique. Il a noté les parties en sprechgesang du rôle de Maria à la même hauteur que les passages où elle chante. C'est impossible à chanter comme c'est écrit. A chaque interprétation, on doit opter pour un compromis. L'année dernière, j'ai gardé ma voix parlée naturelle. Cette fois, je vais peut-être la placer à la hauteur de ma voix chantée. L'expression s'en trouve profondément modifiée. Il va falloir choisir. »

Le rôle de Marie est-il, alors, différent de tous les autres ? Différent des rôles wagnériens, par exemple ? « J'étais sûre que vous alliez me parler de Wagner, s'empare Waltraud Meier. Pendant combien d'années vais-je devoir chanter Berlioz, Mascagni ou Verdi pour que la France cesse de me coller l'étiquette de chanteuse wagnérienne ? Il est difficile de travailler quand on est ainsi cataloguée. Une fois pour toutes, je suis une chanteuse qui chante beaucoup de rôles, les rôles qui font du bien à ma voix. Il est vrai que je travaille Isolde en ce moment. Mais je chanterai Salomé au Châtelet en 1993. Comme pour la Marie de Wozzeck, ce sera une prise de rôle. »

Propos recueillis par ANNE REY

* Reprise de Wozzeck d'Alban Berg, mise en scène de Patrice Chéreau, les 24, 26 et 29 mars, à 19 heures 30, Théâtre du Châtelet à Paris, tél. : 42-33-00-00. Dans le rôle-titre, Franz Grundheber, souffrant, est remplacé par Falk Struckmann. L'Orchestre de Paris est placé sous la direction de Daniel Barenboim.

PAUL SCHRADER

PAGE 28

Light Sleeper est le dernier film de Paul Schrader. Itinéraire d'un cinéaste américain obsédé par le mal et la rédemption, portrait d'un puntail. (Lire page 28 les articles d'Henri Béhar et de Jean-Michel Frodon.)

VOYAGES AU FÉMININ

PAGE 29

Agota Kristof écrit pour le théâtre. Ses textes, inspirés par son enfance hongroise ou par la vie quotidienne en Europe non communiste, sont des constats impitoyables. A vérifier jusqu'au 10 avril, à la Comédie de Caen. Régime Chopinot, chorégraphe éventureuse, a engagé sa troupe dans l'éventure d'un « Marteau sans maître » confié, pour le visuel, au peintre Jean-Charles Blais. (Lire page 29 les articles de Colette Godard et de Dominique Frétyard.)

NANTERRE
AMANDIERS

**OU
BIEN LE
DEBAR-
QUEMENT
DESAS-
TREUX.**

spectacle
musical
d'Heiner
Goebbels
d'après
Joseph Conrad, Heiner Müller,
Francis Ponge

DU 19 MARS AU 4 AVRIL
4 6 1 4 7 0 0 0

CINÉMA

« LIGHT SLEEPER », UN FILM DE PAUL SCHRADER

MÉTAMORPHOSE
D'UN PURITAIN

Scénariste de Scorsese, de Spielberg, de De Palma et de Sydney Pollack, réalisateur de neuf films depuis 1977, Paul Schrader est depuis toujours fasciné par les manifestations du mal et du morbide dans la vie quotidienne, et par les impossibles quêtes de pureté. Sur les mêmes motifs, mais avec une puissance sèche dans la réalisation qu'on ne lui connaissait pas, il a écrit et mis en scène « Light Sleeper ». Son meilleur film.



Willem Dafoe.

CRITIQUE de cinéma dans les années 60 (son premier livre : le Style transcendantal au cinéma : Bresson, Dreyer, Ozu), Paul Schrader, de Taxi Driver en Dernière Tentation du Christ, était devenu le scénariste fétiche de Martin Scorsese et l'un des plus cotés dans l'industrie hollywoodienne. Pourtant, élevé dans l'univers strict d'un foyer calviniste, il a vu son premier film qu'à dix-sept ans. Il débute avec Yukusa pour Sydney Pollack, contribue aux Rencontres du troisième type de Steven Spielberg, écrit l'Obsession pour Brian De Palma et Mosquito Coast pour Peter Weir. Sa carrière de réalisateur, de Blue Collar à Étrange séduction en passant par la Félina, Mishima et Patty Hearst, était plus inégale.

Comme réalisateur, et scénariste de ses propres films, Schrader avoue avoir traversé une période de doute, inspiration bloquée : « Pendant un temps, j'ai eu le sentiment de n'avoir rien à dire. J'ai travaillé à des adaptations de romans ou à des scénarios pour d'autres ». Il enseigne aussi à l'université Columbia. Puis il lui vient comme une révélation « un sens biblique du terme ». « Un soir, j'ai rêvé d'un homme que j'avais connu il y a longtemps, un coursier de la drogue, un livreur à domicile. Je me suis réveillé en sursaut vers 4 heures du matin : je tenais mon personnage. Impossible de me rendormir. Le jour même, j'ai commencé à écrire. »

« Plus une œuvre est écrite vite, meilleure elle est, dit Schrader. Parce qu'elle exige d'être écrite, elle ne vous laissera pas en paix tant que ce ne sera pas fait. » Le record, pour un film de cette sorte, est sans doute battu : Light Sleeper fut imaginé, écrit, coproduit (avec Linda Reisman), tourné, monté et livré en moins d'un an. « Il n'y a pas de grâce », commente la comédienne principale du film, Susan Sarandon. De fait, le scénario de Light Sleeper dégage une énergie brute, sinon brutale, qui aurait disparu lors du processus « normal » (à Hollywood) des réécritures.

Comme dans la plupart des œuvres de Schrader, Light Sleeper tourne autour de personnages qui ne peuvent, ou ne veulent, laisser place à leurs sentiments. Le film décrit la vie routinière d'un homme, John LeTour (Willem Dafoe), qui ne se déplace qu'en voiture de location (avec chauffeur), communique par téléphone public, ne cuisine jamais chez lui, mais, dans son appartement vide, note ses pensées dans des cahiers qu'il jette quand ils sont pleins. Un petit employé méticuleux, sinon maniaque, à ceci près que son travail consiste à livrer de la drogue. Divorcé, il a pour famille de substitution un autre coursier, Robert (David Clennon) et leur patronne, Anna (Susan Sarandon), « à la fois mère poule et reine des abeilles ».

Tout le film est construit du point de vue de son personnage principal - ce que Schrader appelle un film « monoculaire » : on ne voit rien qu'il ne voit, on

n'assiste à aucune conversation qu'il n'entende. S'il entre dans une pièce, la scène commence; s'il sort de la pièce, la scène s'arrête. « C'est la même structure que dans Taxi Driver et dans American Gigolo », dit Schrader. Et c'est, bien entendu, un emprunt éhonté au Pickpocket de Robert Bresson.

« J'adore prendre un rebut de la société, poursuit-il, un assassin, un gigolo, un dealer, et dire : voici notre héros, son monde est désormais le nôtre, il n'y en a pas d'autre. Au public de décider, de réagir devant certaines ambivalences ou certains désirs inadmissibles. » Pourquoi le spectateur s'identifierait-il à un personnage aussi difficile, voire aussi odieux ? « C'est précisément ce conflit, ou ce décalage, qu'évitent les films commerciaux et qui m'intéresse. Je veux explorer ce qui se trouve chez John LeTour qui permette de voir au-delà de son étiquette sociale, de percevoir une âme. »

Le même mécanisme, les mêmes interrogations étaient à l'œuvre dans Taxi Driver et American Gigolo. De là à suggérer que Light Sleeper complète le triptyque... « Je me garderais bien de le dire, dit Schrader en riant, ce serait donner des clous et un marteau pour me faire crucifier. » Il concède, cependant, qu'explorant le même territoire, il reprend - prolonge, plutôt - le même personnage. « Jeune, il était paranoïaque et hostile, il avait pour ennemi la ville entière... A trente ans, il verse dans le narcissisme : il est gigolo. A quarante, il est inquiet, anxieux. Regardant en arrière, il se demande si le reste de sa vie ressemblera à ce qui l'a précédé, ou, plus profondément, s'il y a un plan qui préside à tout cela. »

Pour « passer » au cinéma, pareilles interrogations métaphysiques exigent un investissement considérable de la part des comédiens. Schrader le cinéphile les exerce car leur montrant des images. « Quand je préparais American Gigolo avec Richard Gere, je lui ai prêté Plein Soleil, de René Clément. En lui expliquant que le personnage a le sentiment d'être Alain Delon : il est sûr qu'en entrant dans une pièce, il l'illumine et en focalise l'énergie. A Willem Dafoe, j'ai montré le premier épisode d'une série télé, le Fugitif, avec David Jensen : un homme constamment en transit, prudent dans ce qu'il dit aux autres, qui ne regarde presque jamais personne dans les yeux... »

« John LeTour est un homme sans visage. Comme un chauffeur de taxi, comme un gigolo. N'ayant pas de place dans la société, ils dérivent. Ils n'ont d'importance que tant qu'on a besoin d'eux. Après, ils redeviennent anonymes. Quand on n'est qu'une fonction - le fournisseur, le coursier, le gigolo, - qu'on ne peut jamais accéder à l'intimité des autres, la vie est bien solitaire. »

Dans ce film sur la drogue à New-York, pas de Noir dans le champ. « Comme le dit John LeTour : drogues blanches pour clientèle blanche. Mes person-



Susan Sarandon.

nages opèrent dans le haut de gamme : 200 dollars pour ce qui se vend 90 dans la rue. Une industrie de service réservée à des gens qui peuvent s'offrir des prix pareils et ne veulent pas prendre de risque : des médecins, des cadres de Wall Street en pleine ascension.

« Un des aspects les plus intéressants du trio central, à mes yeux, c'est leur âge : le personnage de Willem Dafoe a quarante ans, celui de Susan Sarandon quarante-cinq, celui de David Clennon cinquante. La majeure partie de leur clientèle a entre vingt-cinq et trente-cinq ans. D'une certaine manière, John, Anna et Bob sont des dinosaures de la drogue, et de la « culture » qui s'y attache. Là aussi réside, en partie, leur angoisse. »

« J'ai trente-six ans et mon personnage en a quarante, mais j'ai le faciès martelé comme un punching ball, un visage qui a vécu plus que son âge, dit Dafoe, que Schrader avait rencontré sur le tournage de la Dernière Tentation du Christ. Je me sentais trop blond pour ce personnage, trop ensoleillé pour cette vie de nuit. J'ai donc foncé mes cheveux, et laissé pousser mes pattes... Un résidu des années 60, comme une sorte de réminiscence d'une époque, sinon d'une vie antérieure. Oui, un dinosaure. »

Prolongement du Travis Bickle de Taxi Driver et du Julian Kay d'American Gigolo, John LeTour est, peut-être, aussi, le troisième sosie de Paul Schrader. Lorsqu'il écrivit Taxi Driver en 1972, il vivait pratiquement dans sa voiture. « J'étais amoureux des armes à feu, suicidaire, je buvais énormément. J'étais obsédé par la pornographie comme seul peut l'être un solitaire », confie-t-il à Kevin Reynolds dans le livre Schrader sur Schrader. N'est-ce pas le portrait de Travis Bickle ? Et dans quelle mesure American Gigolo refait-il l'ascension de Schrader à Hollywood, capitale de l'artifice, sa transformation « de garçon trop dodu du Midwest » (Schrader sur Schrader) en célébrité aux costumes taillés sur mesure par un couturier italien ?

Aujourd'hui, Schrader est marié (à l'actrice Mary Beth Hurt) et père de deux enfants. « Je ne suis plus un jeune homme en colère, dit-il. Mais le désir de s'insérer, de trouver sa place sur terre, lui, ne s'apaise jamais... »

HENRI BÉHAR

Portrait
d'un homme
sans visage

EST-CE un vampire, celui qui « dort quand il fait jour » dont parle le titre ? Il n'en a pourtant pas l'air, avec son aspect affaibli et presque convenable. Au détour d'une scène, le scénario révèle la nature de son activité, comme en passant. John LeTour est livreur de drogue, avec pour clientèle les yuppie new-yorkais. Sécurité, célérité, telle est sa devise. Elle lui vaut la confiance de son employeuse, Anna, délicate élégante et courtoise, redoutable femme d'affaires. Elle lui a valu, jusqu'à présent, d'échapper à la police, pourant de plus en plus présente, de plus en plus pressante. Anna, John et son collègue, vétéran de la poudre, forment une petite équipe de professionnels. N'était la nature de leur commerce, ils seraient plutôt sympathiques.

Toute la mécanique du scénario repose sur cette contradiction. Pour le monde, John LeTour, c'est personnel, une ombre qui passe, un service rendu. Pour Paul Schrader, entomologue moraliste, sa fonction ne dit rien, tout reste à découvrir, à comprendre. Et ce fantôme impévi que sa caméra ausculte devient prisme réfléchissant. Aux premières images, on le supposerait prêt, confesseur qui écoute et ne dit rien.

Il fera songer aussi - mais est-ce vraiment différent ? - à un psychanalyste, réceptacle des folies d'un « monde en feu », comme le chante le générique. Pour Schrader, on le savait depuis Taxi Driver, le monde, c'est l'enfer et le désordre mental. Mais, outre la dénonciation ironique de la glorieuse loi de l'argent qui régit seule les déambulations de son personnage, il n'oublie pas non plus de faire de ce livreur de rêves tarifiés le métaphore d'un cinéaste : « Vous êtes dans le show business ? - Oui. »

Ces thèmes-là, ceux de la chute et de la rédemption, ont toujours été au cœur des films de Paul Schrader. Dans pareil contexte, ils risqueraient facilement la complaisance, bientôt l'odieuse. Et les récents films du cinéaste, l'artifice de Mishima, le simplisme de Patty Hearst, le baroque à la perversité appliquée d'Étrange séduction (Comfort of Strangers), avaient de quoi inquiéter. Cette fois, il aussi « racheté », loin des infirmités passées, il choisit l'épure.

Formidablement servi par ses comédiens, Willem Dafoe au premier chef, il réussit le tour de force de maintenir l'intérêt pour son personnage minimal, qui porte le film de bout en bout, sans jamais lui accorder plus de sympathie qu'il n'en mérite ni le solliciter de son public. Tous les scénaristes savent que rien n'est plus difficile que de prendre pour héros un personnage négatif : Schrader, grâce à un sens de la distance de grand documentariste, y parvient admirablement.

Dans le cadre fixé par ce mettre en scène rigoriste, il peut laisser éclater les scènes de violence dignes des meilleurs polars, les éclats de tendresse ou de sensualité qui éclairent soudain l'écran gris bleu de cette dérive sur l'échiquier de la nuit. Il peut tisser les intrigues de la trahison, de la dénonciation et du double jeu. Tous les ingrédients du thriller sont là, bien en place et en rythme : Schrader joue, aussi, le jeu du spectacle. Mais c'est pour les récupérer à volonté, dans le creuset de son puritanisme.

L'émotion physique devient, devient son objectif, une drogue qui écorche comme la coke, le sexe annonce la catastrophe et le mort. Pour son lonesome hero, praticien d'une morale qui est surtout une technique, l'ascèse était l'unique voie de salut. Dès qu'il y déroge, qu'il retombe dans les filets du sentiment et du désir, il devient vulnérable, tout se désintègre. En cette vallée de larmes et de turpitudes, seule la femme avec qui il n'a pas fait l'amour, figure de mère dominante et protectrice, lui donnera la paix qu'il cherche.

Nul, évidemment, n'est forcé d'adhérer à pareille vision des choses. La force et le prix de Light Sleeper sont dans le trouble qu'il a suscité, les faces sombres de chacun qu'a invoquées ce personnage si discret qu'il ne se reflète pas dans les miroirs. Alors, oui, peut-être, « celui qui dort le jour » est un vampire.

JEAN-MICHEL FRODON

SONY
ROLLINS

Vendredi 19 mars à 20 h 30. Saint-Denis.
Du 5 mars au 10 avril. Banlieues Bleues fête 10 ans d'audace
et de création jazz en Seine Saint-Denis.

THEATRE DE RUNGIS.
ARGENCIEL

LES 19 ET 20 MARS A 21 H

Léonce
et Léna

DE GEORG BÜCHNER

Mise en scène de Jérôme Lamoignon

45 60 79 00

هناك من النحل

AGOTA KRISTOF A LA COMÉDIE DE CAEN

UNE SÉREINE CRUAUTÉ

L y a cinq ans, paraissait un livre tranchant comme une aiguille de glace, le Grand Cahier, histoire de deux jumaux dans une ville envahie, qui de chapitre en chapitre s'insinuent à la souffrance, l'endurance, l'indifférence. On apprendait un nom, celui d'Agota Kristof, l'auteur, jeune femme partie de Hongrie en 1956, poussée par les chars russes, avec son mari et un bébé de quatre mois. Elle vit en Suisse, a un autre mari, et trois enfants. Elle se dit « timide et réservée », ce qui semble tout à fait exact. Mais elle possède aussi un terrible humour, une cruauté sardonique. Sa parole est précise lorsqu'il s'agit de décrire des faits, et pour le moins réticente dès qu'elle touche à des sujets personnels, où le sentiment risque d'entrer en jeu. Agota Kristof a écrit la Preuve, et le Troisième Mensonge - suites du Grand Cahier (le Monde du 12 septembre et du 27 septembre 1991) (1). On a alors appris qu'elle avait plusieurs pièces de théâtre dans ses tiroirs, dont Un rat qui passe, comédie kafkaïenne sur fond de procès politique, et l'Épidémie, fable burlesque sur une épidémie de suicides qui anéantit un village.

« C'est quand j'ai appris le français que je me suis tournée vers le théâtre, plus facile surtout si on invente des personnages quotidiens. Enfin, les miens ne le sont pas tout à fait, mais ils parlent un langage simple. Auparavant, j'écrivais des poèmes. Quelques-uns ont été publiés dans une revue hongroise éditée à Paris. Je ne les aime pas, ils sont trop naïfs, sentimentaux, intérieurs. Trop lyriques. D'ailleurs, je n'aime pas mes livres. Quand ils sont terminés, j'en ai vraiment assez. Je travaille lentement. J'écris à la main sans rien prévoir, sans thème en vue. En marchant, en lisant, en faisant le ménage, les courses, je pense à des histoires, des dialogues, et j'écris. Je ne sais pas ce qui va venir après, ou avant, parce que ça ne me vient pas dans l'ordre. Ensuite, je tape à la machine, je reprends, je jette, je recommence, je fais une sorte de montage. Là, c'est long. »

Écrire me relie à la Hongrie, certainement. Depuis 1968, j'y retourne régulièrement. La situation s'est modifiée peu à peu. Les derniers temps du communisme, on trouvait à Budapest l'abondance d'une capitale occidentale. Les produits étaient chers, mais tout le monde avait un business à côté de son travail. A présent, c'est différent.

Le 19 mars, Michel Dubois, directeur de la Comédie de Caen, centre dramatique, ouvre son ancienne salle au 32, rue des Cordes et y accueille, jusqu'au 10 avril, un spectacle de Michel Raskine, composé de deux pièces d'Agota Kristof, « l'Épidémie » et « Un rat qui passe ». Portrait de cet auteur « timide », impitoyable.

Les anciens apparatchiks font les nouveaux capitalistes. J'ai connu un fonctionnaire chargé de diriger un hôtel juste parce qu'il appartenait au parti. Maintenant, c'est lui le propriétaire de l'hôtel. Il connaissait les gens utiles et avait l'argent nécessaire.

Quand j'arrive là-bas, la langue hongroise m'entoure comme un bourdonnement. J'ai besoin d'un jour ou deux pour comprendre, je ne saurais plus écrire. Le hongrois est très différent du français : on prononce toutes les lettres, il n'y a pas de « e » muet, je me trompe toujours. J'aimerais revenir là-bas. Je le ferais si je n'avais pas d'enfants. Mais j'habite la Suisse depuis trente ans, j'y ai ma maison, j'y

suis chez moi. Les Suisses ne sont pas expansifs, c'est vrai, mais je suis réservée, timide.

J'ai échoué là par hasard. En partant de chez nous, nous sommes passés par l'Autriche, où nous avons couru les ambassades, et on nous a dissimulés. Ils m'ont envoyée en Suisse, je ne parlais pas français. Pendant cinq ans, j'ai travaillé en usine, dans un village austère que celui où j'habitais. Il y avait tant de bruit, on ne s'entendait pas, je ne pouvais pas apprendre. Ma fille, à la crèche, se débrouillait mieux que moi. Nous ne connaissions personne d'autre que des Hongrois. Nous ne fîmes pas réellement de colonie, nous étions tous dispersés, très isolés ; il y a eu un grand nombre de suicides. Dernièrement, nous avons célébré l'insurrection de 1956, celle-là même qui nous a obligés à nous exiler. Et aujourd'hui, la date en est devenue fête nationale, c'est drôle.

Mon premier mari avait une bourse d'étudiant. Après cinq ans, j'en ai obtenu une également, du canton de Neuchâtel, pour une université destinée aux étrangers. Là, j'ai appris à lire le français, ensuite, j'ai pu parler convenablement. Je suis quelqu'un de visuel, le système des cassettes audio ne vaut rien pour moi. J'ai bien été obligée d'apprendre le français, parce que mon second mari était suisse, et à cause des enfants. Au second bébé, je me suis arrêtée de travailler, j'ai fait le ménage. Les crèches sont peu nombreuses en Suisse, parce qu'on y favorise les femmes au foyer. Donc j'ai commencé à écrire. Le théâtre m'est venu naturellement, je le portais en moi, sans doute. J'en avais fait pour rire, au lycée. J'étais interne, et le soir, avec d'autres élèves, on allait de dortoir en dortoir, on imitait les professeurs, on jouait des petits sketches en échange de fruits, de dattes, de douceurs, que recevaient les filles de la campagne. Le pays était très pauvre à l'époque.

Un rat qui passe est ma première pièce, elle date de 1972 et n'a jamais été jouée. Elle est marquée par le souvenir des procès politiques. Je ne voulais pas me situer du côté des victimes, alors j'ai imaginé un juge cynique, tout au moins lucide, en pleine crise de conscience, qui revêt sa jeunesse, se dédouble. J'étais moi-même pleine de culpabilité parce que j'avais un bébé et je craignais de ne pas bien m'en occuper. L'Épidémie est un texte plus récent. Je

l'ai écrit à un moment où j'étais un peu écolo. Les constructions d'autoroutes, de barrages, me paraissent une attitude suicidaire pour l'humanité tout entière. C'est ce que je pensais décrire, mais il paraît que ça ne se voit pas. La pièce a été jouée en Suisse, à la Chaux-de-Fonds, traduite et montée en Allemagne.

Je n'ai pas d'agent, mais un contrat avec ma maison d'édition. Le Seuil, qui prend 15 % sur les droits d'adaptation, et se charge de diffuser les manuscrits. Moi, je ne connais personne, je ne vais pratiquement jamais au théâtre. En fait, je bouge peu, parce que je n'ai pas de voiture, et que le quartier où j'habite n'est pas agréable le soir. Je vais à Paris pour mes livres, mais alors je passe la soirée avec mes éditeurs, ou avec ma fille. Elle était élève comédienne à l'école de la rue Blanche. J'ai assisté à son spectacle de fin d'année. Si je vais au théâtre, c'est par amitié.

Ce que j'attends du théâtre, je ne sais pas. Je suis contente parce que mes pièces commencent à être jouées, je croyais que c'était perdu. Les voir me fait vraiment plaisir, même quand elles ont été mises en scène par des amateurs. Je pense au moment où je les ai écrites, enfermée, avec mes enfants, sans sortir, sans espoir de les voir un jour représentées. Et puis, elles vivent, et je reste ébahie. Depuis 1972 j'en ai écrit une presque chaque année. Je suis obstinée, naturellement, si on ne l'aurait jamais rien fait. L'écriture est une angoisse. Une idée s'impose, vous poursuivez, c'est vraiment ça qui compte. Ensuite, après des mois de travail, vous donnez votre livre, vous ne savez plus rien, vous vous sentez lâche, abandonnée. »

Propos recueillis par COLETTE GODARD

(1) Les trois livres sont publiés aux Éditions du Seuil.

« L'Épidémie et Un rat qui passe, d'Agota Kristof, mise en scène de Michel Raskine, du 19 mars au 10 avril, 32, rue des Cordes, Comédie de Caen, les mardis, vendredis et samedis à 20 h 30, les mercredis et jeudis à 19 h 30, les dimanches à 17 heures. Au théâtre d'Alençon les 14 et 15 avril. A Saint-Lô, le 20 avril. A Evreux le 4 mai. Rens. tél. : (16) 31-46-27-30. Les deux pièces sont publiées par la Comédie de Caen aux Éditions Amiot Lemaire.

DANSE

TROIS EXPÉRIENCES CHORÉGRAPHIE/ARTS PLASTIQUES

MARIAGES DANS L'ESPACE

Les alliances artistiques célèbres font rêver : Diaghilev et Nijinski, Massine et Picasso, Cunningham, Cage et Reuschenberg. Aujourd'hui, la danse veut à nouveau s'ouvrir aux autres arts, notamment à la peinture. Difficile de ménager de véritables rencontres, les temps ont changé. Et pourtant les couples Richard Alston/Jean-Charles Blais, Angelin Preljocaj/Aki Kuroda et Hervé Robbe/Richard Deacon (sculpteur) travaillent en collaboration. Mariages à l'essai ou compagnonnages de longue durée ?

« Le Marteau sans maître », chorégraphie de Richard Alston pour Régine Chopinot.

durable, riche, nourri à tous les courants, particulièrement au cubisme triomphant puis au néoclassicisme.

Autre époque qui suscite la nostalgie des chorégraphes : l'équipée autour de Cunningham, celle des minimalistes et conceptuels américains. Citons Rauschenberg, certes, mais aussi Frank Stella et Jasper Johns, tous persuadés d'appartenir à l'avant-garde, d'inscrire un nouveau chapitre à l'histoire de l'art. Chapitre qui perdure à travers Cunningham, bico sur, mais aussi avec Trisha Brown et Donald Judd, sculpteur, qui créa les magnifiques rideaux de couleurs primaires pour Newark.

Aujourd'hui, les esthétiques dominantes ont disparu. L'éclatement règne en maître. Impossible de créer un Paradis qui aurait l'homogénéité de la version originale. Il est vrai que Picasso et Satie s'entendaient à merveille pour court-circuiter les idées foisonnantes de Cocteau. Et la conception même de certains costumes - structures cubistes en carton - empêchait toute vraie chorégraphie. Aujourd'hui, les chorégraphes choisissent un artiste dont ils apprécient le travail, sans savoir vraiment si une rencontre artistique, sur la scène, est possible.

La peinture métaphysique d'Aki Kuroda convient-elle à la danse formelle, très construite, d'Angelin Preljocaj ? Les costumes d'Hervé Pierre, réalistes et luxueux, s'intégreront-ils à la conception initiale du spectacle ? Les tensions, nées des différences, peuvent créer des chocs visuels, tout autant que les annuler. A la première du Marteau sans maître, à La Rochelle, en décembre dernier, la création par Jean-Charles Blais d'un univers de taches noires, abstraites, mouvantes, jeu d'ombres et de lumières, absorbait une chorégraphie écrite au cordeau, trop proche de la partition. On n'avait d'yeux que pour le roman policier tchéiste qui se déroulait sur la toile de fond, moins respectueuse de la musique, donc plus à son écoute. Jean-Charles Blais a pris goût au ballet : il travaille avec Thierry Niang sur son projet Matisse, au Musée de Nice.

Hervé Robbe et Richard Deacon ont défini avec précision les contours esthétiques et formels de leur future création, Factory. Un spectacle où pas plus de deux cents spectateurs ne sont conviés sur la scène, une chorégraphie qui renoue avec la performance, le mouvement des spectateurs, les formes mobiles créées par Deacon. Le seul

risque : que la danse soit affaiblie par tant de mouvements annexes. A suivre, pourtant. Car voici une formule qui rompt avec cette passivité dans la consommation qui gagne le spectacle vivant. Le public est moins curieux, moins ouvert qu'il y a dix ans à tout ce qui le dérange.

La danse et l'art visuel ont en commun des préoccupations d'espace. Les costumes, eux, véhiculés par le corps des danseurs, constituent un terrain délicat. Si le plasticien les prend en charge, l'unité du spectacle peut être préservée. Craindre toutefois l'impérialisme des arts plastiques : la danse est si fragile à lire ! Richard Deacon a donné des consignes à la costumière, Dominique Fabrege, concernant les attaches et la coupe.

Un peintre continue son travail sur la scène. Il ne devient pas illustrateur ou décorateur de la danse. Ce qui explique que souvent les rencontres n'ont pas lieu. Dans le meilleur des cas, il cherche une jonction où son travail peut s'articuler avec celui du chorégraphe. Mais Pina Bausch n'a jamais collaboré avec un artiste de renom, son environnement plastique naît de sa danse, d'une collaboration forte avec deux hommes, deux scénographes, Rolf Borzik d'abord, puis Peter Pabst. Les grandes aventures artistiques des années 80/90 naîtront-elles dans le secret des compagnies ? William Forsythe prend souvent en charge lui-même décor et costumes. Avec le succès que l'on sait.

Retour des plasticiens dans la danse ? Le débat est ouvert. Les collaborations doivent s'inscrire dans la durée pour former des couples célèbres. Il ne s'agit pas de copier le passé pour le faire resusciter. Il faut trouver de nouvelles alchimies.

DOMINIQUE FRÉTARD

* Biennale du Val-de-Marne, le Marteau sans maître, les 18 et 19 mars, à 20 h 45, salle Jacques-Brel, 164, boulevard Gallieni, Fontenay-sous-Bois, tél. : 46-86-17-04. Soirée Hommage aux Ballets russes, d'Angelin Preljocaj/Aki Kuroda, du 5 au 9 avril, Opéra Garnier, tél. : 47-42-53-71. Factory, d'Hervé Robbe/Richard Deacon, les 29 et 30 avril, La Ferme-du-Buisson, Marne-la-Vallée, RER : Noisiel, tél. : 64-62-27-00.



TRISTAN VALES/ENGUARD

RÉGINE CHOPINOT veut que sa compagnie expérimente d'autres chorégraphes qu'elle-même. Elle fait appel à Richard Alston, «cunninghamien» d'origine, qui dirige la Rambert Dance Company, à Londres. Il choisit de monter le Marteau sans maître de Pierre Boulez, et élit le peintre Jean-Charles Blais pour créer un environnement à cette pièce musicale abstraite, inspirée de poèmes de René Char.

De son côté, Angelin Preljocaj continue à relire le répertoire des Ballets russes : pour Parade - créé en 1917 par Cocteau, Picasso, Massine et Erik Satie, excusez du peu ! - c'est Aki Kuroda, Japonais installé à Paris, qui relève la gageure de succéder à Picasso. Enfin, en ce moment même, à la Ferme-du-Buisson, le jeune Hervé Robbe travaille de concert avec le sculpteur anglais Richard Deacon.

Ce désir d'intégrer la danse contemporaine à un champ artistique plus large, de la sortir en quelque sorte de son ghetto pour la faire reconnaître, est apparu, en France, ces dix dernières années. On se rappelle les soirées organisées à Beaubourg par Jacques Garnier du

Groupe de recherche de l'Opéra de Paris, ou les spectacles de l'Opéra-Comique : Tanaka Min/Karel Appel/Richard Serra ou Bernar Venet/Roc in Lichen. Brèves rencontres : aucune collaboration ne s'est prolongée. L'Américaine Karole Armitage, en travaillant avec David Salle et Jeff Koons, revendique elle aussi clairement l'héritage et l'esprit des Ballets russes.

La réussite des assemblages des Ballets russes tient essentiellement au *deus ex machina* Diaghilev. Directeur artistique inégalé, comme il en crée pas directement, et c'est là sa force, il conserve le pouvoir du regard extérieur, de la manipulation aussi. Il tient les rênes d'une main de fer. C'est lui qui maintient l'échange, le provoque : entre Fokine et les peintres russes, comme Bakst, Benois, Roerich, Gontcharova et Larionov, puis entre Massine et les artistes européens, comme Derain, Picasso, José-Maria Sert, Matisse, Braque. Echanges entre talents naissants ou déjà célèbres, passerelle entre les générations, échange social entre le Paris mondain et les «Montparnasse». Chacun s'y retrouvait, et avait envie de continuer l'expérience, formant ainsi un mouvement

M A R V A

WRIGHT

Vendredi 26 mars à 20 h 30. Drancy.

Du 5 mars au 10 avril, Banlieues Bleues fête 10 ans d'audace et de création jazz en Seine Saint-Denis.

Léon et Léa

هكسان الفصل

LA SÉLECTION

DE LA SEMAINE

THEATRE

Spectacles nouveaux

Arlequin serviteur de deux maîtres
de Carlo Goldoni.
mise en scène de Jean-Louis Thamin.
avec Mariel Solway, Pascale Barout, Thierry Bénet, Eric Besson, Nathalie Danché, Eric Digne, Yves Gourvil, Renaud Danner, Vincent Soliman et Pascal Vanover.
Presque à ses débuts, Jean-Louis Thamin avait monté une première fois la pièce. Il a réécrit avec quelques années d'expérience en plus, et la maîtrise de son talent.

Le Bal des cuisinières
de Bernard de Costa.
mise en scène de Jacques Ardou.
avec Christine Pirelli, Corinne Mijangot, Véronique Parthenay et Carole Radier.
Un homme et trois femmes, entre le désir du plaisir et celui de la frustration. Bateau-théâtre la Mère au diable-Rive gauche. 30 rue de Valenciennes, 6. A partir du 17 mars. Du mercredi au dimanche à 19 heures. Tél. : 40-46-50-72. 70 F et 100 F.

Fin d'été à la campagne
de Carlo Goldoni.
mise en scène de Claude Morin.
avec Michel Taty, Bénédicte Wenders, Claude Morin, Christian Caro, Mathieu Vautour, Maurice Tuche, Patrick Simon, Marc Schepira, Isabelle Brocard, Sandrine Spielmann et Guillaume Bilet.
C'est l'année Goldoni. Comme c'était un auteur très prolifique, on n'a pas fini de le découvrir.

Le Nouveau Menoza ou l'Histoire du prince Tandil
de Jacob Lenz.
mise en scène de Pierre Somme.
avec Laure Argueta, Eric Botton, Emmanuel Bonifant, Anne-Sophie Casper, Vincent Figeat, Pierre Giffert, Carole Guérin, Yann La Soudé, Gérard Perrenoud, Jérôme Pleron, Anne Saint-Rémy, Pierre Somme et Valérie Weisberg.

Le théâtre allemand du XVIII^e siècle
mise en scène de Pierre Somme.
avec Laure Argueta, Eric Botton, Emmanuel Bonifant, Anne-Sophie Casper, Vincent Figeat, Pierre Giffert, Carole Guérin, Yann La Soudé, Gérard Perrenoud, Jérôme Pleron, Anne Saint-Rémy, Pierre Somme et Valérie Weisberg.

Quelques récits d'Antocha Thékhonté
d'après Anton Tchekhov.
mise en scène de Françoise Maré.
avec Carole Beryll, Rosine Rochette, Igor Tchoudanov, Françoise Violon et Arnel Veltan (guitariste).

Quelques textes de Tchekhov, imprégnés de son auteur.
Théâtre de l'Ukraine, rue de la Papeterie, 95000 Cergy. Les 18, 20, 22 et 23 mars, 20 h 30 ; le 21, 16 heures (et les 25, 26, 27, 28, 29 et 30). Tél. : 30-37-84-57. 35 F et 65 F.

Si je t'oublie, Jérusalem...
d'après William Faulkner.
avec Antoine Caubert, Claire Avelina, Bertrand Binet, Michelle Darnay, Christophe Ferry, Christian Grelange, Xavier Guet, Christian Jahanin et Thierry Parat.
Faulkner adapté au théâtre : une expérience.

Sur les dos d'un éléphant
de Thomas Le Douarin.
mise en scène de Claude Yano.
avec Juliette Meynier, Jérôme Sédoux, Grégoire Bonnet, Walter Hottin et Frank Montoya.
A partir d'un scandale du siècle dernier (les amours d'un moine et d'une nonne) cinq comédiens enjouent. On nous promet un voyage délectable.

Bal masqué
de Michel Lormont.
mise en scène d'Antoine Vassiliev.
avec Jean-Luc Bonetti, Catherine Solvay, Jean-Baptiste Malherbe, Nathalie Nervi, Valérie Drévieux, Eric Frey.
Reprise d'un spectacle troublant, qui navigue entre moquerie et angoisse étonnante. Avec Jean-Luc Bonetti, complice.

Le Banc
d'Henri Labrousse.
mise en scène de Tora Dey.
avec Marthe-Hélène Rautin et Hervé Labrousse.
Le parcours d'une vie à deux résouds en une heure de charme et de danse.

Ce qui arrive et ce qu'on attend
de Jean-Michel Besset.
mise en scène de Patrick Korbart.
avec Christophe Malavoy, Marie-France Pliet, Sabine Heudelin, Samuel Labadie, Philippe Esnau.
Les contradictions de l'amour et de l'ambition.

Contes d'avant l'oubli
d'après Isaac Bashevis Singer.
mise en scène de Jean-Luc Bonetti.
avec Valérie Drévieux, Isabelle Faria de Oliveira, Camille Grandville, Philippe du Janerod, Alain Langel.
Dans la spirale de la pensée juive, des histoires d'êtres et de tendres.

La Dispute
de Molière.
mise en scène de Stanislas Nordey.
avec Pierre Maréchal, Hélène Fabre, Joséphine Schuler, Virginie Volman, Stanislas Nordey, Dominique Esnau, Emmanuel Costes et Cécile Chloet.
L'enchantement et la cruauté de la jeunesse. Le spectacle se donne également du 25 au 27 mars à la Rose des Vents de Villeneuve-d'Ascq (20-51-02-02).

L'Entretien du solitaire
de Bernard-Marie Koltès.
mise en scène de Jean-Gabriel Nordmann.
avec Michel André et Pauline Salte.
Bernard-Marie Koltès, tel qu'il s'est un jour dévoilé, au cours d'une interview.

Théâtre de la Main-d'Or
de la Main-d'Or, 11. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-08-67-88. De 80 F à 100 F.

Fautist
de Johann Wolfgang von Goethe.
mise en scène de Dominique Pinon.
avec Jean-François Stauder, Hervé Pierrat, Claude Guyonnet, Nadia Fabrizio, Chantal Haunwirth et Yves Favier.
Première version du chef-d'œuvre de Goethe, qui a trouvé là une interprétation formidablement belle, corrosive, poétique, avec en plus, un magnifique duo Faust-Méphisto.

Harriet
de Jean-Pierre Sarraute.
mise en scène de Claude Yano.
avec Frédéric Adine, Catherine Gaudin, Hélène Frey, Alain Payen, Yves Karbow et Lionel Polak.
Dans ses derniers moments, Strindberg, toujours tyrannique, évoque ses amours avec celle qui fut sa femme et son interprète.

Henry VI
de William Shakespeare.
mise en scène de Georges Bonnot.
avec Georges Bonnot, Michel Bompod, Thibaut Bosc, Denis Briquet, Françoise Cabaret, Dominique Charpentier, Jean-Claude Chénouet.
Dans un grand élan, Stuart Seide s'est attaqué à la grande saga de la Guerre des Roses, à l'éternelle histoire des victoires sanglantes. Trois pièces de Shakespeare qui se donnent en alternance en deux soirées.

L'Homme qui
de Peter Brook.
mise en scène de Peter Brook.
avec Marlene Berthoud, David Benoit, Soudji Kouda, Yveline Oide et Mahmoud Tahiri-Zadeh.
Des anomalies de comportement qui deviennent de passionnantes expériences d'acteurs, pour explorer un monde inconnu, l'esprit humain.

Il ne faut jurer de rien
d'Alfred de Musset.
mise en scène de Jean-Pierre Vincent.
avec Robert Bouché, Claude Bouchery, Isabelle Carré, Eric Elmosalino, Pierre Forget.
La dernière pièce, toute en charme, de l'enfant du siècle. En alternance avec *On ne badine pas l'amour*.

L'Indulgence
d'après Hermann Broch.
mise en scène de Robert Carré.
avec Thierry Bénet, Arnaud Carlier, Jean-Luc Bonetti, Paul de Assunção, Claude Dautin, Richard Dubaut.
Thierry Bénet et ses acolytes s'emparent de textes, les enroulent dans des spectacles rigoureux dont la principale qualité est fort rare : l'humour. Deux parties sont données en alternance *l'Indulgence* et *la Cruauté*.

Le Siège de Numance
de Cervantes.
mise en scène de Robert Carré.
avec Marc Berman, Evelynne Boré, Christophe Breuillet, Marie-Pia Bureau, Antoine Brasseur, Frédéric Costa.
Une grande pièce au lyrisme échevelé, où se mêlent une ironie grandiose, une poésie épique, et la grandeur du talent.

Le Malade imaginaire
de Molière.
mise en scène de Jean-Luc Legrand.
avec Bernard Schuch, Mirilla Herkmeyer, Elisabeth Mazet, Olivier Achard, Olivier Py et Françoise Berret.
Le dernier souffle de Molière, et son comique morbide.

Qui Saitout et Grobetta
de Colin Serreau.
mise en scène de Colin Serreau.
avec Colin Serreau et Gilles Privat.
Deux clownes aux prises avec la musique, l'amour, la jalousie. Après le succès de *la Crise*, Colin Serreau revient au théâtre.

Le Tonnelle
d'Hermann Ungar.
mise en scène d'Agathe Alexis.
avec Laurence Blinven, Christophe Deboque, Jean Lascot, Michel Guinat.
L'humour grinçant, la mélancolie poétique de Hermann Ungar, procurent un immense plaisir, dans la mise en scène tranchante d'Agathe Alexis. En alternance avec *le Bâtiment*.

Madame Klein
de Nicolas Wright.
mise en scène de Brigitte Jaques.
avec Michelle Marguier, Dominique Sandoz et Dominique Raymond.
Trois femmes s'interrogent sur la mort d'un jeune homme. Trois psychanalyses.

Théâtre national de l'Odéon
1, place Paul-Claude, 8. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 44-41-36-36. De 150 F à 30 F.

Les Marchands de gloire
de Marcel Pagnol.
mise en scène de Jean-Louis Martinelli.
avec Gérard Barmeaux, Charles Berling, Jean-Claude Bille-Roddat, Jean-Marc Bory, Florence Besson, Rémy Carpentier.
La politique et la décente morale ne font pas toujours bon ménage. Sous la III^e République, les choses allaient bon train. Les *Marchands de gloire* sont les destins familiaux, poursuivis par le triomphe aux ambitions. Pagnol s'en moque, Martinelli et les comédiens s'en amusent.

Mortadela
d'Alfredo Arias.
mise en scène de Jean-Pierre Sarraute.
avec Haydée Alba, Didier Grondé, Marthe Martin, Adrien Paganelli, Pilar Rebolgar, Alma Rosa, Jacinta, Martine Lapage, Oscar Sisto, Frédéric et Andréa.
Voyage dans les rues de Buenos-Aires, peuplées de personnages extravagants de chansons des années 50. Souvenirs d'Alfredo Arias.

Partenaires
de David Marmet.
mise en scène de David Marmet.
avec Richard Berry, Fabrice Luchini et Anne Brochet.
A la recherche du succès commercial, deux producteurs se font bousculer par leur scénariste.

Pour un oui, pour un non
de Nathalie Sarraute.
mise en scène d'Elisabeth Chailion.
avec Françoise Lequenne, Luc Clémentin, Olivier Boussa et Marie-Françoise Gantier.
Quelques personnages sans nom, un catéchisme déclenché par une certaine façon de dire les mots les plus simples.

Le Procès de Jeanne d'Arc
d'après Bertolt Brecht, Anne Seghers et Charles Péguy.
mise en scène de Jean-Claude Fél.
avec Geneviève Miliou, Anne Brisacier, Geoffrey Caray, Véronique Choquet-Arny, Jean-Luc Dejean, Charles Silver, Daniel Smilg.
Vingt heures, une pièce bouillonnante, vue par plusieurs auteurs. Un pari difficile, et réussi.

Le Siège de Numance
de Cervantes.
mise en scène de Robert Carré.
avec Marc Berman, Evelynne Boré, Christophe Breuillet, Marie-Pia Bureau, Antoine Brasseur, Frédéric Costa.
Une grande pièce au lyrisme échevelé, où se mêlent une ironie grandiose, une poésie épique, et la grandeur du talent.

Le Malade imaginaire
de Molière.
mise en scène de Jean-Luc Legrand.
avec Bernard Schuch, Mirilla Herkmeyer, Elisabeth Mazet, Olivier Achard, Olivier Py et Françoise Berret.
Le dernier souffle de Molière, et son comique morbide.

Qui Saitout et Grobetta
de Colin Serreau.
mise en scène de Colin Serreau.
avec Colin Serreau et Gilles Privat.
Deux clownes aux prises avec la musique, l'amour, la jalousie. Après le succès de *la Crise*, Colin Serreau revient au théâtre.

Le Tonnelle
d'Hermann Ungar.
mise en scène d'Agathe Alexis.
avec Laurence Blinven, Christophe Deboque, Jean Lascot, Michel Guinat.
L'humour grinçant, la mélancolie poétique de Hermann Ungar, procurent un immense plaisir, dans la mise en scène tranchante d'Agathe Alexis. En alternance avec *le Bâtiment*.

Woyzeck
de Georg Büchner.
mise en scène de Christian Benedetti.
avec un alternance Christian Benedetti et Michel Fouquet, Véronique Violon.
Nouvelle mise en scène pour l'éternel mystère du soldat, individu quasi anonyme poussé au meurtre le plus gratuit.

L'Epidémie ; Un rat qui passe
d'Agathe Krikor.
mise en scène de Michel Raskine.
avec Anne Alvaro, Philippe Borchard, Marie-Christine Orry, Christian Dillaud, Frédéric Lapoutte, Yves Robin, Anne Ferrier, Charles Nelson et Judith Guittier.
Comédie de Caen-Théâtre d'Hérouville, 41, rue Froide, 14000 Caen. Les mardi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 31-47-39-00. De 52 F à 100 F.

Esclaves de l'amour
d'après Kay Hamean.
mise en scène de Marc François.
avec Nathalie Bernead, Nicolas Bonnetoy, Laurence Caray, Régis Camusson, Marc François aime les textes complexes, les ambiances équivoques, les personnages difficiles.

Fin de partie
de Samuel Beckett.
mise en scène de Charles Toulmon.
avec Philippe Fruton, Daniel Martin, Gilberte Babin et Jean-Claude Parin.
Les épreuves de Beckett étrangement vivaces, et d'autant plus redoutables et drôles. Le spectacle se donne également du 23 au 27 mars à Dijon, au Parvis Saint-Jean (80-30-12-12).

L'Institut Benjamin
de Robert Walser.
mise en scène de Jean-Jacques.
avec Marie-Françoise Gantier, Gabrielle Bozzelli, Basile Bernad, Michel Demierre, Fabrice Bouché, Simon Duprez.
Après *les Enfants Tanneur*, Joël Jouanneau retrouve un auteur qu'il aime, Robert Walser, et l'ambiance trouble d'un institut où l'on apprend à des jeunes bourgeois l'art de vivre comme des domestiques.

Le Malade imaginaire
de Molière.
mise en scène de Jean-Luc Legrand.
avec Bernard Schuch, Mirilla Herkmeyer, Elisabeth Mazet, Olivier Achard, Olivier Py et Françoise Berret.
Le dernier souffle de Molière, et son comique morbide.

Qui Saitout et Grobetta
de Colin Serreau.
mise en scène de Colin Serreau.
avec Colin Serreau et Gilles Privat.
Deux clownes aux prises avec la musique, l'amour, la jalousie. Après le succès de *la Crise*, Colin Serreau revient au théâtre.

Le Tonnelle
d'Hermann Ungar.
mise en scène d'Agathe Alexis.
avec Laurence Blinven, Christophe Deboque, Jean Lascot, Michel Guinat.
L'humour grinçant, la mélancolie poétique de Hermann Ungar, procurent un immense plaisir, dans la mise en scène tranchante d'Agathe Alexis. En alternance avec *le Bâtiment*.

Madame Klein
de Nicolas Wright.
mise en scène de Brigitte Jaques.
avec Michelle Marguier, Dominique Sandoz et Dominique Raymond.
Trois femmes s'interrogent sur la mort d'un jeune homme. Trois psychanalyses.

Compagnie Pierre Droulers
Comme si on était leurs petites Poucets
Une très fantasiste et très amusante pièce de théâtre musical, chanté et dansé. Droulers s'y inspire librement du *Financier* de Joyce. Mise en scène au millième de seconde, interprètes polyvalents et épatants.

Compagnie Castafiore
4 Lug-Volapük
La loufoquerie règne chez Castafiore. Marcia Barcellos et son compère Karl Biscuit nous proposent, cette fois, une pièce « en trois dimensions », pour laquelle sera distribuée à chaque spectacle une lunette stéréoscopique.

Compagnies Hervé Jourdet
Marie-Anne Thill et Le Pied dans l'eau
Lunettes - Sortis de confins - Trois points suspendus
On avait bien aimé, d'Hervé Jourdet, *Portraits de maîtresses ou le Rêve d'un curieux*, créé pour la Biennale du Val-de-Marne. Thill propose sept pièces courtes, les trois cinégraphes des Points suspendus sont leurs propres interprètes.

7^e Biennale du Val-de-Marne
La Compagnie Chopinot dans un programme Richard Alston (*Rainbow Band* et *le Mariage sans mariage* (1)), et dans l'événement Saint Georges inspiré à Chopinot par la sculpture romane (2). Une création de Pierre Doussaint, les 4^e Rugissants (3) une autre de Jacques Patazzi, *A Mossa des jours et des nuits* (4).

The Lindsay Kemp Company
Onegate
Une création de l'extravagant Lindsay Kemp, inspiré ici par le théâtre Kabuki : l'onagata est l'acteur spécialisé dans les rôles féminins.

Ballet Théâtre
Rafael-Aguilar
Carmen
Une version extrêmement théâtrale, spectaculaire et inventive, servie par de fougueux acteurs-danseurs.

La sélection « Danse »
a été établie par
Sylvie de Nassac

BANLIEUES

BLEUES

Le festival qui sort le jazz des sentiers battus vous présente 400 musiciens et 50 concerts dans 14 villes de Seine Saint-Denis.

Renseignements : 43 85 66 00

Seine Saint-Denis
Conseil Général

COMMUNE

Nicholas Wright/Brigitte Jaques
avec Michelle Marguier
Dominique Sandoz
Dominique Raymond
jusqu'au 18 avril
à aubervilliers
48 34 67 67

Mme Klein

DE LA SEMAINE

19

ARTS

Nouvelles expositions

Daniel Graffin

Nul n'est prophète en son pays... Né à Romilly-sur-Seine et vivant à Paris, Daniel Graffin est plus connu à Irving (Texas) ou Neenah (Wisconsin), voire à Ryad ou Singapour que sur les bords de Seine. Raison de plus pour ne pas manquer cette exposition qui souffre une spiritualité aux antipodes des préoccupations actuelles, et qui pourrait en être un antidote.

A. B. Galeries, 24, rue Keller, Paris 11^e. Tél. : 43-06-90-90. Tous les jours de 10 heures à 19 heures. Du 18 mars au 30 avril.

Paris

Actions, Jourda & Perrandin, 350, place d'Yeuville

En trois expositions partiellement distinctes, parce qu'elles échantillonnent leurs signaux, on trouvera ici une épreuve contrastée de toutes les tendances : de la « jeune » du paysage architectural français, C'est tout à tour sage et primés, minimaliste ou statufié et, bien sûr, vache ou bucolique.

Institut français d'architecture, 8 bis, rue de Tournai, Paris 6^e. Tél. : 46-33-90-36. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 12 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 24 avril.

Tadao Ando

Toute l'œuvre de l'un des plus grands architectes japonais contemporains, présentée en grande pompe par lui-même. L'ensemble est d'autant plus saisissant que, malgré d'abondantes publications, Tadao Ando reste un inconnu sur le territoire français. L'exposition constitue donc sa première œuvre officielle et révèle l'étrange progression de l'artiste, de l'échelle de la maison à celle des grands projets d'allure piranésienne.

Centre Georges-Pompidou, galerie du CCI, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-70-12-33. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 12 heures à 19 heures. Samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 12 heures. Jusqu'au 24 mai.

Martin Barré

Parmi les plumes naissantes de l'école de Paris des années 50, Martin Barré fut peut-être un de ceux qui connurent l'éclipse la moins longue : il n'a attendu que jusqu'à l'âge de cinquante-cinq ans sa première grande exposition parisienne, diligente par Suzanne Pagé en 1979. Voici la seconde, qui présente la suite de son travail, jusqu'à aujourd'hui, toujours empreint d'une douce géométrie oscillante.

Galerie nationale du Jeu de Poudre, place de la Concorde, Paris 1^{re}. Tél. : 42-60-65-65. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures, mardi jusqu'à 21 h 30. Jusqu'au 11 avril.

Beyrouth centre-ville

Six photographes renommés ont travaillé sur la destruction du centre historique de la capitale libanaise : façades meurtries, intérieurs pillés, rues trouées. Du constat documentaire de Robert Franck - dont c'est ici le grand retour - six regards vides de personnages, mais où l'on ne compte plus les traces de l'homme.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-25-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 12 avril. 25 F (entrée du musée).

Daniel Boudinet

D'abord illustrateur de presse et pour l'édition, le photographe Daniel Boudinet (1945-1990) s'est peu à peu affirmé comme l'un des plus importants photographes de rue de la capitale libanaise. Ses vues nocturnes de Paris, Londres, Rome, restent des références.

Musée du patrimoine photographique, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-25-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 18 avril. 25 F (entrée du musée).

Collection Rinaco Moscou

Des artistes russes contemporains, parfois bannis par l'art officiel du réalisme socialiste, aujourd'hui acquis par une compagnie d'investissements moscovite qui démontre que les collections d'entreprises de la CEE ont une modernité d'esprit que pourraient leur envier leurs camarades d'Europe de l'Ouest. Mieux encore, on y découvre des artistes particulièrement intéressants et aux antipodes des versions édulcorées ou exotiques montrées à Paris ces derniers temps.

Caléas des dépôts et consignations, 55, rue Jacob, Paris 6^e. Tél. : 40-49-94-83. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 18 h 15. Jusqu'au 24 avril.

Coop Himmelblau

Le groupe autrichien, après avoir cassé la baraque, s'est mis à jouer au jeu-jong avec ce qui restait de poutres. Installe ici de s'interroger sur l'architecture, dont l'idée même est définitivement mise à plat. Inutile de lui substituer la notion de sculpture, qui d'est pas censée être le propos de Coop Himmelblau. Reste à se pencher d'une poésie destructrice, et l'intérêt, tout intellectuel mais réel, de découvrir ici le paroxysme des démarches « déconstructivistes » qui bantent les lendemains du postmodernisme.

Centre Georges-Pompidou, 1^{er} sous-sol, petite salle, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 12 avril.

De Goya à Matisse

Préfiguration de la future bibliothèque nationale des arts ? La vieille dame de la rue de Richelieu accueille une superbe sélection de la collection d'estampes du couturier Jacques Doucet, qui suit palier en son temps l'histoire des pouvoirs publics et constitue une bibliothèque exemplaire, léguée depuis aux chercheurs. Les gravures un jour d'un amateur suisse, Léonard Giocondo, montrent, de Goya à Matisse, que les hommes valent mieux que les institutions.

Bibliothèque Nationale, galerie Colbert, 6, rue des Petits-Champs, 2, rue Vivienne, Paris 2^e. Tél. : 47-03-81-25. Tous les jours de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 avril.

Dessins français du XVIII^e siècle dans les collections publiques

On ne le répètera jamais assez : les expositions de dessins des collections publiques sont toutes, par la fragilité des œuvres, des événements. Lorsque de surcroît les dessins rassemblés sont habituellement disséminés dans trente-six musées de l'hexagone, et qu'ils d'ont, pour beaucoup, jamais été exposés, on se doit de découvrir la vitalité de l'art produit en France entre les règnes du Vert-Galant et du Roi-Soleil.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jaurès, côté jardin des Tuileries, Paris 1^{re}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 9 heures à 17 heures. Samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 12 heures. Jusqu'au 26 avril. 35 F (prix d'entrée du musée).

L'art sacré en France au XX^e siècle

L'expression « art sacré » évoque autant les affligées images sacrées que les actes fervents d'un Rouault, la fugue de Matisse et le dévouement du Père Couturier. Deux expositions, l'une couvrant l'entre-deux-guerres, l'autre la période postérieure, devraient permettre de faire un point sur cet aspect très particulier de l'art du vingtième siècle.

Centre culturel de Boulogne-Billancourt, 22, rue de la Belle-Feuille, Boulogne-Billancourt, 92100. Tél. : 47-12-77-85. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 18 heures. Samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 12 heures. Jusqu'au 31 mars.

Henri Matisse (1904-1917)

Mutisme comme un ne l'a jamais vu, dans toute la complexité et toutes les aventures d'une peinture colétiée, sans repos ni certitude. Une douzaine d'années mises à un en cent trente tableaux et quelques sculptures, réunis en un accrochage intelligent et dynamique. Luxe, calme et volupté, malgré une bouillonnante prévisible.

Centre Georges-Pompidou, Musée national d'art moderne, grande galerie, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 21 juin.

1893 : l'Europe des peintres

Le Musée d'Orsay marque à sa façon les premiers pas de l'Europe sans frontières, et expose un choix d'artistes provenant de dix-huit pays et ayant peint, ou exposé, en 1893. On y est montré, par des rapprochements surprenants, que le style excède les pays et parfois les écoles, et où il est cruellement rappelé que la circulation des hommes et surtout des idées avait alors une vigueur aujourd'hui enviable.

Musée d'Orsay, entrée qui Anatole France, pl. Henri-de-Montherlant, Paris 7^e. Tél. : 40-48-48-14. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 18 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 23 mai. 35 F, billet jumelé musée-exposition : 60 F.

Yasunasa Morimura

Trois expositions dont deux centrées sur le Japon : la Fondation Cartier vire à l'Extrême-Orient : on connaît Jeff Wall, très diffusé en France depuis une dizaine d'années, mais les sept œuvres montrées ici sont, pour la plupart, inédites. A suivre en particulier les premières de son travail à partir des estampes d'Hokusai ; regard inversé avec Yasunasa Morimura, qui donne aux figures célèbres une version peu banale (première exposition personnelle en France) ; travaux de circonstance, avec les dessins du parc par Marc Couturier.

Fondation Cartier, 3, rue de la Manufacture, Jouy-en-Josas, 78000. Tél. : 39-56-46-46. Tous les jours de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 avril. 25 F.

Otto Freundlich et ses amis

Il y a cinquante ans, Otto Freundlich, arrêté à Paris, disparaissait dans les camps de concentration nazis. Le musée de Pompidou nous rend aujourd'hui un hommage significatif à ce pionnier de l'abstraction géométrique en réunissant des œuvres provenant du monde entier et en regroupant autour de lui celles de ses amis, de Picasso à Schwitters en passant par Kandinsky. L'ensemble s'appuie sur une précieuse série d'archives et éclaire une des grandes phases de la peinture des années 30.

Musée Tasset-Delaunay, 4, rue Lamarc, Pontlevy, 95300. Tél. : 34-43-34-77. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 10 heures à 12 heures et du 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 juin.

Qui a en cette idée folle... Paris à l'école

Splendide présentation, esprit pédagogique correct, excellente tenue générale des textes, des sons et des architectures présentées, sens de l'orientation : cette exposition sur le passé, le présent et l'avenir des écoles parisiennes (qui a dû coûter « bonbon » à la Ville de Paris), mérite mieux qu'un bon point, à savoir une visite en bonne et due forme.

Pavillon de l'Armée, 21, boulevard Morand, Paris 4^e. Tél. : 42-76-23-97. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 18 h 30, dimanche de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 9 mai.

Léon Zack

Léon Zack a suivi l'itinéraire désormais classique des peintres maoïstes : il partait au mouvement futuriste, rejoint en 1913, émigre lors de la révolution d'octobre et passe, via Constantinople, à Berlin dans l'entre-deux-guerres, le temps de rencontrer Hosiassou et de participer aux ballets de Boris Romanoff, avant de s'installer définitivement à Paris, où il pratique une peinture gentiment figurative. L'éclair vient après guerre, avec un passage remarqué à l'abstraction. L'ensemble mériterait bien ce bel hommage.

Couvent des Cordeliers, 15, rue de l'Ecole-de-Médecine, Paris 5^e. Tél. : 43-60-73. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 avril.

Galleries

Jean-François Briant

Melisse décapant des papiers gouachés à l'aide de nombreux émaux, mais de là à découper l'acier... C'est ce que fait Briant, avec une belle fluide et sans complexe, faisant surgir de la toile les nervures d'une feuille monumentale ou, plutôt, à l'échelle du regard d'un enfant. Car tout le paradoxe est dans cette technicité, remarquable à force de se faire oublier, pour ne plus laisser paraître qu'une vision tendre ou inquiète sur chose si simples qu'il faut être attentif pour leur prêter encore attention.

Galerie Di Meo, 9, rue des Beaux-Arts, Paris-6^e. Tél. : 43-54-10-98. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 18 heures et de 14 h 30 à 18 heures. Samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 3 avril.

Laure Cauquil

On ne sait trop si les figures en voie d'écroulement de Laure Cauquil viennent d'une modernité new-yorkaise en perte de vitesse, ce qui serait mal, ou d'antiques racines cathares, conscientes ou pas, ce qui serait bien mieux... Mais il n'est point besoin de s'être promené autour du Sidière pour apprécier la richesse d'une œuvre jeune née dans un décor culturel. A suivre.

Galerie Mostel Bastille, 23, rue Bastille, Paris 11^e. Tél. : 44-93-93-64. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 30 avril.

Chagall

Tout le monde croit connaître Chagall, et nombreux sont ceux qui aiment passionnément sa peinture. L'occasion de voir les œuvres réalistes à Vitcheb et à Saint-Petersbourg, et conservées dans les musées russes est trop rare pour n'être pas signalée. On y trouvera la genèse d'une œuvre - y compris avec la présentation de sept toiles de son professeur Yehouda Pen - et des raisons d'espérer la rétrospective qu'un grand musée à Paris devra bien un jour lui consacrer.

Galerie Gérard Piltzer, 78, avenue des Champs-Élysées, Paris-8^e. Tél. : 43-69-90-07. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures. Du 20 mars au 8 mai.

Sandro Chia, Ray Smith

A la fin de l'année dernière, la Nationalgalerie de Berlin présentait une rétrospective de Sandro Chia pour laquelle le transavanguardia italien avait préparé une nouvelle série d'œuvres et de pastels. C'est une sélection de cette exposition, complétée par des travaux plus récents, qui est montrée ici. Elle témoigne de la vigueur d'un artiste qui certains ont voulu enterrer un peu vite.

Galerie Thodouze Poggès, 7, rue Debelleury, Paris-8^e. Tél. : 42-72-66-00. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 10 avril.

Deux cents œuvres du Fonds national d'art contemporain

La République est bonne fille et, depuis 1873, acquiert des œuvres auprès d'artistes vivants. Elles ornent les édifices publics, les ambassades, ou sont prêtées lors d'expositions temporaires. Depuis dix ans, 3200 artistes ont bénéficié de ses largesses et l'on ne saurait trop recommander la visite de cette exposition à ceux qui, aujourd'hui, vocifèrent contre un « art officiel » : ils risquent quelques surprises et, qui sait, quelques découvertes.

Galerie de l'Esplanade, 15, place de la Défense, 92000 Courbevoie. Tél. : 49-00-17-13. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 9 mai.

Rainer Fetting

Estampes d'une des grandes figures de la scène berlinoise des vingt dernières années, membre éminent du groupe des « nouveaux fauves » et militant de la « Tantenfraktion ». Il fut, avec ses amis Baselitz et Lüpertz et son ami Salomé, de ceux qui, à travers une peinture d'une violence rarement épaulée et des performances mémorables, redonnèrent une âme à l'ancienne capitale allemande.

Galerie Artcurial, 9, av. Marignan, Paris-8^e. Tél. : 42-89-16-18. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 18 h 15. Jusqu'au 2 avril.

Jörg Immendorf

Double exposition d'un amoureux des cafés : la peinture de Jörg Immendorf restitue apparemment l'ambiance chaude des discussions d'arrière-salle. En fait, cet ancien élève de Beuys joue du symbole autant que du pictural et les références entremêlées de Brecht, André Breton, des cocottes, des concombres et des carottes sous la figure tatouée de l'ange allemand réjouissent les uss, inquiètent les autres. Les œuvres récentes sont à la galerie Templon.

Galerie Templon, 30, rue Beaumont, Paris-3^e. Tél. : 42-72-14-10. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures, jusqu'au 24 avril. Également au Centre Georges-Pompidou du 15 mars au 12 avril, tél. : 44-78-12-33.

Antoine Perrot

L'exposition surprendra ceux qui ont remarqué le travail d'Antoine Perrot lors du Salon Découvertes, tant elle semble marquer un tournant dans son œuvre : comme beaucoup d'abstraits géométriques, il est tenté par l'abstraction, et le hasard, déterminé par une hésie (la trace du geste), semble prendre une place grandissante. L'ensemble fonctionne comme un collage au sein d'une galerie devenue support et confirme Perrot comme l'un des artistes les plus intéressants de sa génération.

Galerie Barrozo et Cie, 74, rue Daumesnil, Paris-13^e. Tél. : 42-72-67-36. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 h 30. Jusqu'au 1^{er} avril.

Province

Lille

Bellezzes di Firenze

Lorsqu'un peintre se double d'un collectionneur et qu'il se promène en Toscane à l'aube de la Révolution française, sa moisson promet d'être étonnante. Les dessins légués par Wicar (1762-1834) au musée de Lille surprennent en effet les amateurs d'art italien par leur rareté et leur exceptionnelle qualité. Mais ils ravivent aussi tous les autres : études, mises au carreau, encre sur sanguines, tout est à croquer.

Musée de l'Hospice Comtesse, salle des médailles, chapelle de la Madeleine, 59000. Tél. : 20-51-02-62. Tous les jours sauf mardi et fêtes de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 20 avril. 15 F.

Marseille

D'un art à l'autre, poésie et peinture

Bernard Blistène a légué un usage de poètes sur Marseille. Il y en a un derrière chaque grand mouvement artistique : le cubisme et le futurisme, le dadaïsme et le surréalisme. Mais derrière Cobra, derrière les Happenings, chez Fluxus et les autres, il y a changé la vie, réinventé, non sans lute parfois. Il ont bouleversé les genres. Et, depuis Mallarmé, ont découvert que l'œuvre devait trouver sa nourriture et son aboutissement dans le langage, tous les langages.

Centre de la Vieille-Charité, 2, rue de la Charité, 13002. Tél. : 91-56-25-38. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 17 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 23 mai.

Mulhouse

Charles Belle

Il faut une belle dose d'optimisme pour peindre aujourd'hui des fleurs. Celles de Charles Belle, gitanesques et superbes, vous en feront voir de toutes les couleurs et vous ne pourrez plus jamais regarder un glaïeul de la même façon. Il s'est également attaqué aux choux avec une belle santé et magnifie un légume pas aussi urdigne qu'on peut le penser. Un regard frais comme une promenade autour d'un jardin potager, par un peintre beaucoup trop discret.

Galerie de l'AMC, 7, rue Alfred-Engel, 68100. Tél. : 82-32-12-92. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Également à Clermont.

lon-sur-Saône (la Vie des formes) jusqu'au 20 mars. Tél. : 85-80-00-08. Jusqu'au 27 mars.

Michel Gouery

On sait aujourd'hui ce que les premières abstractions de Kandinsky doivent aux « Though Farms » des théosophes, et comment ses œuvres des années 30 ont su s'inspirer des planètes d'ouvrages de biologie. Gouery travaille dans le même registre, en puisant son inspiration dans des figures connues de la décoration, de l'art au des sciences, poussées à un degré de précision qu'il aime à voir confiner à l'absurde.

Musée des Beaux-Arts, 4, place Guillaume-Tell, 68100. Tél. : 86-32-58-45. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures. Jusqu'au 28 mars.

Nantes

L'avant-garde russe (1905-1925)

Une grande et belle exposition qui met l'accent sur la première période de l'avant-garde russe et, surtout, montre des œuvres parfaitement inconnues, tirées des réserves des musées de province de l'ex-Union soviétique où elles dormaient à l'abri des regards staliens.

Musée des Beaux-Arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél. : 40-61-65-65. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45, dimanche de 11 heures à 17 heures, nocturne vendredi jusqu'à 21 heures. Visites-conférences : 40-61-91-25. Jusqu'au 18 avril.

Villeurbanne

Dan Graham

Exposition rétrospective complète et fouillée autour de la figure de Dan Graham, un galiste qui a bien mûri : prenant appui sur sa propre expérience, il a en 1964 une critique de la galerie et des revues d'art qui l'a conduit à élaborer des méthodes artistiques radicalement nouvelles, oscillant entre le minimalisme, la performance, la vidéo et les maquettes d'architecture.

Le Nouveau Musée, 11, rue Docteur-Dard, 69100. Tél. : 78-03-47-00. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 mars. 20 F.

La sélection « Arts » a été établie par Harry Bellet « Architecture » : Frédéric Edelmann « Photo » : Michel Geerria.

70 spectacles, 11 salles, 150 artistes

LE PRINTEMPS DE BOURGES

du 20 au 25 AVRIL 93

France Inter

Jean-Louis Aubert
Philippe Léotard
Tom Novembre
Suzanne Vega
Calvin Russell
Amina
Kent
Peter Gabriel
Maurane
Khaled
Sade
Iron Maiden
Keziah Jones
Willy DeVille
Michel Jonasz
Les Innocents
Vaya con Dios
Vanessa Paradis
Jacques Dutronc...

INFOS/LOC
16/48 24 30 50
MINITEL 3615+PDB

Point de vente Bourges : Espace Printemps

Ministère de la Culture et de la Communication, Ministère de la Jeunesse et des Sports, Conseil Général du Cher, Conseil Régional du Centre, Ville de Bourges, Maison de la Culture de Bourges, ADAMI, Fonds de Soutien Chanson, Variétés, Jazz, Fondation pour la Création Musicale, SACEM, SCPP

